CE TILOURIE DE LE CONTRACTOR DE LE CONTR

LE MONDE INITIATIVES

- La réduction du temps de travail
- 20 pages d'annonces classées



ONQUANTE-TROISIÈME ANNÉE - Nº 16426 - 7,50 F

MERCREDI 19 NOVEMBRE 1997

FONOATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - OIRECTEUR : JEAN-MARIE COLOMBANI

Multimédia:

pour l'école

et des aides

au capital-risque

LE GOUVERNEMENT veut accé-

lérer le développement des oou-

velles technologies eo France. A l'école, d'abord : Claude Allègre et

Ségolène Royal ont présenté, lundi

17 novembre, un plan sur trois ans

visant à introduire massivemeot

l'informatique et le multimédia

dans les établissements scolaires. Tirant le bilan des échecs des tenta-

tives précédentes, l'accent est mis

sur la formatioo des enseignants et

sur une intégration des nouvelles

technologies aux programmes.

Dans l'entreprise, ensuite : dans un

eotretieo au Mande, Dominique

Strauss-Kahn, ministre de l'écono-

mie, des finances et de l'industrie,

annooce une série de mesures visant à encourager la création d'en-

treprises de nouvelles technologies.

Excluant plans sectoriels et grandes

commandes publiques, le ministre

s'explique sur la création d'un fonds

public pour le capital-risque.

un plan

Perquisitions dans la confection

Une spectaculaire opération de police a été organisée, mardi, dans le quartier du Sentier à Paris, visant des entreprises de confection soupçonnées d'escroquerie. Plus de soixante personnes ont été placées en garde à vue. p. 12

Un mieux pour les comptes de l'Etat

Le projet de loi de finances rectificatif devrait ramener le déficit de l'Etat pour 1997 à 270 milliards de francs. p. 6

Le sommet sur l'emploi

Reunis à Bruxelles, les ministres des finances et des affaires sociales des Cuinze ont ouvert la voie à un compromis sur la lutte contre le chômage, p. 4

Papon, procès sans fin

Pour raisons médicales, le procès de Maurice Papon, à Bordeaux, est suspendu durant au moins dix jours. Les parties diviles sont amères. p. 11

et la chronique p. 34

L'Egypte face au terrorisme islamiste

 Revendiqué par la Djamaa Islamiya, l'attentat de Louxor a fait au moins 67 morts, dont 57 étrangers • Un autre groupe intégriste, le Djihad, menace les touristes de nouvelles actions terroristes • Le pouvoir égyptien est désemparé et les professionnels du tourisme sont effondrés

AU LENDEMAIN de l'attentat de Louxor, en HauteEgypte, qui a fait au moins soixante-sept morts, dont cinquante-sept étrangers, l'organisation integriste du Djihad a menacé, mardi 18 novembre, de lancer de oouvelles attaques dont les touristes seraient la cible. L'attentat de Louxor avait été revendiqué par un autre mouvement intégriste, la Djamaa Islamiya, l'un des adeptes les plus forcenés de la violence dans le but de renverser le régime du président Hosni Moubarak.

Un commando d'au moins une demi-douzaine d'extrémistes musulmans de ce groupe a tiré à la mitraillette sur des dizaines de touristes qui empruntaient une rampe d'accès au temple d'Hatchepsout, à Louxor. Uo guide touristique, trois policiers sont au nombre des victimes. Six membres du commando ont par ailleurs été tués lors d'un échange de tirs avec les forces de l'ordre. Cet attentat est le plus grave depuis le début, en mars 1992, de la vague d'actes de violence commis au nom de l'islam radical. Depuis, quatre-vingt-quatorze intégristes oot été condamnés à mort, dont



sont pour la plupart membres de la Djamaa Islamiya et du Diihad.

Désemparé, le président Moubarak a exigé un rapport « dons les vingt-quatre heures », déterminant les circonstances et les responsabili-

tés. La presse crie au désastre et réclame une politique plus répressive encore à l'encontre des islamistes. Les professionnels du tourisme principale source de devises et moteur de la croissance - sont effondrés. Les agences de voyages oot

se trouvent déjà sur place, et les anoulations de séjours ont commencé peu après l'attentat.

Lire page 2 et natre éditorial page 18

Lirc pages 10 et 19

Tibétomanie



Le cays des Neiges ne cesse d'attirer, depuis plusieurs siècles, aventuriers et artistes. Enquête sur une passion actualle, de Jean-Jacques Annaud à Richard Gere, Martin Scorsese ou Ariane V-cuchione.

☑ OPA allemande sur les AGF

Le géant allemand de l'assurance Allianz a lance, lundi, une contre-CPA amicale sur l'assureur français

■ L'ambition de Publicis

Le groupe français espère constituer le anauleme groupe publicitaire mondial en prenant le contrôle de l'américain True North.

■ Le climat et la lave

Seon les mesures effectuées par des charcheurs français et éthiopiens, les tracca d'Ethiopie, énormes coulées de e.es, suraient dérèglé le climat il y a trante millions d'années.

Dîner aux Halles

Les Halles da Paris ne sont plus, Jean-Ferre Quélin s'est donc rendu à Rungis cour profiter de la marée. p. 26

M 0147 - 1119 - 7,50 F

w dans le ned

who marchand

le leumaux.

La poupée Barbie passe à la chirurgie esthétique

NEW YORK de notre correspondante

Il y a eu la poupée Barbie dans un fauteuil roulant, montrant que l'on peut être handicapée et belle. Il y a eu Barbie militante des droits des animaux, refusant de porter des manteaux de fourrure. Mais, en dépit de tous ses efforts pour s'adapter à l'air du temps, Barbie avait encore un problème : ses mensu-

Ce problème est en passe d'être réglé, vient d'annoncer la compagnie Mattel, qui a vendu depuis 1959 plus d'un milliard de poupées Barbie. Barbie new-look, que l'on ne découvrira qu'au mois de janvier au Salon annuel du jouet à New York, aura la taille moins fine, un tour de poitrine moins agressif et un tour de hanches plus confortable. Son visage va lui aussi être remodelé : le regard sera moins aguicheur, le maquillage plus léger, la lèvre moins sensuelle, la coiffure plus sportive.

Barbie a mal vieilli : aujourd'hui, à l'heure où l'Amérique redécouvre les écoles de filles pour permettre aux fillettes d'acquérir suffi-

Nouveau Chronographe Boucheron...

BOUCHERON

Paris: 26, place Vendôme

78, rue des Saints-Pères - 134, avenue Victor Hugo

Cannes: 17, la Croisette

... VOTRE TEMPS EST PRÉCIEUX

confrontées à l'attitude naturellement dominatrice des garçons, la poupée modèle ne peut plus décemment être une simple bombe sexuelle. Lors d'un récent colloque sur Barble. rapporte le Wall Street Jaurnal qui a sorti lundi 17 novembre le scoop de la métamorphose de la poupée Barbie, une experte ès Barble, Joann Lipford-Sanders, soulignait que « si tunt de fillettes considèrent Barbie comme un idéal c'est, malheureusement, un idéal utopique ». Et lorsque l'on démarre dans la vie avec comme Idéal une poupée dont les mensurations, projetées à l'échelle humaine adulte, donnent un explosif 96-46-86, on part forcément avec un

handicap sérieux. La révolution culturelle des stratèges de Mattel ne sera introduite que progressivement sur le marché. Les inconditionnels de la poupée femme-objet blonde platine pourront donc encore satisfaire à leur idéal esthétique, puisque sur les vingt-quatre nouveaux modèles qui devraient être mis sur le marché en 1998, six auront le nouveau visage de Barbie et

samment de confiance en elles sans être | un seul les nouvelles mensurations. Mattel se refuse pour l'instant à préciser le rôle qu'a joué dans ce tournant stratégique le PDG de la firme, Jill Barad, une femme de quarantecinq ans dont les talents de chef d'entreprise sont réputés dans toute l'Industrie. Me Barad n'occupe ce poste que depuis le 1º janvier, mais présidait déjà depuis plusieurs années chez Mattel au succès de Barbie, à laquelle elle a redonné un second souffle en modernisant son image, notamment par la création de multiples activités professionnelles pour la poupée et son compagnon Ken. C'est largement grace à Jill Barad, estiment les experts, que les fillettes américaines possèdent en moyenne aujourd'hui huit poupées Barbie, au lieu d'une seule au début des années 80.

Le fait que Barbie en soit déjà à son quatrième lifting à trente-huit ans ne devrait choquer personne dans un pays où la chirurgie esthétique est parfaitement passée dans les mœurs.

Sylvie Kauffmann

Lettres d'Algérie Mourad et Jean LE MONDE continue la pu-blication de lettres d'Algérie

adressées par des citoyens ordinaires à des parents ou amis de France. Cette série propose aujourd'hui la correspondance adressée par Mourad, un sexagénaire algérois, ancien combattant du FLN, à Jean, ancien porteur de valises pendant la guerre d'indépendance. Mourad oavigue eotre sa haine cootre les « égargeurs » et sa révolte contre le « diktat du FMI ». Sa confiance dans l'armée et le régime algériens est ébranlée par le coostat de la passivité des forces de l'ordre face aux massacres. « Nous avons décidé de mounir debout, de mourir en nous défendant ». écrit-il le 16 septembre.

Lire page 15

Les contradictions de la Grande Europe

l'OTAN avance à bon train, avec ont longtemps donné l'impression un soutieo populaire manifesté par les 85 % de votes favorables lors du référendum hongrois du dimanche 16 oovembre, l'Unioo européenne a fait elle aussi un petit pas vers la solution des cootradictioos qui accompagneot soo élargissement vers l'est et vers le sud. Eo levant les objectioos qu'elle opposait à la participation de la Turquie à la Conférence européenne, l'Allemagne a ouvert la voie à uoe coostructioo iogénieuse - d'origine française - permettant d'opérer « une différenciation sans discrimination * entre

les candidats à l'adhésion. Huit ans sont passés depuis la chute du mur de Berlin, et la promesse d'une Grande Europe réunifiée reste encore dans les limbes. Les Douze puis les Quinze oot multiplié les engagements auprès des pays d'Europe ceotrale et orientale; ils oot signé des accords, leur ont accordé le statut d'associé; ils leur ont donné des aides; ils ont ouvert leurs marcbés, sous réserve d'une réciprocité qui a plus profité aux Occidentaux qu'aux nouvelles démocraties. Ils les oot poussés à

faire des réformes et à régler les

ALORS QUE l'exteosioo de conflits avec leurs voisins. Mais ils de retarder au maximum le moment où il faudrait les accepter à

part eotière dans l'UE. Les Etats membres les plus actifs eo faveur de l'élargissement étalaieot d'ailleurs leurs propres contradictioos. Du temps de l'euroscepticisme triomphant, les Britanniques espéraient de la multiplicatioo des candidatures un affaiblissemeot des institutioos européennes. Les Allemands, qui o'oot jamais caché que l'eotrée dans l'UE de leurs voisins orientaux correspondait à leur intérêt oational (« la frontière germanopolanaise ne doit pas être la frontière orientole de l'Europe », répète le chancelier Kohl), veulent à la fois l'élargissement et une diminution de leur contributioo au budget communautaire. Ces deux reveodications paraisseot difficilement compatibles car, quoi

qu'en dise officiellement la Commission, l'arrivée de nouveaux membres au niveau de vie beaucoup plus bas que la moyenne communautaire coûtera

Daniel Vernet

Lire la suite page 18

La danse des étoiles



POUR la première fois depuis qu'ils ont mis fin aux fonctions du danseur-étoile Patrick Dupond, le directeur général de l'Opéra national de Paris, Hughes Gall, et la directrice de la danse, Brigitte Lefèvre, parleot de leurs rapports avec les étoiles, de leurs contrats, et démentent les rumeurs d'hémorragie qui courent à l'Opéra de Paris.

Ltre page 30

والمراجع المراجع المرا			
luternational		Fluances/Marchés_	22
France	6	Aujourd'hei	74
Societé	10	Jenz	
Carnet		Météorologie	
Appronces classées	13	Culture	28
Régions	14	Guide	
Horizons	15	Abounements	32
Entreprises		Kiosque	32
Communication	7	Radio-television	

NTERNATIONAL

ATTENTAT Condamnations, télègrammes d'indignation et de condoléances sont venus du monde entier a la suite de l'attentat perpetré, lun-

Islamiya, sur le site de Louxor en Haute-Egypte, qui a fait, selon un bilan officiel, 67 morts dont 57 tou-

islamiste se rédamant de la Djamaa LON LES CHIFFRES fournis au Caire, étrangères. ● D'AUTRES BILANS, en-43 Suisses, 10 Japonais, au moins 4 Britanniques (cinq, dit-on à Londres) dont une petite fille de di 17 novembre, par un commando ristes etrangers. • TOUJOURS SE- cinq ans, figurent parmi les victimes

core non confirmés, font état d'un nombre supérieur de tués.

ALORS QUE L'ATTENTAT marque l'échec du régime du président Hosni Mouba-

rak à en finir avec le terrorisme islamiste, il risque de porter un coup dur au tourisme, un des points forts de l'économie du pays. (Lire aussi notre éditorial page 18.)

Le régime égyptien est désemparé face au terrorisme islamiste

L'attentat perpétré par des radicaux fondamentalistes, lundi 17 novembre, à Louxor, en Haute-Egypte, a fait au moins 67 morts dont 57 touristes étrangers ; il a été revendiqué par le groupe Djamaa Islamiya

LE CAIRE de natre correspondant

L'Egypte gouvernement et population, est sous le choc. L'attentat de Louxor - qui a fait 67 morts, dont 57 touristes étrangers, et 25 blessés, selon le dernier bilan officiel - est le plus meurtrier de toute l'histoire du pays, si l'on excepte le meurtre d'une centaine de policiers à Assiout (400 km au sud du Caire) par des extrémistes musulmans en octobre 1981, au lendemain de l'assassmat du président 5adate. C'est aussi le massacre le plus spectaculaire puisqu'il a eu lieu, fait sans précédent, dans le saint des saints du tourisme, le temple de la reine Hatchepsout, sur la rive occidentale du Nil. Un site qui accueille annuellement quelque deux millions de touristes et que l'on croyait sûr, du fait de son éloignement des agglomérations.

Le choc a plongé le gouvernement dans le désarrol. Une réunion de crise s'est tenue. Il n'en est rien sorti, si ce n'est quelques déclarations générales se voulant rassurantes mais auxquelles manquait visiblement la cooviction. Le président Hosni Moubarak, seul babilité à prendre des décisions en cas de crise grave, a convoqué en petit cabinet le premier ministre, M. Kamal El Ganzouri, le ministre de la défense, le maréchal Tantaoui, et le ministre de l'information, M. 5afouat El Cherif. Ce dernier s'est contenté de déclarer à l'issue de la réunion que le rais avait exigé un rapport « dans les vingt-quatre heures » pour déterminer « les circonstances de l'attentot et les responsabilités ». Des bruits courent déjà sur le limogeage imminent du ministre de l'intérieur, le général Hassan El Alti, qui s'est rendu à Louxor

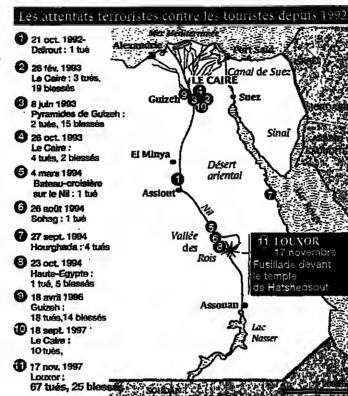
A défaut de réactions officielles, c'est la presse qui reflète le mieux le désarroi et la colère des Egyptiens. Pour le quotidien d'opposition libérale Al Wajd, il s'agit de la « plus grande tuerie terroriste en Egypte »: «Le terrorisme a franchi une nouvelle phase, écrit-il; il est clair, aux yeux de l'apinion publique, qu'il y a eu laxisme au niveau de la sécurité du site touristique le plus célèbre du monde. » L'officiel Al Ahram titre : « Catastrophe sur la rive occidentale » et réclame dans un éditorial l' adoption de sanctians nauvelles contre les ennemis d'Allah et de l'humanité ». Le rédacteur en chef d'Al Goumhauriya va plus loin, estimant

que « taus les Egyptiens sont responables » de l'attentat. Il accuse les institudons islamiques de l'Azhar, ses écoles religieuses, « qui emplissent les cerveaux, tout en les lavant, avec l'enseignement islamique ». L'éditorialiste Mahfouz Al Ansari évoque pour la première fois les massacres d'Algérie dans le cadre d'un attentat en Egypte, et reproche aux ulémas (les docteurs de la foi) leur silence.

De son côté, le quotidien économique Al Alam al Yom s'en prend, sans les nommer, aux Etats-Unis: « Les agresseurs sont un instrument entre les mains d'une puissance etrangere plus grande qui veut frapper l'econamie égyptienne pour pu nir l'Egypte de son attitude à l'égard du processus de paix, du sommet de Doha et de son refus d'une apération contre l'Irak. » Des députés égyptiens n'hésitent pas à accuser Israël d'avoir fomenté l'attentat en réponse au boycottage par l'Egypte du sommet économique régional de Doba. Des accusations qu'une bonne partie de l'opinion publique, pour laquelle Israel est l'éternel conspirateur, oe désapprouve pas.

RÉPRESSION POLICIÈRE

Le gouvernement est brutalement renvoyé à une question pour laquelle il n'a pas de réponse claire : comment lutter contre le terrorisme islamiste? Il a déjà essayé plusieurs politiques: l'ouverture, le dialogue avec les islamistes, ou, à l'opposé, un volontarisme affiché



Louxor, en Haute-Egypte, abrite les principaux sites antiques égyptiens, à 700 km au sud du Caire. Thébes, la plus célèbre des anciennes capitales de l'empire egyptien, doit son nom actuel de Louxor à une altération de l'arabe «El-Queur», palais ou camp. La construction du tample de Louxor remonte à 1380 avant J.-C. et c'est de la que provient l'obélisque dressé sur la place de

en faveur de la laïcité. Les islamistes « modérés » sont évidemment partisans de la première solution. Ils affirment que seul le dialogue et des concessions mutuelles pourront réconcilier « extrémistes » et gouvernement. C'est une politique déjà tentée, mais que, depuis cinq ans, le gouvernement rejette de plus en plus. Elle continue, cependant, d'avoir ses partisans au sein du pouvoir.

« ALLIANCE MODERNISTE »

De fait, si l'Etat a opté pour la répression policière violente, il o'a jamais attaqué idéologiquement l'islamisme sur son terraln. C'est parfois même le contraire, quand on voit le poids croissant pris, dans la société égyptienne, par une institution islamique comme l'Azhar. qui, malgré la présence à sa tête d'un modéré, le cheikh Tantaom, reste un des hauts lieux de l'intégrisme. Tout récemment, le puissaot Centre de recberches islamiques, qui dépend de l'université millénaire, a recommencé à faire saisir des livres et à faire traduire des intellectuels eo justice pour « atteinte à l'Islam ».

Les opposants d'un éventuel dialogue avec les islamistes estiment qu'il o'y a rien à discuter avec les organisations extrémistes musulmanes comme la Jamaa islamiya, qui a revendiqué la tuerie de Louxor. Ils rappellent que c'est cette même organisation qui a « inventé » l'attentat anti-touristes en

des touristes suisses et français.

Le commando se sépare en deux

tuant une Britannique en octobre 1992. « Ce sont des radicaux qui reiettent toutes les valeurs de la société moderne, étrangère ou égyptienne, qu'ils qualifient d'impie et de corrompue », estime un islamologue laic, qui ajoute: « Pour eux. il n'y a qu'une seule option : la guerre sainte et pas de quartier. »

Mais le choix de mener une guerre totale à l'islamisme - au lieu de jouer la carte religieuse pour tenter de couper l'herbe sous les pieds des radicaux - nécessite la prise de certains risques. Le gouvernement a, jusqu'à présent, soigneusement évité de le faire. « Ce n'est pas en essayant d'être plus royaliste que le roi que l'on renverse une monarchie, mais en prêchant des idées républicaines », oous a déclaré un militant de la droite libérale. Un avis partagé par la gauche, dont certains responsables sont partisans d'une « alliance moderniste anti-islamiste ». Des tentatives pour la création de tels mouvements oot déjà eu lieu mais ont échoué devant le refus du gouvernement de partager la moindre parcelle de pouvoir, comme en témoignent les élections législatives de 1995, ou l'opposition o'a obtenu qu'une dizaine de sièges sur les 450 du Parle-

Au stade actuel, rien ne laisse augurer d'un changement drastique de la part d'un régime qui prone un

Alexandre Buccianti

Au nom d'Allah, massacre au temple d'Hatshepsout, dans la Vallée des reines leurs les deux autres barrages de commando tombent la veste et C'est eosoite le tour d'un car mort des cinq membres du

donne l'air de membres des forces

de la Sécurité centrale. C'est du

LE CAIRE

de notre carrespandant C'est au nom d'Allah qu'un commando, arrivé au bord d'uo car portant le nom d'Isis, déesse de la miséricorde, a massacré, lundi matin 17 novembre, près d'une centaine de personnes. Seloo la version officielle des faits, les extrémistes de la Jamaa Islamiya. qui a revendique l'attentat, ont attaqué vers 8 heures, heure locale, un car de touristes à Louxor. Le chauffeur poignardé et laissé pour mort, les extrémistes, portant pantalon et polo noirs, blazer, style guide touristique », se sont présentés un quart d'heure plus tard devant le barrage policier à l'entrée du pont menant à la rive occidentale du Nil, qu'ils ont passe sans encombre, comme d'ail-

au premier site de la Vallée des reines, le temple de Hatshepsout. L'ouvrage est monumeotal, accolé à une falaise abrupte ; y mène une rampe d'accès d'une centaine de mètres.

D'autres versions affirment que le commando est arrivé à bord d'un taxi Peugeot 504 ou qu'il se serait préalablement caché sur

A 8 b 45, alors que des centaines de touristes se pressent à l'entrée

de l'esplanade, les membres du

groupes pour ne pas laisser moins ce que rapporte la presse égyptienne, citant le ministre de échapper les touristes, acculés au temple et à la falaise. Selon plul'intérieur, le général Hassan Al Alfi. Armés de fusils d'assaut, les sieurs témoignages, certains six membres du commando - 00membres du commando oot ze, selon des témoins - s'apmême recours à des sabres pour procbent de deux policiers qui attaquer leurs victimes. croyent avoir affaire à des confrères et les poignardent. Les gardes neutralisés, ils ouvrent le Le ministère de l'intérieur affeu sur un premier car, dont descendaient des touristes japonais.

COLLECTE DE SANG

firme que les forces de l'ordre en uniforme ou en civil sont intervenues immédiatement. Une affirmation que la lourdeur du bilan et de nombreux témoignages contredisent. Quand les policiers finissent par intervenir et tuent un des membres du commando (selon une autre versioo, le terroriste blessé aurait été achevé par ses complices), les cioq (ou dix) autres terroristes prennent la fuite à bord d'un autre car, dans lequel se trouvent un petit nombre de touristes. Ces derniers sont abattus 2 kilomètres plus loin, et les terroristes cherchent à se réfugier dans la montagne.

La poursuite conduite par la police et des habitants des villages environnants dure entre une et trois beures. Selon un communiqué officiel du ministère de l'intérieur, elle s'est acbevée avec la

police qui « contrôleot » l'accès metteot un béret noir, ce qui leur transportant, selon les témoins, commando. Cela n'a pas empêché le même ministère d'indiquer que la police va continuer à ratisser les licux « à la recherche de terraristes qui auraient participé à l'attentat » et de décréter un couvre-feu sur toute la rive occideotale de Louxor.

> Quand les ambulances arrivent, l'esplanade du temple d'Hatshepsout est jonchée de cadavres et de blessés perdant leur sang. Ces derniers sont transportés à l'hôpital public de Louxor, qui est vite dépassé par l'ampleur de la catastropbe. Une collecte de sang est organisée auprès de la populatioo et l'offre dépasse vite les besoins. Entre-temps, le ministère de la défense dépêche des hélicoptères pour transporter les blessés graves vers l'hôpital militaire de Maadl et celui de l'université d'Ain Chams an Caire.

> Mardi matin, la compagnie nationale Egyptair a annulé ses premiers vols à destination de Louxor pour dégager l'aéroport. Priorité est donnée aux charters venus des quatre coins du monde rapatrier les touristes. Des touristes qui ont passé leur nult enfermés dans leurs hôtels, certains terrorisés à l'idée qu'ils pourraient être à nouveau attaqués.

> > A. B.

REUSSIR LES ADMISSIONS **PARALLÈLES**

⊃ En 2º année de DEUG, DUT, BTS **ECOLES DE COMMERCE :** ESC Lvon "Tremplin", "Profils", "Passerelle"...

En année de Licence **ECOLES DE COMMERCE:** HEC-ESCP-ESC, ESC Lyon, "Tremplin 2", "Profils 2", Passerelle 2" SCIENCES-PO JOURNALISME (CFJ, ESJ, CELSA, IPJ)

→ En année de Maîtrise ESSEC, EFB/CRFPA, DECF, DESCF

18, ree du Clottre Notre-Dame 75004 Paris 01 43 25 63 30 3615 IPESUP La Diamaa Islamiva

La Djamaa Islamiya, principale organisation intégriste armée en Egypte, affirme vouloir renverser le régime du président Hosni Moubarak et établir une République islamique. Malgré une vague d'arrestations et de condamnations, cette organisation a continué à frapper, de plus en plus fort, à chaque fois en réponse à un acte de répression de l'Etat égyptien.

En signant le massacre de Louxor, la Diamaa a appelé « les Etats-Unis à libèrer Cheikh Omar Abdel Rahman », prédicateur aveugle et guide spirituel de l'organisation, incarcéré dans une prison américaine. Pour sa part, le « bataillon de la destruction », qui dépend de la Djamaa, a lié l'attentat à un procès ouvert jundi matin contre le dirigeant intégriste Mnustafa Hamza, accusé principal dans une attentat contre le président égyptien Hosni Mnubarak en juin 1995 à Addis-Abeba.

Le nom de Djamaa Islamiya (groupe islamique) est apparu en 1977 dans les universités égyptiennes avec la bénédiction de l'Etat, sous le président Anouar El Sadate, pour contrebalancer l'infinence de la ganche, son principal adversaire. - (AFP.)

Un coup dur porté au tourisme, principal moteur de l'économie

LE CAIRE

de notre correspondant Pour les professionnels, l'attentat de Louxor vise à « tuet le tou-

Mohamad Osman, vice-président de la chambre des agents de voyage, juge l'événement d'autant plus grave qu'il intervient au moment où l'Egypte s'apprétait à lancer une nouvelle campagne internationale de promotion touristique.

Le ministre égyptien du tourisme, Mamdouh El Beltagui, qui se trouvait à Londres où s'ouvrait lundi une conférence sur le voyage et le tourisme, sorte de bourse mondiale des destinations pour les tour-opérateurs, a tenté de rassurer les professionnels européens. river aux aéroports du Caire et de

la possibilité de « renforcer les mesures de sécurité ».

En fait, les professionnels du tourisme s'attendent au pire. Pour Ahmad Moustafa, patron de la compagnie Intertravel, qui travaille notamment avec les japonais, « le cantre-coup sera immédiat .. A Garana Tours, on indique que les annulations ont commencé dès lundi.

« MÉGLIGENCE CRIMINELLE »

Plusieurs compagnies occidentales de tourisme ont proposé à leurs clients de les rapatrier en remboursant le voyage ou de le remplacet par une autre destination. Des avions charters spécialement affrétés ont commencé à ar-L'Egypte, a-t-il assuré, va étudier Louxor. En France, le syndicat nadonal des agents de voyage, réuni d'urgence, a demandé à ses membres d'organiser le retour des clients français qui le désirent.

Un patron de compagnie de voyages, qui a requis l'anonymat, a accusé les forces de l'ordre de « négligence criminelle », négligence qui va « ramener le tourisme d l'âge de la pierre », « Cela risque d'être pire que la crise issue de la guerre du Golfe, quand on pouvait campter les touristes sur les doigts d'une main », a commenté, amer, uo patron qui n'a pas encore épongé les dettes contractées dans

les années des vaches maigres. En fait, c'est toute l'économie égyptieune qui va souffrir. La s'effondrer. Bourse du Caire a chuté lundi de 84 points (0,65 %). Le tourisme était devenu le moteur de la crois-

sance de l'économie égyptienne. Cette industrie attirait la majeure partie des investissements et était devenue, pour la première fois, la principale source de devises dans la vallée du Nil. Avec plus de 3 milliards de dollars et 4,08 millions de voyageurs - soit une augmeotation de 15,1 % par rapport à l'exercice précédent -, le tourisme a rapporté durant l'exercice 1996/ 1997 presque autant que les exportations de pétrole et les recettes du Canal de Suez combinées.

Surtout, quatre Egyptiens sur dix (25 sur 62 millions), qui vivent directement ou indirectement du tourisme, vont voir leurs revenus

A. B.



- programme a service of

rorisme islamiste

the feet of the

Property a fast au money from --

with a self finding and the state of the state of the The state of the s THE STATE OF THE S Secretary and the latest the late The state of the s **美国大学**

THE PERSON NAMED IN SOLD THE PARTY NAMED IN Marie Company of the The second of the second the Courtement duty as a firm A PARTY OF THE PAR PARTY OF PROPERTY TO THE DESIGNATION OF THE PARTY design to the second of the second Figure 1 Towns -Salama 4 " 15 To 4 " The state of the s

Application of the second and the state of t A MARKETON CONTRACTOR CONTRACTOR ANTE Man - market from the great of the traprovide afficial trace in a service $\hat{Q}(u, v)$ is the second of the probability of u

「横を出稿する」をなっていて、

المتحافظين والراموان والأماهان أأماما أيعابالأطاور paragraph in a second of the second of the

المراق المستخدم بعرض فالهيمة فيؤشنا المدرا الرقيا فلناويد كملاسليس 最近0年 - 編作にも、Francis Land と A a a a c c c c に しょう garage to a sure of the second of the second go to a large transfer

Santa free and the sandy of a second granted the second of the second second Share being an er Falle der THE THE STATE OF THE STATE OF Manager State State State & Commence of the State of the refine the time to the time to a graph mark and the same in the same Butter that he produced a second or the butter and

hall hall the comment of the first term STREET, STORY BOOK OF THE STREET THE PARTY OF A MUNICIPAL TO Service Services The second secon The state of the s the second second BOOK TO STATE OF THE PARTY OF T Additional transport of the second THE PERSON NAMED IN CO. IS AND THE PARTY OF T With the Market and the second

tacipal moteur de le le

新疆 中国的 第四个时间的

THE RESERVE OF THE PERSON NAMED IN all despots the second The Paris of State -The second second THE PERSON NAMED IN THE REAL PROPERTY. A STATE OF THE STA THE PARTY OF THE PARTY OF the same and the state of

Une solution pacifique à la crise entre Bagdad et l'ONU est privilégiée

Le Conseil de sécurité devait tenir, mercredi, une séance à huis clos sur le désarmement de l'Irak

Les tentatives visant à trouver une solution négociée à la crise entre l'Irak et l'ONU se sont poursuivies, lundi 17 novembre, au Conseil de sécurité.

NEW YORK (Nations unies)

de notre correspondante

déclenchée par l'Irak avec les Na-

toujours donnée, lundi 17 no-

vembre, à une solution pacifique

vio le Couseil de sécurité, et à ce

d'échange de propositions avec

commencent à mieux mesurer leurs

options, disait un diplomate à New

n'aura pas ce qu'il souhaîte, c'est-à-

dire la levée des sanctions. Il revient

donc au Conseil de sécurité de trou-

ver le moyen de sortir de cette

une séance à buis clos consacrée à

un exposé du président de la

commission chargée du désarme-

ment de Pirak (Unscom), Richard

Butler, sur la situation après le dé-

part des inspecteurs de l'ONU de

ce pays. A la demande de la Rus-

sie, «fermement soutenue » par la

France, le Conseil propose une

« réunion urgente » - qui pourrait

se tenir vendredi - d'un organe

moribond de vingt et un commis-

saires, qui coiffe théoriquement

Créé en même temps que l'Uns-

com en avril 1991, et doté d'un

droit de « regard sur les travaux et

les objectifs » de l'Unscom, ce col-

lège de scientifiques, nommés

pour leur expérience en matière de

désarmement, a perdu, au fil du

temps, son autorité. « Je ne sais

pas si cette réunion est urgente, ex-

plique le porte-parole de l'Uns-

com. Ces vingt et un experts, de

vingt et un pays, ont été nommés il y

o plus de six ans et l'on ne sait obso-

ladite commission.

Au dix-neuvième jour de la crise

raient certains aménagements de la formule dite « pétrole contre nouniture » si l'Irak acceptait de

coopérer avec les experts du désarmement. L'ambassadeur d'Irak à l'ONU a indirectement rejeté

cette proposition, la jugeant insuffisante.



organisme a un rôle essentiellement « technique », mais la Russie ne voit pas les choses de la même façon. « Il n'y o pas de réponse focile o cette crise, explique l'ambassadeur russe, Serguei Lavrov. Ce qui est évident, c'est que l'Unscom ne peut pas être dirigée por un seul

LANGAGE MUANCÉ

Moscou et Paris veulent que les commissaires présentent « une recommandotion à propos des étapes ultérieures du désormement de l'Irak ». Ainsi, l'approche de Paris et de Moscou consistant à « fermer un par un » les dossiers du désarmement, à commencer par les volets nucléaire et balistique, pourrait être mise à l'ordre du jour. Une éventuelle « recommondotion » des mêmes commissaires pour ait jourd'hul. » Pour le porte parole , composition de l'Unscom. La diffi- plus d'ormement irakien que nous de l'Unscom, Ewen Buchanan, cet culté est de trouver un «équi- »'avons réussi à le foire lors de lo

libre » entre les demandes irakiennes - c'est-à-dire le rééquilibrage de la composition de l'Unscom - et les exigences des Etats-Unis, qui ne veulent pas « donner une impression de foiblesse ».

Les responsables américains tiennent à présent un langage nuancé. «L'Irok n'est pas en position de dicter lo composition de l'Unscom », a déclaré au Monde un diplomate de haut niveau au département d'Etat. Il a aussitôt ajouté: « Mais l'Unscom est ou centre de nos préoccupations. Notre priorité est de voir les inspecteurs de l'ONU de nouveou en Irak. » Dans un discours, lundi, Bill Clinton a lui aussi souligné l'importance qu'attache son administration à la reprise du travail de l'Unscom. « Calmement, courageusement, ces I* ≠INSPECTEUTS QCJ UNU (...) ONT GETUII

guerre du Golfe », a déclaré M. Clinton, qui a demandé le soutien de son opinion publique « pour permettre o ces inspecteurs de reprendre leur tâche ».

مِكذا من رلاميل

D'autres signes donnent à penser qu'une solution pacifique à la crise avec l'Irak est désormais privilégiée. Tant à Washington qu'à Londres, il est question d'apporter des «oménagements» à l'accord « pétrole contre nourriture ». Les Etats-Unis n'excinent pas. « si Bagdod occepte les inspections de l'Unscom », une prorogation illimitée de cette formule, en vertu de laquelle l'Irak est autorisé à vendre du pétrole tous les six mois, pour un montant de 2 milliards de dollars, afin d'acheter des vivres et des médicaments. Mais l'ambassadeur d'Irak à l'ONU, Nizar Hamdoun, disait encore lundi soir qu'il n'avait vu « oucune proposition ou initiative qui répondrait oux préoccupations » de son pays. Des concessions sur l'aide hu-

manitaire et la réunion des experts internationaux en matière de désarmement sont des « parodes diplomatiques ». Mais il semble que les concertations actuelles portent aussi sur d'autres propositions. « Toute indication prémoturée risque de foire copoter toute initiotive », disent toutefois les diplomates, soulignant la nécessité d'éviter « à tout prix » de donner aux dirigeants irakiens une «impression de foiblesse » de la communauté internationale. « L'expérience montre qu'à choque fois que l'on tente de leur donner une chose, ils demondent dix de plus », commente l'un de ces di-

Afsané Bassir Pour sol, et doté de moyens de guerre

Abou Dhabi s'apprête à commander vingt-sept Mirage 2000 à la France

M. Chirac se rendra aux Emirats arabes unis en décembre

DUBAI de notre envoyé spéciol

Dans un entretien avec le quotidien Al Attihod paru le Inndi 17 novembre à Abou Dbabi, le colonel Khaled bin Abdallah Moubarek, responsable de l'évaluation et de l'acquisition des armements à l'état-major des forces aériennes émiraties, a annoncé que les Emirats arabes unis (EAU) devraient passer commande, dans les deux prochains mois, de 20 à 30 avions Mirage 2000 à la France. Dans le même temps, les EAU devraient moderniser les 2 escadrons de Mirage 2000 qui ont été mis en service il y a onze ans déjà.

Le colonel Khaled a donné ces précisions, alors que Oubai, l'un des sept émirats constitutifs des EAU, accueille le Salon international de l'aéronautique et de l'armement (Le Monde daté 16-17 novembre), où les industriels français sont nombreux à

20 MILLIARDS D'INVESTISSEMENT Selon des informations obtenues sur place, le contrat pourrait être annoncé avant la visite que projettent de faire, à la mi-décembre aux EAU, le chef de l'Etat français et le ministre de la défense. Les deux pays sont liés depuls 1995 par un accord de dé-

Le colonel Rhaied ne détaille pas les grandes lignes du contrat. Le marché comprendrait deux parties. O'un côté, la modernisation de 33 Mirage 2000 en service dans les forces aériennes d'Abou Ohabi pour en faire un avion capable de missions air-air et air-

électroniques. O'un autre côté, l'achat de 27 Mirage 2000 du même modèle, qui est la version baptisée Mirage 2000-9 conçu par le groupe Dassault Aviation.

Le contrat représente pour Abou Dhabi un investissement évalué à 3,5 milliards de dollars (20 milliards de francs), le coût des armements de l'avion étant inclus. Chaque modernisation de Mirage 2000 est un chantier de douze à gnatorze mois de travail. Les 27 Mirage 2000 neufs seront livrés durant une période de trente mois après la signature du contrat.

Dans son entretien au quotidien Al Ittihod, le colonel Khaled ajoute que les EAU ont un autre projet aéronautique, celui d'acquérir un avion de combat polyvalent et des systèmes de défense antiaérienne.

Le numéro deux des forces aériennes des Emirats indique que, pour ce qui concerne l'achat de ces avions polyvalents, le choix se fera entre quatre appareils: le Rafale français, le F-16 américain, le Sukhoī SU-37 russe et l'Eurofighter conçu par les Britanniques, les Allemands, les Italiens et les Espagnols. Seuls les trois premiers modèles font l'objet de vols quotidiens de démonstration au Salon de Dubaj, tandis que l'Eurofighter n'y est représenté que par une maquette en bois grandeur nature.

Pour l'instant, les forces aériennes des EAU ont lancé des études comparatives. Le marché est estime à 80 exemplaires. Il ne devrait pas y avoir de décision sur ce projet avant 1998.

Jacques Isnard

La formule « pétrole contre nourriture », un pis-aller pour les Irakiens

LA DISTRIBUTION, par les observateurs des Nations unies, des vivres et des médicaments achetés par l'Irak, en vertu de la formule « nétrole contre nouvriture », a été légèrement affectée par l'escalade de la crise. D'après Eric Falt, porteparole de la mission d'observateurs, ces derniers n'ont pas pu faire leur travail, dimanche 16 novembre, du fait du rationnement du carburant par les autorités irakiennes. Les missions ont néanmoins pu reprendre lundi dans la région de Bagdad, et mardi sur l'ensemble du territoire après que le gouvernement eut désigné des stations d'essence accordant la

priorité aux véhicules de l'ONU. Dans le nord de l'Irak, où un conflit armé oppose les deux principales formations kurdes, le Parti démocratique du Kurdistan et l'Union patriotique du Kurdistan, la distribution est entravée par les combats et par les déplacements de population qui en résultent. Benon Sevan, le chef de l'organisme de l'ONU dit « Programme irakien », qui supervise l'application de la formule « pétrole contre nourriture », se trouve à Bagdad depuis vendredi. Outre des visites dans le nord, le sud et le centre du pays, il devait rencontrer des responsables irakiens et les personneis de l'ONU, en vue de l'élaboration du rapport que le secrétaire général des Nations unies, Kofi Annan, présentera le 28 novembre au Conseil de sécurité à propos de la mise en œuvre de ladite for-

La première phase do programme bumanitaire avait commencé en décembre 1996. Il a été reconduit en juin 1997 pour six mois. La récente crise n'a pas remis en question cette autorisation accordée à l'Irak de vendre du pétrole pour un montant de 2 milliards de dollars tous les six mois, afin de subvenir aux besoins les plus élémentaires de sa population. Il est même question d'améliorer la formule, à la condition que l'irak accepte de coopérer en

matière de désarmement. Les au- et plus utiles). Une autre difficulté torités irakiennes ont tenu à éviter tout amalgame entre la commission de l'ONU chargée du désarmement de leur pays (Unscom) et les observateurs qui assurent l'application de la formule « pétrole contre nourriture ». Ces derniers n'ont jamais été inquiétés. Ancun Etat membre du Conseil de sécurité n'a non plus évoqué à ce jour une remise en cause de ladite formule comme un possible moyen de pression sur Bagdad.

RETARDS DE LIVRAISON INJUSTIFIÉS L'Irak s'est plaint à plusieurs reprises - y compris devant les émissaires dépêcbés début novembre à Bagdad par le secrétaire général de l'ONU - des obstacles mis par le Comité des sanctions des Nations unies, seul babilité à approuver les contrats de vente de pétrole et d'achat de produits conclus par le gouvernement de

Ces retards sont patents. C'est seulement vers le 10 novembre que les premières denrées au titre de la denxième phase du programme sont arrivées de Turquie. A la même date, seuls 41 % des médicaments achetés par l'Irak au titre de la première phase étaient

Plusieurs raisons sont à l'origine

des retards pour ce qui est des

produits pharmaceutiques, indique une source diplomatique: cela tient d'une part à un manque de « sophistication » du ministère de la santé irakien, alors que le ministère du commerce fait preuve d'une grande efficacité. Les commandes ne sont pas synchronisées (commande d'un sérum par exemple, mais sans les seringues qui vont avec et qui sont commandées bien plus tard, commande de tubes et de seringues pour adultes, mais pas pour enfants, commande de médicaments de marque plutôt que génériques, ou encore priorité à des commandes de médicaments très ciblés, alors que l'Irak manque de produits beaucoup plus simples

tient au fait que les contrats d'achat de produits pharmaceutiques sont plus petits que ceux qui concernent les produits alimentaires, donc plus nombreux et les délais d'approbation multiphés d'autant. Cela étant dit, ajoute la même source, certains retards pris par le Comité des sanctions pour l'approbation des contrats et les délais à la livraison des produits sont totalement incompréhensibles et injustifiés.

C'est pourquoi, estiment des diplomates, il apparaît urgent non seulement de reconduire, en décembre, la formule « pétrole contre nourriture », qui ne répond même pas au minimum requis - à peine un « petit bol d'air », c'est-àdire 2 030 calories par personne, selon l'expression d'un observateur-, mais aussi d'améliorer le mécanisme de fonctionnement du Comité des sanctions, voire d'augmenter les quantités de pétrole que l'Irak est autorisé à vendre, les revenus dégagés se révélant nettement insuffisants pour répondre aux besoins. Plus d'un tiers des 2 milliards de dollars sont en effet consacrés à financer le travail de l'Unscom et à verser des compensations aux victimes de l'invasion du Koweit par l'Irak en août 1990. Cent cinquante millions de dollars sont, par ailleurs, consacrés à l'approvisionnement du seul Kurdis-

Est-il plus urgent de financer l'Unscom et de commencer à indemniser les victimes de l'invasion ou de nourrir la population irakienne?, s'indigne Labib Abbaoui, membre du bureau politique du Parti communiste irakien, qui critique, en outre, les méthodes de distribution actuelles, parce que, dit-il, elles sont fondées sur les listes de cartes de rationnement établies par le gouvernement, lequel prive une partie de la population « pobtiquement non correcte » de l'aide de l'ONU.



Les Quinze ouvrent la voie à une politique de convergence sur l'emploi

Les ministres des finances n'ont pas trouvé d'accord sur le fonctionnement du Conseil de l'euro

« conclusions » du Conseil européen de Luxembourg des 20 et 21 novembre devra encore être

affaires sociales, réunis lundi 17 novembre à Bruxelles, se sont montres satisfaits. Nicole No-

chiffres quand c'est possible, étant

entendu qu'on loissero les Etats

membres libres des mayens pour les otteindre », souligne Mª Aubry.

L'effort maximal portera sur l'in-

sertion professionnelle et sur la

formation. Les Quinze prendront

l'engagement « dons un délai à

fixer por chaque Etot membre ».

d'offrir un emploi nu une forma-

tion à tout jeune avant qu'il n'ait

été six mois au chômage, à tnut

cbômeur adulte avant qu'il n'at-

teigne une pleine année sans tra-

vail. Le passage sur le renforce-ment des efforts de formation

professionnelle, qui apparem-

ment fait encore l'objet de diver-

gence, prévnit grosso moda de

faire passer de 10 % aujourd'hui

(mnyenne communautaire) à

25 % la fraction de chômeurs aux-

quels il sera proposé une forma-

Les paragraphes des « conclu-

sions » ayant trait à une diminu-

tion de la fiscalité et, notamment,

à une réduction des taux de TVA

sur les services à forte intensité de

main-d'œuvre ont été dans l'en-

semble mai accueillis. Plusieurs

pays, principalement l'Allemagne

tuent un domaine de compétence

partagée avec les régions, se

montrent réticents des lors qu'il

s'agit soit d'envisager de nou-

velles dépenses, soit de réduire

des recettes. En matière d'impôts,

l'initiative qui pourrait trouver

grâce aux yeux de Theo Walgel, le

ministre allemand des finances

et l'Espagne, où les impôts consti-

L'accord n'est pas encore complet et le projet de amendé. Mais les ministres des finances et des tat (CFDT) et Louis Vianet (CGT) ont annoncé qu'ils participeraient à la manifestation des syndicats européens, jeudi à Luxembourg.

> lègement, mais la mise en place d'une taxe sur l'énergie. Lundi matin, les ministres des finances ont débattu, seuls cette fois, du groupe informel « euro » sur la création duquel Français et Allemands se sont mis d'accord lors de leur récente rencontre de Munster et qui permettra aux pays mettant en œuvre la monnaie unique d'aborder de façon approfondie la gestion de l'euro. Ils ont notamment évoqué la questinn du contrôle de la politique de change, qui suscite des appréciations divergentes entre Paris et Bonn.

> Peu soucieux d'être exclus de débats portant sur des sujets aussi sensibles, les quatre pays qui, probablement, ne participeront pas à l'euro (Royaume-Uni, Danemark, Suède, Grèce) ont mis en doute l'intérêt d'un tel échelon et, s'il existe, demandent à y être conviés en tant qu'observateurs. Le problème devra être repris lors de la prochaine réunion du Consell Ecofin début décembre. Les commentaires de M. Waigel ont été assez nets: pour la plopart d'entre eux, s'ils ne participent pas à l'euro en 1999, c'est par choix et ils n'ont donc qu'à s'en prendre à eux-mêmes. Pour que l'exercice ne soit pas engagé de manière conflictuelle, M. Strauss-Kahn pourrait envisaget « une informotion spécifique » au profit des Quatre.

> > Philippe Lemaître ont affirmé avoir été détenus en

Les quatre otages français • détenus en Tchéchénie ont été relâchés

M. Eltsine « a directement participé » à cette libération

MOSCOU

de notre correspondante Les quatre otages français enlevés le 2 anût au Daghestan, république du Caucase membre de la Fédération de Russie, ont été bbérés lundi 17 novembre, après cent six jours de captivité aux mains de bandits tchétchènes et daghestanais. Boris Eltsine « a directement participé à leur libération » et félicité d'anonymes « structures d'Etat pour leur professionolisme », a indiqué, sans plus de précisions, son porte-parole, Sergueī lastrjembski.

Les représentants d'Equilibre, organisation bumanitaire française dont font partie trois des quatre otages, assurent qu'aucune rançon n'a été payée et que la bbération a été obtenue « por les outorités russes », grace aux interventions du président français auprès de Boris Elisine. Mais une « source policière daghestanoise » citée par l'agence russe Interfax, a estimé « tout à fait possible » le versement d'une rancon. Dans presque tous les cas depuis plus d'un an, les étrangers enlevés en Tchétchénie et dans les Républiques musulmanes voisines ont été libérés en échange de sommes de plus en plus importantes, atteignant parfois le million de dollars. Les autorités tchétcbènes - généralement impuissantes à libérer les otages détenus sur leur territoire - s'élèvent sans succès contre cette pratique qui pousse à la multiplication des en-

Les quatre Français libérés lundi

qui « agissaient sous contrat ». En revanche, les ravisseurs étaient Daghestanais, a rapporté au Monde le représentant en Russie d'Equilibre, Patrick Daru, qui a annoncé qu'il est « hors de question d'envoyer de nouveaux collaborateurs d'Equilibre dons le Concase ».

Le rapt avait été mené au Daghestan par « des bondits, en uniforme de lo police daghestanaise », dont les véhicules, « signolisation allumée, ont franchi des checkpoints sans être arrêtés », a précisé M. Daru. Il y voit la preuve que « le bonditisme n'est plus limité à lo Tchétchénie, comme voudroit le faire croire le gouvernement doghestonais ». Les autorités tcbétchènes sont allées plus loin, en accusant publiquement la semaine dernière des services secrets russes ainsi que le secrétaire du Conseil de sécurité daghestanais. Magomed Talboev, qui avait transmis les premières vidéos des otages francais et servi d'intermédiaire dans d'autre cas de libération, d'être irupliqués dans les enlèvements. Une tension de plus en plus vive règne dans les régions du Daghestan proches de la Tchétchénie, où vivent d'importantes communautés tchétchènes. D'importantes forces du ministère de l'intérieur russe sont déployées aux frontières tchétchènes, notamment au Dagbestan, où Moscou s'efforce de mobiliser la population à ses côtés

Sophie Shihab

niveau communautaire - opéra- crédibilité passe par des abjectifs (Union européenne) de notre carrespandant A en croire Dominique Strauss-Rahn, le compromis auquel les ministres des finances et des affaires sociales des Ouinze sont pratiquement parvenus, lundi 17 novembre, constituerait un progrès, tant de méthode que de substance. « C'est une première étape ; on entre dans un pracessus gements pris. qui va permettre un rééquilibrage de l'activité communautaire au profit de l'emploi. Le Canseil de LE MODÈLE FRANÇAIS Tout dépendra du zèle avec le-Luxembourg sera le premier d'une quel les gouvernements mettront langue série : darénavant le sam-

un succès, ce qui, à l'origine, n'était pas évident, compte tenu des réticences de pays comme l'Allemagne et l'Espagne. De fait, la première originalité du travail accompli porte sur la méthode: les Quinze s'apprètent à retenir une procédure de convergence s'inspirant de celle qui leur a si blen réussi pour rapprocher leurs performances macro-économiques. Ils définissent en commun des « lignes directrices » précises, quantifiées si possible, à partir desquelles ils mettent au point leurs plans na-

tionaux en faveur de l'emploi.

Ceux-ci sont ensuite transmis au

met de décembre sero le sommet de

l'emploi », explique le ministre des

finances, de l'économie et de l'in-

dustrie. Une avancée suffisante

pour que le Conseil européen ex-

traordinaire des 20 et 21 nn-

vembre à Luxembourg consacré à

l'emploi puisse apparaitre comme

tinn qui, en 1998, pourrait s'effectuer lors du Conseil européen de Cardiff en juin - étudiés, suivis, vérifiés, avec, en bout de piste. un rapport à adopter au Conseil européen de décembre sur la réalité du travail accompli. Il n'est pas question de sanctinns, mais de « recommandations » qui pourront être adressées aux Etats membres ne tenant pas les enga-

en œuvre le schéma ainsi approuvé. « Nous allons inventer ensemble un nouveau modèle. L'Europe sociale étoit bloquée porce qu'on avoit tenté d'hormoniser des cultures différentes », raconte Martine Aubry, le ministre de l'emploi et de la solidarité. Elle se réjouit de constater que les « lignes directrices » retenues dans le projet de M. Junker correspondent en large partie à ce qui est en train d'être accompli en France. Motif de satisfaction tout particulier, même s'il ne s'agit pas du tout d'exporter les trentecinq heures à la française, « c'est lo première fois qu'on trouvera dans un texte européen une référence au foit aue la réduction du temps du trovail peut contribuer à

la créotion d'emplois ». Mais tout cela est formulé en termes généraux. Quelques-unes des lignes directrices seront rédigées avec plus de précision. « La

Le CNPF veut mobiliser des entreprises sur l'euro

DIFFUSÉ SUR INTERNET

Tiré à 100 000 exemplaires, le guide de l'euro, qui tente de répondre à toutes les questions que peuvent se poser les acteurs économiques, sera mis largement à la disposition des entreprises. Diffusé sur Internet, il sera mis à jour en permanence au fur et à mesure de l'avancée des préparatifs, notamment sur le plan régiementaire. Les dirigeants du CNPF out rabroué au passage les pouvoirs publics, estimant qu'il est urgent pour les administrations et le législateur de fixer définitivement les règles du jeu, notamment en matière juridique et fis-

Outre le guide, le CNPF tient à disposition une vidéo pour introduire les débats d'entreprise. Il a prévu de multiplier les réunions d'information et d'organiser cinq grands forums régionaux. Tout le monde doit comprendre que son intérêt est de prendre l'affaire au sérieux, du plus petit au plus grand. « Celui qui oura fait le plus pour préparer son entreprise oura un avantage », a affirme Denis Kessler. Personne ne doit penser qu'il a le temps de réfléchir jusqu'à 2002, date à laquelle les pièces et les billets en euro seront mis en circulation et remplaceront les francs. Pas même les artisans et les commerçants, qui, d'une manière on d'une autre, seront confrontés à l'arrivée de l'euro dès 1999, quand il deviendra l'instrument de circulation interbancaire, que les premières entreprises basculeront leur comptabilité dans la nouvelle monnaie et que les clients voudront comparer les prix. Les banques, les sociétés de conseil vom être la pour aider, mais il de servirait à rien de se reposer entierement sur elles. Le passage à l'euro, avertit le CNPF, n'est pas seulement une affaire de technique comptable, il va modifier tout l'environnement stratégique des entreprises.

Henri de Bresson et Martine Orange

Kjell Magne Bondevik, premier ministre de Norvège

« Le secteur de l'énergie exige la présence du service public »

de notre envoyé spécial A la tête d'un gouvernement de coalition ultra-minoritaire au Parlement (42 députés sur 165), Kjell Magne Bondevik, chef du Parti chrétien-populaire, a passé ses trois premières semaines au pouvoir à infléchir la politique de ses prédécesseurs travaillistes, en marquant pettement ses priorités intérieures: aide à la famille, augmentation du revenu des personnes dgées... Des mesures traditionnellement financées par une augmentation des taxes sur le tabac et l'alcool, ce qui ne saurait déplaire à cet ancien pasteur luthérien. Partisan du « non » au référendum sur l'entrée de son pays dans l'Union européenne en 1994, il n'en a pas pour autant fini avec l'Europe de Bruxelles, qui lui cause quelques soucis. La directive que prépare la Commission sur la libéralisation du marché de l'énergie, et plus précisément du gaz, inquiète les Norvegiens, qui participent au marché unique par le biais de l'Espace

économique européen (EEE). « Doit-on s'attendre à un regala de discussion sur l'Europe ? - Les trois partis de la coalition ouvernementale étaient hostiles à la pleine participation à l'UE, en conformité avec l'opinion majoritaire en Norvège. Donc l'Europe ne sera pas un sujet pour plusieurs années. Nous devons gouverner sur la base des accords EEE, parce que unus sommes partisans d'une bonne et étroite coopération avec les pays européens, et avec l'UE en tant que telle. Mais nous ne croyons pas au type d'intégration que l'UE poursuit avec les traités

de Maastricht et d'Amsterdam. - Vous avez les avantages du marché unique sans en avoir les

obligations... - C'est vrai dans une certaine mesure. D'un autre côté, nous avons l'inconvénient de ne pouvoir influencer des décisions qui nous toucbent aussi. Un exemple est évidemment la directive sur le marché du gaz, qui doit être prise en décembre par l'Union. La grande majorité des directives venant de Bruxelles ne nous pose pas

gaz, nous avons une position de principe qui n'est pas très élnignée de celle des Français. Il y a, dans la société, des responsabilités fondamentales qui exigent la présence de services publics. Et l'un de ces domaines est l'énergie, où les considérations nationales sont plus importantes que le libre accès

« Nous ne croyons pas au type d'intégration que I'UE poursuit avec les traités de Maastricht et d'Amsterdam »

» La Norvège, en tant qu'important producteur de pétrole et de gaz, estime fondamental de pouvoir coordonner la production et le transport en toute sécurité. C'est la question-clé. Le projet de directive qui distingue entre la production et la distribution, entre les plateformes et les tuyaux, conduirait à une gestion désastreuse des ressources. Ce ne serait pas seulement aux dépens de la Norvège, mais aussi des pays continentaux qui dépendent de la fourniture de gaz norvégien. Parce que, si nous n'exerçons pas le contrôle nécessaire sur les gazoducs, il sera plus difficile d'assurer l'approvisionnement à long terme des pays européens. La Russie, qui n'est pas liée par les accords EEE, en profitera, Côte-d'Ivoire, alors qu'il n'a rien à de problèmes, mais certaines sont et je ne suis pas sûr que ce soit bon contraires à nos intérets. Sur le pour l'Europe dans son ensemble.

- Comment pouvez-vous agir sur une telle directive?

contre « lo menoce tchétchène ».

- Nous avons présenté uns arguments à la Commission. Je vais rendre visite au président Santer. l'espère que le texte sera amendé de telle sorte qu'il soit acceptable. Le dernier recours est le veto, mais nous ne voulons pas en arriver là. - L'accord de Schengen sur la libre circulation des personnes

vous pose aussi quelques problèmes... - La majorité du Parlement veut renégocier l'accord sur Schengen. Nous en avons déjà un, mais avec l'intégration de Schengen dans les traités communautaires, nous devnns trouver une nouvelle solution institutionnelle. Nous voulons garder l'union des passeports avec les autres pays nordiques, membres de l'UE et participants aux accords

des arrêts qui nous concernent. - Comment allez-vous réagir à la création de la monnaie unique, à laquelle participera au moins la Finlande parmi les pays nordiques?

de Schengen, mais la Cour de jus-tice européenne ne peut rendre

- Nous avons décidé de lancer une étude à propos des conséquences inévitables de l'euro sur l'économie norvégienne. Si le Danemark et la Suède venaient à adopter l'euro, cela nous toucherait encore plus. L'euro sera important pour la couronne norvégienne, mais le dollar l'est aussi.

 A long terme, pourrez-vous maintenir cette position ambi-valente vis-à-vis de l'Europe, ne pas être membre de l'UE sans pour antant être isolé?

- Je le pense pour les prochaines années, mais vous ne pouvez être sûr à tout jamais. Pour le moment, je le crois, parce qu'il ne s'agit pas seulement d'être en dedans ou en dehors de l'UE. L'image de l'Europe sera plus complexe.

- Une Europe à la carte ? - Non, parce qu'une coopéra-tion "à la carte" signifie que vous prenez ce qui vous arrange, sans obligations. Je crois que des pays divers peuvent trouver des places différentes en Europe. »

> Propos recueillis par Daniel Vernet

la monnaie unique européenne et de prendre d'urgence les mesures qui s'imposent. « Nous sommes ou point où il n'y o plus de marge de monœuve. Il faut foncer », a affirmé Denis Kessler, vice-président du CNPF, et président

nérale qu'a lancé le Conseil national de patronat français (CNPF), lundi 17 novembre à Paris, pour convaincre treprises qui considérent que l'euro va les toucher à un entreprises françaises de ne pas rater l'échéance de de sa commission des affaires économiques, en présentant au public un guide de l'euro qui va être diffusé aux entreprises pour les aider dans leur recherche d'infor-

C'EST UN VÉRITABLE APPEL à la mobilisation gé-

Réalisé avec le concnurs de la Commission européenne, du CCF, de Bull et d'Ernst et Young, ce guide de 250 pages s'efforce de répondre à toutes les questions d'ordre réglementaire nu pratique que les agents économiques peuvent se poser pour se préparer à l'arrivée de l'euro, le 1ª janvier 1999. « 1999, cela parait un peu obstrait. Mais quand vous dites oux gens que c'est dans moins de trois cents jours, celo fait un choc », souligne Jacques Creyssel, chargé de la coopération stratégique, et représentant du CNPF au sein du comité de pilotage natinnal de l'euro. Cette campagne n'est d'ailleurs pas isolée. Dans une semaine, le ministère des finances va lancer lui-même sa propre campagne d'information à l'attention du grand public, cofinancée par Bruxelles, et devrait faire savoir où les administrations publiques en sont elles-même dans la préparation de cette échéance.

Les dirigeants du CNPF ne font pas mystère que les entreprises françaises sont encore insuffisamment préparees aux enjeux de ce basculement du franc à la monnaie européenne. Si les banques, les grandes entreprises, les sociétes actives à l'exportation ont pris les devants, la prise de conscience des autres a été relativemem tardive. Le tournant remonte à la rentrée. En septembre, les sondages montrent que 90 % de la population croient à l'arrivée de l'euro, mais c'est encore largement abstrait. « Il faut que les entreprises considerent que l'arrivée de l'euro est aussi irrémédiable que l'arrivée de l'an 2000 », souligne le président d'Ernst et Young France, Patrick Gournelle, qui dresse un constat

sibyllin. « Depuis peu notre tissu de PME est en train de s'éveiller à l'euro. Nous ne voyons encore pas assez d'en-

La Cour des comptes européenne dénonce le flou qui entoure les aides aux PME

l'Union européenne s'inquiète, dans son rapport annuel qui devait être débattu mardi 18 novembre par les députés européens, du flou aui entoure les aides apportées aux petites et moyennes entreprises (PME), à commencer par la définition même des intéressées. « Sur 33 entreprises contrôlées, 11 seulement étoient des entreprises indépendontes. Les 22 autres n'étaient que les faux nez de grands groupes », a indiqué le président de la Cour des comptes, Bernhard Friedmann, qui déposait, lundi, devant la commission du contrôle budgétaire. Il a ajouté que certaines comptaient

LA COUR des comptes de «plusieurs milliers de salariés». douanières. «En janvier 1996, le Dans le domaine agricole, la Cour déplore certains effets pervers du système d'aides à l'agriculture. La politique commune prévoit une baisse des prix garantis, en échange d'aides directes aux agriculteurs. Compte tenu de l'augmentation des prix mondiaux, et donc européen, il eût été logique de revoir le montant des aides directes, mais c'était impossible. La « surcompensation » versée aux céréales est estimée à 3 milliards d'écus en 1995 comme

en 1996. Les contrôleurs européens s'inquietent par ailleurs de l'inefficacité des poursuites en cas de fraudes nombre total de dossiers instruits depuis 1988 et touiours en cours relatifs à des cas de traude ou d'irrégularités douanières était d'environ 700, et le montant des droits éludés en couse atteignoit I milliard d'ecus » (6,5 milliards de francs). Plus de la moité des cas provient des régimes douaniers préférentiels accordés à certains pays tiers. La Cour épingle ainsi les importations de jus d'orange d'Israel, dont le volume, depuis 1993, est « opproximativement le triple des capacités de production » du pays : ou le thon officiellement importé de voir avec le pays. - (Reulers.)

Les quatre otages franca détenus en Tchechenie ont été relaches

L Besse (a Grectement :::

THE RESERVE AND MAKE THE SE KANDEN OF SALES THE RESERVE AND THE PARTY OF THE PERSON OF T

A STATE OF THE STA The second second THE PERSON OF MARK IN STREET, THE PARTY OF Carried State of the State of t Manual Transport The same of the sa Management of the state of the BOND STATE OF THE CONTRACTOR NOT BELLEVILLE

BEAR OF SECURITY OF THE The state of the s Andrew Mr. Company of the selection of t BOTHER BUT WAS TO SEE the state of the s which administration to the same South transferred and the management of the the Table Service to the territory

CONTRACTOR OF ACT eur de l'énergie exige ce du service public

man for particular the same wine first and a read to



WAS THE CONTOURS S PET THE MAN AND THE LOUIS I ME !

Le Congo-Kinshasa ignore la mission d'enquête de l'ONU

KINSHASA. Le gouvernement de Laurent-Désiré Kabila a reporté, lundi 17 novembre, l'audience de la missinn d'enquête des Natinns unies sur les massacres dans l'ex-Zaire. « On ne mus n pas fixé de nouvelle date pour cette rencontre », a déclaré le porte-parole de la mission d'en-quête, José Diaz. Cette audience est le préalable au démarrage des investigatinns sur le terrain, bloquées depuis des mois par le régime de M. Kabila. La mission dirigée par le juriste togolais Atsu Koffi Amega est revenue le 11 novembre à Kinshasa, après un premier séjour totalement infructueux en août-septembre. Le comité de baison entre le gouvernement de République démocratique du Coogo (RDC) et la missinn d'enquête avait dénoncé en septembre la « partialité » de la mission, l'accusant d'être « mnnipulée » par la France. Le 25 octobre, la situation avait paru se débloquer, avec l'annance à Kinshasa, par l'ambassadeur américain à l'ONU, Bill Richardson, d'un accord avec M. Kabila pour le début de l'enquête à la mi-novembre. - (AFP)

Un Iranien acheteur de technologie militaire expulsé de Moscou

MOSCOU. La Russie, accusée de veodre à l'Iran des technnlogies militaires, a teoté de prouver sa bonne foi en annnnçant l'arrestatinn, puis l'expulsion prévue, mardi 18 novembre, d'un employé de l'ambassade d'Iran à Moscou qui tentait d'acheter des plans de missiles. Les Iraniens affirment pour leur part qu'il s'agit d'un étudiant employé temporairement comme interprète par leur ambassade. Arrêté, selon le FSB (ex-KGB), alors qu'il remettait une «forte somme » en échange de documents, l'homme a cependant été remis à l'ambassade et devait quitter Moscou pour Téhéran à bord d'un vol régulier. La Russie a ainsi choisi de oe pas juger mais d'expulser le jeune l'ranieo « pour des raisons politiques », a reconnu un porte-parole du FSB. - (AFP.)

Le dissident chinois Wei Jingsheng est « en bonne santé »

DETROIT (Etats-Unis). Le dissident chinois Wei Jingsbeng, arrivé dimanche 16 oovembre à Detroit après avnir été libéré de prison le même jour pour « raisons médicoles », est « en bonne santé » mais il va rester hospitalisé dans un établissement de cette ville pour y subir de nouveaux examens médicaux, unt affirmé, lundi, des sources hospitalières. M. Wel, âgé de quarante-sept ans, a passé ces dix-huit dernières années eo détention, à l'exeptioo d'une période de six mois. Il a déjà subl toute une série de tests destinés à vérifier l'état de soo cœur, a indiqué un médecin de l'hôpital Henry-Ford, où il est soigné. Le département d'Etat a par ailleurs affirmé, lundi, que la libératino du plus célèbre des dissidents chinois n'a fait l'objet d'« oucun morchandoge » entre Washington et Pékin. La libération de Wel Jingsheng est intervenue peu après la récente visite aux Etats-Unis du président chinois, Jiang Zemin.

Washington menace de sanctions une firme israelienne installee a Cuba

WASHINGTON. Washington a averti, lundi 17 oovembre, une eotre-prise agro-alimentaire israélienne que ses dirigeants et leur famille seront interdits de séjour aux Etats-Unis si elle maintient ses investissements à Cuba. Dans une lettre, datée du 13 novembre, le département d'Etat a dunné à la société BM Group, spécialisée dans les agrumes, un nélai de quarante-cinq jours pour quitter Cuba si l'entreprise veut évi-ter les sanctions américaines prévues aux termes de l'article 4 de la lni Helms-Burtoo. Cette loi prévoit de pénaliser les entreprises qui investissent sur des propriétés confisquées à des citoyens des Etats-Unis par

DÉPÊCHES

■ ÉTATS-UNIS : le président Bill Clinton a promis au secrétaire général de l'ONU, Kofi Annan, qu'il ferait tout ce qui est en soo pouvoir pour que les Etats-Unis paient les arriérés de leur dette envers l'organisation mondiale. Le Congrès a bloqué la semaine dernière le paiement des fonds dus au titre de la contribution américaine à l'ONU. Lundi 17 novembre, M. Clinton s'est entretenu au téléphone avec M. Annan de la crise irakienne à bord de l'avion présidentiel Air Force One. -

■ CHINE: 89 mineurs chinois ont peri, jeudi 13 novembre, à la suite d'une explosion de gaz dans une mine de charbon de la province de Anhui (est), a annoncé, hundi 17 novembre, la radin chinoise. Deux sauveteurs ont également trouvé la mort dans la catastrophe. - (AFR) ■ PHILIPPINES : un prêtre belge a été enlevé, mardi 18 novembre,

dans le sud de l'archipel, a annoncé un responsable de l'Eglise catholique. Il y a deux semaines, dans la même réginn, des rebelles musulmans avaient enlevé un prêtre irlandais avant de le relâcher le 8 no-

■ CAMBODGE: 43 partisans du prince Norodom Ranariddh ont été exécutés par des membres des forces armées loyales au « second premier ministre » cambodgien Hun Sen lors du coup de force de juillet, indique un rapport d'un baut responsable de l'ONU. Ancien « premier premier ministre » du Cambodge, le prince avait, à cette époque, été évincé du pouvoir par son rival Hun Sen. - (AFP.)

■ AFGHANISTAN: vingt charniers contenant les corps de 2 000 combattants talibans unt été découverts dans le mrd de l'Afghanistan, rapporte, lundi 17 novembre, l'ageoce islamique afghane (AIP). C'est le général Rachid Dostom, chef de la coalition npposée aux talibans, qui en a révélé l'existence et autorisé le rapatriement des corps par avion. - (AFP.)

Les Algériens pris au piège de la violence, selon Amnesty

LONDRES. La situatinn des droits de l'hnmme s'est « aggravée » en Algérie en 1997, qui a connu « la flombée de violence lo plus longue et lo plus intense » depuis le début du conflit, écrit Amnesty international, dans un rapport publié mardi 18 novembre. «La population civile est entruinée chaque jour davantage dans un constit qui a caûte la vie à des dizoines de milliers de personnes », selon l'organisation de défense des droits de l'homme, qui souligne que les victimes appartiennent souvent aux catégories les plus vulnérables de la société. Le gouvernement algérien continue d'affirmer que la situation sécuritaire est « moîtrisée » et que la violence n'est plus que « résiduelle », mais, en l'absence de mesures concrètes pour protéger les civils, « ce discours ne parvient pas o dissiper lo peur de ceux qui sunt en danger », oote l'organisation basée à Londres. Elle demande « l'ouverture d'une enquête internationale sur les massacres et les nutres atteintes aux draits de l'nomme » et de « déjérer les outeurs de ces crimes à la

Le débat budgétaire ouvre les hostilités entre le gouvernement mexicain et l'opposition

Les députés veulent infléchir la politique économique du président Zedillo

Le gouvernement du président Zedillo a réaffirmé, mique du Mexique. Le gouvernement, qui n'a plus ficit prévisionnel de 1,25 % du PIB, alors que l'opkundi 17 novembre, la nécessité de maintenir la

la majorité à la chambre des députés, a dépose la semaine dernière un projet de budget avec un dé-

position maintient sa demande d'un déficit plus important pour financer les dépenses sociales.

pression fiscale pour maintenir la stabilité écono-

de notre correspondant La capacité du gnuvernement mexicain à cohabiter avec l'opposition - majoritaire à la Chambre des députés à la suite des élections du 6 juillet - sera mise à l'épreuve au cours du débat sur le projet de budget pour 1998. Déposé au Pariement le 11 novembre, le texte doit être voté avant le 15 décembre. Pour la première fois depuis l'arrivée au pouvoir, en 1929, du Parti révolutionnaire institutionnel (PRI), l'opposition est en mesure de modifier les grandes orientations de la politique économique et a clamé son

intention de ne pas s'en priver. En dépit des nombreuses réunions préalables entre le ministre des finances, Guillermo Ortiz, et les parlementaires pour arrondir les angles, le gouvernement a refusé de céder aux exigences de l'inpposition, qui demande, notamment, une augmentatioo des salaires, une réduction de la taxe sur la valeur ajoutée et l'annulation partielle des dettes contractées par les particuliers devemus insolvables à la suite de l'explosion des taux d'intérêt.

« Nous avons constaté, a souligné M. Ottiz, que nous étions tous d'occord pour améliorer le niveau de vie de la population, diminuer in pauvreté, créer des emplois et rassurer les investisseurs, mais les récents événements [les turbulences financières en Asie] unt prouvé que le manque de rigueur dans la gestion des finonces publiques rend extremement vuinérobles les économies notio-

Pour atteindre l'objectif qu'il s'est fixé en matière de déficit public (1,25 % du produit intérieur brut, contre 0,5 % cette année), le ministre a opté pour le maintien de la rigueur budgétaire. La TVA ne sera donc pas ramenée de 15 % à 10 % ni supprimée sur certains produits, comme l'exige l'opposition réunie au sein du « Groupe des quatre », qui rassemble les conservateurs du Parti d'action nationale (PAN), le Parti de la révolution démocratique (PRD, gauche) et deux autres petites formations.

En contrepartie, le gouvernement serait disposé à étudier la possibilité de subveotionner certains services, comme le gaz et au secteur social augmenteront de 10,3 % par rapport à 1997, pour atteindre 57,5 % des dépenses budgé-Les parlementaires

l'électricité, en faveur des familles

les plus démunies. De plus, a préci-

sé M. Ortiz, les ressources affectées

exigent une augmentation des salaires et une baisse de la TVA

Insuffisant, rétorque l'opposition, qui s'indigne de la contradiction entre les bons résultats économiques annoncés par le gouvernement (l'Etat prévoit 5,2 % de croissance pour 1998, après un 6,5 % en 1997) et les sacrifices exigés de la population, qui a perdu près d'un tiers de son pouvoir d'achat après la brutale dévaluation du peso, en

Le gnuvernement estime, au contraire, qu'il faut maintenir l'effort pour « consolider in reprise économique et necroitre de finenn sensible les emplois », condition essentielle pour faire face à l'arrivée sur le marché du travail de près d'un millioo de jeunes par an, et satisfaire la communauté financière internationale. Cette dernière a largement contribué au plan de sauvetage du Mexique au cours de la crise de 1994-1995.

Voilà qui promet un débat animé entre les 238 députés du PRI et les 262 représentants du « Groupe des quatre », qui, une fois encore, ont décidé de faire bloc, malgré leurs prnfnndes divergences idénlogiques, pour faire comprendre au gouvernement que le Parlemeot o'était plus la chambre d'enregistrement du pouvoir exécutif. « Nous avons reçu un mondot des électeurs qui nous oblige à modifer le budget », s'est exclamé le chef du groupe parlementaire du PRD, Porfirio Munoz Ledo, en ouvrant les

Bertrand de la Grange



Dire que 300 ans avant nous, les moines bénédictins y élaboraient déjà du Champagne...



CAVES DE L'ABBAYE DE S' NECAISE 1 3 ME SIÈCLE - PROPRIÈTE DU CHAMPAGNE TAITTINGE

litana allaktor, ant deagarank prof. I entro à colletor et distribution

FRANCE

FINANCES Le conseil des ministres doit approuver, mercredi 19 novembre, le traditionnel projet de loi de finances rectificative de fin d'année, qui a pour particularité, cette

fois, de réduire notablement - de 10 à 15 milliards de francs - le déficit du budget de l'Etat pour 1997. Les déficits publics seront ainsi maintenus dans la limite de 3,1 % du produit in-

térieur brut, à peine plus que le critère de Maastricht. • UN CONTENTIEUX AGRICOLE avec la Commission européenne, qui a refusé d'apurer certaines aides versees aux exploitants, a

obligé l'Etat à rembourser 500 millions de francs au budget européen. ● LE PROJET DE BUDGET pour 1998, dont l'examen par l'Assemblée nationale s'acheve mardi, autorisera, à par-

tir de 1999, une seule déclaration de revenus pour les couples non manés « ayant obtenu pendant deux années consécutives une attestation de concubinage notoire ».

Le déficit de l'Etat serait ramené à 270 milliards de francs en 1997

Le « collectif » budgétaire examiné par le conseil des ministres, mercredi 19 novembre, permet d'améliorer l'équilibre des dépenses et des recettes de l'Etat et de finir l'année avec des comptes publics bien plus satisfaisants que ne l'avait prévu le gouvernement précédent

IL EST RARE que le traditionnel « collectif » budgétaire de fin d'année présente un quelconque intérêt. Texte de portée babituellement technique, il vise à régulariser les décisions prises en cours d'année, qu'il s'agisse des décrets d'avance ou des arrêtés d'annulation. Sauf quand la croissance s'accélère et vient gonfler de manière inespérée les recettes de l'Etat - ce qui ne s'est plus jamais produit depuis la fin des années 80 -, il n'y a donc pas de surprise à attendre.

Le projet de loi de finances rectificative, que le conseil des mioistres doit examiner mercredi 19 novembre, restera cependant dans les annales budgétaires car il comporte une donnée inattendue: le déficit de l'Etat - qu'Alain Juppé craignait de voir se creuser, ce qui avait lourdement pesé dans la décision du chef de l'Etat de prononcer la dissolution - va être, finalement, beaucoup moins important que prévu. Non seulement il ne devrait pas dériver par rapport à la barre des 284,8 milliards de francs inscrits eo loi de finances initiale pour 1997, mais II devrait même être sensiblement inférieur à ce niveau.

Selon un premier scénario, qui o'était toujours pas définitivement arbitré en début de semaine, ce déficit devait être rameoé à 270 milliards de francs. En tout état de cause, il est acquis que le chiffre sera inférieur de 10 à 15 milliards à l'estimation affichée en loi de finances initiale. Alors que la France a innetemps craint de ne pouvoir respecter le fameux critère du traité de Maastricht, fixant à 3 % du produit intérieur brut (PIB) la limite maximum des déficits publics à la fin de 1997, le gouvernement ne se privera pas de chanter vic- ment a pris, cependant, une série

toire, car, à très peu de chose près, l'objectif devrait être atteint envers et contre tout. Avec des déficits sociaux qui avoisineraient 36 milliards de francs en fio d'année (0.44 % du PIB), les déficits publics devraient être limités à 3,1 % en fin

Que s'est-il donc passé pour que la catastrophe annoocée soit finalement évitée et que le gouvernement parvienne meme, ce qui est sans précédent dans l'histoire récente, à présenter un déficit en recul par rapport à la loi de finances initiale? On se souvient qu'au début de l'année, le gouvernement de M. Juppé était effectivement très préoccupé par la situation des comptes publics. Révelée par Le Monde (du 18 avril), une note confidentielle de la direction du budget laissait entendre que les déficits publics, lom d'atteindre les 3 % prévus, devraient approcher 3,7 % fin 1997 et dépasser 4,5 % fin 1998 en l'absence de mesures de redressement. Or il semblait politiquement impossible de relever les impôts et tout aussi périlleux de faire des économies budgétaires dans des proportions suffisantes.

SÉRIE OE MESURES NOUVELLES Vainqueurs des élections législatives, les socialistes, eux-mêmes, o'ont rien dit, dans un premier temps, qui vienne démentir le sentimeot selon lequel les comptes publics étaieot fortement dégradés. Commandé par Llooel Juspin à deux magistrats de la Cour des comptes, l'aodit publié le 21 juillet a confirmé, à l'inverse, que les déficits devalent être compris entre 3,5 % et 3,7 % du PIB eo 1997.

Au même moment, le gouverne-

de mesures nouvelles pour tenter de contenir cette dérive. Une hausse de 15 % de l'impôt sur les sociétés a ainsi été annoncée, ainsi qu'un alignement de la taxation des plus-values des entreprises sur cet impôt sur les sociétés, pour un montant giobal de 22 milliards de francs. Dans la foulée, 10 milliards de francs d'économies avaient été annoncés, mais sans que le détail soit précisément connu. Au total, le plan de redressement portait donc sur 32 milliards de francs, soit 0,4 point de PIB. Il était donc implicitement prévu que le déficit soit ramené, d'ici la fin de l'année, dans une fourcbette comprise entre 3,1 % et 3,3 % du PIB.

Le « collectif » budgétaire de fin d'année confirme donc que, pour le ministère des finances, l'bypothèse basse est maintenant la plus probable. Plusieurs raisoos expliquent cet optimisme. La baïsse des rentrées de TVA, qui était redoutée au début de l'année, devrait se confirmer, avec des moins-values de l'ordre de 16 milliards de francs sur l'ensemble de 1997, mais, en cootrepartie, le rendement des mesures nouvelles sur les entreprises pourrait être meilleur que prévu, atteignant 24 milliards de

En outre, le projet de loi du gouvernement comprend diverses re-cettes ooo fiscales, pour un montant qui pourrait approcher 3.7 milliards de francs: 1.4 milliard de francs au titre d'un reversement



IL HE FAUT PAS REGRETTER

au budget général d'un finance-ment lié au grand contrat dénommé « Bali-Bravo » (livraison de frégates à Taiwan); 120 millions sur les réserves de l'Institut national de la propriété industrielle; ou, encnre, 150 millions de francs sur celles de l'Etablissement public de la ville de Saint-Queotin (Yvelines). Un autre mesure importante, visant à récupérer 2 milliards de francs sur le fonds de garantie du logement social, était par ailleurs en débat en ce début de semaine. Au total, l'ensemble des recettes,

fiscales et ooo fiscales, devrait donc être eo hausse de 10,4 milliards de francs.

Par allieurs, le gouvernement a veillé à ce que les ouvertures de crédits soient d'un montant quasiideotique, à 1 milliard de francs près, aux annulations. Dans ce prolet de loi de finances, oo trouve en effet de nombreuses mesures dont le financement n'avait pas encore été assuré. Il s'agit, par exemple, de l'allègement annoncé de la taxe professionnelle pour les routiers, à hauteur de 200 millions de francs,

ou d'une exonération de taxe sur les salaires pour les emploisjeunes, à hauteur de 900 millions de francs. Diverses « ardoises » laissées par le gouvernement précédent sont également prises eo compte: 470 millions de francs au titre de la « juppette » (prime automobile), 3 milliards de francs au titre de la dette d'EDF au profit de la Sécurité sociale. Le coût pour les finances publiques (prise en charge des allègements de charges sociales) de la récente revalorisation du SMIC figure aussi dans ses dépenses nouvelles.

Les annulations de crédits compeoseot strictement ces dépenses. Elles portent en particulier sur les crédits de la défense, à hauteur de 1.8 milliard de francs, et sur ceux du travail, pour près de 5 milliards de francs, tandis que la baisse des taux d'Intérêt devrait entraîner une minoratioo de la charge de la dette, à hauteur de près de 10 milliards de francs. Au total - et. là encore, le résultat est sans précédent réceot -, les dépenses de l'Etat n'nnt pas dérivé eo cours d'année: de la loi de finances initiale jusqu'au « collectif », l'estimation est restée quasi ideotique.

La gauche aurait-elle un savoir-faire budgétaire que la droite aurait perdu? Avec le recul, l'actuelle opposition aura quelques raisons de ressasser ses rancoeurs : tout ça

Laurent Mauduit

470

£...

J ...

۲:

Paris doit quelque 500 millions de francs au budget communautaire

LE CHAPITRE agricole o'est pas negligeable dans le « collectif » budgétaire que le conseil des ministres doit examiner mercredi 19 novembre. En raison d'un contentieux - habituel, mais qui porte toujours sur des sommes importantes - avec la Commission européenne, Paris doit rembourser au budget communautaire environ 500 millions de francs qui correspondent à des aides aux agriculteurs (restitutions à l'exportation vers les pays tiers ou primes diverses) effectivement payées par Bruxelles mais insuffisamment justifiées. C'est ce que l'on appelle dans le jargon communautaire les « refus

d'apurement » prononcés par Bruxelles. Les responsables du Fonds européen d'orientation et de garantie agricole (FEOGA) doot le directeur, le Français Michel Jacquot, a quitté son poste le 15 octobre, veillent en effet scrupuleusement à ce que les critères, de plus en plus complexes, d'attribution d'aides soient intégralement respectés au moment de la présentation

des factures. Paris recoit chao e année environ 70 milliards de francs du budget européen soit 40 % de l'ensemble des dépenses publiques bénéficiant à l'agriculture française. La France est souvent prise en défaut dans le versement des aides à la viticulture nu aux vaches allaitantes (comptées en surnombre), de même que l'Italie se fait régulièrement sanctinnner pour exagération de ses quotas laitiers.

Le « collectif » prévoit en nutre des dépenses d'environ 200 millions de francs qui correspondent à des frais financiers à la charge de l'Etat. Chaque année, en effet, sur instruction des ministères des finances et de l'agriculture, l'Acofa (Agence centrale des organismes d'intervention dans le secteur agricole) emprunte à un pool de banques (en général dirigé par le Crédit agricole) quelque 30 milliards de francs. L'Acofa agit pour le compte des offices agricoles dont les principaux sont l'ONIC (céréales), l'Otival (viandes) et l'Onilait (produits laitiers)

qui versent les primes aux professionnels. Poui ce qui est des primes dites « compensatrices » aux grandes cultures (blé, mais, colza...), les gouvernements successifs metteot un point d'honneur à payer les paysans le premier jour prévu par la réglementation communautaire.

Ainsi, le 16 octobre, 396 575 exploitants ont reçu la coquette somme de 26,38 milliards de francs, plusieurs centaines de céréaliers ou de producteurs de plantes oléagineuses touchant des chèques dépassant chacun I million de francs. Comme Bruxelles ne rembourse Paris qu'à la mi-janvier de l'année suivante, il faut que, entre-temps, l'Etat supporte le cnût des emprunts. Grâce à la baisse des taux, cependant, les 200 millions à la charge de l'Etat sont en sensible baisse par rapport aux sommes inscrites dans les lois de finances rectificatives pré-

François Grosrichard

ADMISSION SUR TITRE EN DEUXIÈME ANNÉE



La multiplicité de ses talents est la plus grande richesse du visionnaire

Comme René Descartes, c'est grâce à la diversité de vos connaissances que vous aborderez votre métier avec passion et créativité. Que vous soyez ingénieur, médecin, pharmacien, titulaire d'une maitrise (lettres, droit, sciences...) ou d'un diplome de l'IEP, vous pouvez intègrer l'ESSEC en 2º année par admission sur titre pour développer des compétences de generaliste du management.

ESSEC : premier centre européen de management accrédité par l'AACSB - The International Association for Management Education.

Informations clés:

- cursus personnalisé à votre initiative,
- alternance et statut d'apprentissage possibles.
- date limite de candidature pour la session de mars 1998 : le 15 février 1998.

Contactez Viviane :

Tél.: 01 34 43 31 26 - Fax: 01 34 43 31 11 E-mail: dhalluin@edu.essec.fr

ESSEC - Avenue Bernard Hirsch - BP 105 95021 Cergy Pontoise cedex

ESSEC

Demain, c'est vous qui montrerez le chemin

Les concubins pourront déclarer leurs revenus en commun

ILS ONT OSÉ! Lundi 17 novembre, dans le cadre des articles non rattachés du projet de loi de finances, les députés ont débattu du statut fiscal des concubins en l'absence de leur collègue de la Marne, Charles de Courson (UDF-FD). Au terme d'un debat, qui, de ce fait, a gagné en sérénité ce qu'il a perdu en saveur, l'Assemblée nationale a adopté, contre l'avis du gouvernement, un amendement de la commission des finances permettant aux concubins de faire une déclaration commune de leurs revenus. Ce texte s'applique, à compter du 1º janvier 1999, pour les concubins - ayant obtenu pendant deux années consécutives une attestation de concubinage notoire ». Un amendement avant le même objet avait été retiré, le 16 octobre, lors de l'examen des recettes, le ministre de l'économie et des finances, Dominique Strauss-Kahn, ayant demandé aux députés d'attendre l'adoption d'un texte de loi sur le contrat n'union civile.

Cette fois, le rapporteur général, Didier Migaud (PS), a refusé de céder aux injnoctions de Christian Sautter, secrétaire d'Etat au budget, qui a notamment affirmé qu'il serait « périlleux de mettre un inspecteur des impôts derrière chaque couple v. « Soyons donc conscients de ce qui se passe dans la vie quotidienne de nos villes ! o. s'est exclamé Jean-Jacques Jegou (UDF-FD, Valde-Mame), qui a fait valoir qu'« en lle-de-France, un couple sur deux est non marié ». Seul député présent défavorable à l'amendement, Philippe Auberger (RPR, Yonne) a indiqué que le système « se retournerait » contre les personnes défavorisées, qui ont intérêt à la double imposition. Dans son rapport, M. Migaud reconnaît qu'en deçà de 73 777 francs de salaires pour 1996, les couples non mariés ont intérêt à déclarer leurs revenus

* TRANSPARENCE BUDGETAIRE * Tout en étendant le bénéfice du régime fiscal favorable pour les créateurs d'entreprises, les députés ont abaissé de 100 000 à 50 000 francs le seuil de cessions de valeurs mobilières au-delà duquel les plus-values de cessions sont taxées. L'Assemblée a également décidé de relever de 4 000 à 5 000 francs, pour un célibataire, et de 8 000 à 10 000 francs, pour un couple, le plafond des dépenses ouvrant droit au nouveau crédit d'impôt pour les dépenses d'entretien de l'habitation principale. Ce plafond sera majoré de 500 francs par persoone à charge, de 750 francs pour le second enfant et de 1 000 francs à partir du troisième. Les députés not également adopté la déductibilité des nouveaux points de CSG (4,1) affectés au financement de la Sécurité sociale.

Afin de lutter contre la fraude à la TVA de certaines filières, telles que les ateliers clandestins de confection, le gouvernement a instauré une solidarité de paiement à la charge des donneurs d'ordres pour le montant de la TVA due par les faconniers. Henri Emmanuelli (PS), président de la commission des finances, a plaidé avec vigueur contre l'introduction « dans notre droit du principe de présomption de culpabilité générale ». Contre l'avis du gouvernement, la commission a tenu à préciser, par amendements, que la mauvaise foi du donneur d'ordres et la fraude devalent être établies.

Les députés avaient auparavant adopté les budgets pour 1998 des charges communes, correspondant notamment à la charge de la dette (248,7 milliards de francs), aux rémunérations d'agents du secteur public, aux pensions de France Télécom et au financement du futur projet de loi cootre l'exclusion. L'Assemblée a également adopté les crédits des ministères du budget et des finances, les comptes spéciaux du Trésor, les taxes parafiscales, ainsi que les budgets des Monnaies et Médailles et du commerce extérieur.

Les députés ont repoussé l'amendement d'Heary Chabert (RPR. Rhône) qui prevoyait la réintégration en 1999, dans le budget des services financiers, d'une dizaine de milliards de francs inscrits en

« fonds de concours », qui regroupent eo théorie des recettes qui o'ont pas d'origine fiscale et ne sont pas inscrits au budget de l'Etat, echappant ainsi au contrôle du Parlement. M. Chabert veut ainsi * accroître la transparence budgétaire» (Le Monde du 14 novembre). Sans soutenir l'amendement, MM. Migaud et Emmanuelli ont encouragé le gouvernement à étudier le moyen de respecter à l'avenir « les moyens de contrôle du Parlement».

Le gouvernement a enfin fait adopter un amendement créant un « fonds de modernisation de la presse quotidienne . financé par une taxe de 1% sur les imprimés publicitaires (lire page 21).

Jean-Baptiste de Montvalon et Fabien Roland-Lévy

Biographies & photos

Le Guide du Pouvoir

Cabinets ministériels. parlementaires, élus locaux, heut-fonctionnairas, dirigeants, journalistes...

11e édition (3 volumes) 990 fra lic

Tel. 01 42 46 58 10

gradien With Project

A CHARLES FRANCE FRANCE

Bod wichelber 1200

Les médecins spécialistes risquent de dépasser leur enveloppe de dépenses

M^{me} Aubry a défini, pour 1998, des objectifs financiers moins contraignants

Les dirigeants de la Caisse nationale d'assurance-maladie ont jugé, kındi 17 novembre, que les généralistes cteraient sans doute leur objectif de dépenses pour

1997. les spécialistes étant « lègèrement au-dessus ». lis attendent du « contrat de confiance » généraliste-assuré des économies et une meilleure pratique médicale.

réforme de la « Sécu » en prenant à

Force ouvrière la présidence de la

Cnamts, en juillet 1996. Mare Aubry

reste certes vigilante, invitant les

médecins à tenir les objectifs

1997, mais elle n'en répète pas

moins qu'elle rejette « l'approche

comptable » qui, selon elle, avait été

choisie par le précédent gouverne-

moins tendue en 1998 : le gouverne-

ment a donné un ballon d'oxygène

aux médecins de ville et aux hôpi-

penses pourront progresser respec-

curieuse inversion des rôles, c'est

RPR et de l'UDF n'ont pas manqué

loi de financement de la Sécurité so-

La situatioo devrait être un peu

LES MÉDECINS libéraux ne bénéficieront sans doute pas tous, début 1998, d'une revalorisation d'honoraires. Cette augmeotarioo de leurs revenus, suspendue au respect des objectifs de dépenses 1997 fixés par le gouvernement et le Parlement est loin d'être acquise, notamment pour les cinquante mille spécialistes, qui risquent de dépasser collectivement l'eoveloppe impartie pour cette année (67,4 milliards de francs). Les dirigeants de la Caisse nationale d'assurance-maladie des travailleurs salariés (Cnamts) ont donc invité les praticiens libéraux, hindi 17 novembre, à se montrer rigoureux sur leurs prescriptions et à pratiquer « le juste soin ».

Jean-Marie Spaeth (CFDT), président de la Cnamts, a reconnu que Fon est « sur le fil du rasoir » pour le respect des objectifs de dépenses imposés aux médecins : + 1,5 % pour les généralistes et +1.1 % pour les spécialistes. Si le directeur de la Cnamts, Bertrand Fragonard, s'est montré optimiste pour les généralistes, qui seront, « sauf flambée soudaine » des honoraires ou des prescriptions, « légèrement au-dessous »

La « Sécu » prépare une « charte de l'usager »

La Caisse nationale d'assnrance maladie des travailleurs salariés (CNAMTS) prépare, dans le cadre de sa convention d'objectifs et de gestion avec l'Etat, une « charte de l'usager » pour améliorer le service rendn aux assurés. Selon un avant-projet, la « Sécu » va s'engager à réduire le délai maximum de remboursement à douze jours en 1998 et à iours en 2001. Elle entend. des 1998, limiter la durée d'attente dans ses centres à 30 minntes maximum, « même en période d'affluence », et la ramener à 15 minutes en 2001. Les caisses devront, à partir de 1998, offrir leurs services au minimum huit heures par jour sur au moins cinq jours ouvrés par semaine.

du plafond fixé (141 milliards), il s'est déclaré plus pessimiste pour les spécialistes, qui seront « légèrement audessus ». Les généralistes bénéficieront ainsi probablement de la totalité de l'enveloppe de revalorisations d'bonoraires prévue pour eux (850 millions de francs), alors que les seconds risquent de voir leur propre enveloppe (850 millions égaleur dépassement. Si les dépenses ont été bien contenues au premier semestre, le second a mal commencé, a expliqué Georges Jollès (CNPF), vice-président de la caisse nationale, tout en se voulant rassurant. «Dès lors que la réforme est confirmée dans ses grands principes » par le gouvernement, a-t-il jugé, les praticiens devraient à nouveau se montrer plus rigoureux dans leurs prescriptions. Sur ce point, jugent les responsables de la Cnamts, l'accord sur le contrat de confiance médecin de famille-assuré, signé en juillet par les trois régimes d'assurance-maladie (salariés, agriculteurs, indépendants) et le syndicat MG-France (généralistes), est un instrument de maîtrise des dépenses et d'amélioration de la qualité des

« APPROCHE COMPTABLE »

Cette formule d'abonnement annuel volontaire d'un assuré chez son généraliste ne sera vraiment opérationnelle que début 1998. M. Spaeth y voit « un élément déterminant pour refonder le premier étage de notre système de soins », les praticiens étant invités à mieux prescrire et à s'investir dans la prévention. En déplt d'un coût immédiat pour les caisses, puisque les médecins « référents » toucheront 150 francs par an et par malade inscrit, M. Fragonard est « convaincu » que cette réforme importante, agréée par le gouvernement à titre expérimental, se traduira par des économies et une amélioration de la qualité des soins.

De plus, M. Spaeth a jugé nécessaire d'assurer qu'il n'y a pas, avec le gouvernement, « de modification d'orientatian en matière de maîtrise des dépenses de santé ». Ce rappel n'est pas anodin. Les prud'homales du 10 décembre approchent et Ni-cole Notat, secrétaire générale de la CFDT, n'a pas caché que les salariés devraient juger le bilan de sa centrale sur la réduction du temps de travail et la réforme de la Sécurité sociale, deux dossiers sur lesquels elle a engagé la crédibilité de son organisation. Un succès sur le front de la régulation des dépenses médicales est donc essentiel pour elle, même si les experts reconnaissent que deux ans après l'annonce du plan Juppé, de nombreux outils manquent encore pour en assurer le

Or Martine Aubry, ministre de l'emploi et de la solidarité, o'a cessé de s'interroger sur ce plan, approuvant certaines de ses dispositions, en critiquant d'autres. Au risque de déstabiliser la CFDT, qui s'est beaulement) amputée du montant de coup investie dans la réussite de la

M. Séguin fait des élections de mars un temps fort de la rénovation du RPR

Le député des Vosges entreprend la tournée de tous les départements pour mobiliser les militants sur les scrutins régionaux et cantonaux et sur la remise en ordre de son parti

PHILIPPE SÉGUIN en coovient volootiers: le calendrier politique oe facilite pas soo entreprise de rénovation du RPR. L'opposition redoute, en effet, un nouveau recul aux régionales et aux cantooales de mars 1998. Pourtant, le présideot du RPR mesure toute l'importance de ces consultations : neuf mois après soo électioo à la tête du mouvement oéogaulliste, elles seront immanguablement insuccès ou de l'échec de soo eotre-

مكدا من رلامل

taux, en décidant que leurs dé-Lors d'une réunion pubbque à tivement de 2,1 % et 2,2 % (contre Evreux, dans l'Eure, lundi 17 no-1,4 % et 1,25 % cette année). Par une vembre, M. Séguin a pris soin de préciser que si les élections de désormais la droite - favorable à des mars 1998 « seront un temps fort de taux sensiblement plus rigoureux notre rénovation », ce sera, « ouqui accuse la gauche de se montrer tant que les résultats », le « laxiste » avec les professionnels de « campartement », le « message » santé, comme les parlementaires du et la « renavatian » de soo mouvement * qui compterant ». * Naus oborderons les elections régionales de le faire, la semaine dernière, lors de l'examen au Sénat du projet de avec l'énergie de l'espoir », a-t-il assuré aux quelque sept ceots militants veous l'entendre. M. Séguin payera lui-même de sa personne Jean-Michel Bezat puisqu'il a prévu, au cours de cette

campagne, de se reodre dans tous les départements.

En tenant son premier vrai meeting depuis son accessioo à la présidence du RPR, sur les terres du chiraquien Jeao-Louis Debré, M. Séguin a voulu manifester sa volonté de synthèse au sein de la famille néogaulliste. « Naus n'avons pas taujours su organiser la canfrontation de nos idees et prévair les mécanismes permettant d'arbitrer les rivalités personnelles », a-t-il regretté en évoquant « la double tentation du caporalisme au de l'atomisatian ».

« A lire certains cammentaires au à découvrir telle ou telle initiative, je me demande si nous voulons poursuivre sur cette voie qui nous a valu tant de déboires », s'est-il inquiété. Afin de faciliter « la réconciliation », M. Séguin a proposé d'envoyer « au diable le sectarisme et les rancunes ! ». « Vous n'avez pas besoin, vous, ni de repentance ni de drait d'inventaire », a-t-il ajouté.

Joignant le geste à la parole, le président du RPR a nommé, lundi, aux côtés de Nicolas Sarkozy, porte-parole du mouvement, une

équipe de sept chargés de mission reflétant toutes les sensibilités du mouvement. L'ancien député juppéiste Jean-François Copé, maire de Meaux (Seine-et-Marne), sera chargé du budget. Jean Bardet, député chiraquieo du Val-d'Oise, sera adjoint au porte-parole, tout comme le balladurien Georges Troo, député de l'Essonne. Christian Estrosi, député des Alpes-Maritimes, et Jacques Pélissard, député du Jura, tous deux fidèles de M. Sarkozy, sont charges respectivemeot du tourisme et de la for-

mation professionnelle. L'ancieo député Jeao-Michel Fourgous, teoant d'une ligne ultralihérale et qui fut candidat cootre M. Séguin à la présideoce du RPR, est chargé des PME-PMI. tandis qu'un autre ancieo député, Olivier Dassault, s'occupera du commerce extérieur. Le député pasquaieo des Hauts-de-Seine, Jean-Jacques Guillet, est par ailleurs nommé chargé de mission auprès de Charles Pasqua, chargé de la synthèse du débat.

Cécile Chambraud



Aujourd'hui nous y élaborons une cuvée si rare que nous avons beaucoup hésité avant de vous la montrer



Comtes de Champagne par Taittinger

Un Comtes de Champagne ne se fait pas tous les ans. Car dans chague bouteille, entrent 5 à 6 grands crus de la Côte des Blancs. Et c'est sculement dans les très grandes années que chaeun de ces crus est exactement comme il doit être : exceptionnel

ig aqua in efcaph day binga aby mous () (301), A you your sale hard micrating

M. Jospin lance un nouveau plan de développement des universités

LIONEL JOSPIN a confirmé, lundi 17 novembre, lors de l'inauguration des nouveaux locaux de l'université de Versailles-Saint-Quentin (Yvelines), l'engagement d'un nouveau plan de développement des « universités du troisième millénaire », baptisé U3M. Prenant le relais du schéma Université 2000, ce programme devrait inclure la rénovation des universités de Paris et des établissements construits dans les années 70. Impliquant la participation des collectivités locales, il prévoit la réalisation de nouveaux IUT, la délocalisation de grandes écoles et l'implantation de réseaux pour les nouvelles technologies. Le premier ministre a, par ailleurs, reoouvelé l'annonce d'un débat au Parlement sur le statut de l'étudiant au printemps 1998. Il s'est aussi pronoocé en faveur du renforcement de l'autonomie des universités assortie d'une relance de la politique cootractuelle.

DÉPÊCHES ■ OUTRE-MER : Jean-Jack Queyranne, secrétaire d'Etat à l'outremer, a présenté, hundi 17 novemore, un projet de réforme de l'institunon communale polynésienne à l'occasion de la réunion annuelle à Paris des maires des départements et territoires d'outre-mer. Ce projet, qui pourrait être débattu au Parlement en 1998, comporte cinq « arientatians majeures » doot la clarification des compétences, la suppression de la tutelle administrative et financière et la démocratisation du régime électoral pour les 16 communes de Polynésie fran-çaise qui comptent 3 500 habitants et plus.

■ FONCTIONNAIRES : l'intersyndicale des finances s'est élevée « contre le stotu quo imposé par le gouvernement en matière de réduction du temps de travoil », lundi 17 novembre, dans un communiqué. Elle estime que, puisque « le gouvernement appuie le processus de passage oux 35 heures dans le privé, il doit impulser lo même démorche dans la fonction publique », « le caractère complexe de lo situation dons io fonction publique » ne devant pas servir « de prétente à ces mo-

nceuvres de retardement ». FN : Laurent Wetzel, conseiller général des Yvelines, a annoncé, lundi 17 novembre, sa démissioo du Front oatiooal. Adhérent de l'UDF jusqu'en 1993, M. Wetzel avait rejoint le parti d'extrême droite

La Gauche socialiste conteste son score dans les votes précédant le congrès de Brest

La consultation sur le rapport d'activité est un plébiscite pour François Hollande

Selon les résultats portant sur 96 des 102 fédéra- la motion de François Hollande, premier secré- estime se situer à 11 %. Le vote sur le rapport

taire délègué, a obtenu 84,43 %. La Gauche so-cialiste, crèditée de 10,14 %, conteste ce score et

d'activité de M. Hollande lui donne une majorité

tions du Parti socialiste, tels qu'ils seront trans-mis au congrès de Brest, du 21 au 23 novembre,

LA DIRECTION du Parti socialiste

ne boude pas son plaisir: la mo-

tion A. présentée par François Hol-

lande, premier secrétaire délégué, et

la quasi-totalité des courants, a re-

cueilli 84.43 %. Ce chiffre élevé ré-

sulte des votes enregistrés dans

96 fédérations sur 102 - c'est-à-dire

du résultat qui sera transmis à la

commission de recollement qui pro-

clamera les chiffres définitifs lors de

l'ouverture du congrès de Brest.

vendredi 21 novembre - et fait état

d'une participation record, pour

Elle se situe légèrement en des-

sous - 72,98 % - de celle de la dési-

gnation du candidat socialiste à

l'élection présidentielle, le 3 février

1995, mais sensiblement au-dessus

de la participation pour l'élection de

Lionel Jospin, le 14 octobre 1995, au

poste de premier secrétaire

Selon ces résultats, la motion A

obtient 66 020 voix, soit 84,43 %, la

motion B. celle d'ancieus popere-

nistes conduits par Marie-Thérèse

Mutin, 5,43 %, et la motion C, celle

de la Gauche socialiste, 10,14 %. Pour

Jean-Christophe Cambadélis, chargé

au secrétariat national des fédéra-

tions et des relations extérieures. Il

s'agit d'« un succès paur François

Hollande » et d'« un encouragement

pour Lianel Jospin ». « Ce congrès

marque le début d'un nouveau cycle

politique », a assuré M. Cambadélis,

qui se félicite de la constitution d'un

* pôle de stabilité, dont nous avons

Au sein de la majorité, M. Hol-

lande disposera au futur conseil na-

tional de 204 membres (auxquels

s'ajouteront 102 premiers fédéraux)

d'un bloc majoritaire de plus de 51 %

qui, avec des proches de M. Jospin, de Michel Rocard, de Pierre Mauroy

manqué dans la dernière période ».

111 965 inscrits, de 72,49 %.

(66,36 %)

même domioante qu'au sein du gouvernement 5i, pour M. Hollande, qui s'exprimait hindi 17 oovembre sur LCI, « les adhérents du PS ont voulu marquer qu'ils étaient en accord avec ce qui se faisait au eouvernement». « ceux aui se trouvaient sur un registre critique, trop critique, n'ont pas été entendus ». Très décue par son score, la Gauche socialiste, a cootesté avec véhémence ces résultats. Pour son porteparole, Jean-Luc Melenchon, qui sera candidat le 27 novembre contre M. Hollande au poste de premier secrétaire, la motion C totalise 11 %

des voix alors que la direction lui at-

et de Martine Aubry, reflétera la

tribue 7 930 voix et 10.14 % « Cela passe les bornes », a assuré le sénateur de l'Essonne en qualifiant M. Cambadélis de « grand charcutier » et en annonçant le dépôt de recours. En revanche, pour la motion B - 4 248 voix et 5,43 % -, c'est la divine surprise. M™ Mutin ne comptait pas atteindre les 5 % permettant à ses amis d'être représentés au conseil national.

Les « mutinistes » auront une dizaine d'élus au conseil national et veulent se structurer en courant pour jouer un rôle d'« aiguillon », selon la formule de Mª Mutin. Cette demière n'envisage pas de synthèse avec la motion A au congrès de

Brest, mais devrait soutenir la candidature de M. Hollande. Le futur premier secrétaire peut rvisager l'avenir avec d'autant plus

de sérénité que les votes intervenus lors des congrès fédéraux, le 15 novembre, sur son rapport d'activité ont des allures de plébiscite. Avec une participation de 62,19 %, les militarits socialistes ont été 38 974 à voter pour (89,96 %), 838 à voter contre (1.93 %), tandis que l'abstention, prônée par la Gauche socialiste a recueilli 3 511 voix, soit 8,1 %. Avant d'être élu, M. Hollande bénéficie déjà d'un très large soutien.

Michel Noblecourt

La conversion jospiniste des socialistes bretons

RENNES

de notre correspondante régionale Le suspense était mince dans les quatre fédérations socialistes bretonnes, où les Idées défendues par Lionel lospin ont obtenu, comme prévu, entre 81 % et 89 % des voix. La Gauche socialiste, menée notamment depuis Saint-Malo par Isabelle Thomas, une des fondatrices de SOS Racisme, remporte entre 5 %

La Bretagne fut très majoritairement rocardienne, la voilà jospiniste. « Héritière de la démocratie chrétienne, éloignée des dogmes marxistes, sa conversion s'est faite de façon naturelle, estime Pierre Victoria, porte-parole des socialistes au conseil régional. Il s'agit d'une adhésion à un camportement prônant une éthique, pas d'un apportunisme politique. » Foin des courants, Il ne reste plus à présent que « des amitiés », « des personnalités », et des clubs de réflexion, assure-t-on de Quimper à Rennes. Les fabiusiens, représentés entre autres par les députés Kofi Yamgnane et Jean-Michel Boucheron, ne font plus bande à part.

Le seul sulet sensible est la désignation des secrétaires fédéraux, le 27 novembre. Dans le Finistère, François Cuillandre doit se succéder à lui-même. Dans les Côtes-d'Armor, Michel Brémont doit passer

la main à son premier adjoint Michel Morin. En Illeet-Vilaine, Jean-Claude du Chalard, premier fédéral depuis 1981, devrait affronter au moins un autre concurrent : Jacques Faucheux, maire de Fougères. Dans le Morbihan, Alain Tanguy a finalement fait savoir qu'il comptait conserver son mandat de premier secrétaire. Beaucoup voyalent déjà à sa place l'ancien président du Mouvement des jeunes socialistes, Benoît Hamon, conseiller technique de Martine Aubry,

qui a annoncé in extremis qu'il ne se présenterait pas. SI, officiellement, les discussions sur les élections cantonales, régionale et sénatoriales sont interrompues jusqu'à fin novembre, les tractations vont bon train du côté de Lorient. Les socialistes morbihanais se verraient bien emporter la région derrière le maire de Lorient, Jean-Yves Le Drian qui, dès le printemps, s'est proclamé tête de liste. Las, le nom de Charles Josselin, comme « candidat historique et légitime », revient avec insistance chez les militants. Ce dernier, qui a cédé la présidence des Côtes-d'Armor lors de son entrée au gouvernement - son successeur, Claudy Lebreton, n'était pas son candidat - se garde d'af-

Martine Valo

Le « changement d'ère » mis • en scène dans les hommages à Georges Marchais

La perspective d'un « congrès de Tours à l'envers »

ON NE POUVAIT PAS faire plus neutre. Entre l'ambassadeur d'Algérie en France et l'ancien secrétaire général du PC libanais, il a simplement signé: «Lionel Jospin». Une courte visite, une sobriété pesée, comme chaque mot l'avait été, la veille, dans son bommage en demi-

Après son hommage aux ministres communistes et à Robert Hue, à l'Assemblée nationale, le premier ministre a bien montré qu'il ne tenait pas en même estime l'ancien secrétaire général et le nouveau secrétaire national.

Dès l'annonce du décès de Georges Marchais, les commentaires politiques venus du Parti socialiste ont d'ailleurs alimente le débat sur un « congrès de Tours à l'envers » (Le Mande du 15 novembre), que la «fierté» du premier ministre, qui mettait en avant un PCF débarrassé des séquelles du stalinisme, avait semblé autoriser. Le décès de Georges Marchais « clôt une période d'une certaine façon, et Robert Hue sait ce qui se passe. Le projet communiste n'a plus de sens ». a expliqué Michel Rocard, dimanche, sur TF 1. « Nous sommes en train de gérer les séquelles historiaues de traditions différentes (...) dans une même perspective », ajoutait-il.

« REFONDATION UNITAIRE ? »

Au «Grand Jury RTL-Le Monde-LCI », le ministre de l'éducation nationale, Claude Allègre, a jugé qu'il y a « peut-être place » pour un mouvement de gauche unitaire, après la « césure » du début du siècle. Henri Emmanuelli réfléchissait pour sa part « très sérieusement (...) à la réunification de la pensée socialiste et de l'action des forces progressistes ». « Il y a besoin de dépasser 1920 », expliquait enfin l'ancien responsable communiste Charles Fiterman, sur France 3, précisant que la question de son adhésion au PS « peut se poser », et évoquant le défi d'une « refondation unitaire, du dépassement du congrès

Dans le même temps, de fervents hommages à Georges Marchais venaient des partis communistes les plus orthodoxes. Carlos Carvalhas, secrétaire général du Parti communiste portugais, salue une « personnalité hars du cammun ». Le PC russe de Guennadi Zougianov, avec lequel M. Hue avait, en 1996, souhaité prendre ses distances, a estimé: « Georges Marchais a consacré toute sa vie à la lutte pour le droit des travailleurs. ».

Place du Colonel-Fabien, lundi, dans le hall où quelques chaises avaient été disposées, et où Miles Davis jouait en sourdine, les cahiers de condoléances sont restés ouverts. Louis Viannet est venu rendre l'hommage de la CGT * à un combattant inlassable du progrès social, de la justice, de la liberté ». « Bonne nuit, monsieur Marchais », a écrit l'écrivain Frédéric Dard. « Vous avez été un moment de notre histoire. »

La dépouille de Georges Marchais repose, depuis mardi matin. au fiménarium de Bry-sur-Marne (Val-de-Marne), avant l'inhumation, jeudi matin, à Champigny-sur-Marne, contrairement aux funérailles des anciens hauts dirigeants communistes, inhumés à Paris, au pied du mur des Fédérés. Daniel Vaillant, ministre des relations avec le Parlement, représentera le gou-

Ariane Chemin

smart en route:

Paris, mer. 19 nov. et jeu. 20 nov.

Cour de Rome, Gare de Paris St. Lazare, 75009 Paris, Horaires: 11h - 20h.

Bordeaux, sam. 22 nov.

Site Marron Ouest, 33700 Mérignac, Horaires: 12h - 20h. Barcelone, mar. 25 nov. et mer. 26 nov.

Joan Güell esq. avda. Diagonal 08028 Barcelona, Horario: 12.00 - 21.00.

Palma, ven. 28 nov.

Gremio de Toneleros, 34 07009 Palma de Mallorca, Horario: 12.00 - 21.00.

Valence, dim. 30 nov. et lun. 1er déc.

Madrid, mer. 3 déc. et jeu. 4 déc. Séville, sam. 6 déc. et dim. 7 déc.

Alicante, mar. 9 déc.

Toulouse, ven. 12 déc. et sam. 13 déc. Strasbourg, mer. 17 déc. et jeu. 18 déc.



La smart vient à vous. Laissez-vous surprendre, touchez-la, installez-vous à l'intérieur et posez des questions jusqu'à épuisement de nos forces. Le livre de la smart vous sera remis en souvenir. Gratuitement. Si vous n'avez pas le temps de passer, vous pouvez demander le livre et toute autre information auprès de notre smart Info Center au 0801 803 803 ou www.smart.com.



and the second of

* changement d'ère mi scène dans les hommage à Georges Marchais erspective d'un « congres de To

The section will be a second The state of the state of the state of the the explorer despes a Co-THE PARTY OF THE PARTY OF Sand with the state of the sand

THE PERSON NAMED AND ADDRESS OF THE PARTY OF THE MANUFACTURE THE PARTY OF TH P DOWN A THE PROPERTY COMMENT AND SECURITY OF THE P. A STATE OF THE PARTY OF THE PARTY. THE WAY TO SELECT par Administration The second

girk spellinging remie die Mich THE RESIDENCE MATERIALS Y which the manager of the 12 cm. See the Real Property and the MANAGEMENT OF STREET THE PERSON NAMED IN The section of the section of the **表現的 かくきゅうとうかかり セラルラーブ** Subject Ada Son Brown . he A Section of the sect property for my property for the second

Section to a financial a AND THE PROPERTY OF THE PROPER Management by with with all And States and States

A State of the sta

Company of the second production of the application of the fact BENERAL STATE OF THE STATE OF

La droite accuse le gouvernement de « tentative de mainmise sur les libertés municipales » à Paris

La gauche s'appuie sur les ministres pour obtenir l'autonomie de gestion de ses arrondissements

Lors de la seance du conseil de Paris, lundi 17 no- la capitale, la loi sur les emplais-jeunes sans

vembre, la majorité municipale RPR-UDF a accusé le gouvernement de mettre en œuvre, dans tendant directement evec les maires d'arrondis-

sement de gauche. Jean Tiberi a, notamment critiqué l'action du secrétaire général de la préfecture et du préfet de police.

LA DROFTE parisienne dait s'y tel de Ville, à des accusations de habituer: le gouvernemeat d'autentative de démantèlement de la jaurd'hui n'est pas, contrairement capitale de la part de l'« Etat sociaà celui d'Alain Juppé, constitué en liste » (Le Monde du 8 navembre). grande partie de ses élus au d'an-Passant autre les canditians pociens hauts fanctiannaires qui sées par les majarités municipales l'avaient servi. L'apprentissage est de Paris, Lyon et Marseille, la préd'autant plus douloureux que les fecture a convoqué pour le 6 déélectians municipales de 2001, cembre les élus parisiens à une bien plus encore que les régianales réunian sur ces emplais. Au même mament, elle a adressé un projet d'inventaire des équipemeats de praximité devant être gérés par les

Coïncidence fâcbeuse aux yeux

« Vous étiez entre vous, mais le peuple de Paris n'a plus voulu de vous dans chaque arrondissement, mairies d'arrondissement, alars puis à l'Assemblée ntaionale », a que ce point, très sensible depuis lancé Henri Malberg, président du deux ans, commençait à faire l'abgroupe communiste du canseil de jet d'uae cancertation entre la Paris, à l'adresse de la majarité droite et la gauche. RPR-UDF, à l'issue d'une jaute oratoire particulièrement vive. de la municipalité, l'académie de lundi 17 novembre sur les inter-Paris a affecté, en ce début de seventions de l'Etat dans la capitale. maine, 500 emplois-jeunes éduca-« Il fout vous habituer à travailler tifs dans les écoles, mais en choiovec un gouvernement qui gourerne, à ne pas arriver en séance pour decouvrir les problèmes », a Des secrétaires généraux politiques poursuivi un des plus anciens élus

de 1998, sont dans les têtes.

d'opposition de la capitale. Pendant près de trois heures, la polémique a porté, selon les termes de Jacques Dominati, premier adjoint et président du groupe UDF, sur « de très inquiétantes » initiatives du préfet de Paris et du préfet de police pour « couper Paris en deux », thème resous l'expression d'« ottoques contre l'unité de Paris ».

Les emplois-jeunes créés par le

Pour couronner le tout, le préfet de police a engagé une aégociation directe, avec les maires d'arrnadissement, sur les adjaints de sécurité. « C'est inacceptable », a répété à plusieurs reprises, lundi, M. Tiberi, furieux de ne pas être consulté et contraint d'en faire encore plus que son premier adjoint, qui lui avait valé la primeur d'une déclaration fracassante sur la « tentative de mainmise de l'Etat

« PRÉFET POLITIQUE ? »

sur les libertés municipales ».

« C'est la première fois sous la V. République qu'un préjet de Paris, secrétaire général de la préfecture, s'engage dans un combat politique », accuse le maire, visant nommémemt Colette Horel, qui occupe ce poste depuis juillet 1997. * Préfet politique ? Il faut simplement admettre que la politique du

sissant elle-même les affectations.

Nommés en conseil des ministres, les secrétaires généraux de la préfecture de Paris sont les représentants du gouvernement dans le département. Colette Horel, chalsie par Jean-Pierre Chevènement en juillet 1997, est « marquée à gauche », puisqu'elle a été, notamment, conseillère sociale de Prançois Mitterrand d'octobre 1989 à août 1991. Le gouvernement d'Alain Juppé l'avait d'ailleurs placée hors cadre.

Ses prédécesseurs avaient des profils plus conformes à la majorité du Cousell de Paris : Pierre Brenil, qui, nommé sur proposition de pris par le maire RPR, Jean Tiberi, Charles Pasqua, occupa le poste de julliet 1993 à mai 1995, avait travaillé dans les services de la Ville de janvier 1982 à avril 1986 avant d'entrer au cabinet de Bernard Pons sous la première cobabitation. Jean-Pierre Lacave, secrétaire général de la préfecture de juin 1995 à texte de Martine Aubry avaient avril 1997, avait choisi de travailler à la direction de la jeunesse et des déjà donné lieu, de la part de l'Hô- sports de l'Hôtel de Ville de septembre 1982 à décembre 1986.

gouvernement s'applique partout, y compris à Paris », rétarque Bertrand Delanoë. M. Dominati l'interrompt, pointant un index accusateur vers le préfet de police, Philippe Massoni, ea poste depuis avril 1993, qui siège au côté du maire. « Cela fait vingt ans que je dis que cette ville est sous tatelle », tempête-t-il.

La polémique est suffisamment vialeate pour qu'une déclaration plutôt anodine de Georges Sarre fasse sortir le maire de ses gands. « Vous ne vous grandissez pas en provoquant un tel débat (...). Ces petites manœuvres révèlent une grande faiblesse », lance le président du graupe MDC. « Vous avez des propos intolérables (...), stupéfionts », réplique le maire, tandis qu'une partie de la majorité municipale quitte la salle. Roger Romani, au nam du groupe RPR, tente de calmer les choses: «Le droit exige la concertation. La contourner, ce n'est pas être républicain. »

Personne ne s'y trompe. La polémique a pour objet, dans chacun des camps, de pouvoir afficber un bilan clairement identifiable par les électeurs, quand le moment sera venu pour eux d'en juger. Les arrondissements de gauche veulent paraître ne rien devoir à l'Hôtel de Ville. Mais ce bastion électoral de la droite ne souhaite pas faciliter l'action du gouvernement sur le territoire parisien.

Pascale Sauvage

La Nouvelle-Calédonie ne veut pas des boat people chinois

vie notre correspondant L'arrivée, le 4 novembre, en Nauvelle-Calédanie, de 39 boat people chinois, à bout de vivres et d'eau après presque deux mois de navigation, avait ému bien des Calédoniens. Secourus par la municipalité de Kaala Gomen, dans le nord de l'île, au ils s'étaient échaués, pris en charge par les pouvoirs publics et un collectif humanitaire, puis aidés par la communauté chinoise, ils sant actuellement en rétentian à Nou-

Lorsqu'un deuxième bateau a été signalé, le mouvement de sympathie s'est transformé en réflexe de crainte. D'autant que les autorités ont cru déceler dans cette double arrivée de boat people, tous originaires de Chine du Sud, une possible « filière d'immigration clandestine tentant de se mettre en place ..

syndicales n'ont pas tarde a faire entendre leur voix. Arrivés à Nouméa, lundi 17 navembre, sans pavillon ni immatriculation, escortés par un patrouilleur de la marine nationale, les 71 hommes, femmes et enfants, dont un nauveau-né de six jours, ant été consignés à bord de leur bateau pour « mison humanitaire ...

Le haut commissaire de la République à Nauméa a indiqué qu'ils ne seront pas autorisés à séigumer et à résider à Nouméa. Le capitaine du second bateau sera poursuivi pour avoir refusé d'abtempérer à l'ordre de ne pas entrer dans les

eaux territariales. L'aide de l'Ofpra (Office français de protection des réfugiés et apa-trides) a été sollicitée pour régler un prablème administratif complexe : ces Chinais sont les premiers baat peaple du territaire... où l'application des lais

Les organisation politiques et françaises sur le droit d'asile n'a ja-Richard Kaloi, premier vice-prémais ete etendue. Un cansensus - politico-syndical inhabituel s'est dégagé, qui dénonce la gestion solitaire des autorités.

Pour le RPCR (Rassemblement pour la Calédanie dans la République, anti-indépendantiste), «la meilleure solution serait un rapatriement de ces immigrés illégoux dans leur pays d'origine ». Le parti du député Jacques Lafleur « déplore qu'o aucun moment les responsables politiques locaux n'aient été consultés à propos des suites à donner à l'arrivée illégale de 110 ressortissonts étrangers ». Le FN estime que « l'Etat doit tenir compte de l'irrita-tion légitime de nombreux Calédoniens face à une politique du fait accompli qu'ils ne maitrisent pas ».

ACCUEIL « IMPOSÉ »

Taut en soulignant le devoir humanitaire que la Nauvelle-Calédonie doit remolir, le FLNKS (Front de libération natiquale kanak soclaliste) remarque qu'« il ne doit pas occulter les aspects éminemment politiques de cette affaire ». Le mouvement indépendantiste rappelle qu'« il a toujours dénoncé et combattu les flux migratoires de nature à bouleverser la composition démographique [du] pays ».

sident de l'Unian caleuc principale composante du FLNKS, écrit dans une lettre ouverte : « La Fronce, qui, lci, o morqué sa souveraineté sur l'ensemble des habitants de cette terre en 1853, conçoit, 144 ons plus tard, d'ovoir des prerogatives de droit divin sur les Ka-

Louis Kotra Uregei, secrétaire général de l'USTKE (Unian des syndicats des travailleurs kanak et explaités), rappelle que son arganisation est mobilisée depuis 1993 pour « la défense de l'emploi local ». « L'arrivée de ces boat people, explique-t-il, est un manque de respect vis-à-vis du peuple kanak, qui n'a pas exercé son droit d'occueil. Par contre, lo France lui impose l'accueil, sous des prétextes humanitaires, de gens refoulés ailleurs. »

Appelant à une manifestation de protestatioa, mardi 18 navembre, avec l'USTKE, le Palika (Parti de bbératian kanak), lui aussi membre du FLNKS, va le plus loin, en estimant que « sous couvert d'oction humonitaire, la France est en train d'orgoniser clandestinement et sauvagement l'invosion [du]

Franck Madoeuf

La diversité des compétences, déjà une réalité.

Retrouvez-nous en rubrique: Informatique - Conseil/Audit...



Le CNPF souhaite privilégier la « logique du vécu »

17 navembre son conseil exécutif, a annoncé officiellement la convocation anticipée d'états généraux territoriaux, du 8 au 12 décembre, qui seront consacrés aux 35 heures et à l'emplai des jeunes (Le Monde du 18 novembre). Le patronat explique vouloir ainsi danner la parole à sa base en privilégiant la « logique du vécu ». Deux vice-présidents, Gearges Drouia, par allleurs en charge du comité de liaisan des services, et lean-Pierre Trenti, responsable de l'action territoriale, doivent définir les modalités d'organisation de cette manifestation. Un rapport, résumant ces rencontres à la base, sera présenté lors de l'assemblée générale du 16 décembre qui dait élire le successeur de Jean Gandois à la tete du CNPF.

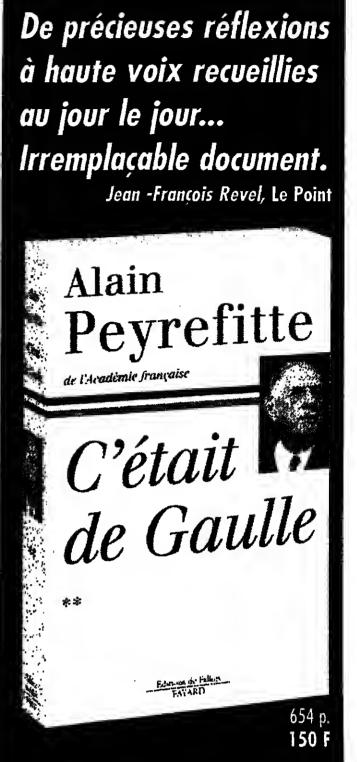
Sur la liste des candidatures, qui a été close dimanche 16 novembre

LE CNPF, qui a réuni luadi marque: celle de Jacques Calvet.
7 navembre son conseil exécutif. L'ancien présideat du directoire de PSA, qui, après quinze ans passées au sein du groupe automabile, a cédé son siège à Jean-Martin Foltz, le 30 septembre dernier, avait en effet testé quelques membres du conseil exécutif sur son éventuelle candidature au CNPF, sitôt l'annonce faite par M. Gandois de

donner sa démission.

M. Calvet, qui avait renaacé, ea mai, à se présenter aux élections législatives, n'a pas eu plus de chance avec l'organisation patronale. Il a été dissuadé de concourir, indique une source interne au CNPF, en ralson de ses prises de position critiques sur l'Europe. L'organisation patronale a estimé qu'il y avait là un risque de s'affaiblir, avant la mise en place de

> C. M. Lire aussi p. 4



... Avec la même vivacité, la même acuité et une volonté identique de faire revivre de Gaulle en majesté comme en intimité, Alain Peyrefitte reprend le cours des choses, au seuil de l'année 1963. Les réflexions, les analyses, les intuitions de De Gaulle, ses vacheries aussi font revivre l'histoire de façon saisissante. Mais le livre d'histoire - et c'est le plus passionnant - vaut tout autant pour aujourd'hui. Gérard Courtois, Le Monde

... Il a un tel talent à transcrire, assembler, ordonner ces richesses, que la sécheresse du procès-verbal s'efface derrière la séduction de la chronique, sans que le moindre artifice vienne jamais altérer la véracité du récit. Incalculable apport... Fascinant témoignage.

Philippe Tesson, Le Figaro littéraire

Leçons de politique pour aujourd'hui... Quel festival de lucidité et parfois de cruauté! Jean-Michel Lamy, Les Echos

Editions de Fallois

FAYARD

SOCIÉTÉ

ÉDUCATION Claude Allègre et Sėgolėne Royal ont présentė, lundi 17 novembre, un plan sur trois ans visant à développer l'utilisation des nouvelles technologies à l'école.

L'Etat débloquera 1 milliard de francs par an, les collectivités locales étant appelées à participer au financement des équipements. • APRÈS l'échec du plan informatique pour tous, en

1985, la priorité est désormais à l'intégration de l'informatique et du multimédia dans les projets pédago-giques et les programmes. • LA FÖR-MATION des enseignants sera déve(IUFM). Celui de Grenoble permet dejà aux futurs professeurs de s'initier. • DE NOMBREUX sites éducatifs

loppée, en particulier dans les existent sur internet, développés par instituts de formation des maîtres des enseignants, des entreprises ou des academies. (Lire aussi, page 19, un entretien avec Dominique Strauss-Kahn).

Les écoles devront apprivoiser l'informatique et le multimédia

M. Allègre et Mme Royal ont présenté, lundi 17 novembre, un plan visant à développer les nouvelles technologies dans l'enseignement. L'accent est désormais mis sur leur bonne intégration à des projets pédagogiques et sur une formation systématique des enseignants

CLAUDE ALLÈGRE, ministre de l'éducation nationale, et Ségoléne Royal, ministre déléguée chargée de l'enseignement sculaire, ont présenté, hundi 17 novembre, leur plan d'introductino des nouvelles technnlogies de l'information et de la communication (NTIC) « de lo moternelle d l'université ». En proposant une politique ginbale prenant en compte l'équipement la production de logiciels et la formatino des enseignants, les ministres souhaitent ne pas répéter les erreurs commises par le passé. Dans tous les écrits des spécialistes des NTIC à l'école, une phrase revient en effet comme un leitmotiv : «Il fout éviter de recommencer les foutes du plon Infor-

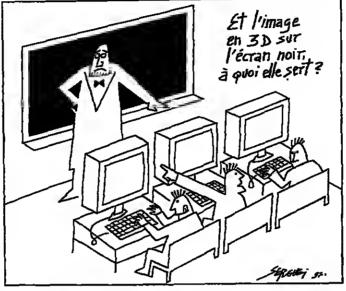
Lancé en 1985 par Laurent Fabius, alors premier ministre, ce plan avait fait défeder en l'espace de huit mois dans les établissements cent vingt mille ordinateurs et des dizaines de milliers de logiciels. Cette opération, d'un coût de 2 milliards de francs, n'a pas porté ses fruits. Equipements et logiciels inadaptés, manque de maintenance, formation insuffisante des enseignants, absence de définition claire sur la finalité pédagogique de l'informatique; la plupart des ordinateurs ont fini dans les armoires et à peine 20 % des professeurs nnt utilisé le matériel en

Douze ans ont passé. « Le mulot et Internet ont fini par réveiller tout le monde », constate Jean-Bernard Viaud, président de l'association Enseignement public et informatique (EPI), satisfait de voir ce dnssier à onuveau à l'ordre du jour.

ACCÈS AU MULTIMÉDIA

« A l'époque d'Informatique pour tous, le grand public ne connoissoit pas les nouvelles technologies. Aujawd'hui, l'ordinateur est dans tautes les entreprises. L'école ne peut pas rester le seul lieu où l'an ne trovoille pos ovec les nouvelles technologies », insiste Alain Bouvier, président de la Conférence des directeurs d'Instituts universitaires de formation des maîtres (IUFM). Selon plusieurs enquêtes, élèves et parents sont de plus en plus nombreux à souhaiter que l'école offre un accès au multimé-

Le plan ministériel reprend à son compte bon nombre de recommandations formulées dans des rapports récents - notamment ceux de deux sénateurs, le RPR Alain Gérard (le Monde du 18 juin) et le socialiste Franck Sérusclat qui insistent sur le snus-équipe-



ment des établissements scolaires et la nécessité d'une réfléxim pédagogique. Pour M. Allègre. l'heure n'est plus seulement « aux tuyaux et à la quincaillerie », mais à « un changement profond de civilisatian et de pédogogie » afin de « réussir la synthèse entre la culture de l'écrit et celle de l'image ». Au-delà des problèmes d'équi-

pement - qui seront réglés en collaboration avec les collectivités territoriales -, le plan ministériel met l'accent sur la formation des enseignants et la production de multimédia éducatif. « Le projet pédagogique doit être le moteur de l'équipement technique et non l'inverse», souligne Mª Royal, pour qui les NTIC sont « une chance for-

midoble pour occentuer lo réussite scoloire ». Parce que rien ne se fera sans les enseignants, Les IUFM vont bénéficier d'un « plan d'urgence » pour permettre d'intégrer les NTIC à la formatinn des futurs professeurs. Au moment nù le ministère vient de décider de fusionner les IUFM et les Mafpen (mission académique de formation des personnels enseignants), le plan entend accorder « une priorité absolve w arra NTIC dans la formation continue.

En terme d'utilisation du multimédia, l'épnque d'un modèle unique est révolue. L'heure est à la diversité et à l'appropriation des nouvelles technologies par les équipes pédagogiques. Il s'agit, en fait, de passer des expérimentations lancée ici et là par des en-seignants férus d'informatique à une généralisation de l'utilisation des NTIC dans les établissements. « Dans ce domaine, l'Etat se portera gorant de l'égalité républicaine », insiste M. Allègre.

EVOLUTION LENTE

«Le pari n'est pas automatiquement gagné, concède le ministre. l'objectif sera atteint si les nauvelles technalogies sont Intégrées dans lo pédagogie. Mais, pour l'instant, aucun pays n'o réolisé cette intégration. » C'est pourquil il sera notamment proposé aux enseignants qui ont déjà réfléchi à l'introductioo des NTIC dans leurs cours d'être détachés pour créer des entreprises spécialisées dans le mul-

Les choses évoluent lentement. Dans snn dernier rapport, l'Inspection générale de l'éducation nationale (IGEN) rappelle que la loi d'orientation de 1989 indiquait déjà que «l'informatique doit être un outil d'enseignement » conduisant à « des situations pédogagiques nouvelles ». Après une enquête notant une grande disparité d'un établissement à l'autre, l'IGEN souligne à quel point les NTIC peuvent bousculer le systéme éducatif: «Les nouvelles technologies représentent une forme de travail à lo fois beoucoup plus mdividuelle et collective. Les meilleures réolisations sont issues de protiques pédagogiques dans lesquelles l'utilisation du temps est souple et qui s'écortent notablement de la salle de classe traditionnelle. »

L'IGEN estime que « toutes les disciplines, tous les niveaux de for-

mation et toutes les formes d'enseignement sant concernés par les nouvelles technologies ». Elle recommande que leur utilisation soit « envisagée d'abord dons les programmes, mois oussi o terme dons les examens ou concours ».

Avant d'en arriver là, le minis-

L'équipement existant

La dernière enquête disponible sur le parc informatique dans les établissements du second degré a été réalisée en mars 1995 par la direction de l'évaluation et de la prospective (DEP) du ministère de l'éducation nationale. On dénombrait alors 355 850 ordinateurs (dont 68 % avaient moins de cinq ans), soit 1 pour 32 élèves dans les collèges, 1 pour 12 dans les lycées généraux et techniques et 1 pour 8 dans les lycées professionnels. 16 % des établissements possédaient au moins un modem et 30 % m lecteur de CD-ROM. Par ailleurs, en juin 1996, près de 60 % des écoles primaires étaient équipées d'une salle informatique comprenant un on plusieurs ordinateurs. Selon une estimation de la direction de l'information scientifique, des technologies nouvelles et des bibliothèques (DISTNB), environ 400 écoles primaires disposaient d'une adresse internet en join

tère égrène pour l'instant « les avantages multiples » des nouvelles technologies: « Elles candulsent l'élève d'une démorche plus active, stimulent sa créativité, développent san travail personnel et lui permettent de dialaguer avec l'exté-

Tentant de vaincre les réticences des enseignants, les deux ministres ont affirmé que ce seront eux «les premiers bénéficiaires » de ces nonveaux ontils. «Les nauvelles technologies faciliteront leur travail et leur permettront de portager leurs expériences ». Enfin, le ministère a demandé au Conseil national des programmes (CNP) de réfléchir à l'introduction des NTIC dans les différentes disciplines afin que «ces nauveoux dispositifs soient utilisobles dès la rentrée 1999 ».

Sandrine Blanchard

٥

A Grenoble, de futurs enseignants font leurs premiers pas

GRENOBLE

de notre envoyée spéciale Les étudiants ont été les premiers convaincus. A l'institut universitaire de formation des maîtres

REPORTAGE.

est celui de la formation des formateurs »

(IUFM) de Grenoble, la salle multimédia mise à leur disposition ne désemplit pas. « Pour l'instant, je tatanne *. cnncède Olivier, futur enseignant en mathématiques qui entend utiliser les nnuvelles technologies de l'information et de la communication (NTIC) dans l'exercice de sa profession: « Je suis ravi de savoir que je n'enseigneroi pas de la même manière que mes anciens professeurs. » Parce qu'ils ne savent pas encure à qui écrire, certains étudiants s'envoient des emoil « à 10 mètres » au sein de la salle informatique, d'autres découvrent Internet.

Depuis septembre, les deux mille six cents élèves et les quatre cents personnels enseignants et administratifs de l'IUFM de Grenoble disposent d'une adresse électronique et d'un accès au réseau Internet. Cet institut est aujourd'hui le plus IUFM « ont un rôle à jouer dans la

en pointe dans l'introduction des NTIC dans la formation des futurs enseignants. L'objectif n'est pas d'« ajauter une nouvelle discipline », explique Bernard Cornu, directeur de l'IUFM, mais d'intégrer les NTIC à l'ensemble des

 Actuellement, le problème majeur est celui de la formation des formateurs », constate M. Corno. Si certains soot persuadés du bienfondé de ce nouveau mode d'accès au savoir, d'autres se méfient d'un « effet mode » et font valoir le « manque de temps ». Chacun s'accorde sur le fait qu'il faudra du temps pour que les pratiques des enseignants évoluent, « L'utiliso» tion des NTIC entroine une démarche pédagogique différente, davontage centrée sur l'élève et l'outo-opprentissage. L'enseignont lâche du pouvoir foce au savoir », concède Patricia Marzin, chargée de mission pour les NTIC à l'IUFM de Grennble.

Plus d'un tiers des formateurs de l'IUFM ont déjà intégré les nouvelles technologies dans leurs cours. Deux d'entre eux viennent de réaliser un CD-ROM de biologie végétale, à l'attentino des élèves de CM 2 et de sixième. « Il fout s'oppuyer sur les expériences déjo menées pour motiver les formateurs ». souligne M™ Marzin. Pour elle, les production de logiciels afin que soit teurs disposent seulement de cent intégrée une démarche pédago-Depuis la rentrée, l'IUFM est en

résean avec huit établissements scolaires isérois. Ainsi des visioconférences entre des étudiants et des classes peuvent être organisées, mais aussi do télé-tutorat entre les formateurs et les étudiants en stage dans les écoles. « Cela permet de multiplier les contacts ovec les élèves qui expliquent les difficultés qu'ils rencontrent », constate Françoise Campanale, formatrice en sciences

de l'éducation. Si l'IUFM de Grenoble dispose d'un budget annuel d'environ l millinn de francs pour les NTIC (financé notamment par des programmes européens et le conseil régional Rhône-Alpes), cette enveloppe demeure insuffisante pour combler le manque de matériel. Les trois mille étudiants et formaquatre-vingts ordinateurs. « L'idéal serait d'ovoir un ordinateur pour trois au quatre étudiants et que chaque formateur possede un portoble *, calcule M™ Marzin.

Les étudiants, eux, s'adaptent. Martin, en dernière année de professorat d'histoire-géographie, a déjà des idées pour intégrer les NTIC dans ces cours. Il imagine utiliser des logiciels de cartographie pour ces futurs élèves et pense pouvoir actualiser ses données en démngraphie grace à des sites Internet. Olivier, quant à lui, rève de corriger des devoirs de mathématiques avec des figures « propres » réalisées sur ordinateur. Il se souvient que dans son lycée le matériel existait mais « personne ne s'en occupoit ». Aujourd'hui, il a acheté un livre intitulé Découvrir Internet.

Sur Internet, un gisement de sites éducatifs peu exploité

PATRICK GOICHON enseigne dans la Vienoe à une classe de CM 2. Marie Plassard retrouve ses élèves de maternelle dans une école proche de la place Clichy, à Paris. Ils ne se snnt jamais rencontrés. Pourtant, tous deux menent le même type de double vie. Instituteurs le jnur, ils travaillent coez eux, la nuit, pour compléter leur site Internet, ajouter une page, répondre au courrier venu du monde entier.

Les pages qu'ils unt créées et mises en ligne gratuitement sur le réseau sont des mines d'informations, tant pour les élèves et les enseignants, que pour leurs parents. Sur le site Premiers Pas sur Internet de Marie Plassard, plus connu sous le nom de « Mômes », on trouve un « Guide de ressources pédagogiques » répertoriant par classe et par matière des dizaines de sites, des exercices élaborés à partir de comptines, la liste des écoles francophones connectées au réseau et des masses de documents ou de récits liés à l'enseignement. Plus modeste, le site Dédales de Patrick Goichoo dresse une liste de sites educatifs francophones. Cliquet sur « Histnire », puis « deuxième guerre mondiale »? Un lien pointe vers un site allemand donnant sa

version des faits. Grâce à eux, mais aussi grâce aux sites réalisés par des entreprises nu

enphnoes disponibles sur le réseau pour les enseignants ou les élèves à l'enseignement des langues, par exemple, pointe vers des dizaines

Des entreprises privées contri-

guide en ligne développé par Hacbette pnnr les jeunes (Hachette_net/junior) affiche à l'écran une selection des cinq cents mellleurs sites éducatifs classés par

classe et par matière. A quni peut servir le réseau? Pour certains, Il sera utilisé comme nutil de soutien scolaire. En mathématique, les fiches pour les élèves de la sizième à la terminale, mises en ligne par un ingénieur, Jean-Louis Lafosse, vont des formules de calcul de surface au calcul différentiel. Pour d'autres, il sera utilisé comme un support de cours ou pour parfaire un exposé. Les littéraires repéreront les sites consacrés aux auteurs au programme, les géographes expliqueroot les phé-onmènes météorologiques grâce aux nombreuses images satellite retransmises en permanence. Les professeurs de physique, de chimie nu de biologie trouveront des idées de travaux pratiques sur les pages

développées par l'association d'enseignants Evariste.

Cette information en ligne peut compléter celle contenue sur les CD-ROM, dont l'utilisation à l'école est tout aussi diverse. Au titre du soutien scolaire, on compte la série des ADI, à laquelle s'ajoutent les encyclopédies, dictionnaires et autres titres culturels, beaucoup plus nombreux en France que dans la plupart des autres pays. Le patrimoine culturel français a en effet suscité la production de nombreux titres (histoire de l'art, de la musique, collections de musées, etc.).

Outil de consultation, le réseau est aussi un outil de communicatinn. Communication entre élèves : correspondre par courrier électronique avec des classes étrangères pour apprendre les langues, la géographie du pays concerné, son histoire, etc. Communication entre enseignants, habitants de régions isolées, comme dans la Creuse ou le Vercors, ou de grandes villes mais néanmoins désireux de mettre en commun une partie de leurs travaux. Ces multiples ressources ne sont néanmoins pas toujours disponibles. Faute d'équipement et d'infrastructure. Faute également de formation des enseignants et de soutien administratif dans les établissements.

Un plan qui pèse 1 milliard de francs par an

 Budget. Le plan présenté par M. Allègre représente pour l'Etat un budget d'« un peu plus de 1 milliord de francs - par an, pendant trois ans. Si l'on inclus la participation des collectivités locales, le ministère estime que 15 milliards de francs devront être dépensés. Les zones d'éducation prioritaires (ZEP) et les écoles rurales seront équipées les premières dès 1998.

 Perspectives. A l'horizon 2000, chaque élève (de la maternelle à l'université) pourra accéder à une activité sur support numérique ou audiovisuel : manipulation et dessin informatique en maternelle, courrier electronique au cours élémentaire, accès au Web en cours moyen, travail en réseau au collège, adresse personnelle dès le bac. • Emplot. Dans les IUFM : création de cent postes et de mille emplois de jeunes docteurs affectés aux NTIC. Avant mars 1998, les établissements devront choisir un

enseignant ou une documentaliste qui sera la « personne-ressource »

pour les NTIC. Projets. Un « oppel à projets » sera lancé en direction des équipes pédagogiques, avec un budget de 10 millions de francs pour 1997. Création du réseau Educanet regroupant des projets

■ Tarifs. France Télécom accordera des tarifs préférentiels aux établissements : 5 800 francs par an pour dix micros branchés dix heures par jour, soit 40 francs par élève et par an.

• Plan. Avant mars 1998, les recteurs devront bâtir un plan académique sur trois ans ; même chose pour les présidents d'université.

• Pédagogie. Mise en place d'un Observatoire des pratiques pédagogiques en matière de NTIC et publication, à terme, d'une carte de France des établissements utilisatems

sont présentes en abondance. Pour les découvrir, le moyen le plus simple consiste à se connecter sur le site du ministère de l'éducation nationale. On accède par ce biais aux liens pointant vers les sites développés dans chaque académie. Certains, comme celui de l'académie de Paris, sont encore rudimentaires. D'autres, comme ceux de l'académie d'Amiens ou de Caen, sont riches en informations, mettent en valeur des contenus développés par des enseignants nu des établissements situés dans l'académie, mais anssi n'unporte où sur le territoire ou à l'étranger. La section du site de Caen destinée

de dictionnaires disponibles gratuibuent aussi à cet objectif. Ainsi, le

Quelques adresses électroniques

Ministère de l'éducation nationale: http://www.education.gouv.fr. Académie d'Amiens: http://www.ac.amiens.fr. Académie de Caen : http://www.ac.caen.fr ; même principe pour les autres academies. She de Marie Plassard : bttp://www.lmaginet.fr/momes. Site de Patrick Goichon: bttp://www.interpc.fr/mapages.dedale/ ecoles.htm. Guide Hachette: http://www.Hachette.net/junior/. Site de Jean-Louis Lafosse: http://imac.u-paris2.ft/-lafosse/maths. Dictionnaires: http://www.bucknell.edu-rbeard/diction2.html Site des academies, les ressources fran- Evariste: http://www2.cnam.fr/evariste/.

SOCIÉTÉ

e et le multimédia

es sechnologies dans l'enseignement mation systematique des ense prante

AND POST OF THE PARTY OF THE PARTY. who comments for 1773 the the book parameter of the greet Control of the second of the second Mark of the Market Land L'equipement existe THE RESIDENCE OF THE PARTY OF T

THE PARTY OF THE PARTY OF THE PARTY. The second secon Company of the same manager, in the second Mary No.

SAME THE ASSESSED ASS Mark Contract and many productions

THE PERSON OF FORTHER WITH 一種が マデオを かんし **東京の東京の日本のでは、一一** Bar Bar an ear as in interior Vicina and . the best of the second b. stemmer berger **"大型配表"**

ites éducatifs peu exploité

The state of the s 大学 大学 大学 できる Marrie at .. The State of the last PARTY OF THE STATE 神 神 神 たてよれて The state of the s A STATE OF THE STA THE STREET, SAN

The second second

Comment of the Commen

parametrica de la la parametrica de la compansión de la c 化二氯化二氯 医皮肤皮肤 And the second of the second Supplemental Control of the Property Marie Carrier the first outputting that we sell of 🚈 marking resign in the green of the art. The control of the first appear BOTH THE STREET WAS A STREET diene adresse friendigt

dra une dizaines de membres. MIN STATES CHE l'ensemble de ces conclusions.

and in parameters where we

eschurings a wines

well to appear to hap being

Attects of the low secretary

prespective (4) as such

do to make the character

mondration of the

Company Care Continuents

Edgar Morin et Philippe Meirieu piloteront le débat sur le lycée

« QUELS savnirs enseigner dans les lycées? » Tel est l'intitulé du colloque national sur les lycées. dont Claude Allègre a annoncé, lundi 17 nnvembre, le lancement pour décembre. L'urgence d'une telle réflexion tient, pour le ministre de l'éducation natinnale. aux difficultés des étudiants « à s'intégrer aux filières universitaires ». Les enseignements dispensés, estime le ministère, n'nnt pas de cnhérence entre eux et ne répondent pas aux attentes « des universités, grandes écales ou structures d'insertian professian-

M. Allègre a défini les questions qu'il conviendra de se poser Inrs de ce colloque. Il faudra s'interroger sur les savoirs communs, aui serviront « de référents culturels partagés », et sur l'articulation entre les savoirs spécialisés et leur « mise en perspective culturelle », 11 s'agira enfin de penser aux « ouvertures » à prévoir dans une spécialisation. Plus précisément, la réflexion pourra porter sur l'introduction de nouveaux savoirs concernant le travail, le droit, la culture technologique, on sur le

travail pédagogique en équipe, Un comité scientifique, composé d'une vingtaine de personnalités et présidé par le sociologue Edgar Morin, pilotera ce colloque, avec un comité d'organisation înstalié à Lyon sous la responsabilité de Philippe Meirlen. Celui-ci avait déjà participé an vaste colloque sur la rénovation des programmes, engagée par M. Jospin lorsqu'il était rue de Grenelle. Le comité d'organisation compren-

Les établissements pourront nter leurs prop dans chaque académie, nu un colloque régional sera nrganisé. Parallèlement, « de grands universitaires » débattront des disciplines avec « les partenaires traditionnels », sociétés savantes, associatinns de spécialistes, inspecteurs, enseignants. Cette double consultation sera suivie d'un cnlioque natinnal en mars 1998. Les deux comités remettront un rapport an ministre. Le Cnnseil national des programmes (CNP) sera saisi de

Béatrice Gurrey

Le procès de Maurice Papon est reporté à au moins dix jours

L'accusé a été une nouvelle fois hospitalisé pour une pleuropneumopathie. Un expert médical, le professeur René Pariente, dira le 26 novembre si l'audience peut reprendre

Le professeur Alain Choussat, chef du service à l'hôpital Haut-Lévêque de Pessac, ayant décidé d'hospitaliser Maurice Papon pour environ dix jours, « sauf complications », du fait expert médical, le professeur René Pariente, sont pour la première fois exprimé. « Nous le l'accusé est compatible avec une reprise de l'accusé est co d'une « aggravation de sa pleuropneumopa-

BORDEAUX

de notre envoyé spécial

bien rangé. Puis des jurés qui

rentrent, plutôt décontractés. Et la

cour. « Nous constatons l'absence de

l'accusé dans le prétoire », annonce

le président Jean-Louis Castagnède.

Le magistrat a recu, lundi 17 no-

vembre, une télécopie horodatée à

12 h 04, un certificat médical du

professeur Alain Choussat, chef de

service à l'hôpital Haut-Lévêque de

Un-air de déjà-vu, de déjà-enten-

du. Le 23 octobre, Maurice Papon

avait été une première fois hospita-

lisé dans cet établissement pour

cause de broncbite infectieuse.

L'audience avait été reportée au 27.

Puis, par ricochet, au 29, dans l'at-

tente d'un rapport d'expertise mé-

dicale. Enfin au 31, date à laquelle

les débats avaient repris avec les

historiens. Cette fois, le certificat

médical fait d'emblée état d'une

« hospitalisation d'environ dix jours,

sauf complications ». « L'altération

de l'état de santé [de l'accusé] est en

roppart ovec l'aggravation de sa

calendrier prévisionnel du pré-

sident Castagnède s'effondre à

lecture de ce certificat et l'aggrava-

Comme pour les premières ab-

sences. Il demande la désignation

d'un expert afin de connaître « lo

date certaine » à laquelle repren-

son tour la situation « avec beau-

coup de tristesse », « car nous arri-

vions enfin oux faits ». Mais le ton

est plus vindicatif qu'il n'y paraît:

« Maurice Papon est victime de sa

propre tactique de défense. Les faits

sont gravissimes et [il a] intérêt à ce

qu'ils ne soient pas évoqués. » L'avo-

cat relève que seuls 25 des 80 té-

moins cités nnt été entendus, mais

que l'impression générale demeu-

rait « que le pracès piétinoit ».

« Cette tactique a eu paur effet

d'épuiser tous les participants, les ju-

rés, dit-il. Et Maurice Papon en est la

victime lui-même. » Mº Boulanger

dront les débats.

Comme un château de cartes, le

pleuropneumopathie. »

Dans le box, un fauteuil vide,

rable, a déclaré Jackie Alisvaks, dont les parents ont été déportés par le convoi du 18 juillet 1942. Aujourd'hui, Maurice Papon se prend pour une victime. Mais, les victimes,

c'est nous. » (Lire aussi page 34.)

Me Varaut raconte : « Ce matin, il était dans un désespoir intime que I'on puisse soupçonner qu'il pouvait y avoir une tactique quelconque. Il est dans une contrainte totale. » Il émet le souhait de reporter non pas à dix inurs, mais à quinze jours, la re-prise de l'audience. « Je vous l'assure, dit-il. ce matin, il nous disait que, pour la première fois de sa vie. il se trouvait dans cette incapacité, cette déchéonce (...). Je suis sûr qu'aucum de vous n'en doute : il n'y o aucune stratégie, aucun subterfuge. Il y a la volonté de s'expliquer sur l'essentiel. Je supplie la cour de croire à la sincérité de cet homme qui au soir de sa vie n'a plus qu'un souci : lo vérité, rien que la vérité, toute la véri-

Puis la cour se retire quelques instants, avant de confier une expertise au professeur René Pariente, chef du service de pneumologie de l'hôpital Beaujon, à Paris, qui avait déjà procédé à l'examen de l'accusé lors de sa première hospitalisation, fin octobre. Son rapport devra être déposé au greffe de la cour d'assises mercredi 26, la reprise de l'audience ayant été fixée

Mais déjà la lassitude semble avoir gagné ce procès sans fin. Interrogé par une radio locale, M Boulanger regrette qu'il n'y ait pas eu, en amont du procès, « une concertation plus grande » par rapport à l'organisation de l'audience. Me Arno Klarsfeld s'essaie à un ultime mot pour journalistes: « C'est le virus de lo vérité qui atteint les poumons de Maurice Papon. » Tandis que Mª Michel Zaoui, toulours mesuré, ne cache pas son initation à l'égard de certains de se confrères qui continuent à « loisser entendre au'il puisse y avoir une stratégie de l'accusé, alors que Maurice Papon est effectivement un homme agé et molode ». « Dire le contraire, c'est nier le sens du réel », dit-il.

Dans la salle d'assises rendue à son intimité silencieuse trainent encore quelques exemplaires du troisième calendrier prévisinnnel établi... vendredi 14 povembre par le président Castagnède. Dernière trace d'un travail de Sisyphe.



17 novembre, 14 h 55. Le président Castagnède vient d'annoncer que, en raison de l'état de santé de Maurice Papon, l'audience est suspendue jusqu'au 27 novembre. « Sauf complications. »

nouveau. Le procureur général formule alors une requête : que Henri Desclaux commente: «La l'une des parties civiles puisse s'exprimer devant la cour et les furés. Qu'un instant, leur voix, absente depuis le début de ce si long protion de l'état de santé de Maurice Papon sont très inquiétantes pour la suite du procès, à un moment où olcès, soit entendue. Au premier laient enfin être entendus les parties civiles et les témoins de ces foits.» rang, un homme à lunettes se lève, tandis que le président Castagnède déclare « ne pas voir d'inconvénient » à la demande de Me Boulan-

> Jackie Alisvaks a des mots simples à la barre, des gestes un Maurice Paron est placé devant ses responsabilités, nous retrouvons un homme malode. Nous concevors sa maladie, mais nous avons besoln de nous exprimer. Il y a cinquante-cinq ans que nous attendans (...). Nous assistons à un débat décousu qui est intolérable. » L'homme, dont les parents nnt été emportés par la rafle du 16 juillet 1942 et déportés par le convoi du 18 juillet, demande qu'un bulletin de santé soit diffusé

tnus les jours. Puis une petite femme - sa sœur - souhaite elle aussi intervenir: « Mes parents, c'est Henri et An-

toinette Alisvasks... M. Papon o repris Mais, forçant le ton : « Je ne peux lo vie de nos parents. Il nous retire le droit de parler. Il nous prend au-Jourd'hui en otage. Je pense que pour nous, les victimes, c'est intolérable. Il fout que quelque chose soit fait, parque que nous avons besoin de dire ce que nous avons vécu pendant cinquante-cinq ons. Il ne faut pas au'il se dérobe. Il o foit ce qu'il a fait. Il faut qu'il soit en face de ses octes. »

Jackie Alisvaks reprend alors la parole: « Aujourd'hul, Maurice Panour une v les victimes, c'est naus. Naus demondons réparotion. Nous foisons confiance en totalité à la justice et nous donnons hotre entière confionce aux avocats de lo partie civile qui naus accompagnent.» Pour la défense, Me Jean-Marc

Varaut, avocat de Maurice Papon, rappelle que la défense s'associe à tous, dans ce procès, pour effectuer « un travail de mémaire », loin des « pseuda-batailles », dit-il, et des « effets d'audience ». « Je pense que personne ne doute de la volanté de Maurice Papon d'accompagner ce procès à san terme », affirme-t-il. pas loisser dire qu'il y ait eu une tactique de lo défense (...). J'ai lo convictian au'une lumière nouvelle descendra sur ce dossier lorsque vous saurez de quoi il s'agit. »

Parant aux attaques portant sur

l'allongement de la durée des débats, Me Varaut poursuit: « Puis-je constater que le temps consacré oux historiens, que le parquet général o tian exorbitante de lo procédure pénole, o ojouté du temps ou temps »? Le conseil de Maurice Papon rappelait ainsi qu'il avait soutenu, en vain, que les historiens, n'ayant pas connu les faits, ne pouvaient être considérés comme des témoins. Et de déclarer, solennel : « Je ne voudrais pos qu'an vienne dire que Maurice Papon se dérobe. Il ne s'est jamais dérobé. Il a toujours assumé des fonctions à risque, comme préfet de police de Constantine et comme secrétaire général de la Gironde. Ce n'est pas un hamme qui se dérobe, ce n'est pas un homme qui démis-

Iean-Michel Dumay

Dessin : Noëlle Herrenschmidt

La présidence du consistoire israélite pourrait revenir à une femme

OUATRE CANDIDATES: quatre élues aux cinq premières places. L'entrée de femmes (Anne-Marie Boubli, Evelyne Chiche, Michèle Rotman, Muriel Shor) au conseil du consistoire israélite de Paris, pour la première fais depuis sa création par Napoléon en 1808, est nne révolution. « En un scrutin, naus avons camblé un retard de plusieurs dizaines d'années », affirmait Roger Pintn, vice-président, après le vote du dimanche 16 novembre (Le Monde du 18 novembre). Le consistoire gère le culte juif (cacherout, écnles, synagngues), dont les femmes sont traditionnellement écartées. Les réactions font état d'une « énarme avancée », d'un « message fort » à une communauté toujours guettée par le danger de l'ultra-orthodoxie.

Avant le premier tour du 2 novembre, David Messas, grand rabbin de Paris, avait émis des réserves sur des candidatures féminines. De fortes pressions ont même été exercées entre les deux tours en vue de leur retrait. Tribune Juive a fait état de la préparation d'un décret rabbinique invalidant leur élection. Mais devant un tel « plébiscite » féminin, le grand rabbin de Paris s'est ravisé et a promis de « travailler avec ceux et celles qui ont été élus ». Il précisait toutefois qu'il allait consulter le tribunal rabbinique pour savoir si une femme peut devenir présidente du consistoire, c'est-à-dire prendre la parole dans une synagogue, ce qui

est interdit par la loi juive. Ainsi ce premier vote au scrutin uninominal a-t-il eu des conséquences tout à fait imprévues. Ima-

giné par la présidence sortante (Moise Cohen, Roger Pinto) pour mettre fin à la guerre des listes et des clans, il a été apprécié des électeurs qui n'ont pas suivi les consignes de regronpement des candidats (48 pnur 14 postes à pourvoir) sur des listes « sauvages ». De la « liste » des présidents de communautés, soutenue désignés. L'électeur a fait le choix de la compétence du candidat, non de son appartenance à un clan.

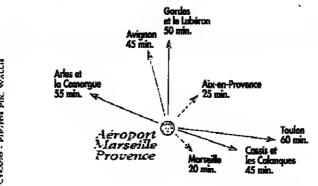
Outre les femmes, font donc leur entrée au consistoire des présidents de communauté ouverts, comme Joël Mergui (Montrouge), Gérard Uzan (Nogent), Elie Marciann (Sarcelles), des personnalités aussi diverses qu'Haim Nissenhanm, porte-parole des Loubavitch, Gil Taieh et Patrick Gaubert, de profil plus libéral. Ainsi l'éventail des sensibilités se trouve-t-il représenté à la tête d'une institution longtemps dominée par les « barons » (Alain de Rothschild, Jean-Paul Elkann, etc.), puis par les ultra-orthodoxes sous la présidence de Benny Cohen (1989-1993).

Mais un « consistoire pluriel » risque de devenir aussi ingouvernable que le précédent, marqué par un harcèlement constant entre les deux camps de Moise et de Benny Cohen. Sauf que la position de Moise Cohen, élu en 1993 au bénéfice de l'âge, qui a voulu ce nouyeau scrutin et recherché la participation de femmes, sort renforcée de ce renouvellement.

Gagnez vos marchés en Provence



Paris-Marseille 44 vols par jour!



Toute la Provence à votre portée, pour vos affaires et vos loisirs.

6 loueurs de voitures à votre disposition.



sur un réseau d'escroquerie, plus de deux cents

Plus de soixante responsables d'entreprises de confection ont été interpellés à Paris

La police judiciaire démantèle un réseau de « cavalerie » financière

pellations et de perquisitions visant plusieurs di-

enquêteurs de la police financière ont procèdé, Sur commission rogatoire des juges Jean-Paul Alzaines d'entreprises de confection du quartier du bert et Isabelle Prevost-Desprez, qui enquêtent mardi matin 18 novembre, a une sene d'inter-Sentier a Paris. L'investigation judiciaire avait per-

UNE SPECTACULAIRE opéranon de police judiciaire a visé des entreprises de confection, mardi matin 18 novembre dans le quartier du Sentier à Paris, dans le cours d'une information ouverte des chefs d'« escroqueries, foux et usage de faux, receis, et escroqueries en bande organisée ». Confiée depuis la fin du mois de juin à deux juges d'instruction parisiens, lean-Paul Albert et Isabelle Prevost-Desprez, cette série d'interpellations et de perquisitions fait suite à un signalement des faits à la justice par un groupement de plusieurs banques nationales de premier plan et plusieurs banques de province. Elle vise à démanteler un « circuit de cavalerie reposant sur des traites sons contrepartie » qui correspond, en l'état actuel des investigations et selon des sources proches de l'enquête, à un préjudice évalué à un milliard de

francs. Plus de soixante personnes, dont les principaux responsables soupçonnés d'être à la tête du ré-

en garde à vue au siège de la PI financière parisienne. Les enquèteurs de la brigade de recherche et d'intervention financière, épaulés par plus de deux cents de leurs collègues des affaires économiques et financières, ont procédé aux interpellations à l'« heure du laitier ». De très nombreuses pièces comptables ont aussi été saisies dans la cinquantaine de sociétés du Sentier qui ont fait l'obiet de perquisitions. Les movens classiques d'investigations judiciaires - écoutes téléphoniques, surveillances et filatures - avaient permis, des la mi-juillet, de préparer l'opération du 18 novembre.

* PREMIER CERCLE =

Le mécanisme de l'escroquerie était relativement simple : une méme traite « non cousée » - c'està-dire ne reposant sur aucune livraison de marchandises, ni sur aucune prestation de services circulait pendant des mois entre plusieurs entreprises du «circuit de cavalerie », qui la faisaient escompter auprès de leur banque.

mécanisme mettrait en cause une nébuleuse de quelque trois cents entreprises snupçonnées d'avoir joué un rôle actif dans le « premier cercle » du réseau, selon l'état actuel de l'enquête. Plus de trois cents autres entreprises figureraient dans un « deuxième cercle ». Ce manège aurait permis aux entremises d'obtenir d'énormes facilités de trésorerie auprès de leurs établissements bancaires. Une société disposant en 1996 d'un chiffre d'affaires d'une dizaine de millions de francs a de la sorte escompté, en trois jours de 1997, des traites qui ont correspondu à plus de 8 millions de francs et qui se sont traduites par autant d'im-

Inquiètes de constater que des centaines de billets de commerce présentés par leurs clients ne pouvaient être honnrés à échéance, les dix banques concernées ont fini par considérer que le risque bancaire était devenu très excessif. Se constituant pour l'occasion en groupement bancaire, elles se sont donc adressées au parquet de Padécider pour le moment à déposet plainte. L'information judiciaire devra vérifier si les énormes anomalies de trésorerie signalées correspondent, ou non, à une opération d'escroquerie concertée. Elle devra aussi établir comment cette masse de capitaux a pu s'« évannuir » vers des comptes ouverts dans divers établissements installés à l'étranger.

mis, des la mi-juillet, de préparer ce coup de filet.

Par snn amplitude, l'opération judiciaire engagée dans le Sentier n'a pratiquement pas de précédent en France. Le coup de filet du 18 novembre est expliqué, de sources proches de l'enquête, par la nécessité d'interpeller et d'entendre, de manière coordonnée, les principaux protagonistes du réseau installés dans le Sentier. Il convenzit de mettre fin « à un préjudice qui ne cessait de s'aggraver et qui pourrait nettement dépasser le milliard de francs », ajoute-t-on de mêmes sources, à l'issue d'investigations qui n'en sont encore que dans leur première phase de

Robert Faurisson mis en examen pour « contestation de crimes contre l'humanité »

Il est l'auteur d'un texte diffusé sur un site révisionniste

LE NÉGATIONNISTE négationniste Robert Faurisson a été mis en examen le 10 novembre pour « contestation de crimes contre l'humanité » par le juge d'instruction parisien Jean-Paul Valat à la suite de la diffusion sur un site révisionniste d'Internet, baptisé AAARGH (Association des anciens amateurs de récits de guerre et d'Holocauste), d'un texte intitulé « Les visions comues de l'« Holocouste ». Ancien professeur de lettres de l'enseignement supérieur à Lyon, M. Faurisson y affirme que «l'Holocouste des juifs est une fiction ». Il est poursuivi sur la base de l'article 24 bis de la loi sur la presse, introduit par la loi Gayssot du 13 juillet 1990 et mi punit d'un an d'emprisonnement et de 300 000 francs d'amende quiconque met en doute les crimes contre l'humanité jugés par une juridiction française ou

internationale. La mise en examen de Robert Faurisson intervient alors qu'il est impicitement visé par une plainte avec constitution de partie civile pour « diffamations publiques » et diffamation o coractère racial », déposée le 6 novembre devant le tribunal de Paris par Yves Jouffa, président d'honneur de l'Amicale du camp de Drancy et président d'honneur de la Ligue des droits de l'homme (Le Monde du 8 novembre). Dans un texte diffusé également sur le site révisionniste AAARGH, et intitulé « Maurice Papon et Yves Jouffa: deux poids, deux mesures ? », Robert Faurisson avait accusé M. Jouffa, d'avoir été

« gardien du camp d≥ Drancy ». Coutumier des provocations révisionnistes et négationnistes, M. Faurisson a déjà été condamné pour « contestotion de crimes contre l'humonité », en avril 1991, à un « Front islamique de bbération 100 000 francs d'amende avec sursis par le tribunal de Paris en raison d'un entretien qu'il avait ac-cordé au mensuel d'extrême droite Le Choc du mois, anjourd'hui disparu. Les magistrats avaient alors estimé que « toute contestation, même inscrite dons un discours logique et coherent », est délictueuse dès lors qu'elle

conduit à nier « en des termes de mépris envers les victimes, l'existence d'un crime contre l'humonité ayant entraîne des condamnations de ce chef por le tribunal militaire international de Nuremberg . La 3 condamnation de M. Faurisson serait devenue effective s'il avait récidivé dans un délai de cinq ans.

INFRACTION PÉNALE

La nouvelle mise en cause de Robert Faurisson, six ans après sa première condamnation, intervient alors que la justice multiplie les poursuites contre la diffusion des théories révisionnistes ou racistes sur Internet. Le parquet de Paris a récemment ouvert une enquete préliminaire après la découverte d'un site néo-nazi dénominé « Elso SS88 » installé en Angleterre et accessible en France.

Pour la justice française, la poursuite des propos susceptibles de constituer une infraction pénale et diffusés sur Internet est possible dès lors que leur auteur est clairement identifié. Dans ce cas, la loi sur la presse du 29 juillet 1881 s'applique sans considération du canal employé pour la diffusion des propos, et à la condition que le texte incriminé ait séjourné sur le sol national. En revanche, la justice est plus démunie quand l'auteur reste anonyme. Le caractère non réglementé d'Internet ainsi que le flou opéré dans l'origine des messages diffusés rend sonvent difficile l'Identification des auteurs.

Dans le cas des « Visions cornues de l'"Holocouste" », le texte est clairement signé par le professeur Robert Faurisson. Diffusé depuis l'étranger, il est encore aujourd'hui accessible en France. i une des adresses conduit amsi à du Maroc », qui propose, outre le texte de M. Faurisson, quantité de textes ouvertement antisémites. De petits logiciels - baptisés « route tracers » - permettent de localiser l'origine du site. En l'occurrence, ils mènent à un serveur a américain, situé en Pennsylvanie.

Cécile Prieur

Mouze trayar

La structure d'Internet complique les poursuites

SERAIT-IL possible d'interdire, sur les sites qu'ils bébergent. A depuis la France, l'accès à des textes révisionnistes diffusés sur le réseau mondial? La question s'est déjà posée en 1996, neuf fournisseurs d'accès français à Internet ayant été assignés en référé par l'Union des étudiants juifs de France (UEJF) qui leur reprochait de provoquer « un trouble monifestement illicite » en diffusant sur le territoire français des « messages ou informations à caractère raciste, an-

tisémite ou négationniste ». Les neuf sociétés avaient fermement refusé d'être tenues pour responsables du contenu d'ordinateurs accessibles par Internet mais situés à l'étranger, notamment aux Etats-Unis. Le juge leur avait alors donné acte de l'impossibilité technique du filtrage (Le Monde du 14 juin 1996). Fin 1995, la fermeture en Allemagne de 200 forums de discussion à caractère sexuel hébergés par CompuServe avait touché 4,3 millions d'abonnés dans le monde entier, en aucun cas concer-nés par la législation allemande...

En France, le nombre d'affaires mettant en cause Internet et ses différents acteurs, notamment en matière de pédophilie, a amené les autorités et la profession, qui craint de devenir le bouc émissaire face aux peurs suscitées par Internet, à envisager une politique d'autorégu-lation. Après le rejet d'un amendement, François Fillon, alors ministre des télécommunications, avait confié le sujet à une commission qui devait aboutir à la définirion d'une charte prévoyant la mise sur pied d'un « conseil de l'Internet » composé pour partie de professionnels et ayant pour fonction d'alerter les fournisseurs d'accès sur la présence d'éléments litigieux

charge pour ces derniers de prendre les mesures adéquates, avant l'intervention éventuelle de la justice (Le Monde du 6 mars 1997).

< SITES MIRORS .

L'alternance gouvernementale, tout comme le refus de nombreux professionnels de « faire la police » sur le réseau, se sont traduits par l'enlisement du projet. Il n'est d'allleurs pas évident qu'il soit techniquement, voire économiquement réalisable. Internet est éminemment réactif. et il faut très peu de temps pour créer de multiples « sites miroirs » déjouant les interdictions. Pour bloquet l'accès à un document donné au nivean des fournisseurs d'accès, il faut, en outre, parfois barrer de larges portions de l'autoroute de l'information, et empêcher la circulation de documents parfaitement anodins, comme l'a moutré l'initiative allemande. « Cela pose un problème d'équité, explique François Benveiste, PDG du fournisseur d'accès CalvaCom. Par contre, l'utilisateur dispose de logiciels de contrôle beaucoup plus selectifs. »

Ces systèmes de filtrage sont pri-sés aux Erats-Unis, où la Cour suprême a rejeté, au nom de la liberté d'expression, le « decency oct », une loi limitant la diffusion d'images et de textes « indécents ». Le cadre juridique français est différent, et ne laisse en principe pas la place au « laisser-faire ». La formule choisie par le juge Valat, à savoir la mise en examen, pour l'heure, du seul auteur du texte litigieux, ne fait pas cesser l'infraction présumée : le document reste accessible.



66 Aujourd'hui les chiffres parlent mieux que les mots:

80% des jeunes en formation par alternance sont embauchés par les PME."

> Lucien Rebuffel Président de la CGPME

Pour la Confédération Générale des Petites et Moyennes Entreprises (CGPME), organisation représentative des 1,5 million de petites et moyennes entreprises. l'insertion en alternance des jeunes estrune priorité.

C'est pourquoi, grâce à Agefos PME qu'elle gère avec les confédérations syndicales de salariés, la CGPME a permis à 200 000 de ces entreprises de financer des jeunes en contrat de qualification et d'adaptation.

PME, PMI, quand vous le pouvez, continuez d'embaucher.



Michel GOUILLOUD,

président du conseil d'administration de l'institut

son épouse, Les familles Cornil, Ruyer, Vincent,

Romand, Fondanaiche, Fiever-Mailhe

ont la douleur de faire part du décès de

Jean GUINARD.

croix de guerre 1939-1945,

officier de l'ordre du Mérire

officier de la Légion d'honneur, ancien chef de service

au ministère des finances,

à la Cour des comptes,

conseiller-maitre honoraire

survenu le 8 novembre 1997, dans

tion ont eu lieu le 15 novembre, à Creuzier le Neuf (Allier), dans l'intimité fami-liale,

Cet avis tient lieu de faire part,

quatre vingt-unieme année,

- M= ltala Ménard,

son épouse, M. et M= Patrick Ménard

et leurs enfants, M. et Mar Robert Ménard

leurs très sincères conduléances.

- M™ Jean Guinard,

Ouissac.

Robert Faurisson mis en examen pour « contestati

Salar Salaria Salaria de la como Comment of the second A CHARLES AND ASSESSMENT OF THE PARTY OF THE with the or influences and orthogonal

South Section 2 days to the section of the section We will be strong or the strong or The same of the sa

A STATE OF THE STA

Carried Control of the State of the s

· 京都 在 化原料 Not that waster

complique les poursuite

The second of the second

The state of the last THE CHARLES AND ADDRESS OF THE PARTY OF THE C. Delle Text

de crimes contre l'humani Les l'auteur d'un texte d'illie lui anime TE MECATOONNISTI

The state of the s Man the There have "and "and The secretary of the second The second of th Water Comments of the Comments The second secon Mark & Sent Mark Street

被基金等 THE RESERVE THE APPLICATION OF THE STATE OF THE PARTY. THE STATE OF THE S Contract was planted to Francis Ministra The state of the s Mark a grand to Addinated 1

CARL A SECULATION Santa Train Commence in the second The second section 7 is Balled, margany dec. 我好到海海, 198 · September 7 and the second second and the state of the same · 被发展的一块一种生物的产品 I STATE OF THE PARTY OF THE PAR Strain Francis de

المراجعة المتابعة A CONTRACTOR OF THE PARTY OF TH spring littles. Company van mil. AND THE PARTY OF T M. Salaka a re-THE STATE OF THE STATE OF

AND AND THE PARTY OF

tering to the second second Market Tale and Jan . The state of the s The state of the s 3000 Marie 2 de ser Anne wie The Section of the Control of the Co

秦是《李明四》 CONTRACTOR OF STREET All Marie and Sec.

The Court of the C

A AND DE LOCAL

THE PARTY OF THE P

THE ENGLISH OF

The state of the s

THE PARTY OF THE P La structure d'Internet DISPARITION

Nelson Paillou

Un défenseur du mouvement sportif français

ANCIEN PRÉSIDENT du Comité lait révolutionner l'activité des penational olympique et sportif français (CNOSF). Nelsoo Paillou a trouvé la mort, lundi 17 novembre, dans un accident de la route. Il était âgé de soixante-treize ans. C'était un homme d'hier qui rêva toute sa vie à des lendemains beureux, un sphinx volubile et paradoxal. Il s'est dévoué à une cause perdue, celle d'un sport humaniste, et il s'est attaché à une pratique perdante, celle du empromis historique, Paillou est né trop tard ou trop tôt. Sa faconde et sa rhétorique n'ont pas été suffisantes pour donner aux événements un cours, sinon nouveau, du moins différent.

Quand il succède à Claude Collard sur le fauteuil de Pietre de Coubertin en 1982, le mouvement sportif français traverse une crise de conscience. Les champions nationaux sont allés à Moscou gagner des médailles boycottées par une partie des athlètes occidentaux en signe de protestation contre l'invasion de l'Afghanistan. Les rugbymen ont refusé de renoncer à leur rencontre avec les Springboks, alors symboles de l'apartheid sud-afri-

L'élection de François Mitterrand a pris ce petit monde à revers. Face a une gauche qu'on croft encore morale, les dirigeants des fédérations sportives, qui sont sous la tutelle juridique et financière de l'Etat. retourneront leur veste : après avoir évincé Nelson Paillou du CNOSE eo lui faisant comprendre qu'ils n'avaient pas l'usage de soo humanisme, cet aréopage le choisit comme président. On compte sur lui pour amadouer le oouveau pou-

voir politique. Le résultat ne fut pas tout à fait celui escompté. Sous la présidence de Nelson Paillou, le handball français, ni sport de masse ni sport de haut niveau, avait périclité lentemeot par inadaptatioo à l'air du temps. Avec les mêmes idées et presque les mêmes hommes, dans

•

tits bureaux de la rue d'Anjou, qui devinrent rapidement trop exigus.

Le château de la Belle au bois dormant deviendra ainsi un édifice à l'architecture audacieuse flanqué symboliquement entre le stade Charléty et la rue Pierre-de-Coubertin. L'activisme de Nelson Paillou a la présidence du CNOSF portera ombrage au ministère du temps libre et à sa direction des sports, qui craint de perdre son pouvoir. Après avnir soutenu la création d'un Fonds national de développement du sport (FNDS) alimenté par un prélèvement sur les paris au Loto sportif, on ne cessa donc de rogner sur cet instrument.

Pendant que lack Lang faisait prospérer le budget de la culture, Nelson Paillou n'est pas parvenu à créer la même dynamique en faveur du sport. Sa plus grande déception aura été de ne pas parvenir à faire désigner Paris comme ville organisatrice des Jeux d'été. Fin stratège dans l'Hexagooe - soutenu par l'Elysée et la Mairie de Paris -, il fut battu par plus fort que lui : Juan Antonin Samaranch, Barcelone ent les Jeux d'été et la France un lot de consolation, les Jeux d'hiver à Al-

A l'heure de la moodialisation, Nelson Paillou avait gardé la référence à Chubertin comme un absolu de l'olympisme. On lui reprochera encore de oe pas avoir mis la lutte antidopage au premier rang de ses préoccupations ou de oe pas s'être ingéré dans les affaires du football pour mettre le holà aux pratiques des Tapie et Bez (président des Giroodins). Il restera pourtant le souvenir d'un boohomme formidahlement sympathique, constamment sur le point de mettre le feu à sa cravate avec les braises de cigarettes mai roulées, passionnémeot épris d'un sport qu'il comprenait comme la culture

AU CARNET DU « MONDE »

a rejoint Cécile BONNET-GONNET

20. houlevard des Filles-du-Calvaire,

<u>Décës</u>

Véronique et Étienne Desjobert et Mathilde, Juliene, Arnand, Hugues et Benoit Luc et Danièle Barrière et

Xavier et Odile Barrière et Antoine, Laure et Quentin, ont la tristesse de faire part du rappel à Dien de

survenu à Paris, le 15 novembre 1997,

La cérémonie religieuse a eu lieu ce

- Meriem Rousierhala grand-m2re

19, allée Marc-Chagali,

Téléphones:

– René Pellat, président du conseil d'administration, Vincent Countillor. ei l'ensemble des personnels de l'Institut de physique du globe de Paris, ont la grande tristesse de faire part du de-

ei présentent à sa famille et à ses proche

110, rue Calmette. 37540 Saint-Cyr-sur-Loire,

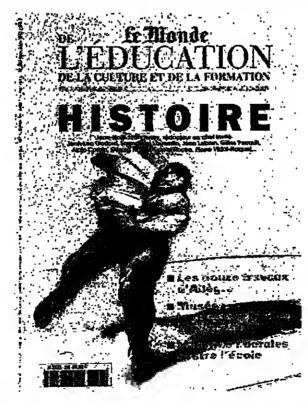
Melika BOUDERBALA,

CARNET DU MONDE

Tarif à la ligne H.T.

Abonnés et actionnaires

Les douze travaux d'Allègre



Jean-Noël Jeanneney, Christian Amalvi, Pascal Bouchard, Marc Dupuis, Jean-Luc Godard, Hervé Hamon, Emmanuel Laurentin, Jean Lebrun, Gérard Noinel, Gilles Perrault, Daniel Roche, Bernard Soubrier, Nicolas Truong, Isabelle Veyrat-Masson, Pierre Vidal-Naquet, etc.

Chaque mois, un grand dos- jennes, civisme, université, savoirs, permettent l'accès aux multimédia, voyage, parole, diennement, transmettent des la formation.

sier, supervisé par un redacteur etc. Des journalistes, des uni- œuvres et forment les citoyens en chef invité, apporte un versitaires des écrivains et des d'aujourd'hai et de demain. éclairage différent sur les scientifiques enquêtent et s'ex- Chaque mois, Le Monde de grands sujets contemporains : priment pour mieux nourrir la l'éducation a rendez-vous philosophie, science, écriture, réflexion de ceux qui, quoti- avec celui de la culture et de

Rencontre-débat Le Monde de l'éducation - la FNAC le samedi 15 novembre à 11 heures à la FNAC de Lille sur le thème : « Histoire et philosophie » et le jeudi 20 novembre à 18 heures à la FNAC de Bordeaux sur le thème : « Le besoin d'histoire ».

VOUS AVEZ UN MOIS POUR RÉFLÉCHIR

arte

<u>Naissances</u> Hadrien

et François Vincent,

- M™ Therèse Barrière. Joseph et Françoise Barrière et Mai-

Guillaume, Benjamin et Augustin, Claire Bnutrolle d'Estaimbuc et Clotilde. Isabelle et Coustance, ses enfants et petits-enfants.

Louis BARRIÈRE,

dans su quatre-vingt-cinquième année.

mardi 18 novembre, en l'église de Saint-Aubin-de-Luigné (Maine-et-Loire).

a la tristesse de faire part du décès de sa

à Tunis, le 12 novembre 1997.

01-42-17-39-80 11-42-17-29-96 01-42-17-38-42

Rubrique necrologie ...

et leur enfant, Et toute la famille, ont la douleur de faire part du décès de M. Jean-Claude MÉNARD,

La cérémonie religieuse sera célébrée le jeudi 20 novembre, à 15 heures, en l'église Saint-Thomas d'Aquin, à Paris-7.

236, boulevard Saim-Germain, 75007 Paris,

- Montrouge, Paris, Chevreuse, Françoise Meurant. M= Ponjoulat.
Maguy, Jérôme et Florence. Antoine et Christine, Mathieu, Baptiste, Axel. Clé-

Et toute la famille. ont la tristesse de faire part du décès de

Rémi MEURANT.

La cérémonie aura lieu le jeudi 20 no-vembre 1997, à la chapelle Saint-Bernard, à 9 h 30 (sous l'horloge de gauche de la gare Montparnasse, Paris-15°).

F OFFRES

DIRECTEUR

- Le 13 novembre 1997.

Patrice Rémier. Paul de SINGLY Evelyne Valler. Antonin Goulland est entré dans la Lumière de Dieu, à l'âge de quatre-vingt-six ans, entouré de :

Marie-Madeleine de Singly. Michel GOUILLOUD. son сроиse, Bernard et Monique de Singly Yves et Claude de Singly. Conformément à sa volonté, nous dis-Jacques de Singly.
Agnès et Jean-Claude Chevalier. perserons ses ecudres dans la matinée du jeudi 20 novembre 1997.

Elisabeth et Pierre Sokel, Nous invitons tous ses familiers qui François et Chantal de Singly, pourront se libérer à se joindre ensuite es enfants. Ses petits-enfants Fax: 04-66-77-15-63. E-mail: 75721.5003 @ compuserve-

Et arrière-petits-enfants. La célébration a eu lieu dans l'intimité,

Maison de retraite Saint-Martin-la-Fo-4. ebemin du Figuier.

 Son éроих, Ses enfants. Sa belle-fille, Ses petits-enfants,

49100 Angers.

Son frère. Et sa famille.

ont la douleur de faire part du décès de M= Isabelle SOLYGA,

née KRASINSKA.

La cérémonie religieuse sera célébrée le vendredi 21 novembre, à 10 heures, en la cathédrale Saint-Louis de Choisy-le-

- Laurence et Didier Vigar et leurs enfants, Pierre Wurmser et Pascale Mailles

et leurs enfants, Et toute la famille, ont la tristesse de faire part du décès de

Michel WURMSER.

survenu le 12 novembre 1997, à Angers. dans sa quatre vingt-dixième année. stricte intimité.

Avis de messe

- Les amis de Kenneth HYLTON,

Communications diverses

- Au CBL, 10, rue Saint-Claude, Paris-3°, jeudi 20 navembre, à 20 h 30 : ~ Contre l'intolérance : M= Lutifa Ben Mansour, auteur de La Prière de la peur, La force de la parole portée par les femmes. - Tél.: 01-42-71-68-19.

- Maison de l'hébreu : 01-47-97-30-22. Lire en 2 heures, maitriser le langage bi-blique ou parler israélien en 10 séances

 Deux soirées exceptionnelles 23 et 24 novembre, à 20 h 45 YASMINA REZA DANIEL MESCUICH « Hammerklavier «

Les mélodrames de Liszt, Schubert Schumann. Brahms, Les poètes mandits ; Baudelaine Rimbaud Grand de Ner

Centre d'art et de culture Espace Rachi. Loc. : 01-42-17-10-36 ou 38.

- Cour suprême - Affaires infantiles Etat du Connecticut District judiciaire de Stamford.

Ordonnance de signification

Novembre 1997.

à l'adresse inconnue.

Ordennance mettant fin

aux droits parentaux de Patrick D. Banon,

Sur requête de Julie Anne Goldberg, qui sollicite la fin des droits parentaux ac-cordés à la personne susommée, la Cour supreme · Affuires infantiles tiendra une audience le ;

3 décembre 1997, à 11 heures. L'audience se dendra au tribunal des enfants au :

91 Prospect Street Stamford, Connecticut, 06901, USA (203-348-7355).

Le tribunal, ayant constaté et ayant été établi que la personne susnommée. Pa-trick D. Banon, a disparu sans laisser de coordonnées, ordonne la signification de l'audience par la publication de la présente ordonnance, dès réception, dans • Le Monde •, un quotidien publié à Pa-

Droit de garde Si la personne susnommée souhaite nn conseil mais est incapable de le payer, et disparu le 5 novembre 1997, à l'âge de quarante-huit aus, invitent tous ceux qui l'out comm à se rassembler le vendredi 21 novembre, à 17 h 30, en l'église Saint-Mi-harl. S. rue d'Agnesseau, Paris-8.

Le Monde

DOSSIERS DOCUMENTS au sommaire du mois de novembre

Maladies anciennes et nouvelles

Révolution dans les transports

REPRODUCTION INTERDITE

MILAN RECHERCHE **EDITION JEUNESSE**

 dévelop, les collections - définir les collections futures. gérer une équipe, des plannings, des contrats,

> dustrateurs. Profil

- rechercher auteurs et

 homme ou femme avant au moins 10 ans d'exp., - sens des objectifs allié à

czėstif, inventif, - relationnel alsė, - partant et écrivant couramment l'anglais. exp. dans la fonction

indispensable.

une tres forte noueur.

Poste basé à Toulouse Env. CV, lettre manus. + photo à éditions MILAN - Réf. PA/DEJ -300. rus Léon-Joulin.

Cours privé cherche **PROFESSEURS** en activité ou ayant expérience confirmée de l'enseignement

> pour soutien scolaire et corrections adresser CV à **EPC** recrutement 2 4. rue Mornay

en collège ou lycée

toutes matières

toutes classes

SERVICE D'ACCOMPAGNEM **ENGAGE TPS VACATAIRE**

75004 Paris

HOMMES MIN. 35 ANS Bonne orésentation et educat CV + photo à : CGS, 11, rue Chalgrin, 75116 Paris.

Pour vos annonces dans L'EMPLO! Tel.: :01-42-17-39-

33 - Fox. : 01-42-

DEMANDES Secrétaire confirmée,

trăncue andaistespacrol. 15 ans d'expérience, recherche emploi salarié en équipée d'un Mac, fax, modé imprimente couleur. Tel.: 05-61-30-25-91 Fax.: 05-62-74-03-18 E-mail: michelle@hoLir

JURISTE CRÉDIT CONTENTIEUX 7 ans expérience bancaire. (CL. Cadif). Etudie toutes propositions. Tel.: 01-47-25-03-69

de gestion des M.H. et licence A.E.S. ch. emoloi dans le domaine gestion, compta et ress. humaines; Exp. 9 mois, connaissance EXCEL WORD 6 et ACCESS 2. Motivée, bonne capacité

J. F. 26 ans, titulaire DUT

RESPONSABLE LOGISTIQUE/ORDONNANCEMENT MRP2/JAT/KANRAN/ Gestion de stocks, 17 ans expérience, libre de suite. Eludie toutes propositions.

d'integration el d'adaptation.

Tel. 01-48-02-18-27 (rep.).

GESTIONNAIRE D'ÉQUIPEMENT H. 44 a., responsabilité de direction filière jeunesse (MJC, éduc. populaire, insertion jeunes, etc.) filière sport (club omnisports S 500 adherents, budget 11 MF), loisirs, haut niveau. animation locale et nationale. encadrement des personnets. gestion comptable, négo. institutionnelles, projets locaux, droit du travail

associatif, relations

commerciales, sponsoring,

publicité, gde dispo., libre

immédiatement.

Tél.: 06-11-92-03-90 JEUNE ARCHITECTE PEINTRE A L'AQUARELLE Vous propose des décorations de table originales pour Noël ou tous types de décoration.

Tél.: 01-40-33-11-07 (rép.)

CHARGÈE DE COMMUNICATION ministère à Paris ch. emploi analogue Sud-Est. Dispo. immediatement

entreprises ou collectivités territoriales sur region Tël.: 01-30-82-71-70 (R)

17-39-25 31101 TOULOUSE Cedex 1 Tel.: 06-08-89-55-36

RÉGIONS

Les maires veulent jouer la carte de la mondialisation

Sous l'impulsion de Raymond Barre, Lyon entend renouer des liens anciens avec Canton, pôle de développement économique à la porte sud de la Chine.

A Paris, le congrès de l'Association des maires de France est précisément centré autour de la dimension internationale de l'action locale

de notre envoyé special La plus grande mégapole à voir le jour dans la première partie du XXI siècle pourrait bien être l'es-

> REPORTAGE. Projets de métro.

urbanisme: Lyon veut apporter son savoir-faire à Canton

pace industriel, en cours d'édification, reliant Hongkong au cheflieu de la province du Guangdong, Canton. Elle abritera une trentaine de millions d'hahitants répartis sur les deux rives du delta de la rivière des Perles.

Sa seule coocurrente sur cette rive du Pacifique est la région de Sbangbai, aboutissement d'un hassin industriel remontant loin vers le cours moyen du fleuve Yangzi. Mais l'ancienne « Paris de l'Orient » est partie plus tard, et son handicap, dû au manque d'infrastructures et à la présence de secteurs économiques sinistrés par le communisme est énorme.

de France qui entretient les plus anciennes relations avec la Chine moderne, Lyon, s'intéresse de près à Canton et réactive le jumelage. pour l'heure encore très symbolique, qui la lie à ce pôle méridional de la croissance chinoise.

Le jumelage entre Lyoo et Canton date de 1988, mais les liens eotre les deux villes, eux, ont plus d'un siècle et font partie du livre d'histoire de la Chine populaire. Pour le meilleur et pour le pire, même si le maire de Lyon, Raymond Barre, en visite fin octobre à Canton, préfere évoquer le premier plutôt que le second.

BONNES PAROLES »

M. Barre dlt ne pas s'être contenté, avec ses interlocuteurs de la municipalité de Canton (soit, avec les hanlieues, 6,2 millions d'hahitants qui sont, en moyenne individuelle, les plus riches citadins de Chine), d'échanger « de bonnes poroles ». Il enteod bien que le jumelage bénéficie - enfin à l'industrie lyonnaise car, pour des raisons touchant plutôt aux rapports entre les capitales Paris et Pékin, les fruits tardent à venir.

prise », a-t-il répondu, caustique, à un journaliste chinois qui lui demandait quel effet cela fait à un homme politique d'être le maire d'une ville, même grande, après avoir été premier ministre. Et, de fait, l'essentiel de son discours public visait à rameoer Lyon dans l'horizon des dirigeants cantonais, après une quasi-décennie parsemée de pierres ooires.

Une loogue négociation avait abouti, en 1991, à la réouverture d'un consulat général de France initalement ouvert dans la seconde moitié du XIX siècle et fermé à la victoire communiste en

1950. Deux ans plus tard, hélas, les veotes d'armes françaises à Taiwan amènent Pékin à le refermer de manière unilatérale. Paris, se seotant coupable, n'exerça pas de représailles. Lyonnais et Cantonais furent d'autant plus privés de relations que Michel Noir, alors maire de Lyon, avait ordonné une mise en coupe réglée des liens entre les deux villes à la suite de la répression de Tiananmen à Pékin en 1989, dans laquelle, du reste, les dirigeants et habitants de Canton n'étaient réellement pour rien.

L'amélioration du climat entre

Un sens très lyonnais de l'équilibre...

Les liens entre Lyon et la Chine, qui remontent au milieu du XIX siècle, présentent une intéressante mixture d'économie, de culture et de politique. Héritage de ce passé, la hibliothèque municipale de Lyon détient anjourd'hui le plus important fonds chinois d'ouvrages anciens, en dehors de Paris. Autre singularité lyonnaise, la vojonté affichée d'entretenir une relation équidistante avec les deux pôles politiques du monde chinois moderne, le continent et Talwan. De ces deux sources, la bibliothèque de Lyon reçoit tous les ans, via la hibliothèque de Canton et la bibliothèque nationale centrale à Talwan, pinsieurs centaines de volumes. Raymond Barre a été le premier ancien chef du gouvernement français à se rendre à Taiwan, où il a séjourné à plusieurs reprises sans que Pékin ne lève le sourcil.

les deux capitales a permis de raoger aux archives cet épisode malencontreux. Le consulat a rouvert une nouvelle fois ses portes en avril 1997, dans de nouveaux locaux, et c'est en dignitaire très attendu que M. Barre - qui avait reçu au début du même mois à Lyon le vice-maire de Canton. Chen Kaizhi - a effectué son séjour dans la « Ville des chèvres ». Il vent v promouvoir, dans un tissu urbain en plein essor, les secteurs les plus performants de l'économie lyonnaise. Il était accompagné pour ce faire du président de la chambre de commerce et d'industrie, Guy

ANARCHIE IMMOBILIÈRE

Ontre une coopération sur les projets de métro, Lyon a vocation à offrir à Canton son expertise en matière d'urbanisme, un concept que, pour le moment, l'anarchie immobilière foule aux pieds copieusement dans cette agglomération. Déplacement des populations urbaines, lutte contre la poliution, traitement des eaux: autant de domaines dans lesquels la deuxième agglomération de France pourrait apporter son

concours à la cinquième de Chine. Au cœur des « dispositifs de croissance » de Canton dont Lyon peut escompter des retombées pour ses entreprises, se trouve désormais le projet de nouvel aéroport, une réalisation prévue pour accuellir, à l'horizon 2010, 85 millions de passagers par an (contre 12 millions pour l'actuel aéroport de Baiyun). Il s'agit d'un investissement total de 15 milliards de francs, y compris les dessertes routières et ferroviaires.

Devant un tel gigantisme, on comprend que Raymond Barre en vienne à ironiser à propos des problèmes de gestion d'une communauté urbaine par comparaison modeste comme la sienne. pollution conine? », demanda-t-il: tout de go aux quelques journaLa Cnuced entre Saône et Rhône en novembre 1998

Raymond Barre entend capi-taliser sur la capitale rhônalpine sa propre expérience dans le domaine des relations internationales, taut politiques qu'économiques. Après avoir reçu en 1997 le sommet des chefs d'Etat membres du G7, Lyon accueillera en novembre 1998 la dixième Conférence des nations unies pour le développement et le commerce (Cunced), qui rassemblera plus de 2000 personnes. Chefs d'Etat, ministres de l'économie et des finances, responsables des organisations internationales, « patrons » des grands instituts de recherche, chefs d'entreprise sont au rendez-vous.

« Nous voulons faire de Lyon et du Grand Lyon [la communauté urbaine] le cœur d'un espace géopolitique de premier ordre : celui du Grand Sud-Est européen (...). Lyon occupe une place stratégique qui lo prêdestine à devenir la locomotive de cet espace », explique M. Barre. Outre Canton, Lyon a concin des accords de partenariat avec seize métropoles, dont Milan, Saint-Pétersbourg ou Yokohama. Récemment, elle a signé avec Ho Chi Minh-Ville, au Vietnam, un protocole snr l'aménagement urbain, la francophonie et la formation supérieure et professionnelle.

listes chinois venns l'interviewer. Ils ne connaissaient pas. Les chiens sont interdits dans les villes de Chine, pour d'évidentes raisons de surpopulation, et non pas pour la reputation dont jouissent les Cantonais à travers tout le pays: celle qui veut que la viande de cet

Francis Deron

4

Dépasser les jumelages

QUELLE RÉPONSE le pouvoir lo-cal peut-il apporter à la mondialisation de l'économie ? Ce phénomène est-il une menace ou peut-il, au contraire, se transformer en atout pour des territoires locaux qui se concurrencent délà entre eux ? C'est parce que ces questions ne peuvent plus être éludées que Jean-Paul De-levoye (RPR), président de l'Association des maires de France (AMF), a choisi d'organiser le congrès de son association, qui s'ouvre mardi 18 novembre à Paris – et qui accueille une forte délégation d'invités étrangers -, autour d'une question ambitieuse: l'international peut-il être une nouvelle dimension politique

pour l'action locale ? Avec le sondage de CSA (Le Monde du 18 novembre), on apprend, notamment, que 36 % des maires considérent que l'internationalisation des échanges et des réglementations est « plutôt une controinte » tandis que le même pourcentage d'élus jugent qu'elle est « plutôt une opportunité ». 19 % des maires estiment que l'internationalisation a déjà des effets dans leur gestion. 43 % estiment que si elle « n'o pas encore d'effets, elle en aura dans l'avenir ».

« Presque partout dans le monde on observe la montée en puissance des pouvoirs locaux, lieu privilégié d'initiatives et de décision. En conséquence, face aux problèmes communs auxquels les maires sont confrontés - urbanisation galopante, difficultés des transports publics, questions sociales, insécurité... - le pouvoir local doit apporter une réponse », a déclaré au Monde M. Delevoye. Pour le président de l'AMF, les étus locaux le feront d'autant mieux s'ils raisonnent en termes de « performance globale du territoire »,

L'heure est venue de faire en sorte que les maires des différents pays se connaissent mieux, partagent leurs expériences et leurs réflexions audetà des classiques jumelages dont l'idée de départ était de sceller la réconciliation franco-allemande après 1945. Alexandre Adler, directeur éditorial de Courrier international, ana-

de mondialisation qui influent sur la place et le rôle des communes. Dans le même temps, avec les maires étrangers, cinq débats seront organisés en compagnie des dirigeants de grands groupes - Caisse des dépôts et consignations, Compagnie générale des eaux, Dexia-Crédit local de France, RATP - autour de thèmes d'actualité. Il sera notamment question de l'harmonisation des normes, des déchets, du tourisme, des financements européens et de la coopération décentralisée, c'est-à-dire les échanges techniques, administratifs, culturels entre communes sœurs de pays étrangers.

Pour M. Delevoye, ces échanges ne devraient pas être seulement un catalogue de bonnes intentions. En filigrane apparaît une intention: faire en sorte que les savoir-faire spécifiques français (organisation de services publics, gestion de l'eau, télédétection par satellite, cadastre, sécurité civile) s'exportent grâce aux rencontres informelles que les maires ont instaurées entre eux au fil du temps. Cela sans pour autant « transformer les odhérents de l'AMF en VRP », selon le mot de Dominique Liger, directeur de l'associa-

Jean Menanteau

BOM-TOM: Les maires des deux cent quatorze communes d'outre-mer, réunis, hundi 17 novembre, à Paris à l'occasion du congrès de l'Association des maires de France (AMF), out consacré l'essentiel de leurs travaux à la lutte contre le chômage, dont le taux est au minimum le double de celui de la métropole, dans les départements et territoires d'outre-mer. Au sujet du plan Aubry pour les emploisjeunes, les élus demandent « des souplesses et des adaptations dans la mise en œuvre du dispositif » dans les DOM. Le problème se pose différemment dans les TOM, qui, du fait de leur statut, ont l'entière responsabilité des programmes de lutte contre le chômage.



t aconomique à la porte sud de a (... era mannationale de l'action oca e

Caller April 12 capitals relieve

re brobie er beneut guil

maine des relations eres

majors, tent politiques com miques, tent politiques com miques, tent politiques com

le commet des thefice

membres on or Iven and

de tener - certaten

respectively to the contract

interrusto de escara

grands metales et men

Methatine of the company

Milliam 14 Farts more trans-

Senation in mart det

manufactor in the Michigan

The tree and professional and the

tie be vo

CHARRIE NO

in reputation.

with and we are

et Rhône en novembers he see proces co

THE REAL PROPERTY. THE RESERVE AND AREA. promption described by one BE THE PARTY OF THE PARTY. engres but all restre Books grown "Signers accompany PROPERTY AND PROPERTY. tions to the comment of the second

the f market has persented BROOM POSTS PERSON er a proper des erick with the best over a new meganisasum artinism just aveitifulwith the charge territorie is the rate. White the second in the second Printer Cartering . 4. James and all the B. M. Mar. Black Bright Bright ...

FLN, entretient depuis vingt ans une correspondance

épisodique avec Jean, un Français, ancien porteur de valises pendant la guerre d'Algérie, qui fut son compagnon de combat. Depuis que les violences se sont multipliées, les lettres arrivent plusieurs fois par mois. Mourad et Jean se sont rencontrés en 1962 à Alger, où le Français s'était réfugié pour échapper aux poursuites concernant son activité militante pro-algérienne. Ils se sont côtoyés jusqu'en 1966, année où l'amnistie a permis à Jean de regagner la France. Aujourd'hui, Jean est retraité de l'éducation nationale et vit en région parisienne. Mourad, petit

Mourad, softante ans.

ancien combattant du

fonctionnalre désormais retraité, est un autodidacte. Il vit dans la banlieue

(...) Les derniers soubresauts des terro [terroristes NDLR] sont dévastateurs. Et la « rue » pense que, d'ici l'été, les choses iront beaucoup mieux (presque plus de terro). Et l'armée, elle a le pouvoir. Ce que pensent beaucoup. Qu'elle le garde i i i (...) Depuis l'élection de Zéroual, la situation s'est clarifiée : l'ar-

mée est avec la majorité de la population. Et la population sait qu'elle peut compter sur l'armée parce qu'elle est convaincue qu'elle est de son côté. (...)

.Tu écris que nous sommes bien loin de l'Etat de droit. Je suis d'accord avec toi. D'autant plus que je commence à ne plus l'espérer. Au sortir de la Révolution, nous qui croyions à un État de tienté jusqu'au crépuscule de notre vie. Rien. La trabison (des idéaux pour lesquels sont morts nos FRÈRES) était et est tellement énorme, tellement inqualifiable que notre génération neverra pas l'Etat de droit. Il fandratt le « cataclysme » d'une autre génération pour ôter la chape de plomb de toutes les trabisons.

11

Vieux frère.

(...) Au fur et à mesure que nous nous révellions de notre carchemar, nous mesurons les dégâts directs et indirects, les dégâts matériels et psychologiques et économiques. De plus, les valeurs sont inversées. Il est plus payant d'être un « trabendiste » (vendeur sur le trottoir du bric-à-brac importé illégalement) que professeur d'université on ingénieur. Les villas poussent toujours comme des champignons et ça coûte des centaines de mil-

Comme il n'y a plus de contrôle (cela s'explique par la lutte... anti-terroriste), énormément de commerçants ne payent pas d'impôts, d'autres n'out même pas de registres de commerce et les sociétés-écrans qui, après une opération ruteuse, déclarent faillite sont légion. (...) Les pensions de retraite subissent plus de dix jours de retard. Il faut les voir pointer chaque jour à la poste et ressortir la tête baissée. (...) Une confidence : f'ai bonte de moi-même parce que ma pension ne me tient pas un mois!!! Et qu'il m'est arrivé d'emprunter pour finir le mois!

La descente aux enfers se poursuit inexorablement. La vie devient très difficile. Tellement difficile qu'on oublie qu'il y a le terrorisme, que des gens meurent encore chaque jour, violemment. Oo onblie que la mort nous guette au cont d'une rue, à la sortie de la maison ou du travail. On oublie que, un bean matin, on sort de chez soi pour ne plus revenir, ou qu'une nuit, on ne verra plus le jour se lever. On nublie la présence des militaires. patrouillant dans les rues, les « Ninjas » [policiers masqués NDLR/devant les lycées, les policiers tous armés.

On a déjà nublié les amis disparus, morts ou exilés. On a noblié que des librairies existent, qu'on peut aller dans n'importe quel hôpital pour se soigner gratuitement. On a oublié la fierté d'être un choyen, de surcroît algérien. On est devenu comme des fauves cherchant leur pitance pendant la saison sèche. (...) C'est beau l'économie de marché. Ça permet de blanchir l'argent sale! Et c'est la grande braderie de l'Algérie. Tout est à vendre, tout se vend. Il ne reste au peuple que le pauvre dra-

peau, témoin de toutes les trahisons, de tous les vols. (...) Au fil des jours, les grands principes (fraternité, générosité, solidarité) se diluent pour faire éclore la politique du profit, du gain facile et de la magouille.

Où es-tu, ô mon Algérie?

Nous avons décidé de mourir debout, de mourir en nous défendant, même avec des manches à balai comme armes

HORIZONS

Lettres d'Algérie

2. Mourad, 60 ans, ancien combattant du FLN

Encore une lettre sans signature. Ça déborde de courage. Pour la simple raison que les salauds sont au tri postal et dans beaucoup de bureaux de poste. Alger se vide. Alger est vide. Que de salands ont pris la poudre d'escampette! Hier, ils se pavamaient dans les couloirs du pouvoir, se baladaient de par le monde aux frais du peuple au nom du ponvoir et pour le pouvoir, et autound'hui ils quittent le bateau en feu, comme des rais, les premiers. Et je suis sûr qu'ils jouent les démocrates à l'ombre de la tour Eiffel |

La peur ! Le mot ignoble. La mort ! Et puis après ? l'ai peur, peur de mounir égorgé, peur de mourir la tête éclatée. l'ai peur pour mes fils, pour ma fille, pour ma femme, pour moi, pour mes frères et leurs enfants. l'ai peur de mon ombre, d'un regard inconnu, d'une présence étrangère, de la sonnene du téléphone, des coups à la porte de la maison, des barrages, des voltures qui suivent derrière moi ou qui me croisent, au marché, chez le marchand de tabac, dans la rue. Et la mit i C'est le cirque. Insommies i au moindre bruit, debourt. Avec le couvre-feu, le silence total. Une voiture s'arrête près de la maison ? On fait l'obscurité totale. On goette, Même avec cette peur, il y a les « nouvelles ». Au portail des écoles, des profs égorgés et accrochés, dans la cour des écoles, des têtes sans corps. Jeudi, au centre-ville, cinq policiers mitraillés dans leur voinnre devant la porte du lycée, morts sur le coup 1 Avant-bier, un enseignant à Notre-Dame-d'Afrique abattu. Il y a quinze jours, un voisin égorgé avec trois autres et une jeune fille. Je ne parle pas des familles égorgées, des vieux abattus, des filles et femmes enlevées et violées, de ce qui brûle, des écoles fermées ainsi que des lycées, etc. L'HORREUR. (...) l'al longtemps hésité pour t'écnire. Te raconter notre merde, c'est tout ce que je sais.

Toute mon affection à Nathalie et à Christine.

∢L'espoir suscité chez Mourad par

l'élection de Liamine Zéroual à la présidence algérienne en novembre

1995 est tempéré par la poursuite des difficultés économiques et

par le soupçon gornaption en haut lieu?

En quête de ▶ sérénité, Mourad a quitté pendant quelques mois Alger pour le

calme d'une petite ville côtière. De retour dans la capitale en pleine vague d'attentats du ramadan, il a de nouveau

sombré dans le pessimisme, La victoire du « oui » au référendom du 28 novembre 1996 sur la nouvelle Constitution Pa laissé sceptique

mais n'a pas

confiance dans

entamé sa

relative

(...) Comprenez nne chose: le seul qui nous défend contre les monstres, c'est l'armée et les services de sécurite. (...) Il y a des monstres qu'il faut exterminer. C'est la première phase. Ensuite, on pourra parler de démocratieet le reste. (...) Jamais je n'ai porté dans mon cœur n'importe quel uniforme. Je vis difficilement. Je suis criblé de dettes. Je ne mange plus ce que je veux, je ne m'achète plus de vétements. Et je suis pour le pouvoir actuel qui applique le diktat du FMI et de la Banque mondiale. (...)

Nous n'entendons plus parier de crimes ni de voitures piégées. Que se passe-t-il réellement de ce côté ? (...) ronsme pour passer à l'économie de marché? Parce que,

en temps normal, les augmentations on les fermetures d'entreprises auraient créé des éneutes et provoque des bains de sang. (...)

30 août 1997 (Après le massacrè de Rais)

Ce jour, je ne sais quoi t'écrire. Vivement la fin des aimées 90.

Nous vivons l'horreur de l'horreur au quotidien. Vu le nombre des victimes, les assassins doivent être une « armée » et non des groupuscules: Egorger cent personnes, ce o'est pas une minoc affaire I J'étais une fois dans un abattoir, j'ai vu comment on égorgeait les moutons à la chaîne. Pour en arriver là, c'était tout un chque... Pour le boeuf et le cheval, c'est le cirque du cirque. Et des humains ! (...)

1" septembre 1997 Lundi, 1 heure du matin. Un violent orage. Puis des coups de fen et quatre « Allah ou Akbar » (Dieu est grand) et fuyez, quittez vos maisons i Cet appel venait de la mos-

je ne domais pas encore. Pentends des voix dans la rue. le me mets à la fénêtre, les vitres ouvertes, les voiets fermés, la himière éteinte: Beaucoup de voix, des cris de fermes. Ma femme, réveillée, me réjoint. Nous réveillons les enfants. Chacun se met à une fenêtre, en silence. Il n'y a pas de donte. Les terroristes, les égorgeurs arrivent. Nous nous habillons rapidement et quittons la maison.

Dans la me, des voisins prennent en charge ma femme et ma fille. Je rejoins les hommes dans la rue, armé d'une fourche, avec mon fils ainé, anné d'un marieau.

Thates les femmes et les filles du voisinage immédiat ont trouvé refuge chez un voisin, alors que les horumes et les jeunes gens, armés de haches, de barres de fer, de couteaux, de bâtons, attendent de pied ferme les égorgeurs, prêts à mount mais en se défendant. (...)

3 heures du matin : trois voitures de la police passent en moi, la gendarmerie. Ils ont quatre voitures blindées ga-atroce. C'est injuste. C'est déguenlasse. rées sur le trottoir : elles n'ont pas bougé (...).

Mon cher Jean.

Comment vas-tu ? Ta santé ? Ces derniers temps, j'avais le moral à zéro. C'est pour cela que je m'étais tu. Car c'est très difficile de « survivre » actuellement. Nnn seulement nous sommes confrontés aux attentats, nous devons subir le terrorisme du FML Ce n'est pas une vue de l'esprit. Chaque jour qui passe, il y a un produit qui change de prix, en hausse bien sûr! C'est dingue! Il y a des fortunes qui surgissent et des misères qui s'étendent.

Chaque jour qui passe, nous sommes obligés de porter une modification à notre « train » de vie. Avant, on mangeait des yaourts. Comme les prix deviennent prohibitifs, nn o'en mange plus. On s'achetait deux pantalons l'an : maintenant, on peut en acheter un difficilement. Le médecin te délivre une ordonnance : tu achètes un ou deux médicaments sur les cinq ou six. 1 200 kilomètres de côte et on rêve du poisson! Les fruits? Le jour de la paye! (...) Beaucoup de choses à Nathalie et à Christine. Ton frère.

Vieux frère,

Ta lettre ne m'a pas surpris outre mesure, d'autant plus qu'elle a mis un mois pour me parvenir scotchée... (...) Actuellement, aucun coin du pays n'est sûr. Le malheur plane sur tout le territoire national et s'abat sans crier gare là où l'on s'y attend le moins. Et pourtant l'armée sort de ses casernes, part en campagne. Tu sais qu'il y a des villages entiers vides de leur population ? Que la campagne est presque déserte, que les grandes villes croulent sous l'exode rural (à cause de l'insécurité) ? (...)

Sauf par nécessité, les gens évitent de se déplacer. Boulot-maisoo, et c'est écorme. Parce qu'il y a maintenant les voitures piégées eo pleine ville, les bombes sur les routes, les trains qui déraillent... Partout sur terre le danger est permanent. Il ne manque que le ciel qui ne nous tombe pas dessus (pour le moment) et la mer qui nous fait de l'œil...

Comme on doit vivre, il faut bouger un peu, étant conscient que la mort est peut-être au coin de la rue ou bien nous rend visite même chez nous, dans nos maisons et même... dans les mosquées en pleine prière. Te dire que la peur n'existe pas, ca serait mentir. Mais que faire ? (_)

Donc, face à la « terreur nationale », il y a lieu de signaler que, depuis quelques mois, il y a ce qu'on appelle « les gardes communaux », ou la garde communale. Chaque enmmune « embauche » ses gardes, qui doivent être natifs de cette commune. Beaucoup d'anciens moudjahidines [combattants pendant la guerre d'Algérie, NDLRI et surtout des jeunes. Ils sont armés, Ils protègent leur commune, leur douar, et donnent un coup de main à l'armée et à la gendarmerie. D'après certains indices, ils sont efficaces. (...) Et le problème demeure : qui sont les commanditaires??? Pour l'heure, en dehors de Kasdi Merbah [ancien premier ministre] et quelques rares victimes, les responsables de la déchéance du pays et du peuple ne sont pas touchés. Un para-

Je pourrais être intarrissable. Déjà comme cela, le tableau est suffisamment noir. Alors, salut. Fraternellement.

4 houres du matin : les policiers et les gendannes qu'on a vu passer s'arrêtent à noire hauteur et nous demandent de rentrer chez nous. Quelqu'un lui répond : « Donne-nous ton arme et tu: peux aller te coucher. » Personne ne fait cas des paroles des poliders et des gendannes.

6 heures du matin : le jour se lève. Des groupes de dix à trente personnes regagnent leurs maisons: femmes, filles et garçons, hommes : tous pieds nus, avec juste une robe de muit, un pyjama, un short et un tee-shirt. Des pères tenant des bé-

A la vue de tous ces gens qui se sont sauvés précipitamment, sans rien emporter, même pas les godasses, l'avais des larmes. (...) Où est l'armée? Où sont les députés ? Où est l'Etat? (...) Tout le monde réclame des armes. Cette expérience a provoqué un doute sur la sinoérité des déclarations antiterroristes. Les gens commencent à comprendre qu'il faut qu'ils se détrombe devant nous! Sans s'arrêter. A 200 mètres de chez , fendent, SEIRS, même sans armes à feur! C'est terrible. C'est

¡Contrairement aux lettres précédentes, toutes manuscrites, cette dernière est dactylographiée, pour davantage d'anonymat, et confiée non pas à la poste mais à un ami qui part à Paris, pour remise « en mains propres ». Entre-temps, Mourad est devenu chef d'ilot au sein d'un groupe d'antodéfense]

Depuis le 1º septembre, oo ne dort pratiquement plus. (...) Toutes les deux ou trois nuits, il y a une alente. (...) Les trois premiers jours de l'arrivée imminente des égorgeurs, des mères de famille qui s'étaient regroupées chez un voisin avaient pris la décision que si jamais les égorgeurs arrivaient, chacune poignarderait la fille de l'autre et ne laisserait pas les égorgeurs les prendre pour les violer et les égorger à la fin. (...) Aux pouvoirs publics de faire le nettoyage. C'est parce que nous nous sommes sentis abandonnés par l'Etat, ou le pouvoir, ou les autorités, que cous avons décidé de mourir debout, de mourir en nous défendant, même avec des manches à balai comme armes. Et l'Histoire jugera. Il faut bien qu'un jour ou l'autre, les responsables actifs ou passifs ou complices de ce génocide passent devant un tribunal.

On n'est plus seuls : on est TOUS. (...)

Lettres rassemblées par Philippe Bernard et Nathaniel Herzberg

Comment peut-on être francophone? par Hervé Bourges

une langue qui s'apparente davantage au sabir diplomatique qu'à une expression flamboyante de notre plus mal, par exemple, l'envoi de culture commune, la nomination. au terme du septième Sommet de la francophonie qui vient de se tenir à Hanoï, d'une personnalité d'un grand rayonnement international, Boutros Boutros-Ghali, pour incarner la francophonie, est la manifestatioo d'une première révolution copernicienne : désormais, la France n'est plus le ceotre de l'univers francophone.

Comment peut-on être francophone, aujourd'hui? Près d'un francophone sur deux naît dans un pays dont la langue officielle n'est pas le français. Nombre d'entre eux vivent dans des Etats multilingues. La francophonie est élective. Si elle se réduisait à l'usage d'une langue officielle, des pays tels que le Vietnam, qui ne compte que 1 % de ses habitants s'exprimant eo français, ou même l'Egypte, seraieot-ils parties prenantes? Et des Etats comme la Guinée-Bissau et la Guinée-Equatoriale, l'un lusophone, l'autre hispanophone? Et la Bulgarie, et la Roumanie?

A l'inverse, nul oe saurait oublier qu'en Algérie deux habitants sur trois connaissent et utilisent notre langue dans les phrases de la vie de tous les jours. Mais pour des raisoos historiques, l'Algérie ne se considère pas comme un Etat francophone. L'Algérie doit d'abord se réconcilier avec ellemême. Quant au Coogo-Zaîre, il a décidé de tourner le dos aux accords de Hanoi. Faut-il voir dans ces deux cas les mêmes séquelles de séparations douloureuses?

En créant un secrétariat général, la communauté francophone se dote d'un instrument destiné à lui permettre une expression politique collective eo dehors des sommets. Mais cette vision du monde sera-t-elle suffisamment cohérecte pour acquérir un polds spécifique dans le coocert des nations? Les sceptiques peuvent en douter, bien sûr, dans la mesure

U-DELÀ des commu- où les Etats francophones s'insniqués, rédigés dans crivent chacun peu ou prou dans des realités géopolitiques plus que contingentes.

Ainsi, l'oo imagine de plus en coros expéditionnaires spécifiquement francophones pour des opérations de paix, dans la région des Grands Lacs, en Afrique centrale.

L'originalité de la communauté francophone, ce sont ses centres de préoccupation. En comparaison. le Commonwealth, malgré son étendue, n'a pas un même souci du dialogue Nord-Sud. La francopbonie peut faire entendre une voix indépendante - la voix de cinquante natioos - dans les organisations internationales et dans les conférences consacrées

au développement durable. La francophonie fournit en particulier un cadre original à un nombre important de coopérations dans les domaines de l'éducatioo, de l'Université, de l'action culturelle, qui sont de la compétence de l'Unesco. Les francophones peuvent soutenir de nouvelles initiatives, notamment sur l'éthique de la communication ou la diffusion du patrimoine mondial. Cinquante pays agissant de concert sont de taille à donner du seus - et de la résonance - aux décisions de cette organisation in-

ternationale. Quel rôle la France peut-elle jouer au sein d'une francophonie qui conquiert dorénavant une personnalité morale ? Il lui appartient eo premier lieu de redéfinir soo espace. La francophonie ne peut plus se réduire à une simple amplificatioo du rayoonement français, ni à des organismes budgétivores et valétudinaires.

La communication audiovisuelle doit devenir le secteur prioritaire, pour la dimension francophooe. Décider de consacrer 20 millions de francs aux autoroutes de l'information est une mesure utile. Mais il faut aller plus

TV5, qui associe des opérateurs de télévision du Québec, de Belgique, de Suisse et de France, a su, de longue date, installer des traits

DE LA LOI PONS L'application de la loi Pons est contrôlée, depuis plusieurs années, par un service des agréments mis en place par le ministère des finances. Elle ne peut donc donner lieu aux abus indiqués et aux accusations évoquées dans votre article du 17 octobre. D'autre part, l'application de cette loi a eu des effets bénéfiques considérables sur l'activité économique, le niveau de vie et l'emploi dans les dépar-

Cette efficacité a été mesurée, fin 1996, par un rapport élaboré par Arthur Andersen, qui indique : « Globa-lement, le mécanisme de défiscalisation a donc incontestablement contribué au développement et à la modernisation des économies des départements d'outre-mer. » Le rapport Arthur Artdersen met également en valeur le faible impact de cette loi pour les finances: « Le coût du dispositif para? en grande partie couvert par les recettes directement induites, le coût net pour l'Etat ne paraissant guère pouvoir dé-

passer 500 millions de francs par an. » Deux autres rapports, l'un commandé en 1996 par les chambres de commerce et d'industrie d'outremer, l'autre établi en 1991 par le ministre Alain Richard à l'époque rapporteur du Budget, ont également ont conduit les gouvernements successifs à reconduire cette loi et, dans le

Un débat aussi fondamental que cehi du financement du développement de l'outre-mer mérite mieux qu'une présentation tronquée. Chacun le sait, l'outre-mer oe se limite pas à l'île Saint-Martin, dont il est fait largement état dans votre article. Il me semble d'ailleurs utile de souligner que le port de plaisance, site de la catastrophe financière de la GMF, est situé dans la partie hollandaise de Me, donc en dehors du champ de la loi Pons.

Sainte-Marie (Martinique).

d'union et créer des rendez-vous. Il est indispensable aujourd'hui d'unifier davantage la ligne éditoriale de la chaîne : la juxtaposition de journaux télévisés nationaux et l'empilement d'émissions de flux venant des différents pays contri-

de la maturatico de la chaîne. Le cas de TV5 est exemplaire. buant à sa programmation ne favorisent pas l'affirmation d'une Notre pays éprouve en effet depuis des années une réelle diffi-

La communication audiovisuelle doit devenir le secteur prioritaire, pour la dimension francophone. Décider de consacrer 20 millions de francs aux autoroutes de l'information est une mesure utile. Mais il faut aller plus loin

Sans doute, TV5 Europe n'estelle pas suffisamment communantaire. La chaîne parvient à une étape à laquelle il devieot indispensable de passer d'une francophonie des quotas à un véritable

Il y a d'autres difficultés à surmonter, qui ne sont pas toutes d'ordre institutionnel. Remplir une grille, c'est bien ; mais n'est-fl pas préférable de multidiffuser des œuvres emblématiques (y

culté à choisir cotre expression de sa souveraineté, coopération bilatérale et intiatives multilatérales. Est-il impertioeot d'affirmer qu'un média ne dolt jamais être le reflet mécanique de ces préoccupations-là? Le rayonnement d'uoe anteone est le fruit de cootraintes économiques, juridiques et techniques mattrisées et de propositions éditoriales affir-

blanc), plutôt que de passer des

jeux de France Télévision. A court

terme, la création d'un grand

journal international serait assu-

rément la meilleure manifestation

S'il n'existe pas aujourd'hui de

compris des films en noir et «CNN à la française» - faute de moyens de production et de diffusion, mais aussi en raison de vingt ans de retard sur le terrain -, sans doute faut-il prendre acte, et en fi-

nir avec ces palinodies. En revanche, notre pays a sûrement les moyens de recadrer les missions de Canal France International, en réservant en priorité les movens satellites aux directs sportifs et à l'information, et eo offrant les services personnalisés d'une véritable banque de programmes à la carte, consultable en ligne, à la cinquantaine de pays bénéficiaires de notre coopération

Il est possible d'offrir sur Internet l'équivalent de « BBC News on line ». France Télévision en a les ressources éditoriales.

Le temps est veou aussi d'accompagner la transition de Radio France internationale de l'univers des ondes courtes vers l'age nu-

mérique. Pour la France, la francophonie ne doit certes jamais cesser d'être une réalité. Mais elle doit aussi devenir un projet d'avenir à l'heure de la révolution numérique. Demain, nos programmes, nos films, notre patrimoine, pourroot être consultés en ligne du monde entier. Ne laissons pas passer cette chance.

Pour sûr, il appartient au pre-

mier chef aux opérateurs privés, comme aux éditeurs ou aux producteurs audiovisuels, de cerner les supports qui seront les meilleurs vecteurs de ce rayonnement culturel. Mais il incombe à la collectivité d'apporter son soutien stratégique à de telles initiatives.

Sans doute manque-t-il dans nos institutions une tribune, un lleu de rencontre et de coordination, pour affirmer la dimension francophone à l'égal de notre appartenance européenne. Les dos-siers sont éparpillés entre les administrations des affaires étrangères, de la culture, de la communication, de la coopération, sans onblier l'éducation oationale et Bercy.

La France peut-elle se donner les moyens de penser la francophonie eo dehors des sommets inter-étatiques ? Assurément. La francophonie n'est pas seulement un dossier interministériel. C'est une richesse nationale que nous partageons; c'est aussi une valeur internationale de citoyenneté. Uo instrument de rayonnement. Particulièrement à l'heure où l'ensemble francophone est appelé à prendre son destin en mains.

Hervé Bourges est président du Conseil supérieur de l'oudiovi-

AU COURRIER DU « MONDE »

MÉMOIRE

Certaines formulations, par leur caractère de généralisation, ne disent pas assez l'houreur des destins individuels ou se prétent à des basses querelles, comme celles des chiffres notamment. Au nombre des « vieillards de la maison de retraite et de son personnel au complet », arrêtés le 21 décembre 1943 à Bordeaux (cf. la lettre de Frédéric Léon, mentionnée dans Le Monde du 8 novembre, sur les archives de PUGIF), il y avait notre tante Hemiette Brunschvig (40 ans) et nos grands-parents : Régina Brunschvig, directrice de la maison de retraite (70 ans) et Armand Brunschvig (transféré de Mérignac à Drancy le jour de ses 84 ans), tous trois déportés de Drancy le 10 janvier 1944 et tués à Auschwitz. Que leur mémoire soit respectée.

Jean Brunschvig et Liliane Abensour

LE LIVRE NOIR DES MONARCHIES

Les auteurs du Livre nair du communisme, notamment en accusant Lénine d'être à l'origine de la terreur en URSS, semblent curieusement avoir occulté une réalité historique pourtant importante : avant la révolution d'Octobre, si l'on met de côté le bref intermède du gouvernement provisoire de Kerenski, donc jusqu'en mars 1917, le pouvoir, en Russie, était détenu, depuis plus de trois siècles, par les tsars Romanov, monarques absolus. Or il faut rappeler que ces Romanov furent une dynastie de criminels et d'assassins, quì a, d'autre part, asservi la quasitotalité du peuple russe tout entier (le servage des paysans ne fut aboli qu'après 1860). Cette famille compte, parmi ses membres ayant régné sur l'empire russe, les plus féroces et sanguinaires tyrans que l'Histoire ait connus, poussant le crime jusqu'à s'assassiner entre eux! « La monarchie est un crime éternel contre lequel tout homme n le droit de s'élever et de s'armer... », a proclamé Saint-Just en 1792. Puisque certains, après la publication de ce livre, réclament un « procès de Nuremberg » pour le communisme, qu'attendent donc les six

auteurs pour rédiger un semblable «Livre noir » des crimes des monarchies depuis l'époque des pharaons ? Ce scraft assurément un très gros livre et qui ferait recette !...

Jean Bourdette

En défense

terments d'outre-mer.

cas du rapport Richard, à en étendre le

champ d'application.



Eric de Lucy

secretario de financiales en construir de la c

tame her secrices personnalises e samuel samuel de Pro nin & fa. carta, equalitation w. 1 in conquisitation do pay-castics de mane consideration

t set possible d'office ser fote: Approprie de GRC ben

LE fermes est vente anné : 1. le mandione de La des unices courtes very lage me-

POOR IN PROSECULAR PROSECULAR OF by deal curry subside course of the the shaller, there will deal to be a ment of scotts devents in the second THE REPORT OF THE PARTY OF THE General and programme. mil fer crimerisks on Race ... While bellet, his hearten our m symm chaines. Park into a separate at 277

The state of the s

Heren Lauren

Homosexualité, mariage, famille : et la nature ? La redevance télé :

'ARGUMENTATION du texte d'Eric Fassin « Homosexualité, mariage et famille » (Le Monde du 5 oovembre) me semble reposer sur des concepts confus, dont certains présentent des risques de dérive fort dangereux. La principale source de confusioo est de mettre sur le même plan des droits très différents, la seconde est de considérer que le droit peut et doit régir un certain nombre de réalités scienti-

Les sociétés dites « avancées » reconnaissent aux minorités leur droit à l'existence et au partage équitable de biens et avantages sociaux. Dans le cas présent, cela a conduit à reconnaître l'existence du couple homosexuel et, plus récemment, à lui proposer un statut légal qui se présente sous des formes différentes seloo les pays.

Cette évolution fait poser à l'auteur la question suivante : * Peut-on refuser d'instituer l'homosexuolité dons lo famille? » Eo d'aotres termes, un couple homosexuel a-t-il vocanoo, comme son bomologue hétérosexuel, à fonder une famille et a-t-il droit à l'enfant ? Enc Fassin nous presse donc, au nom du droit des minorités à jouir des mêmes avantages que les autres : doit-on légiférer sur le fait que des couples d'hommes ou de femmes homosexuels puissent adopter des enfants ou que ces dernières poissent recourir à l'insémination artifi-

Les arguments d'Eric Passin en faveur de cette orientation sont de deux ordres:

les couples bomosexuels ont déjà des enfants, tantôt fruit d'un passé hétérosexuel, tantôt résultat de la procréation assistée (dans les pays où l'argent rend cela pos-

- ces enfants « ne s'en portent pas phus mal », ce qui serait démontré par « toutes les enquêtes menées oux Etats-Unis ».

Le problème constitue donc pour Eric Fassin « une pure question de droit ». Il écarte l'argument d'Irène Théry selon lequel la différence des sexes fonde le principe des familles, argument qui définirait « un ordre symbolique des sexes et de la sexuolité, oussi un ordre des choses immémorial et intangible », ce qui semble l'argument suprême pour le déconsidérer. Plusieurs faits têtus s'opposent à cette vision quelque peu réductrice des choses qui, au nom de la recomnaissance des « différences, essaie de nier toute différence ».

Tout d'abord, l'égalité du père et de la mère pour l'enfant, si tant est qu'elle existe, ne signifie pas pour autant qu'ils soient interchangeables. Contrairement à ce qu'affirme Eric Fassin, oous disposons

encore moins de la démonstration qu'un couple bomnsexuel puisse offrir à un enfant les mêmes chances de développement harmo-nieux qu'une famille hétérosexuelle. Par démonstration, j'enteods des travaux présentant toutes les garanties de rigueur scientifique et non pas les simples enquêtes d'opinion qui coostituent l'essentiel des

preuves » citées par Eric Passin. Pour le reste du corpus, je doute qu'Eric Fassin soit en mesure de présenter des articles scientifiques qui oe soient pas critiquables pour

leur méthodologie. Ensuite, dire que les couples homosexuels « ont déjà des enfants » est un autre raccourci inacceptable. Il aurait été plus juste de dire que les hommes ou femmes vivant en couple bomosexuel ont emmené avec eux des enfants issus d'un précédent couple, hétérosexuel, ce qui n'est tout de même pas équivalent.

La proposition d'Eric Fassin pose aussi un important problème d'éthique médicale. Jusqu'à preuve du contraire, la nature (qui semble si bonnie par Fassin) exige que la procréation d'individus uniques (l'écarte les cinnes) fasse intervenir un bomme et une femme, ou plutôt (pardon!) deux gamètes, l'un mâle (spermatozoide) et l'autre femelle (ovule).

Cette vérité-là pose finalement le vrai problème. La revendication des

couples bomosexuels du droit à l'enfant se heurte à cette règle de la nature. Ils n'ont donc d'autre recours que l'adoption (accueillir les enfants des hétérosexuels) ou la procréatioo assistée (preodre le sperme du sexe nié).

Dans les deux cas, il faut bieo admettre qu'il s'agit d'assurer un fantasme narcissique d'auto-engendrement. Rendre possible la réalisation de ce fantasme imposerait des modifications légales et/ou des pratiques médicales qui pourraient constituer une véritable boîte de Pandore. Seloo la même logique du « techniquement possible », pourquoi refuser d'aider des femmes à concevoir des enfants au-delà de la ménorause (comme récemment en Italie)? Pourquoi refuser l'adoption à des hommes ou femmes seuis (dont la capacité à aimer n'est pas

ici remise en question)? La société peut reconnaître le droit à d'autres pratiques sexuelles, mais peut-elle accepter de courir des risques importants pour assurer le « droit » à la réalisation des fantasmes d'un petit nombre? La question doit certainement être pnsée, ootammeot au plan de l'éthique.

Serge Bakchine est neuropsychologue, médecin des hôpitaux

un test pour l'esprit de réforme

par Bernard Spitz

OUR défeodre l'esprit de réforme, rieo oe vaut le passage à l'acte sur des terrains coocrets. Parmi ceux-là, il en est un auquel la modestie donne valeur de test : c'est celui du recouvremeot de la redevance télé.

Voilà, eo effet, un sujet qui n'a rieo d'idéologique. Il ne s'agit du reste, ici, oi de discuter de sa légitimité, ni d'en contester le mootant. Partons de ce simple fait : il existe une taxe parafiscale qui coûte 500 millions de francs à percevoir et rapporte 17 milliards de francs. De l'avis même du service de la redevance, le taux de fraude estimé est de 7% à 8%, soft sensiblement plus d'un million et demi de foyers, La seule questioo pertineote est alors celle-ci : peut-on faire mieux ? La répoose est oui et pèse près d'i milliard de francs par an. A ce tarif, toute réforme mérite que l'on s'y intéresse.

Depuis la création de la redevance, on est passé d'une situanon ob de plus eo plus de gens avaient la télévision à une situation où presque tout le monde l'a. Il reste à eo tirer les conclusions au niveau du recouvrement en inversant la charge de la preuve : que tout foyer paye la redevance, sauf s'il relève de l'un des nombreux cas d'exonération prévus. Au lieu de recourir à un envol spécial qui représente des di-zaines de millions de courriers par an, que l'avis d'imposition de la redevance soit adressé en même temps que la feuille d'im-

Concrètement, chaque foyer par an recevrait en même temps que ses impôts (d'autres formes de recouvrement pourraient être envisagées, par exemple par le biais des factures EDF) l'avis de perceptioo de la redevaoce, accompagné d'une lettre prérédigée où le contribuable pourrait attester - sur l'honneur - relever de l'un des cas d'exocération... Dans ce cas, l'intéressé o'aurait qu'à cocber la ligne correspondant à sa situation (par exemple: */e n'oi pas lo télévision ») et il serait dispensé du paiement. Bleo sûr, la dernière phrase de la lettre sur l'honneur rappellerait que le sigoataire s'expose, en cas de contrôle, aux sanctions prévues.

Les avantages de cette formule soot évidents du point de vue in-citatif. Esseonellement parce que l'absence de réaction de l'usager impliquerait le paiement, à la différence de la situation actuelle. Les fraudeurs par inadvertance (déméoagement, TV rachetée d'occasioo ou offerte, etc.) seraient autnmatiquement réintégrés. Les fraudeurs par omissioo

Seule une minorité de fraudeurs résolus accepteraient de signer une fausse déclaration sur l'honneur, eo s'exposant à des sanctioos qu'il conviendrait par ailleurs d'aggraver.

Le oouveau système serait d'autaot plus vertueux que le contrôle a pasteriori en serait grandement facilité. Il suffirait en effet de vérifier par priorité les usagers s'eogageant sur l'hooneur à déclarer ne pas avoir la télévision. Ce cootrôle serait dooc plus efficace et par conséqueot plus dissuasif. D'autre part, le travail de gestion du service de la redevance en serait nettement allégé, ce qui permettrait des économies importantes eo dé-

peoses de fonctionnement. Au total, un million de foyers payant la redevance en plus représenterait, grosso modo, en y ajoutant les économies réalisées au niveau de la perception, 1 milliard de francs par an.

La réforme de la redevance pourrait être en outre l'occasion d'une rationalisation d'eosemble du système sur le plan juridique, économique et politique. D'abord par une modernisation de l'assiette de la taxe. Le fait générateur du paiement de la redevance étalt autrefois la possession d'un poste de télévision. Mais cette définition par objet est dépassée à l'époque des PC, d'Interoet et de la convergeoce nu-

L'autre définition, celle par destination, qui consiste à dire: c'est ce qui finance le service public, est également cootestée puisque la publicité iotervient massivement dans le financement des chaînes publiques et surtout alors que les formules d'abonnement et de TV payante se développent. Aussi est-ce le prix de l'usage qui dolt désormais ètre mis en avant, quel que soit le support concerné : la redevance finance l'espace de diffusioo permettaot de recevoir les programmes ainsi que la mise à disposition des chaines de service public - qu'oo les regarde ou pas - sur les ondes hertziennes comme sur les bouquets satelli-

Un million de foyers payant la redevance en plus représenteraient, grosso modo, en y ajoutant les économies réalisées au niveau de la perception, 1 milliard de francs

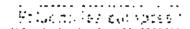
Ensuite, par une simplification des barèmes: un seul taux, quel que soit le poste, et un seul tarif forfaitaire, quel que soit le oombre de téléviseurs du foyer. La France, qui dispose d'un équipement en TV couleur très supérieur à 90 %, conserve les tarifs couleur noir et blanc, à la différeoce de l'Allemagne et l'Italie, par exemple. Revenir à un seul taux pénalisera peu de téléspectateurs - la minorité coocernée est aussi souvent exonérée - et ramènerait dans le droit commun les DOM-TOM, qui ne payent que le tarif noir et blanc l il serait en outre judicieux de prévoir un forfait à un prix attractif, valable pour l'ensemble des domiciles d'un même foyer fiscal.

Enfio, pour être crédible, le contrôle doit être dissuasif. Cela signifie que la probabilité d'être pris sur le fait doit être forte et la sanction lourde. Tel n'est pas le cas aujourd'hui. Le fraudeur se rassure en sachant qu'il a peu de chances d'être contrôlé. Une mioorité sait que le contrôleur ne peut eotrer au domicile privé des individus sans y être invité. De plus la sanction est peu dissuasive et justifie, du point de vue de la rationalité écocomique, la fraude. Il convicodrait donc, eo passant par la loi, d'accroître sensiblemeot les sanctions et de donner aux cootrôleurs l'autorisatioo de pénétrer au domicile des personnes en leur présence.

Une telle réforme n'a donc pas pour eojeu la suppression du service de la redevance. Modernisé dans ses méthodes, allégé dans ses fonctions, il resterait chargé du suivi des équipements collectifs ainsi que de la fonction essentielle du cootrôle.

La rationalisation du système actuel aurait surtout le mérite d'offrir - outre un supplément de recettes bienvenu pour l'audiovisuel public - un signal à nos concitoyens: celui de décisions réconciliant bon sens, saine gestioo et morale publique. En donnant à la majorité des Français qui payent aujourd'hul la redevance, l'assurance que telle est bien la règle pour tous, la loi sera d'autant mieux acceptée et respectée. Une façon efficace d'encourager l'esprit de réforme...

Bernard Spitz est maître des requêtes au Conseil d'Etat.



Pourquel Pélechione acréa re feloace deschet le calence commercials du abli céle

L'électricité est la première énergie consommée en France par les entreprises et les particuliers.

Pour la produire, on peut recourir à différentes sources d'énergie : hydraulique (ou autres énergies renouvelables), charbon, pétrole, gaz, nucléaire.

Des décisions qui pèsent lourd dans la balance commerciale d'un pays.

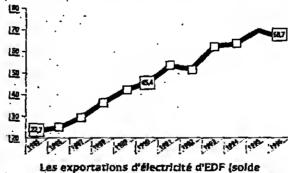
L'électricité française est à 75 % d'origine nucléaire.

Un choix qui a permis, en nous évitant d'Importer du charbon, d'économiser 30 milliards de francs en 1996, et également.

en rendant notre électricité compétitive, d'exporter pour 16 milliards de francs chez nos voisins européens.

Au total, ce sont donc près de 50 milliards de francs qui concourent à faire pencher la balance commerciale du bon

L'électricité nucléaire a contribué pour près de moitié aux 100 milliards de francs du solde commercial positif de la France en 1996.



import/export, en milliards de kWh). Source EDF.



Nous vous devons plus que la lumière.

Pour en savoir plus, recevez gratuitement la (les) brochure(s): "Le point sur le programme nucléaire français" réf. NUC10 Nom:	Prénom:	aires en questions" rél. NUC105NEW
		,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,
Adresse:	Ville :	,,
Code postal :	neuve Cedex.	3614 EDF (0,37F/min), http://www.edf.fr



21 bis, RUE CLAUDE-BERNARD - 75242 PARIS CEDEX 05 Tél. : 01-42-17-20-00. Télécopieur : 01-42-17-21-21, Télex : 206 806 F Tel. relations clientèle abonnés : 01-42-17-32-90 Internet : http://www.lemonde.fr

ÉDITORIAL

Le cas égyptien

contre le terrorisme islamiste? Jamals la question ne s'est posée avec autant d'acuité qu'an lendemain de l'attentat qui, lundi 17 novembre, à Louxor, en Haute Egypte, a coûté la vie à quelque soixante-dix personnes, doot une soixantaine de touristes étrangers. Un constat : aucun Etat, aucune stratégie n'y ont encore apporté la réponse, s'il y

Le choc provoqué par l'attentat de Louxor – revendiqué par la plus redoutable formation islamiste extrémiste égyptienne, la Djamaa Islamiya – tient à la cruauté de ses auteurs : prenant pour cible une file de paisibles touristes et leurs guides, ils se sont livrés à un véritable carnage, achevant certaines victimes à l'arme blanche. Mais le cboc tient aussi an fait que le gouvernemeut égyptien semblait avoir réussi, avec des méthodes parfois d'une extrême brutalité, à limiter la marge de manœuvre des extrémistes Islamistes.

L'Egypte fournit un cas d'autant plus désespérant que le régime Moubarak a à peu près tout essavé contre ses extrémistes. Il a d'abord pratiqué la surenchère à l'islam, en cédant du terrain au rigorisme, aux interdits et aux tabous de ses adeptes, jusque dans l'enseignement ou l'édition, dans les pages des journaux et à la télévision. Ce fut sans résultat vraiment convaincant. Il a ensuite tordo le bâtoo dans l'autre sens, choisissant le tont répressif, la manière forte, confondant dans la même répression les Islamistes généralement tenus pour modérés, comme la confrérie des

OMMENT lutter Frères musulmans, et les autres. Les extrémistes perdirent certes du terrain. Mais, là encore, sans convaincre. En témolgnent l'attentat de Louxor et, avant lui, celui du Musée du Caire en septembre comme une série ininterrompue d'attaques en octobre, sans parier d'agressions répétées contre les coptes.

> Certains disent qu'on n'a laissé aucune fenêtre d'expression à Pun des plus vieux courants politiques d'Egypte, pays qui fut le berceau des Frères musulmans, l'ancêtre de la plupart des groupes islamistes. Ils observent que la Jordanie ou le Maroc, par exemple, ont su intégrer « l'islamisme modéré » an jeu politique ; Alger tente aujourd'hui, ou fait mine de tenter, d'agir de même. Mais rien ne garantit que cette stratégie-là aurait mis fin au terrorisme égyptien. La dialectique répression-dialogue paraît sans prise sur des groupes prêts à tout pour assurer ce à quoi ils aspirent - le royaume de Dieu sur terre - et avec lesquels tont le monde on presque - gouvernants du Proche-Orient comme occidentaux - a eu, un jour on l'autre, des faiblesses. Qui onblie, par exemple, que l'Arabie saoudite a longtemps financé, ici ou là, Pislam radical?

Les grand-messes plurinationales que fureot la Conférence de Charm el Cheikh en Egypte, en 1996, les réunions du G7 à Lyoo la même année et à Denver en 1997, ont relevé de l'incantatoire. Alors que faire? Au minimum, admettre qu'il n'y a pas de solution simple, politique, economique ou sociale, et, toujours, déligitimer ceux qui pratiquent la violence ao nom de l'islam.

Directeur de la rédaction : Bowy Pienel adioints de la rédaction : lean-Yves Lhom curs adjoints de la restaction : Jean-Tves Judgest, Robert Soie Rédacteurs en chef: Jean-Paul Resset, Pierre Georges Greifsumer, Erik Izraelewicz, Michel Kajman, Bertrand Le Gend Directeur artistique : Dominique Royaette Rédacteur en chef technique : Erik Azan Secrétaire général de la rédaction : Alain Fournent

Mediateur: Thomas Ferenczi

Directeur exécutif : Éric Pialloux ; directeur délégué : Anne Chaussebouxg Conseiller de la direction : Alain Rollat ; directeur des relations internationales : Daniel Verne

Conseil de surveillance : Alain Mine, président : Gérard Courtois, vice-président

Anciens directeurs : Hobert Beuve-Méry (1944-1967), Jacques Fauvet (1969-1932), ndré Laureng (1982-1983), André Footsine (1985-1991), Jacques Lesoume (1991-1994)

Le Monde est édité par la SA Le Monde Le Monde est éclie par la SA Le Monde

Dunée de la société : cent aux à compter du 10 décembre 1994.

Capital social : 961 000 F. Actionnames ! Société civile » Les rédacteurs du Monde ».

Association Hubert Beure-Méry, Société anonyme des locteurs du Monde.

Le Monde Entreprises, Le Monde Investisceurs.

Le Monde Presse, Jéna Presse, Le Monde Prévoyance, Claude Bernard Participations

L Y A 50 ANS, DANS Se Monde

Les nouveaux galons de Boulganine

NICOLAS Boulganine a été la vedette des fêtes commémoratives du trentième anniversaire de la révolution bolcheviste. C'est lui qui a présidé cette année à la parade militaire et civile de la place Rouge le 7 novembre. Les Moscovites le virent sortir en grand uniforme du Kremlin par la porte du Sauveur et s'avancer à cheval vers le maréchal Meretskov qui commandait le défilé. Ils l'applaudirent longuement, car Nicolas Boulganine avait été promu quelques jours avant l'anniversaire marechal de l'Union so-

Qui est Boulganine? Ce n'est pas un militaire de carrière. Le prestige dont il jouit dans les milieux militaires ne découle nullement de sa contribution réelle à la victoire sur l'Allemagne hitlérjenne. A cet égard, Vasilievski, Joukov, Koniev, Tolboukhine, Malinovski et d'autres ont des titres

beaucoup plus éclatants que lm à la reconnaissance de la nation. Son prestige lui vient uniquement du parti et de la place qu'il occupe

dans la hiérarchie du parti. Avec Vorochilov, il est le seul maréchal qui fasse partie du Politburo, et c'est cela qui compte, beaucoup plus que ses nouveaux galons de maréchal. Boulganine est le trait d'union entre le parti et l'armée, et il est le symbole de la prééminence du parti sur l'armée. Avec un homme comme lui au sommet de la hiérarchie militaire, l'état-major du parti peot surveiller efficacement les grands chefs qui furent les artisans de la victoire et étouffer dans l'œuf, le cas échéant, un complot analogue à celui qui coûta la vie au maréchal Toukhatchevski et à ses complices.

> André Pierre (19 novembre 1947.)

Le Monde SUR TOUS LES SUPPORTS

Télématique: 3615 code LEMONDE

Documentation sur Minitel: 3617 code LMDOC ou 08-36-29-04-56

Le Monde sur CD-ROM: renseignements par téléphone, 01-44-08-78-30

Index et microfilms du Monde : renseignements par téléphone, 01-42-17-29-33

Le Monde sur CompuServe : GO LEMONDE Adresse Internet : http://www.lemonde.fr

Films à Paris et en province : 08-36-68-03-78

D'un quai à l'autre

par Bertrand Poirot-Delpech, de l'Académie française

«TROP C'EST TROP I »: ce thème ponctue régulièrement la vie publique, les lendemains d'excès médiatiques. A propos du pape, de Diana, du krach boursier (nens, c'est vrai, qu'est-il devenu, celui-là?), de Papon, des routiers ou de Saddam Hussein, les mêmes journaux et chaînes qui avaient « mis le paquet » estiment soudain que les gens en ont assez, qu'il est temps de dénigrer leur propres abus de la veille. Quel que soit le sujet sur-traité puis renié, c'est le même accès d'inconséquence démagogique, le même rejet de nostalgies jugées malsaines, place au millénaire, au futur, à nos enfants, tout ça. En trois jours, la nécrologie déferiante de Georges Marchais est déjà atteinte par le reflux.

La période 1940-1945 est menacée d'une de ces éclipses systématiques. Bien que le procès de Bordeaux soit jugé utile par 68 % de sondés, les partisans de la réconciliation nationale par l'oubli prechent un pardon qu'il n'appartient pourtant qu'aux victimes d'accorder. D'autres, souvent les mêmes et du même âge avancé, voudraient demander raison des crimes staliniens à d'anciens compagnons de route du PC, pour assurer, avec Papon, on ne sait quel pendant franco-français. En vérité, l'actualité ne fait que subir les recettes du monde du spectacle : plaire, donc ne pas peser, faire alterner les enfants mourant de faim et les jetés-battus du patinage artistique. Il faudra tenir bon si la sortie de La Trève,

mercredi 19 novembre, se voit opposer le « rasle-bol des années noires », qui est devenu « médiatiquement correct ». Les noms de Primo Levi et de Francesco Rosi devraient aider à passer outre. Le cinéaste de Salvatore Giuliano a surmonté plusieurs obstacles terrifiants. Fallait-il reconstituer comme une fiction le récit que l'auteur de Si c'est un homme a fait, dix-sept ans après (1963), de ses neuf mois d'errance en Ukraine et en Europe centrale entre sa libération d'Auschwitz et le retour dans son Italie natale?

Levi avait donné son accord pour le film, en 1987, quelques semaines avant de se suicider. Etait-ce suffisant? La Liste de Schindler, tirée de Thomas Keneally par Steve Spielberg, en 1994, a montré les risques de mêler à la réalité irreprésentable de l'extermination le clinquant d'une superproduction. « Tu es Primo Levi, tu n'as plus que la peau et un matricule sur les os, tu pousses des cadavres dans une fosse, des cavaliers russes surgissent, attention, moteur demandé... » Une telle situation de tournage était-elle envisageable?

Ma réponse est oui, avec ferveur. D'abord, Auschwitz n'est qu'aperçu. Le film commence avec l'arrivée des cavallers, avec leurs regards audelà de toute surprise sur fond de ciel noir de fumée. Ensuite, il est question de lent retour à la vie; avec d'autres chienneries, cette vie des camps de triage sans issue, des trains en panne,

d'une Europe en ruine, mais où le désir, l'amour, se refont une place, jour après jour. Le verglas fond. Des cosaques imitent Fred Astaire. Les cheveux et le sourire d'une Natacha attrapent le soleil. Au bout du chemin : un cahier où consigner Findicible.

legouvernement

....

....

1-1-

26.700 E

\$ C. . . .

t.

1.63

-

\$20:727:: ·

14 C. ...

385 · · · ·

1252 11 (2)

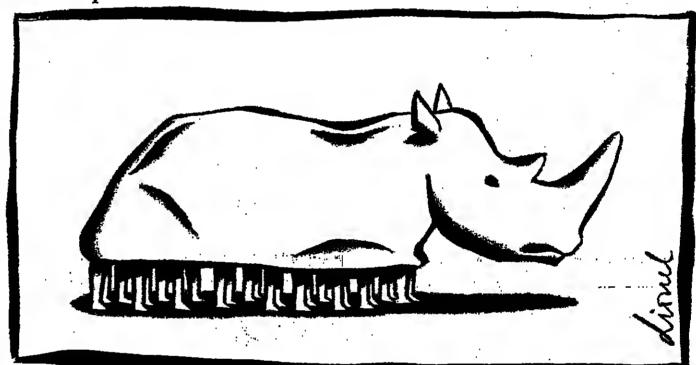
Υ.

Les gens de l'art diront si le résultat est beau. Je crois que Levi aurait voulu les choses ainsi. Le comédien qui l'incame, John Turturro, s'est fait l'œil qui convient, celui d'un homme qui a vu l'immontrable et peine à croire à autre chose. Parce que Rosi a toujours su montrer ce qu'il en est du broyage de l'homme par le social (Luciano, Mattei, Eboli), il partage naturellement avec l'auteur le droit de témoigner, cet « atroce privilège » pour lequel Levi s'imaginait que le ciel l'avait laissé en vic.

Vers la fin du voyage, en gare de Munich, Levi-Turturro aperçoit des prisonniers allemands qui réparent la voie sous la garde de soldats américains. L'humanité est revenue en lui, puisque l'ancien déporté se surprend à plaintre la servitude nouvelle de son ex-bourreau. Et ce dernier o'avait pas tout à fait perdu son humanité puisque, découvrant la veste rayée de son ex-victime, il s'agenouille sur le ballast. Quelque chose comme de l'espoir traverse, en silence, les voies.

La scène est dans le livre. Elle restera dans nos rétines. Tant pis pour ceux que les repentirs font ricaner, et qui voudraient tourner la page.

Affinités par Lionel Portier



Les contradictions de la Grande Europe

Suite de la première page

Sans doute les coûts seront-ils limités par la sélection opérée entre les candidats et par les longues phases de transition auxquelles ils seront soumis. C'est pourquoi contrairement à une première idée, les négociations d'adhésion ne vont pas commencer avec les onze pays associés à l'UE (dix pays d'Europe centrale plus Chypre), mais avec les cinq - plus Chypre - qui paraissent les plns avancés sur la voie des réformes. Comment ont-ils été choisls? Les Douze (puis les Quinze) avaient fixé trois conditions générales : le respect de l'Etat de droit. l'économie de marché et la solution des querelles de voisinage. Avant de doooer son « avis », la Commission a étudié la capacité des candidats à absorber « l'acquis communautaire », c'est-à-dire à accepter toutes les politiques intégrées déjà pratiquées par l'UE. Le conseil européen de Luxembourg, à la mi-décembre, tranchera sur la liste des « invités ».

La sélection des cinq a-t-elle été totalement objective? Les recalés en doutent. ils font remarquer que la présence de l'Estonie (aux côtés de la Hongrie, de la Pologne, de la République tchèque et de la Slovénie) est d'abord un geste politique destiné à montrer que les États baltes ne sont pas oubliés. L'Union européenne aurait donné un signal très négatif si, a l'instar de l'Alliance atlantique, elle avait totalement laissé de côté les Républiques baltes, les plus exposées aux éveotuelles pressions de la Russie. Les Etats afin qu'uo membre particulièred'Europe centrale ont fort bien compris que les négociations ne sion puisse passer à tout moment

commeocent pas avec tous en même temps, affirme-t-on à Bruxelles. Ce n'est pas si sûr. Ceux qui o'ont pas été sélectionnés savent bien que les conditions politiques et économiques différentes d'un pays à l'autre ne permettaient nullement une adhésion simultanée, mais ils auraient préféré la solution dite de la « liene de départ », les négociations s'ouvrant avec tous en mème temps et la différenciation s'opérant ao cours des négociations, selon l'état de préparation des uns

Cette formule a paru trop lourde aux Quinze et à la Commission, incapables de mener onze négociations de front. Mais la « différenciation > souligne quelques contra-dictions supplémentaires. Pour des gouvernements élus dans de jeunes démocraties aux bases fragiles, il n'est pas facile d'expliquer à l'opinion que le pays a reçu une « mauvaise note » de la Commission euro-

COOPÉRATIONS RÉGIONALES

li n'est pas facile non plus de la

convaincre de faire les sacrifices nécessaires à l'entrée dans l'Europe, si cette perspective s'éloigne constamment. Le zèle réformiste de quelques anciens pays communistes risque de s'émousser s'il n'est pas payé de retour. L'UE a d'autre part encouragé les États d'Europe centrale à se lancer dans des coopérations régionales avant de la rejoindre. Mais les nouveaux liens ainsi tissés pourraient être rompus si certains Etats entreot dans l'Union et d'autres pas. A l'occasion d'un récent forum organisé à Berlin. par la Fondation allemande Herbert Quandt et par le Financial Times, le président roumain Emil Constantinescu, qui a succédé en oovembre 1996 au néo-stalinien Iliescu, a

demandé que la situation des pays-

candidats soit revue chaque année

ment méritant de la seconde divi-

dans la ligue des champions. Le vicepremier ministre bulgare, Alexandre Bochkov, a suggéré que la qualification pour l'ouverture des négociations d'adhésion soit soumise à des critères objectifs et chiffrés.

Des contradictions divisent aussi les pays-candidats. Au début de l'automne, le CEPS (Center for European Political Studies) a réuni les responsables des affaires européennes des Etats-candidats et les négociateurs du précédent élargissement. Il est très vite apparu que les pays d'Europe centrale se divisaient en trois catégories. Les représentants des sélectionnés, notamment les Tchèques, oot manifesté une certaine arrogance à l'égard des pauvres laissés-pour-compte. Les Bulgares, les Roumains et les Slovaques, pour des raisons diverses, ont protesté contre leur « exclusion ». Quant aux Lituaniens et aux Lettons, ils ont promis qu'ils feraient de leur mieux pour rejoindre le

groupe de tête. Pour tenter de panser ces plaies, la France a proposé de regrouper tous . les pays associés, ayant vocation à entrer un jour dans l'Union, au sein d'une grande conférence européenne permanente. Avant que les

partenaires n'acceptent cette idée, deux questions se sont posées : fallait-il inclure la Turquie dans la liste des participants? L'Allemagne y était opposée, mais o'a pas voulu aller jusqu'à faire échouer le projet. Quel devait être l'ordre du jour de cette conférence ? Suffisamment substantiel pour qu'elle ne soit pas un simple lot de consolation pour ies non-sélectionnés, mais pas trop large pour ne pas transformer ces échanges eo véritables oégociations. La France a proposé une série de thèmes qui rappellent étrangemeot le projet de Confédération lancé en 1989 par François Mitterrand et torpillé en 1991 par ceux-là mêmes auxquels il était destiné. c'est-à-dire les Etats d'Europe centrale. Ceux-ci avaient soulevé deux objections: l'absence des Etats-Unis et la présence de la Russie, d'une part ; le soupçon qu'il s'agissait d'une interminable salle d'attente.

La conférence européenne permanente apparaît certes moins ambitieuse, mais ce n'est pas le moindre paradoze que, pour enca-drer l'élargissement, les Quinze ressortent une idée destinée l'ajourner.

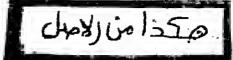
RECTIFICATIFS

LA CONFÉRENCE DE KYOTO

Une erreur dans l'article de Philippe Pons sur la « Difficile préparatioo de la Conférence sur l'environnement » de Kyoto (Le Monde du 11 novembre) oous a fait attribuer à Pierre Gramegna, ambassadeur du Luxembourg, le pays qui assume actuellement la présidence de l'Union européenne (UE), une phrase qui avait en fait été prononcée par Jorgen Henningsen. Celui-ci, qui est à la tête de la direction pour la qualité de l'environnement et les ressources naturelies, est le négociateur en chef de l'UE sur ce dossier. Et c'est lui qui portait le jugement soivant: « Nous avons occompli un pas en avant significatif par rapport à la rencontre de Bonn en éliminant un certain nombre de questions tech-

MUTATIONS URBAINES

Dans l'article sur l'exposition Berlin, mutations urbaines » (Le Monde du 7 novembre), il fallait lire Olivier Martin (et non Marin Gambier), Sylvie Bersout (et noo Bescout), auteur de sept photographies manifestement en couleur. C'est par erreur, d'autre part, que nous avons ajouté à la liste des photographes le nom de l'éctivain Vincent von Wroblewsky, auteur d'un texte dans le catalogue.



ENTREPRISES

porte sud de la Chip 'action locale

a Cnuced entre Saons · Rhône en novembrets

to the water laws Raymond Barre offens & NUMBER OF WAR iser our le capitale raones tine des telesions ments DE LE MONTE LE AND RESIDENCE OF ter, that posticing the A W WAR BOT WE CT THE PROPERTY thes Abier - mattefrale semmet des chills etc. # 1 comment to 30775 misses du trataine Marie St St day to norempie and wife With NA THE STATE Metable ca. Printing BARTO IN AMERICA. Mark Strategies Corne it le des eineremette. imeter availed was THE PERSON AND ADDRESS. CARL COURSE CARL THE thieta p're ce logge THE PERSON LINE ies, their elita and Water in 1988 Containe of the fact onembres to stances Batternau - Cathara de imetit. ... intera . derttert is sir as

THE PARTY NAMED IN AND TO HE

sche antiport is

CONTRACT TO AT A REST COM.

Market at

Ho Kitte Town W WHEN !-

> But the transfer to remails. media i sur aut mode. car or present with terms for a manager. W. DIT . TO THE properties and the 20 40 CT 1 Sect 1 1972 tre south, labour . Ben ... 141 15 120 Da Fried Tullinge E. Mar. 7: - 1 - 7 - 7 - 127 41 to her there's and er in Michael. agent of the state and Relative Company STORY THE

> > 0.25

Carried and address of the last of the SHAPER TO THE PROPERTY THE MAN TO THE PARTY OF THE PARTY O Salar Contract to the State of MARIEN MES 18 5 18 4 18 95 The state of the s CHARLES TO THE PARTY. 医血性病 医 红 医 电图 医 电图 100 white and the responsibility party the market flats, they pay the IN PERSON IN THE PERSON NAMED AND SAME OF THE PERSON ASSESSED. AN CASTRON A THE WORLD WINE SALE the time can expendent better the THE PERSON NAMED IN COMPANY OF THE PERSON NAMED IN THE PERSON NAMED IN COLUMN TWO IS NOT THE MAN MANY AND LINES. THE RESIDENCE OF THE CAME PARTY AND ADDRESS OF THE PARTY AND Business Commercial States States the section of the second of the AND THE PERSON NAMED IN COLUMN The telephone water to the fire

THE CHARLES THE PARTY OF Metal white was in which have to And the same of th AND THE PERSON NAMED IN COLUMN

Denti Line

THE REAL PROPERTY. which have all the second THE PERSON NAMED IN COLUMN reds & Barrer

MATADOM MAAINIS

THE PARTY NAMED IN the state of the s Mark to I work of a last AND DESCRIPTION OF THE PARTY OF The same of the same of WE COM BUT SPECIAL IS MENT THE the parties and the second of the case Company of the least of the lea in the second second

TECHNOLOGIE En 1998, 1 milliard de francs, prélevé sur le produit de la mise en Bourse de France Télécom, sera consacré au développement des nouvelles technologies, dont le gouverne-

ment a fait l'une de ses priorités.

LA CRÉATION d'entreprises bénéficiera de cette manne publique, avec 600 millions de francs réservés, sur l'année, au finan-cement du capital-risque et 150 millions

destinés à l'amorçage de projets. ● CET EFFORT sera relayé au niveau européen par un dispositif de soutien aux entreprises innovantes. Distribués notamment par la Banque européenne d'in-

vestissement, ces crédits s'élèveront à 6 milliards de francs sur trois ans. • UNE RÉFORME est également engagée pour faciliter l'exploitation des brevets de la recherche publique par des chercheurs ● POUR FAVORISER l'investissement dans ce secteur, une panoplie de mesures incitatives ont été inscrites au

Le gouvernement veut promouvoir la création d'entreprises high tech

Dans un entretien au « Monde », Dominique Strauss-Kahn, le ministre de l'économie, des finances et de l'industrie, explique qu'il veut lever les « points de blocage » qui empêchent le développement de ce secteur en France, excluant plans sectoriels et grandes commandes publiques

«Vous venez d'effectuer un d'abord sur ce qu'il ne faut plus royage aux Etats-Unis, où vous faire. En premier lieu, des plans secvoyage aux Etats-Unis, où vous avez rencontré des investisseurs dans les nouvelles technologies. Quelles leçons en tirez-vous pour la France ?

- Combler notre retard dans les nouvelles technologies, et en particulier dans les technologies de l'information, est l'un des objectifs essentiels du gouvernement, comme l'a souligné Lionel Jospin à Hourtin cet été. Quand on observe la part prise par ces secteurs dans la croissance américaine, dans la consommation des ménages et plus encore dans l'investissement des entreprises, on ne peut que regretter de ne pas disposer d'un moteur équivalent en France, Les emplois de demain sont là : c'est dans ces nouvelles technologies que peuvent se créer rapidement les emplois qui disparaissent dans certains secteurs industriels traditionnels.

» A cette raison économique, J'en ajoute une seconde de l'ordre de la démocratie. L'information c'est, pour résumer, le pouvoir. Pour la première fois peut-être, nous devons faire des choix technologiques qui ont des applications considérables sur la société tout entière. Non seulement nous devons hitter pour ne pas laisser se creuser les inégalités de connaissance entre ceux qui ont accès à l'information et ceux qui en sout privés. Mais, surtout, nous devons être à même de dominer les choix techniques dont les implications sont immenses pour la démocratie. Le combat autour du langage Java est très significatif de ce point de vue.

Il faut soutenir les potentialités de recherche dans les PME, en favorisant notamment l'essaimage

- Lors de la mise en Bourse de France Télécom, vous avez anponcé qu'une partie du produit de la vente des actions de l'Etat serait réservée an financement dn capital-risque. Où en êtesvous de ce projet ?

- En 1998, 1 milliard de francs sera effectivement dégagé pour les nouvelles technologies. Sur cette somme, 600 millions de francs permettront de créer un fonds public pour le capital-risque, qui sera géré par la Caisse des dépôts. Il s'agira d'un « fonds pour les fonds » qui ne viendra pas concurrencer les sociétés privées de capital-risque mais leur servira d'appui pour démultiplier le nombre des opérations qu'elles décideront. Si cette action se révèle efficace, de nouvelles sommes pourront être affectées en

» Parallèlement, 150 millions de francs seront réservés au développement de fonds d'amorçage, qui permettent de faire démarrer de très petites entreprises. Cet argent sera destiné en priorité aux entreprises créées pour valoriser des travaux effectués dans les laboratoires publics ou les universités. L'idée, c'est d'essayer de refaire la route 128, près de Boston, où s'est créé un tissu très dense d'entreprises innovantes qui ont essaimé à partir des centres de recherche des environs. Nons menons une première expérience dans ce domaine avec un fonds qui vient d'être créé autour de l'Institut national de recherche en informatique et en automatique (Inria).

- Que ferez-vous des 250 millions de francs restants?

-Ce seront les 250 premiers millions à mettre dans l'opération « Internet à l'école » annoncée par Claude Allègre, le ministre de l'éducation [NDLR : lire page 10].

-S'agissant des entreprises privées, quel peut être le rôle de l'Etat dans ces technologies?

- L'expérience nous enseigne

toriels, type plan calcul. Certains out fonctionné par le passé, comme ce que j'ai pu faire en tant que ministre de l'industrie entre 1991 et 1993, pour développer une industrie européenne de semi-conducteurs. Un effort qui a débouché sur le groupe franco-italien SGS-Thomson, qui est une formidable réussite. En second lieu, les commandes publiques. Le jeu ancien d'une forte commande à une entreptise publique dotée d'un monopole a donné des résultats

n'est plus adapté. » Une première action de l'Etat doit être de se focaliser sur l'analyse des points de blocage du développement spontané et décentralisé de ces secteurs. L'exemple américain montre que cette industrie se développe comme les champignons après la pluie et que 97 sur 100 entreprises créées vont mourir rapidement. L'Etat doit donc élaborer un contexte favorable à l'éclosion d'entreprises innovantes.

comme la fusée Ariane. Mais ce

» Il doit aussi agir au niveau international. Ainsi, notre intervention est importante pour la réussite du projet de constellation de satellites Skybridge, lancé par Alcatel, qui a besoin d'obtenir des fréquences auprès de l'Union internationale des télécommunications. Les Etats-Unis bloquent cette demande. Le souvernement français, en s'assurant l'appui de nombreux pays, notamment de nos partenaires européens et de la Russie, s'efforce d'obtenir gain de cause lors de la négociation qui s'achève, cette semaine, à Genève. De même, au sommet d'Amsterdam, l'ai souhaité au nom de la Prance promouvoir des initiatives communautaires pour développer l'innovation technologique et le potentiel de création d'emplois des PME. Cet objectif sera concrétisé très prochainement puisque la Banque européenne d'investissement et le Fonds européen d'investissement proposeront bientôt des dispositifs de soutien aux entreprises européemnes innovantes pour un moutant total sur trois ans de 1 milliard d'écus, soit plus de 6 milliards de francs.

- Vous voulez inciter les grandes entreprises à favoriser la recherche dans les PME. Com-

- Il faut faire en sorte que les champions industriels français accordent un minimum de soutien aux potentialités de recherche dans les PME, en favorisant notamment l'essaimage, c'est-à-dire la création d'entreprises à partir de centres de recherche et des grandes entreprises. Aux Etats-Unis, les grandes entreprises font naturellement appel à leur environnement proche et financent des chercheurs sur leur territoire. A l'inverse, les entreprises françaises s'adressent souvent à des universités américaines. C'est cette tendance que Claude Allègre et moi voudrions renverser. L'un des moyens retenus sera de lier l'obtention de crédits de recherche à la signature de conventions sur la politique d'essaimage.

- Ouelle est votre réflexion en ce qui concerne la recherche publique?

- Le premier moyen d'action de l'Etat, c'est l'action financière, les subventions de la recherche pubiique. Le deuxième, c'est l'incitation des entreprises, par exemple par les crédits d'impôt-recherche. Un troisième canal concerne le regroupement d'activités de recherche pour faciliter les travaux des chercheurs. C'est ce qui a conduit à bâtir le réseau national de recherche pour les télécommunications, qui reliera notamment les laboratoires publics comme le Centre national d'études des télécommunications (CNET), l'Institut national de recherche en informatique et en automatique (Inria), le CNRS, le CEA, mais aussi des industriels et des opérateurs de télécommunications. Ce réseau sera opérationnel au début de 1998.

Il faut aussi imaginer des dispositifs permettant la création d'entre-

manières de favoriser la création d'entreprises de haute technologie. c'est de limiter le risque de ruine pour l'entrepreneur. Claude Allègre et moi avons confié à Henri Guillaume une mission sur la diffusion de l'innovation et la recherche technologique, dont les conclusions nous permettront de traiter cette

- Ne craignez-vons pas que Peffort en faveur de la création d'entreprises high-tech ne se heurte à nne insuffisance de

-Il faut transformer une génération de chercheurs, de cadres et de ieunes diplômés en créateurs d'entreprises. Plusieurs mesures ont été prises dans le cadre du budget 1998 pour faciliter cette mutation, comme la création de bons de souscription de parts de créateurs d'entreprises. Car il faut que les entreprises puissent se créer avec le



DOMINIQUE STRAUSS-KAHN

moins de coûts fixes possibles. Or les coûts fixes sont constitués par les salaires - il faut donc que les entrepreneurs puissent se rémunérer sur la possibilité de valorisation future de leur entreprise -, les frais financiers - c'est pourquoi nous voulons développer le capital-risque pour que les jeunes entreprises s'endettent moins - et les redevances de brevets - raison pour laquelle il faut faciliter la rémunération d'un ap-

port de brevets par du capital. Il y a beaucoup de brevets qui dorment dans les centres de recherche publics et qui pourraient être exploités par de jeunes entrepreneurs. Mais il ne faut pas pour autant que le système permette à des individus de s'enrichir indument sur le dos d'organismes de recherche publics. C'est un sujet très important, sur lequel les conclusions de la mission confiée à Henri Guillaume seront pré-

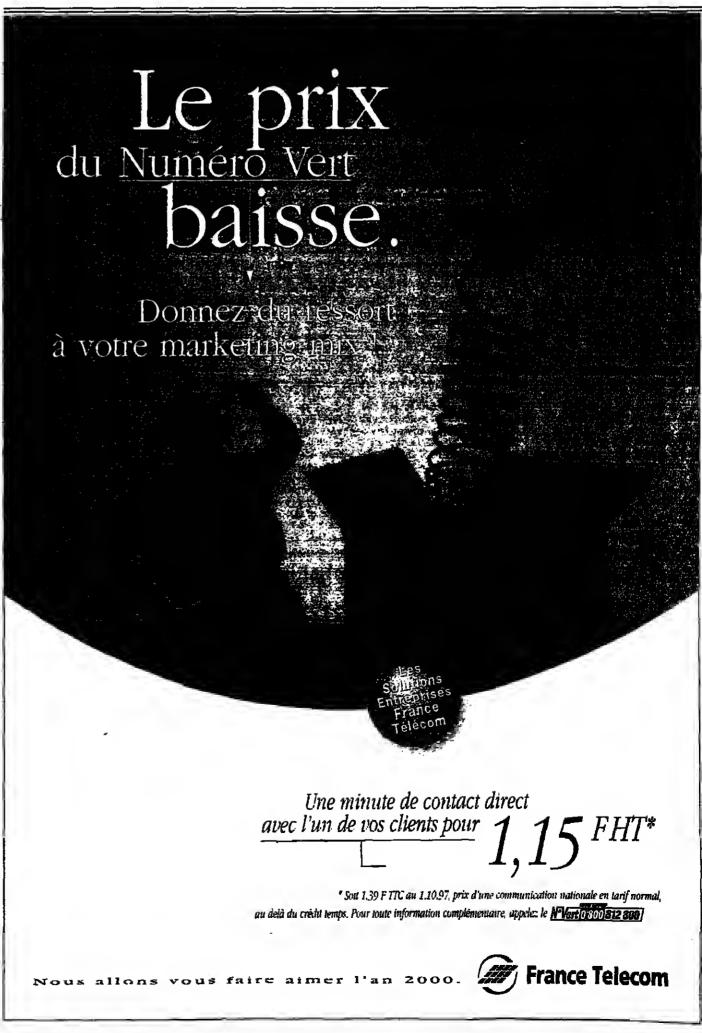
* Une autre mesure importante prévue dans le budget 1998 concerne le réinvestissement : lorsqu'un actionnaire sort du capital d'une jeune entreprise pour réinvestir dans une autre entreprise nouvelle, il ne sera pas tané sur la plus-- Ce dispositif est-il suffisant

pour créer un fort courant d'investissements dans la hante

- Nous avons inséré, dans notre

dispositif, une autre forme d'incitation à investir dans les nouvelles technologies. Jusqu'à présent, la sortie d'un plan d'assurance-vie au bout de huit ans n'était pas assujettie à l'impôt. Nous avons rétabli une taxation de 7,5 % sur les intérêts, ce qui représente déjà la moitié du prélèvement libératoire standard. Mais ceux qui investiront les sommes ainsi dégagées dans des fonds à risques conserveront l'exonération. Nous faisons le parl que les compagnies d'assurances proposeront des produits adaptés pour orienter une partie de l'épargne mutualisée vers le capital-risque. C'est donc tout un ensemble de mesures qui commence à prendre forme. Elles ne constituent d'ailleurs qu'une première étape. Il nous faut aller plus

> Propos recueillis par Eric Le Boucher et Anne-Marie Rocco



Allianz dépose une contre-OPA amicale sur les AGF en riposte à l'offre lancée par Generali

Le groupe de Munich pourrait redevenir le numéro un de l'assurance en Europe

vembre à 20 heures une OPA (offre publique d'achat) amicale sur l'assureur français AGF à

d'administration des AGF, réuni lundi en fin

L'assureur allemand Altianz a déposé lundi 17 no-vembre à 20 heures une OPA (offre publique les AGF – lancée par l'italien Generali. Le conseil d'après-midi, s'est déclaré favorable à ce projet. La contre-OPA surenchèrit sur l'offre de Generali à contre-OPA surenchérit sur l'offre de Generali à 320 francs pour chaque action contre 300 francs.

NOUVEAU coup de théâtre dans l'affaire AGF-Athéna. Antoine Jeancourt-Galignani, le président des AGF, a fini par trouver un chevalier blanc pour riposter à l'offre publique d'achat (OPA) hostile lancée par le groupe italien Generali. L'assureur allemand Allianz a déposé lundi 17 novembre vers 20 heures une contre-offre au prix de 320 francs par action AGF. Le conseil d'administration des AGF, reuni lundi en fin d'après-midi, s'est déclaré favorable à ce projet, approuvé à l'unanimité moins une abstention (celle d'un représentant des salariés). Les discussions entre les deux groupes ont été présentées comme « amicales » permettant de construire « une alliance européenne entre Allianz et les AGF ».

A 320 francs, l'assureur munichois propose aux actionnaires des AGF 20 francs de plus par action que les Generali (et 15 francs de plus par obligation convertible). Alors que l'offre italienne portait déjà sur un montant total de 55 milliards de francs, l'alternative allemande atteint 62 milliards de francs.

Allianz espère toutefois ne pas avoir à régler la totalité de cette somme. Le groupe ne souhaite pas contrôler plus de 51 % du capital des AGF et veut en laisser 49 % eo Bourse, entre les mains du public. Pour inclter les investisseurs à conserver leurs titres, le groupe,

L'assureur munichois repasserait devant AXA-UAP

L'ensemble

Allianz-AGF-Athena deviendait le leader des assureurs européens et américains, devant le français AXA-UAP. Le chiffre d'affaires s'éléverait à près de 370 milliards de francs avec un total d'actifs gérés de 1 600 milliards de francs. Le français AXA-UAP

deviendrait numéro deux avec un chiffre d'affaires de 293 milliards de francs (en 1996). Le groupe gère environ 3 000 milliards de francs d'actifs, n'étant dépassé dans cette dernière activité que par l'américain Fidelity. La troisième place revient à l'assureur suisse Zurich après l'acquisition en octobre des services financiers de BAT. L'ensemble totalise un chiffre d'affaires de 210 milliards suivi par l'américain AIG (130 milliards) et l'italien Generali (120 milliards). • Pour le momment loin derrière ces géants de l'assurance, les AGF ont dégagé en 1996 un chiffre d'affaires d'un peu plus de

69 milliards de francs et le GAN,

53 milliards de francs.

dont la procédure de privatisation

va être prochainement engagée, de

conseillé par le Crédit lyonnais et Rothschild et Cie Banque, propose un mécanisme financier innovant. Les actionnaires prets à conserver leurs titres AGF pourront recevoir un « bon de cession ou de valeut earantie + qui leur assurera une valeur d'au moins 360 francs par action AGF en juin 2000. Au taux d'intérêt actuel, cela revient a payer au moins 333 francs par action AGF, sans compter les trois années de dividende que les actionnaires toucheront normalement.

GAGE D'INDÉPENDANCE Le maintien des AGF en Bourse

est présenté comme un gage d'indépendance de la compagnie d'assurance française et notamment de sa direction. Celle-ci, qui n'a de toute façon pas pu faire émerger une contre-offre française, soutient Allianz qui était pourtant eocore il y a quelques mois son principal rival pour le rachat du GAN! Par ailleurs des 1996. Allianz avait approche les AGF pour leur proposer un rapprochement, même avec une participanon minoritaire, en s'engageant à ne pas intenter d'action bostile. M. Jeancourt-Galignani avait alors décliné l'offre du groupe allemand. L'initiative d'Antoine Bernheim, le président des Generali, a changé la Dès l'annonce de l'OPA de Gene-

rali le lundi 13 octobre, c'est le patron des AGF qui a, cette fois, sollicité Henning Schulte-Noelle, le président du directoire d'Allianz. Les deux hommes se sont rencontrés le jeudi 23 octobre. L'assureur allemand a ensuite pris son temps pour se décider.

Allianz ne pouvait toutefois pas se détourner d'un tel enjeu. Le débat politique en France sur le risque de voir plusieurs établissements financiers nationaux passer sous contrôle étranger risquait d'interdire an groupe allemand de pouvoir

se rattraper en acbetant le GAN tout en se faisant tout de même souffler les AGF. S'il réussit son OPA sur les AGE, con seulement l'assureur allemand s'implantera en force eo France, mais il passera aussi devant son grand rival AXA-UAP au premier rang des compagnies d'assurance européenne avec 110 milliards de marks (370 milliards de francs I de primes. Avec les AGF, l'assureur de Munich se classerait parmi les cinq premiers en France, en Espagne, en Belgique, alors qu'il est déjà l'un des premiers acteurs sur les marchés allemand. italien (avec 50 % de la RAS), suisse (avec Elvia), autrichien et hongrois.

En France, le groupe Allianz se classera au deuxième rang des assureurs en dommages et au quatrième rang en vie, talonnant AXA-UAP dans le domaine des risques industriels. Son directoire a d'ores et déià annoncé qu'Allianz Via Holding, la filiale française du groupe allemand (qui compte un millier d'agents généraux et environ 2 000 salariés), serait cédée aux AGF pour 7 milliards de francs. En contrepartie, Allianz convertira en actions, les obligations convertibles AGF qu'il aura acquises. Le groupe a également l'intention de conserver Athéna, à l'issue de l'offre publique d'achat qu'ont lancée conjointement les AGF et la famille Agnelli, répondant à la tentative d'OPA hostile de Prançois Pinault. Allianz entend également garder tous les accords de bancassurance notamment ceux signés par sa filiale française avec le Crédit lyonnais, et par les AGF avec

la Société générale. En revanche, la participation de 25 % que détiennent les AGF dans l'assureur allemand AMB devrait être cédée rapidement. Allianz, qui va soumettre son offre à la Commission de Bruxelles, aurait de toute façon en du mal à faire accepter par les autorité un nouveau ren-

En ce qui concerne la Coface, filiale des AGF et bras séculier de l'Etat pour l'assurance-crédit à l'exportation, Allianz se montre très ouvert sur les solutions qui pourraient être trouvées. Le groupe de Munich contrôle déjà Hermes, l'équivalent allemand de la Coface. Dominique Bazy, le président d'Allianz France souligne que les AGF auront toute latitude pour trouver un acheteur français si le gouvernement l'exige. Allianz souhaite manifestement

tout faire pour s'attirer les bonnes graces des autorités françaises, sachant que le ministère des Finances n'a toujours pas donné son aval à l'offre des Generali. Bercy a précisé dans un communiqué qu'il regarderait les deux offres avec impartialité et eo toute équité. Outre sa solvabilité, qui est incontestable, l'assureur munichois s'est engagé à ce que ses représentants occupent moins de la moitié des sièges au conseil d'administration des AGF. Allianz laissera également à l'entreprise française la direction de certaines activités hors de France et d'Allemagne, en Belgique, en Amérique latine, en Afrique et au Proche-Orient. En Espagne et au Portugal, où la RAS a également des filiales, les AGF devront composer avec leur nouvelle

Reste à savoir si Generali va riposter. Les enchères commencent à être élevées. Si Allianz gagne la bataille, le perdant pourrait finalement être Claude Bébéar, le président d'AXA. Son principal rival retrouverait la première place européenne et s'implanterait très solidement sur le marché domestique de l'assureur français. M. Bébéar avait d'ailleurs soutenu ouvertement-l'offensive de

Sophie Fay

COMMENTAIRE

MATCH ITALO-GERMANIQUE

La France, terre d'OPA etrangères: la situation étonne et perturbe. Le contrôle des AGF, deuxième assureur national, est désormais un enjeu entre Italiens (Generali) et Allemands (Allianz). Les Français se contentent de compter les points. Aucun n'a la puissance financière pour participer à ce combat. On peut le deplorer mais c'est ainsi. Les imprécations des hommes

politiques n'y changeront rien. Que n'ont-ils, quand ils étaient aux commandes, assuré l'émergence de champions nationaux?

La chose était aisée lorsque pays du Vieux Continent sont l'Etat, il n'y a guere, était propriétaire de l'UAP, des AGF et du GAN ou de tout le secteur bancaire. Ni la gauche - qui avait pourtant su le faire dans la sidérurgie ou la chimie – ni la droite n'ont restructuré la banque et l'assurance. La France en paie aujourd'hui le prix.

Les esprits moins chagrins se réjouiront de voir des sociétés françaises devenues si attractives que des étrangers sont prêts à mettre plusieurs dizaines de milliards de francs sur la table pour s'en emparer. Mais ils constateront surtout que ces mouvements se situent dans un cadre européen, sur fond d'unification économique et monétaire, et que la France n'est pas une terre d'exception. Tous les

touchés : le groupe financier neerlandais ING vient ainsi de prendre le contrôle de la Banque Bruxelles Lambert, joyau de l'empire d'Albert Frère, et d'autres bouleversements sont attendus dans le paysage ban-

Au nom de cette européanisation, les Français ne sont pas simplement la proie de convoitises etrangères : eux-mêmes ont acquis des sociétés hors de l'Hexagone. AXA, seul français qui a su se hisser au niveau mondial, est propriétaire du deuxième assureur allemand, Colonia, La France ne peut pas vouloir l'Europe et refuser de partager les premiers rangs européens.

Claire Blandin

Le PDG de la FNAC veut ouvrir des magasins partout

François-Henri Pinault vient de présenter à la chaîne, qui a été « trop ballottée » depuis 1982, « un projet d'entreprise »

la présidence de la FNAC, François-Henri Pinault a dévoilé, mardi 18 novembre, un plan de développement ambitieux. Dans un entretien au Monde, le fils de François Pinault, propriétaire du groupe Pinault-Priotemps-Redoute qui contrôle la FNAC, a tiré un premier bilan du « tour du propriétaire » qu'il a effectué au pas de course avant l'été. « l'ai visité la totalité des cinquante-cinq magasins en deux mois. Je pensais trouver des équipes plus sûres d'elles. Maleré lo position de leader de lo FNAC sur ses deux métiers principaux de libraire et de disquoire, beaucaup de gens se posent des questions. C'est une entreprise qui o besoin d'être dirigée. Depuis 1982, elle a été trop ballottée au gre des actiannaires successifs. »

M. Pinault et son directeur générai Jean-Paul Giraud ont passé l'été à élaborer un « projet d'entreprise », présenté, le 15 novembre, à l'ensemble du personnel. Ce projet vise à développer l'enseigne tous azimuts, tout en respectant ses « valeurs historiques que sont l'indépendance, l'innovation et lo création >, précise M. Pinault. Au cours des quatre prochaines

années, la FNAC va ainsi essaimer en France des magasins d'un nouveau type. Une vingtaine de « petites FNAC » seront ouvertes dans les villes de taille moyenne (moins de 200 000 babitants). Ces magasins de 1500 m2 environ dégageront 50 à 60 millions de francs de chiffre d'affaires chacum. Grâce au système logistique informatisé Ariane, « 80 % de lo surface sera consocrée à lo vente cantre 50 % dons les magasins classiques ».

2 500 MP SUR LES CHAMPS-ÉLYSÉES Deux concepts spécialisés sont par ailleurs déjà en route : FNAC : Télécom et FNAC Junior Le premier vise à ouvrir dans les deux ans proximité (de 60 à 80 m²), offrant l'offre FNAC classique (livres, disques, vidéo, multimédia) destinée aux jeunes. Trente ouvertures n'abandonne pas pour autant les grandes surfaces qui ont fait sa réputation, à défaut de sa richesse. Elle s'apprête même à ouvrir sa

SIX MOIS APRÈS son arrivée à septième grande surface parisienne sur les Champs-Elysées, le 2 decembre. Ce magasin de 2 500 m², eo sous-sol, à deux pas du grand rival Virgin Megastore, sera « la vitrine mondiole de la nouvelle FNAC », explique M. Pinault. Il sera ouvert « sept jour sur sept jusqu'à minuit ».

Car la FNAC a aussi des projets à l'étranger. « Nous avons sélectionné quinze pays où nous sommes susceptibles de faire notre trou durablement », confie le PDG. Quatre directions de zone ont été créées pour prospecter l'Amérique du Sud, l'Europe de l'Est, l'Asie et l'Europe du Sud (hors péninsule Ibérique où la FNAC est déjà implan-Un

d'investissements de 2 milliards de francs est en route, qui doit « nous permettre de porter notre part du chiffre d'affaires à l'international de 10 % à 25 % d'ici à 2 001 », dit M. Pi-

Le nouveau patron, qui se sent, dit-il, parfaitement en phase, à trente-cinq ans, avec une entreprise « dont lo moyenne d'âge est de trente-deux ans », veut aussi de-poussièrer l'image de la FNAC. « Nous voulans plus que jamais être les premiers à diffuser l'innovation et lo création. » Côté produits techniques (50 % du chiffre d'affaires), « les magasins FNAC daivent être les lieux où l'on vient se mettre à jour des derniers produits et même des futurs produits qui ne sont pas encore lancés ». Côté livres et disques, l'entreprise va promouvoir toujours plus de jeunes talents, en utilisant notamment ses «Forums» mais aussi les «5000 bornes d'écoute de nos magasins, qui sont un vroi médio ».

Reste à convaincre les salariés et leurs syndicats, rendus méfiants par quinze ans de valse-hésitation et le programme Ariane, qui a supprime des emplois et fait craindre une dérive vers la grande distribuune centaine de boutiques de tion. Diplomate, le nouveau PDG a décidé, pour le moment en tout tous les matériels et services de té- cas, de ne pas toucher à une autre lécommunications. FNAC Junior des spécificités de la FNAC : ses proposera, sur 300 m² environ, conventions collectives. « Elles alaurdissent nos coûts par rapport à lo concurrence, mois elles font partie de l'histoire de l'entreprise », comsont prévues en trois ans. La FNAC mente M. Pinault. Et d'affirmer que «la FNAC va continuer à recruter des gens passionnés ».

Pascal Galinier

Shell et BP se positionnent sur le marché russe des hydrocarbures

LE GROUPE anglo-néerlandais Royal Dutch Shell a conclu lundi 17 novembre une « alliance stratégique » avec le gazier russe Gazprom, pour exploiter au travers d'une société commune les gisements de gaz et de pétrole sibériens, notamment le champ de Zapolyamoe, au-delà du cercle polaire, à partir de 2003. Shell investira 1 milliard de dollars (5,7 milliards de francs) dans Gazprom. Les deux groupes vont également se porter candidat avec Lukoil à la privatisation du pétrolier Rosneft. Le même jour, British Petroleum (BP) a annoncé son intention d'acquérir 10 % du capital de Sidanco, la quatrième compagnie pétrolière russe, pour un montant de 571 millions de dollars (3,4 milliards de

■ BISCUTTERIE NANTAISE: le groupe américain Prito-Lay, filiale de Pepsico, cède sa filiale française Biscuiterie nantaise au britannique United Biscuits, pour 30 millions de dollars (près de 171 millions de francs). Ce dernier a vendu a Frito Lay, lundi 17 novembre, ses activités biscuits salés en Australie et en France, pour 440 millions de dollars. AIRBUS: le Trésor britannique refuserait de débloquer les

120 millions de livres (1,2 milliard de francs) d'avances remboursables réciamés par British Aerospace pour financer les versions allongées du quadrimoteur européen Airbus A-340, selon le Financial Times du 17 no-

■ GENERAL MOTORS: le constructeur automobile américain va supprimer au moins 42 000 emplois, selon des responsables syndicaux cités par le quotidien USA Today du lundi 17 novembre. Les effectifs seraient ramenés à 180 000 d'ici à 2003, soit 20 % de moins qu'aujourd'hui. ■ BRITISH AIRWAYS : le groupe britannique va lancer une nouveile compagnie aérienne, Blue Sky, qui s'attaquera au marché, en plein essor, du voyage à prix cassés. ■ THOMAINFOR: des représentants de l'intersyndicale (CGT, FO,

CFDT, CGC) du groupe d'informatique en redressement judiciaire ont bloqué lundi 17 novembre le siège de leur ancienne maison-mère Thomson-CSF à Paris, réclamant une table ronde sur l'avenir des salariés. SOFRES: Taylor Nelson-AGB, premier institut britannique d'études de marché, a racheté la Sofres pour 1,3 milliard de francs.

CHANTIERS DE L'ATLANTIQUE: Christian Sautter, secrétaire d'État an budget, a promis au chantier naval de Saint-Nazaire un soutien financier pour les deux paquebots commandés par l'armateur américain Renaissance Cruises. Ce contrat apportera quatre millions d'heures de travail à la filiale de GEC-Alsthom, dont 800 salariés sur 4 000 sont en chômage partiel.

La restructuration des banques belges va encore s'accélérer

de notre carrespondant Les administrateurs de la banque Bruxelles-Lambert, réunis lundi 17 novembre à Bruxelles, ont donne à l'unanimité leur feu vert à l'offre publique d'échange (OPE) lancée six jours auparavant par le numéro un des services financiers néerlandais ING. « Les termes d'échange proposés sont équitables. En l'absence d'autres alternatives à ce jour, le conseil est danc d'avis que les actionnaires de la BBL ont intérêt à acceptet l'offre d'ING », a résumé

lacques Moulaert, président du

conseil d'administration de BBL Cette décision n'est pas une surprise. Dès le 14 novembre, les trois actionnaires du triumvirat de contrôle de BBL - le groupe GBL d'Albert Frère (12,44 %), Royale Belge (AXA-UAF, 12,37 %) et le Crédit communal de Belgique (Dexia, 12,33 %) - avaient donné leur aval à l'opération ING. Dernier actionnaire de référence, l'assureur suisse Winterthur (8,23 %) les a reioints lundi.

Dans un paysage bancaire belge en ébullition à l'approche de l'euro, le passage sous pavillon batave du deuxième établissement finan-

cier du pays pourrait n'être qu'une bruxellois, pour qui une telle issue étape sur la voie d'une restructuration à grande échelle, eotamée avec la naissance eo octobre 1996 de Dexia (Crédit communal de Belgique - Crédit local de France).

CONCURRENTS AU PIED DU MUR Lors d'une conférence de presse, le président de BBL. Michel Tilmant, a affiché lundi l'intentioo de la banque de servir de « tremplin » à ING, « notamment vers ia france ». Il n'a pas oon plus exclu de nouveaux rapprochements en Belgique: « Nous avons toulours, en tant que BBL, dit que nous étians ouverts à étudier un certain nombre d'acquisitians en Belgique. Naus sommes taujaurs préts. •

Ces ambitions mettent au pied du mur les deux principaux concurrents de BBL. la Générale de banque, propriété de la Société générale de Belgique (SGB), controlée par Suez-Lyonnaise des eaux, et la Krediet Bank (KB) de la holding flamande Almanij.

« La Générale de banque vo rester numéro un en Belgique. Mais elle est desormois sous pression pour conclure un occord de portenariot », estime un analyste financier est « une questian de mois ». Considéré josqu'ici comme le principal frein à cette évolution après s'être opposé à une fusion

avec BBL au sein d'une « grande banque belge », le président de la Générale de banque, Ferdinand Chaffart, a donné ce week-end le premier signe d'un changement d'approche. « Si maintenant une affre attravante se présente, naus sommes prèts à en discuter », a-t-il déclaré au quotidien flamand De Morgen. « Naus n'excluons pas For-# .. a-t-il ajouté, en référence aux velléités prétées à l'assureur belgonéerlandais de lier sa destinée à celle de la Géoérale.

De sources proches du projet, le scénario d'une alliance entre la Générale de banque et la CGER (Caisse générale d'épargne et de retraite), ancienne propriété de l'Etat belge désormais contrôlée à 74.9 % par Fortis, * tient la corde », même si les deux partis dementent toute discussion. Une association avec un partenaire allemand ou français, notamment le CIC, n'est pas non plus exclue.

Le dénouement de la « saga » BBL pourrait aussi accélérer l'évo-

lution de la KB, la troisième banque de Belgique. Citant le président de son comité de direction, Marcel Cockaerts, De Margen évoquait samedi 15 novembre la concrétisation prochaine d'une fusion avec la banque Cera.

« Tant qu'il n'y o pas d'accard sur tout, il n'y a pas d'accord du tout .. ont répondu en chœur lundi les deux établissements. Un porte-parole de Cera a toutefois concédé que les négociations étaient bien avancées. Sixième banque de Belgique, Ce-

ra a été l'une des premières à se consolider en vue de l'euro, en rachetant en décembre 1996 80 % d'Indosuez Belgique, Outre la KB. elle a confirmé discuter avec d'autres partenaires potentiels. A terme, ces pourparlers pour-

raient déboucher sur une triple alliance entre la Krediet Bank, Cera et la Rabobank néerlandaise, déjà interlocutrice de la KB depuis le printemps dernier, estiment les milieux boursiers belges. Sans pour autant exclure l'arrivée d'un quatrième partenaire qui, selon des analystes, pourrait être le Crédit commercial de France (CCF). - (In-

PDG de la FNAC veut out des magasins partout

rançois-Henri Pinault vient de d'elere-Lia chaine, qui a été « troc ca depuis 1982, « un projet d'entrage :

A STATE OF THE PARTY OF THE PARTY OF BOOK STANKE TO SHARE PARTY ELECTRICAL PROPERTY OF THE PARTY. winds, and Disks in the contract Carrier Carrett of a Marine De Hills In Francisco The state of Bully In Between the School of the **夏福高州。 4日4 100 1511**1111111 the same of the property takes of The same of the sa We will be the second of the AND THE PROPERTY OF LAND E Applied the out I'm I got I'm THE PROPERTY OF MARKET 1 - Con. 1 - Con.

Mary Alexander of the transfer of the Contract LOW THE PARTY OF THE PARTY OF Special of west distribution of the Contract the second section in the water in the state of the state of A Secretary of the Secretary of THE RESERVE THE RESERVE Approximately the second of th AL PARTY WATER TO AN THE PROPERTY OF THE PARTY OF THE

ANT MERCHANIS LESS 11 V 1975 1

A SECTION AND A SECTION ASSESSMENT y, Mangara, and allowed the more Service and the party of the service of बाह्यको विकित्त । बाह्यको प्रेम्प २०१ - १०० The second control of the second AT IN MICH. THEFT IS NOT THE Est, to the minister of the ! the constitute of the consignificant of the second

grand and the second

Ma III se positivante marché russe des la la

THE RESERVE OF THE PARTY OF THE THE PROOF

A 1990 1 3500 Marie Land Production

COMMUNICATION

Publicis veut prendre le contrôle de l'américain True North

Le groupe français propose à son ancien associé de fusionner leurs activités publicitaires par un échange d'actions. L'opération permettrait de constituer le cinquième groupe publicitaire mondial

PAR UNE lettre en date du 10 novembre, Pubbcis, deuxième groupe publicitaire en France après Havas Advertising, se porte acquéreur du onzlème groupe mondial de communication, l'américain True North Communications. Cette offre est « amicale et ne saurait devenir inamicale », précise Maurice Lévy, président du directoire de Publicis. L'état-major de la société française propose aux administrateurs de True North de constituer l'un des cinq premiers groupes mondiaux de publicité en offrant de fusionner leurs réseaux publicitaires - Publicis et Foote. Cone et Belding (FCB). Cette opération permettrait à Pubbcis SA. entreprise qui reste sons le contrôle des héritiers du fondateur Marcel Bleustein-Blancbet

grace à la bolding familiale, la Somarel, de porter sa participation dans True North de 18,5 % à au moins 51 %.

Le montage financier est complexe. Publicis se propose de financer son acquisition par un échange d'actions, complété d'un apport en liquidités. Le capital de True North - actuellement constitué de 24 millions de titres qui étaient cotés 25,5 dollars à la Bourse de New York, lundi 17 novembre - serait augmenté afin de rémunérer l'apport au groupe américain de 73,5 % du capital de Publicis Communication (True North détenant déjà les 26,5 % restants) et de 100 % de Publicis Monde, les deux filiales publicitaires du groupe trançais. Le prix proposé par Publicis

28 dollars l'action - valorise True North à 672 millions de dollars, soit environ 3.9 milliards de francs. Le groupe français entend puiser dans ses 500 millions de francs de fonds propres et faire appel à des crédits bancaires pour financer

COUP D'ACCÉLÉRATEUR

Cette offre, votée à l'unanimité par le conseil de surveillance, le 6 novembre, donnerait un sérieux coup d'accélérateur à l'internationalisation de Publicis. Mais la proposition, pour se concrétiser, devra encore être acceptée par les administrateurs de True Nortb auxquels elle a été soumise, mercredi 12 novembre, puis être entérinée par les actionnaires du gronpe new-yorkais. True North

blème de valorisation. Il ne se pose

aucune question de principe mais

seulement un écart d'évaluation,

notamment sur la décote de hol-

ding. Mals je ne pense pas que

cette dispute constitue un handi-

est actuellement détenu - outre les 18,5 % de Publicis - par quatre fonds de pension américains qui détiennent chacun entre 4 % et 9 % du capital, le reste étant aux mains

Cette proposition inattendue éclaire d'un jour nouveau les relations compliquées entre True North, son patron Bruce Masoo et Publicis. En debors de l'aspect stratégique de l'opération, Maurice Lévy n'endrait là sa revanche sur Bruce Mason qu'il accusa un temps de vouloir racheter Publicis. Les deux hommes se connaissent depuis une dizaine d'années. En 1988, Publicis et FCB ont noué une première alliance fondée sur une prise de participation croisée afin de constituer un groupe publicitaire d'envergure internationale.

fondée en 1970 et qui n'a fait, à ma connaissance, l'objet d'aucune contestation jusqu'à la mort de Marcel Bleustein-Blanchet. Celui-ci a eu toute sa vie un comportement scrupuleux dans la conduite des affaires. Il avait l'habitude de dire « ça ne se fait pas ». Cela delimitait la ligne jaune à ne pas franchir. Et je ne l'ai jamais vu franchir

3 Et les rumeurs falsant état d'un mandat confié à des banques visant à racheter les 20 % de Michèle Bleustein-Blanchet? Aucun mandat n'a été confié à la Banque Lazard, ni à la Compagnie Edmond de Rothschild, Aucun institutionnel, quel qu'il soit, n'a été sollicité. Ces rumeurs ne sont que le fruit de l'imagination et le résultat de pures spéculations.

cette ligne.

Yves-Marie Labé

DÉPÊCHES

Mais « cette alliance était fondée

sur un mensonge, déclarait Maurice

Lévy dans La Tribune do 13 octo-

bre. L'abjectif, avoué deux ans plus

tard par les dirigeants de FCB, était

de prendre le contrôle de Publicis ».

mettaient fin à une longue période

de démèlés juridiques en

concluant un nouvel accord: Pu-

blicis demeurerait le premier ac-

tionnaire de True North avec 20 %

du capital et True North détien-

drait 26,5 % de Publicis Communi-

carion. Le groupe français aurait

100 % de la joint-venture euro-

péenne. Les autres agences se-

raient ensuite réparties entre les

deux réseaux selon leur situation

La situation aurait pu en rester

là. Mais au début de l'été le patron

de True North a mis le feu aux

poudres en décidant de procéder

au rachat du réseau américain Bo-

zell, quatorzième groupe mondial

de publicité, sans en informer son

premier actionnaire et anden par-

tenaire international (Le Mande du

12 août). Maurice Lévy ne le cacbe

pas, l'offre qu'il fait aujourd'bui

aux administrateurs de True North

a pour but de contrecarrer le pro-

jet de rapprochement avec Bozeli.

Les termes de la fusion entre Bo-

zell et True Narth sont cantraires

aux intérêts des actionnaires de

True North et ne répondent à aucun

des abjectifs stratégiques du groupe,

bien au contraire », argumente

Maurice Lévy, qui écrit, dans sa

lettre aux administrateurs : « L'in-

térêt mutuel de nos actionnaires (...)

impose de mettre nos différends de

côté et de retravailler ensemble (...),

les avantages stratégiques (sont)

trop importants pour être ignorés. »

Florence Amalou

géographique.

En février, les deux groupes

■ PUBLICITÉ : le Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA) a mis eo garde TF1et M6en raison d'une * promotion abusive • du bouquet numérique TPS, dont les deux chaines sont actionnaires. Selon le CSA, le 200 000° abonné de TPS a fourni le « prétexte » à la diffusion, le 17 septembre, de « pseudo-reportages vantant complaisamment les mérites du bouquet ».

■ CÂBLE: pour être reprises sur les réseaux câblés français, les chaînes thématiques européennes seront soumises à « un simple régime déclaratif », annonce La Lettre du Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA) de novembre. Le CSA tire les conséquences d'un arrêt de la Cour de justice des Communautés européennes condamnant le conventionnement sur les réseaux câblés

■ ESPAGNE: les deux bonquets numériques Canal Satélite Digital et Via Digital ont signé, lundi 17 novembre, un accord sur la retransmission en pay-per-view des matches du championnat espagnol de football. Cet accord met fin à un conflit de plusieurs mois entre Telefonica, opérateur de Via Digital, et l'opérateur de Canal Satélite Digital, Sogecable (filiale de Canal Plus France et du groupe de presse espagnol Prisa), mais il ne concerne pas la commercialisation des droits de retransmission. - (AFP)

■ ITALIE: Canal Jimmy, chaîne thématique par câble et satellite, est diffusée, depuis le 15 novembre, sur D Più, bouquet numérique italien, où elle rejoint Ciné Classics, Ciné Cinémas 1 et 2, Seasons et Pla-

■ PRESSE : l'Assemblée nationale a adopté, lundi 17 novembre, la création du compte spécial qui recueillera la nouvelle taxe de 1 % sur le hors-média grâce à une déclaration des investissements réalisés par les annonceurs. Ce compte sera géré par un comité d'orientation. composé de membres du Service juridique et technique de l'information (SJTI), qui choisira les projets de modernisation finançables par ce

TROIS QUESTIONS A... MAURICE LÉVY

1 Compte tenu de l'importance de la présence aux Etats-Unis de True North, la fusion avec lui se traduira-t-elle par un ralentissement de l'Internationalisation ? ternative aux groupes publicitaires américains. Avec l'éventuelle fusion des actifs de True North et de Publicis, nous franchissons une étape supplémentaire. Nous nous situons dans la bonne épure et dans la bonne tendance: nous avions prévu de nous développer en Asie en 1997, et aux Etats-Unis,

lement un facteur d'accelération. Nous n'aurons plus besoin d'investir aux Etats-Unis, puisque notre programme sera quasiment boudé; il restera à procéder à des ajustements et à favoriser la croissance Interne.

) Le différend entre Elisabeth La Badinter, fille aînée de Marcel Bleusteln-Blanchet, et sa sœur, aussi associée de la Somarei, société familiale actionnaire du groupe, peut-il Influencer négativement la négociation avec True

cap. Si elle débouche sur un procès, il sera très long – au moins trois ans. Aucun changement n'interviendra dans ce laps de temps. Le contrôle du groupe est très clairement assuré par Elisabeth Badinter, qui remplit ses fonctions avec un soin extréme, veillant jalousement à l'Intérêt de l'entreprise et à la préservation de l'héritage spirituel de Marcel Bleustein-Blanchet, Je m'entends parfaitement avec elle et nous travaillons en totale harmonie. D'ailleurs, toutes les décisions sont prises à l'unanimité des membres du consell de surveil-

Quant à la Somarel, je ne suis pas partie de cette société famillale

ÉPARGNE SALARIALE

Interépargne J.P. Morgan innovent avec Rhône-Poulenc

Un leader sait toujours écouter pour innover

Interépargne, leader en France de l'épargne salariale, s'est allièe à J.P. Morgan, groupe mondial de gestion d'actifs spécialisé dans le long terme, pour creer, à l'initiative de Rhône-Poulenc, le Plan d'Epargne Entreprise Long Terme (P.E.L.T.).

> Le P.E.L.T. est un dispositif d'épargne novateur, conçu avec Rhône-Poulenc, où l'investissement se fait en fonction de l'âge du salarié ou du nombre d'années qui le séparent de son projet personnel.

> Ainsi en réunissant expertises et sens de l'innovation, Interépargne offre aux entreprises, petites ou grandes, une nouvelle solution "sur mesure" pour aider leurs salariés à mieux préparer leur avenir.

> > Contact : Patrick Alaguero - 0i 40 17 8i 59

Nous gérons, avec vous, des solutions d'avenir.

INTERÉPARGNE



Nous sommes déjà présents dans quarante-huit pays, et cette internationalisation va se poursulvre. Publicis est respecté dans le monde entier, où elle représente une al-

au Japon et en Chine en 1998. Cette fusion serait donc essentiel-

contents de la suppression de

leur abattement fiscal de 30 %. En

recevant lui-même les représen-

tants de l'intersyndicale des jourtialistes (SNJ, CFDT, CGT, CFTC,

CGC et FO), mardi 18 novembre,

Parlement vote en ce sens.

Pour une réduction

du temps de travail

Les syndicats CGT et CFDT des journalistes avaient, chacun de

son côté, réuni leurs adhérents

durant le dernier week-end. Le

congrès du Syndicat national

des journalistes CGT, à Saint-

Loire), a débattu de la réduction

du temps de travail et de l'évolu-

tion de la professinn dans le

cadre des nouvelles technolo-

gies, et lancé le projet d'organi-

ser avec les antres syndicats des

états généraux de la profession.

Les militants de l'Union syndi-

cale des journalistes français

CFDT, réunis à Roubaix, ont décidé de supprimer de leur sigle

le «F», «qui aurait pu laisser

croire qu'elle excluait de fait les

journalistes étrangers qui tra-

vaillent en France ». L'USJ-CFDT

a aussi débattu de la modernisa-

tion et du développement de la

précarité. Elle réclame la réduc-

tion du temps de travail afin de

favoriser l'emploi et d'améliorer

les conditions de travail. Certains participants ont contesté

la politique de la confédération.

née d'action « paurant aller

jusqu'à la grève ». Ce mot d'ordre

Comme tous ceux qui ont côtoyé de près Marcel Bleustein-Blanchet. je regrette personnellement la déchirure au sein de la famille et les débordements médiatiques qu'elle occasionne. Michèle Bleustein-Blanchet souhaite vendre ses parts et Elisabeth Badinter est d'accord. A ma connaissance, le seul problème qui les sépare est un pro-

Mobilisation syndicale contre la suppression de l'abattement fiscal des journalistes LIONEL JOSPIN s'efforce a été suivi différemment selon les d'apaiser les journalistes mé- rédactions. A l'Agence France-Presse, les journalistes ont cessé le travail à 0 beure pour une durée de vingt-quatre heures. De même, les radios du service public ne diffusaient pas de bulletins d'information. Seules la mé-

le premier ministre devait à la fois téo et certaines chroniques émaillaient cette matinée devetenter de les convaincre de l'utilinue musicale. Les télévisions, en té du fonds d'indemnisation, doté revanche, se sont moins mobilide 100 millions de francs, pour sées. Un préavis de grève avait été déposé à France 2 par le SNJ compenser les pertes des revenus les plus modestes. Il devait, par et le SNJ-CGT, mais il risquait d'être peu suivi. A France 3, auailleurs, renvoyer la responsabili-té de la décision définitive sur les parlementaires, en assurant qu'il cun arrêt de travail n'était prévu. ne s'opposera pas au rétablissement des « niches fiscales » si le Dans la presse écrite, certains Pour soutenir sa démarche auprès du premier ministre, l'intersyndicale avait appelé à une jour-

comme Les Echos ont inséré un article donnant le point de vue de la rédaction : au Parisien, une partie des journalistes se sont mis en grève. Pour d'autres rédactions, les journalistes devaient se rendre à 11 beures à l'bôtel Matignon afin de soutenir la délégation reçue par le premier mi-

nistre. Comme ils l'avaient fait en 1996 contre le gouvernement d'Alain Juppé, les syndicats de journalistes entendaient mobiliser la profession contre la perte de pouvoir d'achat qu'entraînerait la suppression de l'abattement fis-Pierre-des-Corps (Indre-et cal.

Selon certains calculs, la hausse d'impôt équivaudrait à 9 650 francs pour un salaire mensuel net de 12 000 francs. à 12 973 francs pour 14 000 francs, à 13 333 francs pour 16 000 francs et à 17 200 francs pour 21 000 francs. Au cours des dernières se-

maines, le patronat de la presse avait, lui aussi, rappelé son bostilité à ces mesures. Le Syndicat de la presse quotidienne régionale (SPOR) a rappelé que cette disposition viendrait « altérer profondément l'économie des entreprises de presse quotidienne ». Et la Fédération française des agences de presse « s'inquiète des tensians socioles qui pourraient résulter d'une diminution du pouvoir d'achat des iaurnalistes ».

Françoise Chirot

■ LE REBOND s'est poursuivi mardi à Tokyo. L'indice Nikkei s'est apprécié de 2,72 %, à 16 726,57 points. La vellle, les valeurs japonaises avaient dėja gagné 7,96 %.

18 novembre au cours des premiers échanges interbancaires à Paris, où il se négociait à 5,7857 francs contre 5,8102 francs lundi en dôture.

LE DOLLAR est en baisse mardi WALL STREET a progressé, lundi 17 novembre, les opérateurs étant rassurés par la reprise de la Bourse de Tokyo. L'indice Dow Jones a gagné 1,66 %, à 7 698,22 points.

MIDCAC

X

ELE PRIX du baril de brut de référence a cédé 74 cents, à 20,26 dollars, lundi 17 novembre, sur le marché new-yorkais, en raison des signes de détente dans le Golfe.

L'INDICE Footsie des cent principales valeurs de la Bourse de Londres a termíné, lundi 17 novembre, en hausse de 125,2 points, à 4 867 points, soit un galn de 2,64 %.

LONDRES

NEW YORK

7

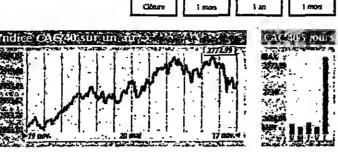
€

LES PLACES BOURSIÈRES

Tendance hésitante à Paris

LA BOURSE de Paris, qui avait ouvert en hausse, mardi 18 novembre, est rapidement repassée dans le rouge dans un marché affaibli par le recul du dollar. Eo hausse de 0,45 % au début des transactions, les valeurs françaises perdaieot en moyeooe, vers 12 h 15, 0,18 % à 2 767,94 points. Les boursiers attendaient une pe-tite hausse ce matin dans le sillage de Wall Street (+ 1,66 %) et Tokyo (+2.72 %) et après la contre-offre d'Allianz sur les AGF. Mais le marché a déçu eo raison de la faiblesse du dollar. Les transactions étaient encore étroites représentant à peine 2,4 milliards de francs pour l'ensemble des valeurs du compartiment a regiement mensuel.

La Bourse avait gagné 2,85 % la veille. « Le marché reste prudent et c'est logique qu'il y ait des retours de papiers après la hausse d'hier », déclarait un opérateur. Les boursiers attendent en outre la publicatloo de l'indice des prix à la consommadoo (CPI) pour le mois



CAC 48

7

CAC 40

X

14 h 30. Du côté des valeurs, Worms progressait de 4% à 514 francs daos no volume de 656 000 titres eo réaction à la

d'octobre aux Etats-Uois vers contre-OPA d'Allianz. Seloo des analystes, le cours reflète encore l'incertitude sur l'approbation du gouvernement français et le vote de l'Assemblée générale.

CAC 40

7

Elf Aquitaine, valeur du jour

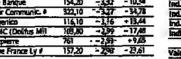
LE TITRE ELF a terminé en forte hausse, lundi 17 novembre, à la Bourse de Paris. L'action a gagné 4,91 %, à 727 francs, avec 795 000 titres. Elle a fait l'objet d'un placement après la cloture à 702 francs. Ce placement, réalisé par SGE Delahaye, a porté sur 2 millions de titres qui seraient cédés par AXA. Mais AXA s'est refusé à tout commentaire. Des rumeurs de placement par SGE Delahaye ont circulé dans l'après-midi sur le marché concernant la Générale des eaux, qui a terminé sur un gain de 0,95 %, et

Schneider, qui s'est apprécié de 2,12 %, valeurs qui ont toutes deux affiché une performance inférieure à celle de la movenne du marché.



PRINCIPAUX ÉCARTS AU RÈGLEMENT MENSUEL

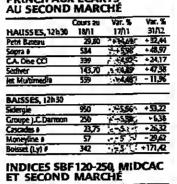


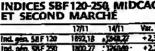


Bazar Hot. Vil



PRINCIPAUX ÉCARTS AU SECOND MARCHÉ







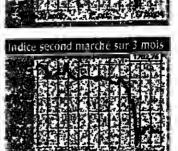
MELAN

MIB 30

PRANCFORT

7

DAX 30





Poursuite de la reprise à Tokyo

LA BOURSE de Tokyo a encore oettemeot progressé, mardi 18 novembre, après soo envolée de près de 8 % la veille. Le marché a bleo accueilli des informations selon lesquelles le premier ministre japonais envisagerait de recourir à des financements publics pour venir en aide aux banques en difficulté. Après être brièvement passé audessus de la barre des 17 000 points, l'indice Nikkei a terminé sur un gain de 443,25 points, à 16726,57 points. L'indice était passé au-dessous des 15 000 points vendredi, touchant son plus bas niaux inquiétudes suscitées par l'état du secteur financier nippon.

La veille, la reprise de la Bourse iaponaise a oettemeot profité à Wall Street. Les opérateurs amédcains estimeot notamment que la reprise de la Bourse de Tokyo

éloigne la meoace de liquidations massives à l'étranger par les investisseurs japooais pour couvrir leurs pertes. L'indice Dow Jones a fini en hausse de 125,74 points (1,66 %), à 7 698,22 points.

En Europe, la Bourse de Londres a gagne 2,64 %, à 4867 points, et celle de Francfort s'est appréciée, selon l'indice Dax Ibis, de 3,81 %, à 3 816,71 points.

INDICES MONDIAUX

¥

	Cours au	Cours au	Var.
	17/11	14/11	C1 %
Parts CAC 40	2773	2696,04	+2,78
New-York/DJ indus.	7681,52	75/2,48	*1,42
Tokyo/Nikhei	16283.30	15082,50	+7,37
Londres/FT100	4849,50	4741,50	+2,22
Francfort/Dax 30	3794,61	. 3730,5%	+1,68
Frankfort/Commer.	1260,24	~ 1251,07	+0,73
Brunelles/8el 20	2331,03	, 2831,03	-
Bruxelles/General	2365,05	2316,42	+2,06
Milan/M18 30	1324	1224	
Amsterdam/Ge, Cbs	590,10	578,50	+1,97
Madrid/Ibex 35	564,41	-394.18	-1,81
Stockholm/Affarsal	Z299,5B	2299,58	=
Londres FT30	3145,50	3096,80	+1,55
Hong Kong/Hang S.	10419,75	9957,33	+4,44
Singapour/Strait t	1698,65	1700,26	- 0,09
and about any s	10,0,0,0	1000000	

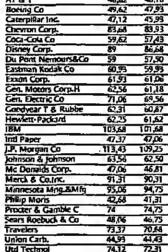
PARIS

¥

NEW YORK

¥

lour le pas



FRANCFORT

K

Jour le jour

FRANCFORT

×

Bunds 10 ans

LONDRES **NEW YORK** Les valeurs du Dow-jones

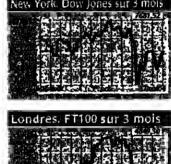
*****			V 400
Alcoa	69	70	Alle
Allied Signal	35,75	36	Barc
American Express	78,25	77,12	B.A.
AT & T	48,62	48,18	Briti
Boeing Co	49,62	47,93	Bno
Caterpillar Inc.	47,12	45,93	Briti
Спечтоп Согр.	83,68	83,93	Briti
Coca-Cota Co	59,62	57,43	8.7.
Disney Corp.	89	84,68	Cad
Du Pont Nemours&Co	59	57,50	Euro
Eastman Kodak Co	60,93	59,93	For
Exxon Corp.	61.53	61,06	Clax
Gen. Motors Corp.H	62,56	61,18	Crar
Gen. Electric Co	71,06	69,56	Crar
Goodyear T & Rubbe	62,31	60,87	Gul
Hewlett-Packard	62,25	61,62	Han
BM	103,68	107,68	Crea
Inti Paper	47.37	47,06	H.5.1
J.P. Morgan Co	. 113,43	109,25	Impi
Johnson & Johnson	63,56	62,50	Lega
Mc Donalds Corp.	47,06	46,81	Lloy
Merch & Co.trc.	91,31	90,31	Mari
Minnesota Mrig &Mfg	95,06	94,75	Nati
Philip Moris	42,68	41,31	Peni
Procter & Gamble C	74	74,75	Reut
Sears Roebuck & Co	48,06	46.75	Saarb
Travelers	73,37	70,58	Shell
Union Carb.	44.93	44,43	Tate
Utd Technol	74,12	72,31	Zene

Sélection de valeurs du FT 100

	17/11	14/1
Affied Lyons	5.27	5,22
Barclays Bank	14,90	14,60
B.A.T. Industries	5,45	5,31
British Aerospace	15,49	15,48
British Airways	5,67	5,50
British Petroleum	8,64	8,36
British Telecom	4,60	4,58
B.T.R.	2,02	1,96
Cadbury Schweppes	80,8	5,88
Eurotunnel	0,58	0,60
Force	-	
Glaxo Wellcome	12,58	12,10
Granada Group Pic	7,99	7,90
Grand Metropolitan	5,68	5,60
Gulmness	5,66	5,56
Hanson Pic	0.87	0,87
Great Ic	6,96	6,76
H.S.B.C.	13,97	13,46
Imperial Chemical	8,A7	8,27
Legal & Cen. Crp	4,99	4,90
Lloyds TSB	7,14	6,59
Marks and Spencer	6,02	5,82
National Westminst	8,67	8,55
Peninsular Orienta	6,77	6,81
Reuters	6,58	6,32
Saatchi and Saatch	1,19	1,21
Shell Transport	4,13	4.01
T		

FRANCFORT Les valeurs du DAX 30





ijo do

DE3 1

C.C



Francfort. Dax 30 sur 3 mois

7

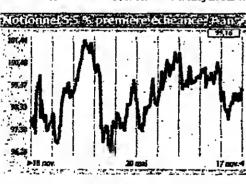
7

LES TAUX

Hausse initiale du Matif

LE MARCHÉ obligataire français a ouvert en hausse, mardi 18 novembre. Dès l'ouverture, le contrat notionnel du Matif, qui mesure la performance des emprunts d'Etat, gagnait 12 centièmes, à 99,28. La veille, le Matif avait terminé en baisse de 4 centièmes, pénalisé par la reprise boursière qui réduit l'attrait de l'obligataire, considéré comme valeur refuge depuis le début de la crise asiatique.

Sur le marché américain, le rendement moyen sur les



LES TAUX DE RÉFÉRENCE

	Taux	Taux	Taux	Inde
TAUX 17/71	jour le jour	10 ans	30 ans	des ø
France	3,32	5,60	6,19	1,7
Allemagne	3.35	5,57	6,20	1,80
Grande Bretagne	7,28	6,54	NC	2,8
itale	6,63	6,18	6,73	2,62
apon	0,44	.85	NC _	0,50
Etats-Unis	5,47	5,26	6,09	3,30

MARCHÉ OBLIGATAIRE DE PARIS

DE I PRINT			
TAUX OF RENOEMENT	Taux au 17/11	Taux au 14/11	indice (base 100 fin 9
Fonds d'Etal 3 à 5 ans	4,22	4,21	98,50
Fonds d'État 5 a 7 ans	5	4,96	100,09
Fonds d'Etat 7 à 10 ans	S,47	5,42	101,48
Fonds d'Etat 10 à 15 ans	5,81	5,77	101,20
Fonds d'Etat 20 a 30 ans	6,39	6,35	102,67
Obligations françaises	5,76	-S;73	101,02
Fonds d'État à TME	- 1,95	-1,96	98,28
Fonds d'Etat à TRE	- 2,18	-2,15	98,86
Obligat, franc. à TME	-2,20	~2,03	99,14

bons du Trésor à trente ans, principale référence, s'établissait à 6,08 %, contre 6,12 % en début de journée et 6,10 % par rapport à vendredi soir. Ce taux est reparti à la baisse après l'annonce d'une hausse de 0,5 % de la production industrielle américaine eu octobre, comme cela était prévu par les analystes. Le taux d'utilisation des capacités industriclles est en légère hausse, à 84,3 % contre 84,2 %. Les ex-

NEW YORK

 \rightarrow

Ecards 10 aus

perts tablaient sur une progression à 84,6 %. LE MARCHÉ MONÉTAIRE (raux de base bancaire 6,55 %) Vente 14/11

PROOF FRANCS I A		2,3313	***	3,2313	_
Pibor Francs 3 m		3,7231		5,7051	
Pibor Francs é sa	OIS	3,2555		3,8755	
Pubor Francs 9 m	Q75	175530		4,0039	
Pibor Francs (2)	non	4.1632		4,1502	
PIBOR ÉCU					
Pibor Ecu 3 mois		4525		4,6250	
Pibor Ecu 6 mois		4,5979		4.6979	
Pibor Ecu 12 moi	S	4,3021		4,8021	
MATIF Écheanges 17/11	volume	de ner	pius havt	pius. bas	premier
NOTIONNEL S.S	96	2-14	11000	<u> </u>	ET IA
Dec. 97	56954	99,16	99,18	99,00	99,10
Mars %		10.01	37.44	62.50	198 6.7
	-07	95.54	95.64	98,50	-9.52
luin 98	107	20 E	73.12	98.02	98.08

CONTRATS À TERME SUR INDICE CAC 40 pius bas

Dec. 97

95.16 98.10

2801,50

2302

LES MONNAIES

Repli du dollar LE DOLLAR était orienté à la baisse, mardi 18 novembre, à Paris. Au cours des premiers échanges interbancaires, le billet vert se négocialt à 5,7857/7867 francs, contre 5,8102/8112 francs lundi, au cours des dernières

transactions interbancaire. Quelques heures plus tôt, sur le marché des changes de Tokyo, l'avancée du dollar a été limitée par la nouvelle progression de la Bourse. Uo cambiste estimalt en

DEVISES	COURS BOF 17/11	5 14/11	Achat	Vente
Allemagne (100 dm)	334,EB(A)	- 0,01	322	346
Ecu	6,5310	+0.05	_	-
Etats-Unis (1 usd)	5,8252	+0,51	5,5200	6,1200
Belgique (100 F)	16,2350	0,01	15,6600	16,750
Pays-Bas (100 ft)	297,1200			-
Talie (1000 lir.)	3,4200	- 0,06	3,1500	3,6500
Danemark (100 krd)	87,9900	-0,01.	82	92
Irlande (1 iep)	8,7310	0,09	8,2500	9,1200
Gde-Bretagne (1 L)	9,8320	+0,11.	9,3500	10,2000
Grece (100 dractu)	2,1350	+0,12	1,5000	2,3000
Suede (100 kgs)	76,8800	-0,03	71	\$1 ::
Suisse (100 F)	411,5300	-0,45	398	422
Norvege (100 k)	82,1400	+0,13	76,5000	\$5,5000
Autriche (100 sch)	47,5800	-0,01	45,8500	48,9500
Espagne (100 pes.)	3,9695	- 0,03	3,6500	. 4,2500
Portugal (100 esc.	3,2850		2,9000	3,6000
Canada 1 dollar ca	4,1174	+0,16	3,8000	4,4000
apon (100 yenst	4,6498	· +1,43	4,4300	4,7800
infantis (mark)	111 5500	40.04	106	116

effet que la hausse du marché tokyoîte avait freiné la progression du billet vert contre le yen, mais que la devise américaine restait fondamentalement bien orientée. A la ciôture, le dollar se traitait à 125,68 yens, contre 125,55 yens en clòture à New York hundi. Le marché boursier a profité d'informations selon lesquelles le premier ministre serait favorable à l'utilisation de fonds publics pour aider les banques en difficulté.

1

US/DM

7

1



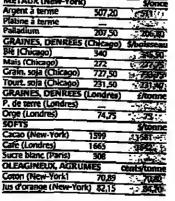
L'OR

	COURS 17/11	cours 14			
Or fin (k. barre)	\$7500	57500			
Or fin (en linget)	55300	57950			
Once d'Or Landres	301,75	303,			
Piece française(20f)	336	336			
Piece subse (200)	336	332			
Piece Union Lt(20f)	336	330			
Pièce 20 doñars us	2460	2400			
Pièce 10 dollars us	1370	1420			
Piece 50 pesos mex.	2210	2200			
	_				

LE PÉTROLE

INDICES		
	18/11	17/11
Dow-Jones comptant	136,41	- make
Dovr-Jones à terme	144,25	145,14
ÇRB	241,72	241.62
METAUX (Londres)	- 40	lars/tonn
Cutvre comptant .	1942,50	1955,50
Cuivre à 3 mots	1963,50	1967,50
Aluminium comptant	1629,25	1630,75
Aluminium a 3 mois	1663,50	7654
Plomb comptant	569,50	560,50
Piomb à 3 mois	580,50	.578,50
Etain comptant	5592,50	5687,50
Etain à 3 mois	5602,50	5612.50
Zinc comptant	1158,75	1139,50
Zinc a 3 mois	1172.50	4172,50
CC-1-1-1-1-1	7122 60	701 2 70

LES MATIÈRES PREMIÈRES



BI'RIDICE Footsis der Cent Priss		FINANCES ET MARCHÉS	● LE MONDE / MERCREDI 19 NOVEMBRE 1997 / 23
Vembre, en housse de la comme	CAC 40 Cache Cac	10	1076
	OBLIGATIONS % OAT 89-01 TME CAI 101.88 4.936 B.M.P.Interaction Nat.Bq. 9% 91-00 du coupon OAT 10% 90-01 ecc. 114.60 7.30 ct. Biodermann Nat.Bq. 9% 91-00 107.50 2.988 ct. St. P.P. Oat 8.5% 91-02 ecc. 111.97 5.846 ct. Centeroine 1 CEPME 9% 89-99 CAM 107.50 2.988 ct. St. St. St. St. St. St. St. St. St. S	AdSES	322 322 ACTIONS Cours Demiers
	CEF # 66 66 10 Get 2000	ies 8	HORS-COTE Une sélection. Cours relevés à 12 h 30 MARDI 18 NOVEMBRE Cours précéd. Cours précédent; Il coupon détaché; o droit détaché; o o offert; de demandé ; foffre réduite; 4 demande réduite; 4 contrat d'animation.
MATERES PREMIERES	Moneden 9342233 934275 Ecur. Capipr	Table Tabl	Crécitit Murinet Kales Dynamisme 1090,04 1068,67 1067,23 1046,20 1067,23 1046,20 1067,23 1046,20 1067,23 1046,20 1067,23 1046,20 1067,23 1046,20 1067,23 1046,20 1067,23 1046,20 1067,23 1046,20 1067,20 1067,23 1046,20 1067,

SCIENCES Les trapps, coulées de laves monstrueuses pouvant at-teindre la superficie de la France, témoignent des soubresauts volcaniques violents qui ont marqué

l'histoire de notre planète.

DOUZE ÉPISODES de ce type, continentaux nu snus-marins, ont été répertoriés sur les derniers 300 millions d'années. Certains d'entre eux coin-

cident avec des extinctions massives d'espèces vivantes.

◆ LES MESURES qui viennent d'être effectuées sur les trapps d'Ethiopie par une équipe franco-ethiopienne permettent de

relier précisément cet écoulement magmatique, épais de 2 000 m sur 500 000 km², avec un épisode glaciaire daté par d'autres chercheurs.

• L'INJECTION MASSIVE d'aérosols

dans l'atmosphère et la présence de lacs de lave de la taille de la France ont pu modifier le dimat bien plus profondément que les perturbations liées au volcanisme actuel.

D'immenses coulées de lave ont déréglé le climat, il y a 30 millions d'années

De nouvelles datations, effectuées par des chercheurs français et éthiopiens, permettent de relier les trapps d'Ethiopie à la glaciation qui a succédé aux périodes chaudes de l'éocène

LA TERRE est une planète vivante et en perpétuel remaniement. A plusieurs reprises, des éruptions volcaniques gigantesques out ravagé des surfaces grandes comme la France pendant des millénaires, formant des coulées de laves basaltiques épaisses de 1 000 mètres à 2 000 metres. Sur les 300 derniers millions d'années de la vie agitée de notre globe, les spécialistes ont recense douze grands épisodes volcaniques de ce type, continentaux et

sous-marins. Les empilements de laves de Sibérie soot les plus anciens. Vieux de 248 millions d'années, ils marquent, à la fin du permien, l'une des plus importantes extinctions que la Terre ait connu. Près de 95 % des espèces marines vivant à cette époque ont disparu. Les niches écologiques laissées vacantes ont ensuite été occupées par les premiers dino-

Les trapps pourraient avoir contribué à l'extinction de nombreuses espèces et à la disparition des dinosaures

Plus connues, les coulées volcaniques du Deccan ont recouvert en moins de 1 million d'années le centre et l'ouest de l'Inde d'une épaisseur de laves haute de 3 000 mètres, à la fin du crétace, il y a quelque 65 millions d'années. Attaquées par l'érosion, elles forment maintenant d'Immenses marches d'escalier, d'où leur nom de • trapps » (marches en suédois). devenu depuis un nom générique pour ce type de phénomène. Ces trapps du Deccao, associés à la chute d'un astéroïde géant, pourraient avoir contribué à l'extinction de nombreuses espèces et à la disparition des dinosaures à la fin du crétacé.

Le trapp de la rivière Columbia, aux Etats-Unis, plus jeune puisqu'il date de 16 millions d'années « seulement », correspond également à une extinction d'espèces.

Les trapps continentaux semblent donc rythmer les grandes périodes climatiques et écologiques de la Terre, et la disparition d'espèces entières, comme si « la dynamique du globe, par hoquets successifs, contrôlait l'évolution », explique Vincent Courtillot, directeur de l'Institut de physique du globe de Paris (IPGP).

Pour établir des corrélations et vérifier cette hypothèse, il est cependant impératif de donner un age précis à ces coulées magmatiques. C'est ce qui vient d'etre fait en Ethiopie, où une équipe de scientifiques français et éthiopiens, dirigée par Vincent Courtillot, a découvert que les trapps éthiopiens, épais de 2 000 mètres et qui couvraient à l'origine une surface de 500 000 kilomètres carrés, ont été créés il v a environ 30 millions d'années.

Ces chercheurs, qui appartiennent à l'IPGP à Géosciences Azur (Nice, Alpes-Maritimes), au Centre europeen de recherche et d'enseignement en géosciences de l'environnement (Cerege) à Aix-eo-Provence (Bouches-du-Rhône) et au département de géologie et de géophysique de l'université d'Addis-Abeba, démontrent dans la revue Nature du 23 octobre que ces laves se sont repandues en deux flux pendant une durée de 600 000 ans à 1 million

d'années. Des mesures effectuées précédemment par d'autres équipes avaient fourni un âge moins précis et des durées d'éruption beaucoup plus longues, de l'ordre de 10 à 20 millions d'années.

Pour obtenir ces résultats, l'équipe franco-éthiopienne a prélevé un certain nombre d'échantilions de lave sur le rebord nord du grand plateau volcanique éthiopien, la où culmine le Ras Dachan à

4 620 mètres. A cet endroit, « l'érosion a dégage des falaises, ce qui permet d'avoir une coupe complete de la séguence de lave sur 2 000 mètres de hauteur », explique Pierre Rochette, professeur de géophysique à l'uni-versité d'Aix-Marseille-III et l'un des signataires de l'article de Nature.

Les chercheurs ont ensuite daté les roches en comparant le rapport de deux isotopes de l'argon. l'argon 39 et l'argon 40, méthode

Des « points chauds » autour du globe

Les gigantesques provinces volcaniques dont on observe encore aojourd'hui les marques en différentes régions dn globe (Inde, Sibérie, nvière Culumbia aux Etats-Unis, Ethiopie) ont été provoquées par des sortes de « lances » thermiques que l'on appelle des « points chauds ». Ces phénnmènes issus des profundeurs du globe se manifestent sous la firme de panaches de matière chaude qui montent vers la surface de la croûte terrestre et finissent par la percer. Les roches fondnes se répandent alors en grands dépôts.

Au cnurs des temps géologiques, ces points chauds restent fixes alnrs que les plaques tectoniques, qu'ils lèchent, « défilent » au-dessus d'eux. Celui de la Réunion, situé à 1 000 mètres de profondeur, « fonctionne» » depuis 60 millions d'années et a contribué à former les trapps du Deccan an moment nu l'Inde le « survolait », contribuant ainsi à détacher l'Inde de l'Afrique et à former l'océan Indien. Les trapps d'Ethiopie correspondent, quant à eux, à la naissance du point chaud de l'Afar, à la séparatinn de l'Afrique et de l'Arabie separées aujourd'hui par la mer Rouge.

plus fiable que les mesures habituelles au potassium/argon. Ils ont ainsi obtenu une première datation qu'ils ont affinée grâce à l'analyse des inversions du champ magnétique terrestre enregistrées dans les laves du massif.

Des datations effectuées au Yémen, de l'autre côté de la mer Rouge « montrent la parfaite similitude » avec les laves éthiopiennes et confirment qu'à l'origine ces deux znnes formaient une province basaltique unique, qui a été séparée en deux par l'ouverture de la mer

De surcroît, les traces de l'intense activité volcanique éthiopierme ont été constatées dans des « carottes » prélevées dans l'océan Indien, à 2 000 kilomètres de là, lors des campagnes du programme international de forage profond (Ocean Drilling Program).

Cette noovelle datatinn des trapps éthiopiens permet de les relier à la glaciation qui a régné sur la Terre il y a 30 millions d'années et qui est attestée par le rapport des deux isotopes de l'oxygène, On et Ou, présents dans le carbonate de calcium des sédiments marins prélevés dans l'Atlantique Sud. Ce refroi-

dissement s'est traduit par une baisse importante du niveau des océans, de l'ordre de 40 à 80 mètres, et par la création d'une épaisse couche de glace sur l'Antarctique. «Cette glaciation, survenant après le ciimat chaud qui a régné pendant l'éocène, a certainement perturbé la vie sur Terre », précise de son côté Jean Besse, spécialiste de paléomagnétisme à l'IPGP.

. .

- 11

22.

5.57

34 4 - · · ·

(green)

87

diam'r.

297 21.55

be-

22. · · ·

 $\mathcal{L}(A) = \frac{1}{2}$

ë-.r.

. .

1.2

- 1

0.7

720

2.5

eric :

2.7

TRACTICAL A

1 Acres

300 4.

Branch ...

4 kg 30 . .

WE LETTER

٠,

· .

(Wille

122

5...

Un tel refroidissement a pu être provoqué par l'injection massive dans l'atmosphère terrestre des aérosols riches en soufre et des poussières en pravenance des trapps éthiopiens. « Des lacs de lave de lo taille de la France portés à une température de plus de 1 000 degrés devaient certainement provoquer des phénomènes atmosphériques importants, sans commune mesure avec ceux liés au volcanisme actuel », confirme Pierre Rochette,

Mais on ne sait pas encore très bien si ces énormes structures magmatiques ont été créées par une série d'éruptions volcaniques ou par une accumulation lente et régulière de matière en provenance des profondeurs du globe.

Christiane Galus

Une province basaltique grande comme la France • 4 L'analyse des trapps découverts au

Yémen et en Ethiopie montre une parfaite similitude qui confirme qu'à l'origine ces deux zones formalent une province basaltique unique. Il y a trente milliona d'années, des roches en fusion ont perce l'éconce l'erestre et ont commencé à s'y épancher. La plaque qui les supportait s'est ouverte et ses deux morceaux se sont sépares progressivement, laissant il y a environ dix millions d'années un important tosse, le nit, dans lequel s'est formée la mer Rouge. Aujourd'hul, l'érosion ayant fait son œuvre, des restes de ces trapps existent tant au Yernen qu'en Ethopie, ou, à l'origine, ces épanchements, épais de 2 000 mètres d'épaisseur, occupaient une surface de contracte de la companient une surface de 500,000 kilometres carres

-30 PANACHE DE MANTEAU CHAUO . (ROCHES EN FUSION) ERYTHRÉE CHBOUTT POINT CHAUD AFAR

Nouvelle alerte informatique sur la station orbitale russe Mir

L'ORDINATEUR de remplacement qui équipe depuis quelques se-maines la station orbitale Mir a été débranché pendant deux jours en raison d'un problème de ravitaillement en électricité, a indiqué, dimanche 16 novembre, le Centre de contrôle des vois spadaux russes. Vendredi 14 novembre, ce calculateur s'est mis en alerte et s'est débranché automatiquement. Conséquence : le système d'orientation de Mir par rapport au Soleil est devenu inactif et les panneaux solaires de la station, mal orientés, n'ont alors pu recharger les batteries. Ce sont les moteurs du vaisseau Soyouz qui ont permis d'orienter la station jusqu'au redémarrage de l'ordinateur, dimanche 16 novembre. Tous les appareils électriques qui avaient été déconnectés pour économiser de l'électricité ont alors été rebranchés et une partie des gyroscopes qui assurent l'orientation automatique de la station ont été remis en marche. - (AFP)

■ TÉLÉMÉDECINE : la première expérience européenne de télémédecine par satellite entre l'Italie et la Bosnie, menée depuis septembre 19%, est concluante. Son extension à l'hôpital IDI de Tirana, en Albanie, pourrait, selon l'Agence spatiale européenne (ESA), être envisagée ra-pidement. Ce programme, dénommé Shared (Satellite Health Access for Remote Environment Demonstrator), fonctionne depuis septembre 1996 grace aux liaisons satellitaires fournies par l'agence via le satellite européen Eutelsat-II-F4. Il a permis l'instauration de services de soins avec transmissioo de radiographies et d'images de scanner entre, d'une part, l'hôpital San Raffaele, à Milan, la polyclinique militaire Celio, à Rome, et. de l'autre, un hôpital de campagne italien participant à la mission de maintien de la paix en Bosnie, et le CHU de Sarajevo.

PROBLÈME № 97256

1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11 12

• SOS Jeux de mots : 3615 LEMONDE, tapez SOS (2,23 F/min).

SCRABBLE @ PROBLÈME Nº 44

MOTS CROISÉS

priori. - 9. Persnnnel. Henri demanda a Philibert Delnime d'y construire un petit nid pour Diane. 10. Supportent et répartissent les charges. Spectacle nippon. - 11. Pour s'envoyer en l'air en solitaire. Présentoir. - 12. Famille d'ébénistes qui fournit à Marie-Antoi-

Philippe Dupuis

SOLUTION DU Nº 9725\$

nette des meubles à secret.

HORIZONTALEMENT I. Acquittement. - II. Mouture. Umar. - III. Eté. Tisseuse. - tV. Neuf. Et. Réas. - V. Tuteurage. - VI. Ire. Semonces. - VII. Ressenti. -

VIII. Epelė. Nd. BSN. - IX. Ronflat.

1. Amentifere. - 2. Coteur. Pop. 26 novembre

Biett. - X. Epte. Isopets.

– 3. Queutérent. – 4. Ut. Fc. Elfe. – 5. IUT. Ussel. - 6. Trières. Ai. - 7. Testaments. - 8. Gnnd. - 9. Muèrent. BP. - 10. Emue. Cible. -11. Nasale. Set. - 12. Très. Sinus.

A la recherche du troisième mot 1. Vous avez tiré C E E M O S T a) Trouvez un mot de sept lettres,

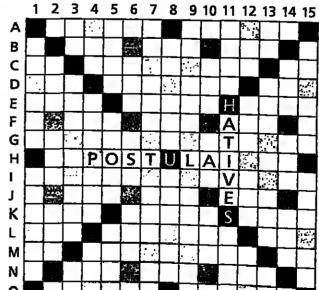
malheureusement implaçable. b) Avec ce même tirage, trouvez quatre mots de huit lettres en le complétant avec quatre lettres différentes appartenant à l'un ou à l'autre des deux mots placés sur la

N. B. Dès que vous avez trouvé une solution, effacez-la avant de conti-

2. Préparation de la grille de la semaine prochaine c) Premier tirage: EFICORT Trouvez un sept-lettres. d) Deuxième tirage : A C D E G K O. Trouvez un six lettres et un cinq-

lettres incluant chacun le R. Solutions dans Le Monde du Solution du problème paru dans

Le Monde du 12 novembre Chaque solution est localisée sur la grille par une référence se rapportant



rence commence par une lettre, le mot est horizontal; lorsqu'elle commence par un chiffre, le mot est vertical. a) ALTIERE ou les anagrammes

ATELIER, ETALIER OU REALITE. b) ETALERAL 3 F, 70-RATELIER, 4 H, 68, ou l'anagramme ARTERIEL-AEROLITE, 6 E, 62, on les ana-

RETAILLE, 7 C, 61 ou l'anagramme TEILLERA-TAULIERE, 14 E, 62, OIL l'anagramme ALEURITE-ETALIERE 15 G, 77-REPAYEES, A 8, 57. c) POSTULA

d) HATIVES ou HAVITES, brillates l'extérieur de la viande.

ιx

HORIZONTALEMENT

IV

VI

VII

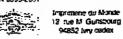
VIII

I. Ses coups font avancer. - II. Entouré de tendresse. Ville d'accord. - III. Quand on y descend, c'est pour se faire entendre. Des hommes pour les hommes. - IV. Léger ou allégé d'une partie du chef. - V. Possessif. Bousculent nos sens. - VI. Article. Met son esprit en mouvement. - VII. Pigeon des champs que l'on retrouve en ville. Mise sur une voie. - VIII. Fouille dans nos intentions. Nettole à l'intérieur. Encadrent tontoo. - IX. Plongera dans un liquide. Supprima le plaisir. - X. Sale coup VERTICALEMENT

VERTICALEMENT

1. Donne des coups au cœur quand elle pousse. - 2. A tendance à oublier ses enfants chez les voisins. Anglais à poil dur. - 3. Montés pour la première fois. Descend. -4. Article etranger. Essayer d'aboûr le hasard. - 5. Soulevées pour le déplacement. Jette ses rayons sur le Nil. - 6. Seras le premier à s'en servir. - 7. Regarde les choses bien en face. - 8. Neige éternelle. Balaye devant la porte de la police... a PRESTED EL FRANCE

à sa première lettre. Lorsaue la réfé-Se TRONDE est edica par la SA Le Monde. La reproduction de tout amble est interdite sans l'accord



- président - Gérant Horax teur géneral Stéphene Com 21 bis, rue Claude-Bernard - BP 218 75226 PARIS CEDEX OS Tél : 01-42-17-39-00 - Fax : 01-42-17-39-26

Commission parsaire des journaux et publications n° 57 437

Vice-president

grammes ETIOLERA et ETOILERA-

Michel Charlemagne

lacs de lave de la trelle de la fresence de la verde la trelle de la frese de ont ou modifier in comet bein pla gratandement que es perurbetos tions are volcanisme, actual

 $\cdots :: \cdot_{i_{2}}$

1 1 2

.. ::::

.

, +===

1. 1.

30 millions d'années mettent de relier e l'égrène

Marie THE PERSON OF TH

-कि के किया है और वह या द्वारा है है । Company to partner comit The state of the s was and receipton of deep The second of the second of the second the state of the state of the and the state of the best

THE REAL PROPERTY. STATE OF THE PERSON OF THE PER The state of the s The second second THE PERSON NAMED IN COLUMN And the principle of the second sections **10** The American Section of the

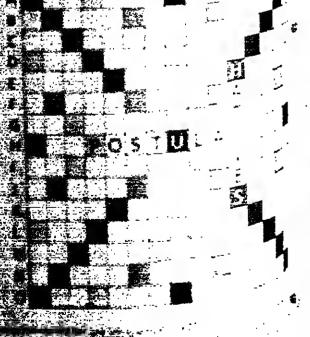
A STATE OF THE PARTY OF THE PARTY. THE PARTY OF THE PARTY OF **衛衛を基づける事をいることできまって** the statement of any resident day. Service of the serve by the The state of the s MATAOREDIA POLI PRINTER

ouvelle alerte informatique ir la station orbitale russe Mir

the state of the second sect of the section meter a statistical terms of the last terms of the state The first of the second second second second second second 是,最近的the track to the track to the track to the production of the section of the sec MERCHANICALLY IN SECTION WHEN THE WASHINGTON The second secon AND AS THE KIND OF THE STATE OF Contract of Assessment the state of the properties of the first of the

The state of the s A STATE OF THE STA Section Section 1 A STATE OF STATE OF THE STATE O A CONTRACTOR OF THE PARTY OF TH A September of the Sept The state of the s

eche du troisieme mot



« Swedish-Match » surfe en tête de la Whitbread,

Le voilier suédois, skippé par Gunnar Krantz, mène largement la course vers Fremantle (Australie), après avoir raté la première étape

La course autour du monde en équipage et avec escale prend toute sa dimension depuis le départ de la deuxième étape qui emmène une flotte de neuf bateaux du Cap (Afrique du Sud) à Fremantie (Australie). Les « réga-

ter avec la côte

au départ de la

étape qui doit

les mener dn

Cap (Afrique

du Sud) à Fre-

mantle (Aus-

tralie). Swedish-

deuxième

SWEDISH-MATCH a été pris d'une

inspiration. Le 8 novembre, buit des

neuf bateaux encore en lice pour la

course autour du moode en équi-

pages et avec escales ont préféré flir-

Match, hii, a taillé la route vers le large

pour aller y chercher les vents. Son

skipper, le Suédois Gunnar Krantz, a

plus tard expliqué qu'il s'était fié à la

direction de la fumée s'échappant des

cheminées d'un navire passant moins

d'une beure avant le départ. Son

Sa confiance a été récompensée.

Swedish-Motch fait cavalier seul, à

l'image de l'EF-Language de Paul

Cayard, qui avait su trouver dès le dé-

but de la première étape la bonne

brise qui lui a permis de creuser

Laurent Bourgnon récompensé

Le navigateur franco-suisse Laurent Bourgnon sur Primagar, a

terminé à la première place du championnat du monde 1997 des

skippers. Ce classement, établi par la Fédération internationale de

la course océanique (FICO), prend en compte les résultats acquis

par les coureurs an cours des quatre dernières années sur l'en-

semble des courses au large (Whitbread, Route du rhum, Vendée

Globe, Fastnet, Transat Québec - Saint-Malo, Route du café).

Laurent Bourgnon, qui Obtient cette place pour la cinquième année consécutive, précède les Prançais Loick Peyron et Paul Vatine.

tobre la traversée Le Havre-Carthagène, établissant ainsi un non-

veau record de la Course du café (Le Monde du 28 octobre). Loick

Peyron, skipper de Fujicolor, troisième de cette épreuve, avait alors

accusé les frères Bourgnon d'avoir triché en ne respectant pas la

dernière bouée du chenal lors du départ. Peu de temps après, il

Laurent Bourgnou, associé à son frère Yvan, a remporté le 25 oc-

équipage l'a suivi dans ce pari osé.

VOILE

gagne avec brio ses galons océaniques, font les frais des humeurs du « Grand Sud » dont même les habitués n'anticipent pas toujours

l'écart. Novice dans la Whitbread et

beau joueur, le skipper franco-améri-

cain du deuxième des trois bateaux

suédois de la flotte vainqueur au Cap

(Le Monde du 22 octobre), a vite

compris l'avantage que possédaient

les « vétérans » des mers du Sud sur

cette étape. « Le moniement des voiles

dans les vents extrêmes sera détermi-

nont, estimait-il quelques beures

après le départ, tout comme une juste

estimation du vent que peut générer un

Gunnar Krantz a expliqué la déce-

vante huitième place de Swedish-

Match dans la première étape par une

erreur tactique au large des côtes

françaises qui a « fait boule de neige

sur le reste du parcours ». Sûr du choix

de son équipage, dont le noyau est

composé d'hommes qui sont, à terre,

ses associés dans une société de pro-

motion liée au sport, il n'a rien chan-

gé sauf quelques voiles au départ du

Cap. Il a embarqué un douzième

bomme, Matthew Humphries, blo-

qué à quai pour cause de banque-

route d'America's-Chollenge, le ba-

paquet de nuages sera fart utile ».

tiers » comme le vainqueur de la première efficacement les évolutions. Les bateaux nor-étape, le Franco-Américain Paul Cayard, qui diques se distinguent depuis le début de diques se distinguent depuis le début de l'épreuve. Sur le Suédois EF-Education, Paul Cayard s'est magistralement imposé au Cap, pour sa première participation. Swedish

pour la deuxième étape suivi du Norvégien Innovation-Kvaenner, skippe par Knut Forstad. Arrivée prévue aux alentours du lundi



teau sur lequel il avait embarqué (Le Monde du S novembre).

Le Britannique navigue pour la seconde fois dans une course autour du monde sur un bateau du type Whitbread 60 conçu pour fonctionner de façon optimale dans la partie do globe que parcourt actuellement la flotte. Il a sans doute doubler les îles Kerguelen avec délectation. Lors de sa précédente Whitbread en qualité de skipper de Dolphin ond Youth, Matthew Humphries s'était immergé dans l'eau glacé pour tenter sans succès de rattacher le gouvernail endommagé du bateau. L'affaire s'était réglée à quai, dans l'ancien archipel de la Désolation avec l'aide de scientitiques français.

Un membre d'équipage de Chessic Rocing, a lui aussi eu droit à un bain forcé et revigorant il y a quelques jours : pour vérifier l'état du gouver-nail après une collision avec une baleine. Mardi 18 novembre, Innovation-Kyaerner en a « chevauché » une antre croyant se faire chahuter par une lame verticale. Les habitués des mers du Sud disent n'avoir jamais croisé autant de mammifères marins dans le secteur : « Ils prospèrent, il y en aura bientôt plus que d'icebergs. »

LES « PLAISIRS DU GRAND SUD »

Des anticyclones situés très au sud ont forcé les concurrents à descendre plus que prévu. L'équipage féminin d'EF-Education, lootemps coincés dans la « pétole » s'inquiétait, le 12 novembre, de n'avoir pas encore moûté les « plaisirs du grand Sud : embruns glacés, longs surfs, records de vitesse, couleurs du ciel chargé de mages puissonts ». Mais Gunnar Krantz n'était pas dupe. « D'ici deux jours, surs que nous pourrons enfiler nos casques », écrivait-il. Jusqu'ici les redoutables mers du Sud lui ont épargné la casse. Dès mercredi 19 00vembre, ils devaient toumer à l'est pour favoriser à nouveau les bateaux

L'arrivée de Swedish-Match qui possède environ 300 milles nautiques d'avance sur soo premier poursuivant, Innovation-Kvaerner est prévue au plus tôt le 24 novembre. Toshiba suit à une centaine de milles. La vraie course se jouera vraisemblablement pour la quatrième place entre EF-Longuoge et Silk-Cut mais Paul Cayard mettra tout en œuvre pour ne

pas perdre le bénéfice de sa victoire

Reste à supporter, le froid et l'humidité. Le chauffage a rendu l'ame à bord de Swedish-Match comme à bord d'Innovation-Kwaemer. Les équipages n'apprécient pas. « Nous sommes tous résignés à passer le reste de l'étape dans des vétements et des sacs de couchage trempés et glocés, écrit Gunnar Krantz dans un courrier électroonique. Quand le pense qu'America's-Challenge avait prevu de faire cette étape sans radiateur... Moi, J'en exigerai deux pour lo cinquième étape, celle du Cap Horn. Le mouille

tiède vaut mieux que le movillé froid. »

Patricia Jolly

Nathalie Tauziat créé la surprise aux Masters de tennis de New York

MARY PIERCE et Nathalie Tauziat se soot qualifiées, lundi 17 novembre, pour les quarts de finale des Masters féminins, la finale du circuit qui se dispute à New York jusqu'au série nº 7, a battu la Belge Sabine Appelmans, dix-huitième joueuse mondiale (6-3, 6-4) et la deuxième (14°) a créé la surprise en s'imposant devant la Sud-Africaine Amanda Coezer, quatrième mondiale (6-3, 6-3). Nathalie Tauziat a décrocbé sa place pour les Masters grace à une belle fin de saison. Elle s'est hissée deux fois en finale à Zurich et à Philadelphie eo octobre et en povembre. A trente ans, elle n'avait pas gagné de match en quatre participations aux Masters et elle n'avait jamais battu Amanda Coetzer en quatre confrontations. En quart de finale, elle rencontrera la Croate Iva Majoli (nº 6) ou l'Allemande Anke Huber (124).

De retour après une infectioo rénale, Mary Pierce est apparue en forme pour battre Appelmans grace à un service performant. En quart de finale, elle rencontrera la Suissesse Martina Hingis (nº 1), eo quête du treizième titre de sa saisoo ou la Néerlaodaise Brenda Schultz-McCarthy (16°), qui l'avait battue en octobre, en finale de la Fed Cup. La dernière Française en lice, Sandrine Testud (13°), s'est inclinée face à la Roumaine Irina Spirlea (0° 8) (6-3, 5-7, 6-41. En double, la soirée a été marquée par la défaite des têtes de série nº 1, Natasha Zvereva et Gigi Fernandez qui, à trente-trois ans, faisait ses adieux au circuit. En dix ans, elle a gagné dix-sept titres du Grand Chelem, dont quatorze avec Zvereva. Avec Mary Joe Fernandez, elle était double championne olympique de Barcelone et d'Atlanta (1992,

Cyrille Guimard happé par le cycle des affaires

CYRILLE GUIMARD n'a pu mener plus loin sa double vie. Aussi grand directeur sportif que piètre bomme d'affaires, il était parvenu jusque-là à dissocier les deux facettes de son personnage, à faire oublier la part d'ombre. Ses revers financiers étaient ensevelis sous les bouquets de vainqueur qu'il glanait par procuration. Ces victoires occultaient les passifs des bilans, à défaut de les comblex. L'ennui est qu'il lui fallait gagner sans cesse plus dans le peloton pour faire oublier ses pertes grandissantes dans le business. Une nouvelle année sportive décevante a suffi à briser ce dangereux équilibre.

Vendredi 14 novembre, les deux

s'était rétracté.

pans de sa vie se sont rejoints. Un communiqué publié dans la soirée annonçait que l'équipe cycliste Cofidis et Cyrille Guimard « se séparaient », façon élégante d'annoncer la mise à l'écart du directeur sportif. L'employeur invoquait les démêlés judiciaires de son salarié dans l'affaire des vélos Siclor (Le Monde du 24 juillet). Mis en examen, entre autres chefs, pour « obus de biens socioux » et « banqueroute par comptabilité fictive ». l'homme était placé depuis le 23 octobre sous contrôle judiciaire. C'en était cette trop pour un commanditaire spécialisé dans le crédit. « On va continuer à fonctionner avec l'équipe en place », affirme François Migraine, président de Cofidis compétition.

« Fatigué de cette affaire », « effondré », aux dires de ses proches, le Nantais est retourné en Bretagne sans livrer le moindre commentaire sur ce nouveau rebondissement. A cinquante ans, cet homme à l'insondable énergie tentera de se relever de cette chute comme il le fit dans sa carrière de coureur, en 1969, après une semaine de coma. Pour comble d'ironie, sa situation s'apparente anjourd'hui à celle de Bernard Tapie. dont il fut à la fois le plus franc détracteur et le plus secret admirateur quand ce dernier se piqua de cyclisme. Notre homme, hii, a été bercé dans le peloton depuis tou-

A quatorze ans, ce fils de maçon a quitté l'école avec un brevet d'ajusteur. Ses premiers sous, gagnés dans une usine de parpaings,

sont passés dans l'achat d'un vélo. Il a ensuite travaillé aux chantiers navals de Saint-Nazaire. A dix-sept ans, il a coupé avec les siens pour lancer sa carrière sportive, seul à Chateaubriand (Loire-Atlantique). A vingt et un ans, il est devenu professionnel chez Mercier. A vingt-neuf ans, des problèmes récurrents de tendon l'ont poussé à une retraite prématurée. Entretemps, le routier-sprinter avait défié Eddy Merckx, notamment lors du Tour de France 1972 où il fut contraint d'abandonner, l'avantdernier jour, maillot vert sur les

« Je crois aux valeurs sportives et je ne suis pas un spécialiste du droit des affaires »

Les pépins physiques ont bridé la

carrière du coureur, ses coups de gueule également, qui ont froissé le milieu et lui ont retiré blen des bons de sortie du peloton. Mais le personnage a la volonté et l'art de la persuasion. Il fascine par sa détermination. Il n'a pas trente ans quand lui est proposé son premier poste de directeur sportif pour les cycles Gitane qui deviendront Renauît-Gitane. De 1976 à 1984, îl s'adjuge sept Tours de France sur neuf grâce à Lucieo van Impe, Bernard Hinault et Laurent Fignon. Il révélera surtout quantité de jeunes talents. Sa science de la course et la science tout court mettent Cyrille Guimard en avance sur son

Mais les poulains se lassent les uns après les autres de leur impossible mentor Bernard Hinault et tant d'autres le quittent en mauvais termes. « C'est une fripouille », lancera même Marc Madiot. « C'est le plus incroyable businessman que j'aie jomois rencontré », avouera pour sa part Greg LeMond, qui fi-nira par lâcher l'homme qui l'a fait venir du Nevada pour les millions de Bernard Tapie. En 1989, l'Américain gagne le Tour avec huit secondes d'avance sur Laurent Flgnon, buit secondes arrachées sur

tie, au guidon de triathlète qu'il inaugure. Pour la première fois, Cyrille Guimard n'est plus en

Avec les années, l'homme va devoir fondre son ego dans la masse. En 1996, il se retrouve sans commanditaire et démarche 200 entreprises en vain. En 1997, après avoir prospecté de plus jeunes et sémillants managers, Cofidis lui propose de s'occuper de sa riche équipe. Mais la malchance va s'acharner - cancer de Lance Amstrong, chute de Tony Rominger, blessure persistante de Mauricio Fondriest - et amputer son palmarès. Oui plus est. Cyrille Guimard s'est fait trop d'inimitiés dans le milieu. Sous le « M. Plus » du peloton a vite percé le Rastignac du cyclisme. Encore coureur, le Nantais sui-

vait des leçons de français. Il avait également entamé des cours de gestion. L'ambitieux avait sans doute vu trop de ces anciens cyclistes impécunieux tramant leur misère dans le peloton, vendant leur savoir à qui eo voulait. En 1985, à l'arrêt de Renault, le salarié Guimard décide de monter sa propre entreprise, France Compétition. La société possède les contrats des coureurs et loue clé en main les services de l'équipe aux sponsors, Système U puis Castorama. Parallèlement, il développe une marque de cycles, Maxisports. Les deux entreprises tomberont finalement en faillite, sans autre dommage qu'une fâcherle définitive avec son associé Laurent

En 1996, Cyrille Guimard lance donc avec Camille Letierce, ancien bras droft de Bernard Tapie, la marque de vélo de luxe Sicior à Vierzon (Cher). C'est un nouveau fiasco. Près de 7 millions de francs de subventions et de prêts divers n'empêcheront pas, moins d'un an après, la liquidation judiciaire. « l'ai fait preuve de naïveté, assure le fils d'ouvrier qui voulait être patron. Je crois oux valeurs sportives et je ne suis pas un spécialiste du droit des affaires. » Le drame de Cytille Guimard est d'avoir sonvent confondu les deux.

Benoît Hopquin



Volvo S40/V40 et S70/V/0 foutes motorisations. Essence turbo diesel et TDI. Ces Séries Spéciales sont éguipess en serie de l'ABS des arbags frontaux Volvo (passager en option gratuite) et latéraut SIPSbag. Pour votre confort, les Séries Spéciales disposent de la direction assistée, de la condamnation centralisée des sièges et du volant réglables en hauteur d'un volant cuir, ét un interaction fassistée de la lecteur CD, de fantes alumination et de la chroatisation. des 130 2000 par

OFFRE DE CRÉDIT EXCEPTIONNELLE. INFORMATIONS ET ESSAIS : 08 36 68 60 61 (J. John Ou 3615 VOLVO ILJOHN

(1) Volvo \$40 1,6L «Série Speciale» AM 98 139.900 F varif au 01/11/97 valable jusqu'au 15/12/97, (*) sauf \$40/V40 T4. Modèle présenté Volvo V40 1,8L «Série Spéciale» avec options peinture métallisée et jantes Gaspru 16" : 158.950 F.

Rungis à marée haute

Brasserie de bord de mer à quelques kilomètres de Paris

TRENTE ANS déjà. Quand, en avril 1969, les Halles quittent la capitale pour venir s'installer dans leur ville nouvelle, les Parisiens s'étaient vaguement promis d'aller leur rendre visite pour savoir si le sang trais avait le même goût à Rungis que du côté de la rue de la Grande-Truanderie. On les attend toujours. Baltard se préparait à manger les pissenlits par la racine. On le mettrait bientôt en caisse. Les costauds ne partageraient plus le Ricard avec les noctambulisés du petit matin. Le Sébasto se sentait déjà orphelin. C'était fini.

Nuit noire, poste de péage façon douane autrichienne des années 60 avec gardien en uniforme et boutons dorés. Comme disait Tristan Bernard de son théâtre, on aurait dû venir armé, l'endroit est désert. Pilotage à l'estime, en s'égarant plusleurs fois dans un fond de port, cousin des docks de Rotterdam. Ah! des lumières. Voilà notre affaire : restaurant A la Marée, 2, place des Pêcheurs, Marée 338, Rungis.

Une brasserie au ras du bitume. qui faisait sursauter ses lampions dans les obscurs. D'autres papillons du soir entrent. Couples enlacés de confidences, tablées d'Européens à l'assaut de plateaux de fruits de mer, Japonals plus égarés que lamais. Le sentiment de ne plus pouvoir retrouver le chemin de retour donne de la souplesse au diner, pour peu qu'on ait parié d'attendre le grand charivari, qui, dans quelques heures, va s'ébrouer au moment où la ville viendra faire son marché.

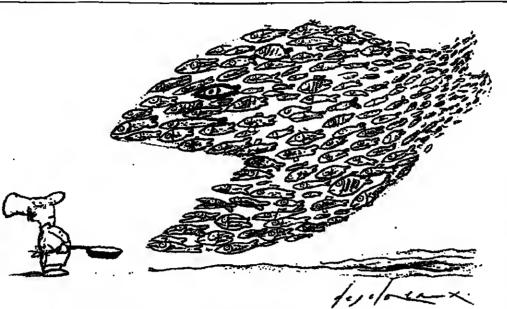
Dans Atlantic City, le film de Louis



Malle, l'actrice Susan Sarandon travaille dans un bar à huîtres. Le soir chez elle, pour enlever toute odeur liée à son travall, elle utilise des moitiés de citron en guise de savon. Devant sa fenêtre ouverte, penchée au-dessus de son évier, elle se frotte langoureusement les bras, les poignets, la gorge, avec ces agrumes dont le jus ruisselle sur sa peau. Burt Lancaster, d'une feuêtre voisine, ne semble pas considérer la scène comme une banale pratique d'écailler mais plutôt à l'égal d'une vision érotique. Les 130 000 tonnes de citrons que nous consommons chaque année en France sont-elles sources d'autaut de fantasmes? Peu probable. La vinaigrette reste son premier emploi et donne au citron un rôle essentiel : celui de bannir tout vinaigre de l'assaisonnement. L'bumanité se divise en effet en deux catégories qui s'affrontent aussi solidement que la droite et la gauche, les balzaciens ou

les stendhaliens, ce sont les tenants de la

vinaigrette au vinaigre et ceux qui mettent du citron dans leur buile d'olive.



Pour l'instant, tout est encore dangereusement calme. Trois oursins et six belons permettront de tenir quelque temps la position, avant un casse-croûte plus solide. Les oursins... Bestioles confidentielles, éclatantes de sportivité ou fanées d'attente; un mystère qui bouge ou qui bouge moins. En face des îles Sanguinaires, un jour, en janvier - Il y a longtemps -, c'est dans une bassine que l'on nous en avait servis, ruisselants de courroux et d'eau de mer. Du pain de campagne coupé à la hacbe servait d'assiette. Bref scintillement du mince corail qu'il fallait aller leur quémander, mais au parfum d'une intensité canonnante. Un truc à se souvenir pour toujours.

Ceux de Rungis ont déjà bourlingué, mais en première classe, ce qui leur donne du lustre et un petit genre aristocratique. Les huitres de Belon, elles, semblent sortir de leur parc. Mais il est déjà 11 heures du

soir et la marée arrive. Portes ouvertes, les camions circulent en distribuant leurs prises; les ports de la Manche, de la mer

de la Corse.

du Nord et de l'Atlantique finissent de jeter leurs filets. Le carrousel de la fraîcheur est ici saisi dans toutes ses évolutions. De ce balcon, on comprend mieux cette incessante course avec le temps pour que le turbot et la sole croquent encore sous la dent quand l'heure pour eux arrive de passer à table. Au début du siècle, c'étaient des percherons, qui de Boulogne et de Dieppe, balaient le poisson jusqu'à la capitale. Aujourd'hui, c'est dans un souffle que les cabin-cruisers font la jonction entre la dernière vague et le premier acheteur.

Rapidité, cadences emballées, salaires médiocres; justement, le moment était incertain. Ce vendredi soir, le mouvement se durcissait. Le voyage de Rungis ne tournaît plus à l'avantage de notre curiosité. Quarante-huit heures plus tard, les harrages de camion-neurs entravaient le réseau routier. Sur le sujet approché, la chronique gastronomique devait se mettre en chômage technique, décrocher.

Mais, de la même manière qu'il faut savoir arrêter un repas, la grève, qui allait coûter trop cher à tout le monde, fut de vive mais courte durée. Aidé par un sens de l'orientation moins timoré, et des volées de mouettes qui signalaient goulûment l'emplacement du qual 338 - olseaux marins, vivant aux crochets la cité -, nons sommes revenus, dans le solell cette fols, pour hien nous persuader de la

que l'on presse vient

d'Espagne (à 70 %) et

en moindre quantité

d'Argentine on de

principalement

Turquie. Après les terribles gelées de 1985, la

production de citrons en France remonte

minuscule : 1 700 tonnes l'an dernier, en

La récolte, qui démarre dans le Sud à la

avantage de ne pas être traitée. « Les

pas " déverdi " ni îmmerge dans un

conservateur chimique. »

mi-décembre, présente toutefois Pénorme

quantités que nous produisons sont si petites

explique Maurice Tamonte, conseiller de la

chambre d'agriculture des Alpes-Maritimes.

Le fruit est vendu dans son état naturel. Il n'est

Ces deux derniers cas de figure sont, bélas L

le lot de la plupart des fruits que l'on trouve

l'année mais, de mi-mai à mi-novembre, les

dans le commerce. Le déverdissement est

citronniers fleurissent et fructifient toute

fruits sont soit le résultat d'une floraison

une affaire de saison. La majorité des

que nous n'avons nul besoin de les stocker,

provenance surtout des Alpes-Maritimes et

doncement la pente, mais elle reste

réalité de l'endroît. Il était encore

Vieux de la vieille et pionnier, qui faisait l'ouverture de la toute neuve plate-forme de ravitaillement général de la grande ville, il n'a cessé, depuis son ouverture, de turbiner vingt-quatre beures sur vingt-quatre pour rassasier les habitants et passagers de la mégapole à victuailles.

Aux murs, des photos qui soupirent - les Halles de là-bas, les halles de dans le temps - au menu, la mer dans tous ses états. Ici, ne pas commander de confiance serait une insulte faite à l'entier de la corporation, de toutes les corporations qui triment dur, dans des boulots pas commodes, pour livrer à l'beure et à point la moisson aventureuse des chaluts.

Reste à savoir faire cuire tout ça, à ne pas saboter cette longue suite de gestes et d'efforts, Ces fourneaux du Neptune premier pré-parent leurs prises de façon bon enfant et adroite, du côté de la brasserie : de manière plus élaborée, mais très respectueuse, du côté restaurant. En vue aussi rapprochée du rivage, c'est le moins qu'on pouvait leur demander.

Jean-Pierre Quélin

★ A la Marée, 2, place des Pê-cheurs, Marée 338, 94569 Rungis. Tél.: 46-86-90-90. Brasserie: à partir de 120 F. Restaurant : 400 F.

complète maturité (Primofiore, en début de récolte). Pour leur enlever leur couleur verte, on les place un jour ou deux dans des pièces où ils subissent des chocs thermiques, passant

toutes les six heures de 4 à 24 degrés, cela au

contact d'éthylène, un gaz incolore mais qui

agit sur la pigmentation des citrons. Pour prolonger la conservation de ces fruits, ils sont de plus traités au thiabendazole on à l'imazalil, puis enrobés de paraffine pour les rendre lisses et brillants. Si le zist, l'intérieur blanc et cotonneux du citron, n'est pas tonché par ce traitement, le zeste devra, lui, être lavé et sévèrement brossé avant tout emploi. Dans quelques jours arriverent chez nous de Murcie ou de Valence les premiers Invernale. Ce citron est un fruit de pleine saison. Plus riche en jus, plus mûr, il s'en

subi de traitement. Une chance. Guillaume Crouzet

* Citrons du sud de la France. En vente dans la région de production, notamment dans les supermarchés Casino à partir de ml-décembre. 11 F environ le kilo.

trouve même sur les marchés qui n'ont pas

BOUTEILLE

Vin moelleux d'Autriche

TROCKENBEERENAUSLESE 1995

■ Originaire du Burgenland, la région la plus chaude d'Antriche, autour du lac de Neusiedlersee, ce vin produit par J. et H. Munzenrieder est une curiosité. Par son cépage, d'abord, le bouvier, à l'origine de grands vins li-quoreux, et qui n'a aucun intérêt lorsqu'il est vinifié en sec. C'est un cépage précoce du type sémillon, sur lequel Botrytis cinerea - la pourriture noble - se développe sous l'action du soleil après les brumes matinales, comme dans le Sautemais. Sa robe jaune d'or et son équilibre en font un grand liquoreux, dense et complexe, qui rivalise dans les dégustations à l'aveugle avec les plus grands. Il a été déniché par Lionel Michelin, antiquaire du se ouaire du vin.

★ La bouteille (37,5 d) du millésime 1995 : 240 F. De Vinis Illustribus, 2, rue des Lyonnais (75005 Paris). Tél.: 01-43-36-12-12. Télécopie: 01-43-36-20-30.

TOQUES EN POINTE

Bistrot

■ Un jeune chef français à la tête de ce restaurant d'hôtel chic voué à la table d'Italie? Nicolas Vernier vient de l'écurie monégasque d'Alain Ducasse, rompue aux secrets de la cuisine méditerranéenne. La grande assiette d'artichaut, superbe dans ses nuances de douceur et d'astringence, suffirait à montrer la secrète alchimie qui s'est emparée des casseroles et le cousinage entre saveurs d'Italie et goût français. Et aussi les calmars farcis comme à Pantelleria, le risotto aux trois tomates, les farfalle à l'encre de seiche, ou la zuppa inglese, que l'on croyait définitivement supplantée par le tiramisu. Bel accueil et cave étoffée de vins français et italiens. Compter 200 F, plus le vin.

* Paris, 37, rue Cambon (75001), tél.; 01-44-58-45-67. Fermé samedi et di-

SEVEN'S CAFÉ

■ Les belles entrées comme la frisée aux lardons, les harengs pommes à l'huile, ou les cochonnailles du Rouergue signent une cuisine de ménage comme on en trouvait dans ces rues parallèles aux Champs-Elysées au temps du Herald Tribune. Ici, au Seven's Café, c'est un décor à tonalité chaude, et deux salles confortables, une maison de confiance, pour oublier la cobue de la célèbre avenue. Produits frais pour plats du jour : velouté de potiron, blanquette de veau... Vins de propriétaires : gamay de l'Ardèche (70 F), côteaux du lyonnais, brouilly et saint-amour. Menns : 69 F et 79 F. Menu, tout compas, avec van: 169 F.

* Paris. 54, rue de Ponthieu (75008), tél. : 01-42-25-54-89. Fermé le dimanche

Brasserie

A l'avers de la Grande Arche, c'est une vaste brasserie, avec terrasse couverte et vue panoramique sur un paysage quelque peu chaotique. Décor de céramique, genre grotte marine. En entrée, le choix est offert entre l'assiette de jambon d'Auvergne tranché à la main, la compote de lapereau et ses petits oignons, ou bien la frisée aux gésiers confits. Sole dorée aux champignons, en plat du jour, et belles viandes en provenance de l'Aubrac pour mieux damer le pion à la cohorte des fast-food alentour : faux-filet, grenadin de veau poêlé côte et filet de bœuf, carré d'agneau. Plateau de fromage appétissant avec le salers, et feuilleté aux poires ou tarte fine. Belle carte des vins, dont le mercurey rouge, et le meursault blanc de Louis Latour. D'antres petits vins de propriétaires, et quelques intéressants bordeaux, à prix modérés. Menus : 120 F, 160 F (vin compris) et 230 F. A la carte, compter 250 F.

* Paris La Défense. Quartier Valmy Espace 21, 30, place Ronde. 92800 Puteaux, tél.; 01-47-74-84-97. Fermé samedi et dimanche.

Gastronomie

KIM ANH

■ L'une des meilleures cuisinières vietnamiennes de Paris, Kim Anh, envoie à la minute des produits soigneusement choisis et apprêtés. C'est le sampan d'ananas frais en salade, le rouleau impérial au crabe et crevettes que l'on roule dans une feuille de laitue. La soupe tonkinoise - phô - est appréciée, làbas, au réveil. C'est un bouillon brûlant qui mêle les saveurs de plantes aromatiques, le vermicelle de riz, un morceau de gingembre, un oignon émincé et quelques lamelles de bœuf. On appréciera aussi le potage de crevettes au tamarin. Le suprême de mer, les crevettes sur canapé ou grillées sur des morceaux de canne à sucre, les gros escargots et les crabes farcis, les présentations de bœuf émincé au citron vert, tous accompagnés de nuoc-mâm, entrouvrent une passionnante gamme de saveurs, de textures et d'arômes. A noter, aussi, les raviolis à la vapeur, les langoustines caramélisées ou les délicieuses tripes à la sance de soja, parfois sur la carte. Menu : 220 F. A la carte, compter 350 F.

* Paris. 15, rue de l'Eglise (75015), tèl. : 01-45-79-40-96. Le soir uniquement, jusqu'à 23 h 30.

PARIS 8º

Jean-Claude Ribaut

6

PARIS 1er

Le Plavigel au coin de sa cheminei Face as Louvre et aux Tuileries, dans un cadre fraichement resuit au gois du jour, tout en gardant son narnant du Siècle", vous découvinzz neut une crisine gournande évolute cuame "Isouriant de Socie", voya eccourant wec étoniquent une cusime gourmagée évolunt au gré des saisons, a des prox très raisoumebles. femu du Marché 160 F 3 Plats et Café incin Diner Saveurs du Morbihan 270 F 4 Plats, Café, 1/2 bouteille de vin inclus A Prais, Cate, 112 bouteille de vin mêtras A la Carte à partir de 250 F hers boisson Crème de Pottron aux Samt-Jucques, Camelon Doré de Conard aux Grolles, Rusotto d'Huitres et Lampoustnes de Bretagne aux Endves Caramélisées, Noisenes de Biche aux Baues Rouges **HOTEL REGINA PARIS** place des Pyramides - 01.42.60.31.10



PARIS 2º

Entrée-Plat-Dessert Caté offen FRUITS DE MER & COQUILLAGES A LA CARTE 124-156/194-0430 TÉL 01 42 36 45 38

PARIS 4º

MA BOURGOGNE RESTAURANT - BAR A VIN

Cuisine du terroir manufacturée maison Cassouler, Pot au feu, Trippes à la mode de Caen, Grillades ivlande de Salers), Tanare réputé Avec de vraies frites... Carte env. 200 F Jeudi 20 novembre le Beaujolais nouveau sera au RDV 19 place des Vosges - Téi. 01.42.78.44.64 Ouvert tous les jours jusqu'à 1h du matin. PARIS 5º

LA FERME DU PERIGORD l, rue des Fossés St-Marc Près Jardin des Flastes - 01.43.31.69.20 -Auberge au charme rustique, Salon. Meaus 130 F et 228 F + Carte term touristique 150 F (apéritif & vin count

PARIS 6º ALSACE A PARIS 01.43.26.21.48

9. pl. S:-André-des-Arts, 6° - SALONS CHOUCROUTES, GRILLADES, FLAMMEKÜECHE, POISSONS, HUÎTRES ET COQUILLAGES

PARIS 7º noumieux SPECIALITE DE CARSOULET et CONFIT DE CANARD



PARIS 6º La Chope & Alsare

Repas d'affaires Menu 169 F , Carrefour de l'Odéon PARIS 6 Rés : 01 43 26 67 76 Ouvert jusqu'à 2 h du matin Parking rue de l'Ecole de Médecim

PARIS 7º les ministeres depuis 1919 un brin de Paris Mena 169 F apéritif et vin compris servi même le samedi et dimanche 30, rue du Bac - Tél. 01.42.61.22.37 E RESTAURANT DE LA BELLE EFCQUE

PARIS 7º MIYAKO

Spécialisés de brochettes grillées sushi et sashimi japonai Livraison à domicile 64, 74, 84, 144, 154 et 16 Pormule 68 P - Menu 100 F vin cus - Carne 100 I 121, rue de l'Université - 01.47.05.41.83

PARIS 8º UN PATIO UNIQUE un calme des Cu-Elysées FLORA DANICA (165 F) COPENHAGUE SAIRS ATTERNATIS OF MENU 240 F (botsson comprise)

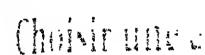
PARIS 9º COZ 01.48.78.42.95/34.81 35, rue St Georges

Nouvelle équipe de cuisine Menus à partir de 85 F et 149 F (différents chaque jour). Menu-carte 160 F

Vins régionaux à petits prix.

2 bis, av. Franklin D. Roosevelt Réservation : 01.44.95.98.44 7J/7 de 11 h à 2h du matin.

PLATEAU de FRUITS de MER 195 F POISSONS - CRUSTACES Menu de la "Mer" le soir : 170 F F/dim., lundi soir - Climatisé SAUMON, RRNNE, CANARD SALÉ 142, avenue des Ch. Elysées - 01.44.13.86.28







on see, C'est we set. e doubler en kom un STATE SALTHER BOX

PROPERTY AND A Street & Probe Street THE REPORT MADE THE PROPERTY OF THE

ALTERNATION AND SECTIONS a timeler Brief, et ment of Page in the Spice of the AND IN CONTRACT OF SHIPE NETON TO DESIGN IN the said of the said

一个人们的对话,那种眼睛不幸

THE REPORT OF THE PARTY OF September 1 大学の大学のない 大学を出る The state of the state of D. Lander . S. Bland Shows Printe in the second printer. Be etternished and when F. the wife we set of hour wines netter that is THE THE SHE BELLEVILLE **4**

THE PERSON NAMED IN

10 5 to 3 15 gran in 1 THE RESTRICT ME PRESENTED IN ST PROPERTY AND PERSONS ASSESSED. March and the facility of spinist to seculture as A SECRETARY AND A SECRETARY THE THE PARTY OF ME The state of the state of the the same of the same

104 - 124 h manuary





Pluie et vent en Méditerranée

DEUX ÉPISODES de temps couvert et pluvieux traverseront notre pays mercredi. Les pluies seront plutôt faibles, sauf autour de la Méditerranée, où elles seront soutenues et accompagnées d'un fort

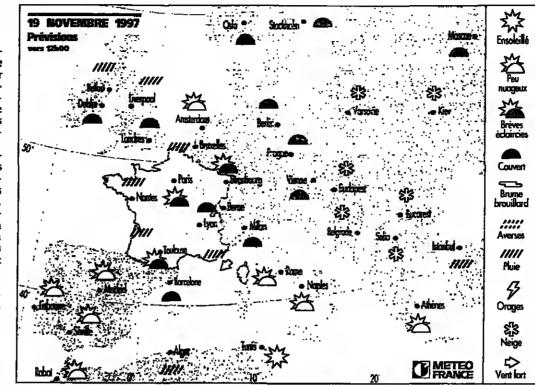
Bretagne, pays de Loire, Basse-Normandie. - En Bretagne, la matinée sera pluvieuse, puis des éclaircies reviendront; le vent de sudouest soufflera jusqu'à 60 km/h en rafales en journée, puis 100km/h la nuit suivante. Les températures seront comprises entre 14 et 16 de-

Nord-Picardie, Ile-de-France, Centre, Haute-Normandie, Ardennes. - Le temps sera sec, nuages et éclaircies se partageant le ciel. Les températures seront douces, atteignant 10 à 15 degrés du nord au sud.

Champagne, Lorraine, Alsace, Bourgogne, Franche-Comté. - Les nuages donneront un peu de phie en Champagne I matin, en Lorraine l'après-midi. Il fera 7 ou 8 degrés en Alsace et Lorraine, 10 ou 11 ailleurs. Poitnn-Charentes, Aquitaine, Midi-Pyrénées. - Dans les Charentes et en Aquitaine, le ciel se couvrira dès le matin, pour donner de la plule en journée. Dans le Poitou et en Midi-Pyrénées, on bénéficiera d'éclaircies en journée, puis le ciel se couvrira. Les températures resteront douces avec 15 ou 16 de-

Limnusin, Auvergne, Rhône-Aipes. - Dans le Limousin, des éclaircies se produiront jusqu'en début d'après-midi, avant que les nuages apportent un peu de pluie. En Auvergne, la pluie du matin laissera la place à un ciel nuageux. En région lyonnaise, la pluie arrivera en fin de matinée. Les températures resteront clémentes, culminant entre 10 et 12 degrés.

Languednc-Ronssillon, Prnvence-Alpes-Côte d'Azur, Corse. -Dans le Roussillon, le ciel est simplement nuageux. Partout ailleurs, c'est du mauvais temps, avec un ciel gris et des pluies modérées. Le vent d'est soufflera fort sur le cap Corse, le littoral varois et la Côte d'Azur. Il ne fera pas plus de 13 à 16 degrés.



LE CARNET **DU VOYAGEUR**

■ BOSNIE-HERZÉGOVINE. L'aéroport de Banja Luka doit être de nouveau ouvert au trafic civil et commercial mardi 18 novembre. Fermé depuis avril 1992, l'aéroport sert, depuis la signature des accords de paix de Dayton, en décembre 1995, de base aérienne aux forces de l'OTAN en Bosnie.

■ ROYAUME-UNI. La compagnie maritime Hoverspeed propose, jusqu'au 31 décembre, un allerretour Calais-Douvres ou Boulogne-Folkestone sur ses ferries à grande vitesse au prix de 300 F pour deux personnes et une voiture. Le trajet dure 35 minutes. Renseignements au 0800-901-777. FRANCE. AOM ouvrira, le 17 décembre, une ligne directe Nantes - Pointe-à-Pitre - Fort-de-France le mercredi et. le 18, un vol direct de Lyon vers ces destinations, le jeudi. Renseignements 0803-00-1234.

				pas pras de 2	ucg.							20 0803-00-1254.
PRÉVISIONS	POUR L	E 19 NOVEM	BRE 1997	PAPEETE	25/30 N	KIEV	-1/2 *	VENISE	-2/6 N	LE-CAIRE	17/27 5	NAKA TORING TORING TORING TORING TORING TORING TORING
Ville par ville,	les minin	a/maxima de t	empératur	POINTE-A-PIT.				VIENNE	-3/5 C		13/20 S	
et l'état du ciel. S : ensoleillé; N : nuageux; ST-DENIS-RÉ.			18/24 N		10/13 P	AMÉRIQUES		NAIROBI	16/23 C	B A STATE OF THE S		
C : convert: P : pluie: * : neige				LONDRES		BRASILIA	21/27 P	PRETORIA	8/25 S	The state of the s		
FRANCE met		•		AMSTERDAM	1/4 N			BUENOS AIR.	15/26 N		14/20 N	
		NANCY	2/7 N	ATHENES	10/15 N	MADRIN	6/13 S		25/29 S	TUNIS	13/20 S	
AJACCIO BIARRITZ	7/15 P	NANTES	7/14 P	BARCELONE	12/18 C			CHICAGO	-4/-3 N		11 E	
BORDEAUX	9/17 P	NICE	8/13 P	BELFAST	9/13 P		-5/-2 C		22/25 C	BANGKOK	24/33 5	
BOURGES	8/16 P	PARIS	9/13 N	BELGRADE	0/4 *	MUNICH		LOS ANGELES	13/19 N	BOMBAY	24/32 5	
BREST	9/14 N 10/14 N	PERPIGNAN	7/14 P	BERLIN	-5/2 C			MEXICO	12/20 N	DJAKARTA	26/32 C	
CAEN	9/13 N	RENNES	10/17 N	BERNE	-5/3 C	OSLO		MONTREAL	-2/0 C	DUBAI	22/27 N	
CHERBOURG	8/13 N	ST-ETIENNE	8/14 P	BRUXELLES	2/6 P			NEW YORK	1/4 5	HANOI	17/24 N	
CLERMONT-F.	7/13 P	STRASBOURG	6/12 P		1/7 *	PRAGUE		SAN FRANCIS.	12/16 N	HONGKONG	18/24 N	
DUON	4/10 P	TOULOUSE	1/6 N 8/15 N		0/6 *	ROME	4/9 N	SANTIAGO/CHI	10/25 S	JERUSALEM	15/24 C	
GRENOBLE	4/11 P	TOURS	8/13 N	COPENHAGUE OUBLIN	1/3 N 9/14 C	SEAITTE		TORONTO	-2/1 C		14/23 S	
LILLE		PRANCE out		FRANCFORT			-1/3 *	WASHINGTON	-3/8 S		1/8 N	
LIMOGES	7/12 N	CAYENNE	23/31 N	GENEVE		STOCKHOLM	-5/-2 S	AFRIQUE ALGER	14/19 P	SEOUL SINGAPOUR	1/8 5	
LYON	5/11 P	FORT-DE-FR.		HELSINKI		TENERIFE	14/18 C		25/30 5	SYDNEY	26/28 P 16/26 S	D MANG
MARSEILLE	6/13 P	NOUMEA	22/27 5	ISTANBUL	7/13 P	VARSOVIE	-2/1 *	KINSHASA	22/28 P	TOKYO	7/12 5	Situation le 18 novembre à 0 heure TU Prévisions pour le 20 novembre à 0 heure TU
							n-7 1	KIND IN COM		14410	7,12,3	Francisco of the section 4 ment of the section

PRATIQUE

. 101

100000

. .. =====

Choisir une auto-école et réussir le permis de conduire

LE PERMIS de conduire est le diplôme le mieux partagé de France : il attire chaque année plus d'un million de candidats, dont 54 % sont reçus au premier essat. Pour les autres, plusieurs tentatives sont nécessaires. Comme la ation est très onéreuse. Il est préférable de choisir avec soin son auto-école.

Stéphanie B. a opté pour la moins chère: un « forfait » de 2 790 francs, comprenant l'évaluation de départ, les cours de code en nombre illimité, les vingt heures de conduite obligatoires, les frais de dossier, une seule présentation à l'examen théorique (code) et pratique (conduite), ainsi que le livret d'apprentissage (obligatoire) et les fournitures pédagogiques. On a toujours intérêt à préférer cette formule, car lorsqu'on additionne les prestations à l'unité, on parvient, pour les mêmes services, a un montant supérieur à 5 000 francs.

Le prix de l'heure de conduite varie de 165 à 205 francs, selon les auto-écoles. Certaines proposent aux candidats malheureux ou à ceux qui désirent des leçons supplémentaires des « packs » de cinq heures à 800 francs, ou de dix heures à 1 500 francs. Pour le cours ou le test collectif de code, le tarif boraire va de 55 à 80 francs (et de 95 à 100 francs pour le cours individuel). Quelques-unes proposent un « forfait code » illimité à 850 francs.

C'est pour les formalités administratives qu'on relève les dispari-

tés les plus importantes. Les frais de constitution du dossier vont de 160 à 590 francs! Pour la présentation à l'examen théorique, certaines auto-écoles se contentent de 200 francs, alors que d'autres réclament 350 francs. La présentation à l'examen pratique de la condulte, co0te de 250 à 490 francs. Les fournitures (livre de code, livre de tests) peuvent depasser 200 francs.

On note aussi de grands écarts dans les prix des forfaits : de 2 600 à 5 180 francs! Une enquête de la direction générale de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes (DGCCRF), réalisée auprès de 1 005 autoécoles de quarante-cinq départements, a relevé 490 infractions, dont 250 concernaient l'affichage des prix, 35 l'information incomplète sur les forfaits et 55 la subordination de vente, c'est-àdire l'obligation faite au candidat d'acheter un lot de fournitures pédagogiques en sus du livret d'apprentissage.

Pour le code, l'auto-école choisie par Stéphanie a respecté le contrat : cours et tests en self-service à volonté. En revanche, Stéphanie n'a pas apprécié le démarrage de l'apprentissage sur un simulateur de conduite. « Cette machine n'o rien à voit avec une voiture », s'insurge-t-elle.

Le simulateur Faros-Rousseau

est autorisé pour quatre heures dans la formation obligatoire. 5on programme informatique comprend 86 étapes et se

conforme rigoureusement au Plan national de formation à la conduite automobile (PNF). Mais son fonctionnement diffère de celul d'une voiture. Ainsi la machine n'est pas capable de vérifier si le conducteur a bien consulté le rétroviseur extérieur. Il faut donc penser à appuyer sur une commande pour indiquer qu'on l'a fait. Les indications sont données à la fois oralement et visuellement, sous forme d'icônes, si bien que l'élève ne sait plus où donner de la tête. Enfin, la route qui apparaît sur l'écran n'a pas la qualité qu'on

tronve dans certains écrans de jeux vidéo. En quatre heures on peut à peine profiter du quart des possibilités du simulateur, d'autant que le déroulement du programme in-

• Evaluatinu de départ. Il s'agit

moniteur de l'auto-école, à l'issue

de la première beure, après avoir

interrogé le candidat sur son

conduite, sa connaissance du

des problèmes de sécurité. Il

évalue ensuite ses facultés de

puis teste ses aptitudes en lui

faisant manier le volant,

compréhension et de mémoire,

démarrer et arrêter la voiture. Il

proposera un nombre minimal de

évalue enfin son émotivité. En

fonction de ces éléments, îl

véhicule, son attitude à l'égard

éventuelle expérience de la

d'une fiche que remplit le

formatique est très lent. Le simulateur sert donc essentiellement à initier l'élève au maniement des commandes de la voiture. A Paris. certaines auto-écoles en font un usage systématique, car Il leur permet d'économiser des heures de moniteur et de ménager les véhicules.

« PARCOURS till COMBATTANT » * Pour programmer un cours de conduite, c'est le porcours du combattant », poursuit Stéphanie,

qui attend parfois six semaines entre deux leçons. De plus, elle a rarement le même moniteur : « Ce n'est qu'à lo douzième heure que j'oi appris qu'il ne follait pas laisser en permonence le pied ou-dessus de lo pédole d'embrayage. » Elle aimerait changer d'auto-école, mais

lecons. Mais l'élève est libre de

obligatoires (décret nº 1049 du

• Financement, Il est prudent de

ne pas acquitter immédiatement

régler en plusieurs fois, au cas où

l'auto-école ne remplirait pas ses

la totalité du forfait, mais de

auto-écoles comme celles du

française (ECF) ont conclu un

groupe Ecole de conduite

partenariat avec la caisse

son auto-école, on peut

d'épargne, qui accorde une

subvention aux jeunes titulaires

Litige. Si l'on est mécontent de

engagements. Certaines

s'en tenir aux vingt heures

23 novembre 1990).

elle a déjà acquitté une bonne partie du forfait et ne veut pas payer à nouveau les frais de présentation à l'examen. Pour blen cholsir, il faudrait

connaître les taux de réussite des vingt minutes, le reste étant candidats à la première présentation : ces donn ées existent à l'inspection départementale du permis de conduire, mais elles sont protégées par la ful informatique et libertés. Les responsables des autoécoles refusent en général de les divulguer, alléguant que « le taux de réussite ne reflète pas l'efficacité d'une outo-école, surtout si celle-ci

o offoire à un public difficile ». Peu d'auto-écoles proposent des contrats clairs et détaillés. Il appartient donc au consommateur de demander si « lo formotion pratique individuelle » correspond

concurrence, de la consommation

et de la répression des fraudes

Conduite accompagnée.

des l'âge de 16 ans, et aux

adultes, pour ceux qui ont la

possibilité de conduire sous la

direction d'un membre de leur

famille ou d'un ami (arrêté du

13 janvier 1991). Mais cela ne

dispense pas de l'inscription dans

une auto-école, et les prix sont de

l'ordre de 4 000 francs (Le Monde

14 décembre 1990, JO du

L'apprentissage anticipé de la

conduite est ouvert aux jeunes

s'adresser à la direction

départementale de la

(DDCCRF).

comparer les prix, et ne pas hésiter à contacter les élèves en formation à la sortie des établissements pour leur demander s'ils sont satisfaits. Le Conseil national des professions de l'automobile, qui regroupe 2500 auto-écoles (sur 10 500), a opté pour la certification · Qualicert ». Les auto-écoles signalées par ce logo s'engagent à

bien à un cours particulier où Il se-

ra au volant pendant une heure,

ou bien s'il y aura trols candidats

dans la voiture, auquel cas son

temps de conduite sera réduit à

consacré à « l'écoute pédogo-

fournir au client une documentation détaillée et à mettre à sa disposition les appréciations pédagogiques portées sur l'établissement par les inspecteurs du ministère des transports.

Chaque élève verra sa formation placée sous la responsabilité d'un « moniteur superviseut », auquel il s'adressera en cas de difficulté. Ces auto-écoles qui s'engagent à former leur personnel à la qualité font également porter leurs efforts sur la sécurité. Car les futurs automobilistes qui veulent avoir leur permis le plus vite possible et au moindre prix ne dolvent pas ouhlier que les forts taux d'accidents se rencontrent chez les conducteurs novices. Quelques leçons supplémentaires leur sauveront peut-ètre la vie, ainsi qu'à

Michaela Bobasch

<u> PARIS 11º</u>



raffinement d'un accueil et d'un décor exceptionnels. Formule au déj. 150 F - Carte env. 250 F. Menu Royal dégustation 275 f. 43, rue de la Roquette 75011 Résery, : 01 47 00 42 00 - Tij. F. sam. midi

GRANDE BRASSERIE DE LA MER 10 bls., place Clichy - 75009 Paris

Tél. 01 48 74 44 78 - Fax 01 42 80 63 10

PARIS 12º

* SAVEURS DE PRINTEMPS * "A travers cette cuisine, vous aurez un avant goût de la culture chinoise # LE LYS D'OR * 2, rue de Chaligny - 01,44.65.98.88 Menu A/C 98 F - Carte env. 160 F

Tel 01 45 48 96 42 - Fax 01 45 44 55 48

<u>PARIS 13</u>°

A savoir

AUBERGE ETCHEGORRY Spécialités du Sud Ouest Foies gras - Chipirons farcis Cassoulet aux haricots tarbais grand choix de desserts.

Mienu Carte Gastronomique 175 Fou 215 F (vin compris) Hôtel 3***. Chambres donnant sur jardin privatif et vigne. 41, rue Croulebarbe - Paris 13e 2 01.44.08.83.51 / Fermé dimanche

PARIS 14º

d'un livret.

LE MOULIN VERT Dans un flot de verdure, ce restaurant propose un menu-caste exceptionnel à 179 F, epéritif, vin et cefé compris. Douze entrées (ternine de fole gras, saumon mariné ...), un grand chobx de viandes et poissons (escalope de saumon aux morilles, magret aux raisins ...) et le choix entre fromage et dessert font de cette adresse un des meilleurs rapports qualité-prix de la capitale. En semaine, menu

En semaine, menu "express-mid" à 99 F. Ouv. TLJ. 34 bis rue des Plantes - 01.45.39.31.31



A deux pas de l'Etoile, redécouvrez la gastronomie italienne. Dans un cadre confortable et raffiné, vous dégusterez une cuisine familiale avec deux mammas aux fourneaux et un service en version originale. Un excellent rapport qualité-pits, l'un des meilleures du quartier, avec le menu à 145 FTC et son choix d'entrées, plats, desserts et vins. Ici tout est fait meison et dans la tradition. TLJ au 32 rue Laua Tél. 01.47.55.88.00

PARIS 19º

du 21 avril).



92 NEUILLY



77 SEINE ET MARNE



diner auprès des grandes cheminé Superba mesti carta découverte à 245 P Menu d'affaires 215 F (vin et caté compris Vendredi 21 aovembre, dégustat prestigieuse de grande vins de Bourgogne (Mess Louis Judot). Menu approprié 250 F. (35 km de Paris) Accès direct autoroute A5a, sorde 12 - RN 6 - Melun Sénant 01.64.10.20.90 - Sémmaires. Héfisurface



PARIS 14º

PARIS 14º MONIAGE GUILLAUME Cheminee, Huitres, Gibiers Spécialité de Poissons et Bouillabaisse Menu carte : 185 F / 245 F Fermé Dim. - Chambres confort ** 88, nue de la Tombe-Essoire. Tél. OL 43.22.96.15 cienne, servie par les savants les plus

sérieux, le pays des Neiges n'a cessé d'inspirer depuis plusieurs siècles aventuriers et artistes. • CETTE TIBÉ-TOMANIE a saisi des stars, comme l'acteur américain Richard Gere, rejoint cette année par les cinéastes Martin Scorsese et Jean-Jacques Annaud, dont les films sortiront très bientôt, Ariane Mnouchkine, f'âme du Théâtre du Soleil, qui commencera le 17 décembre un nouveau spectade au service de la cause tibétaine, ou encore le leader du groupe américaln Beastie Boys, Adam Yauch. • LES ORIGINES de cet engouement

doivent être recherchés dans l'extrême poésie du Toit du monde, ses reliefs et ses fégendes, dont la profonde humanité offre un contrepoint au mercantilisme occidental.

Tous les chemins de l'art mènent à Lhassa, capitale du Tibet

Si la tibétologie est une science déjà ancienne dont témoigne la richesse des bibliothèques, la tibétomanie est plus récente. Ses figures actuelles sont Jean-Jacques Annaud et Martin Scorsese pour le cinéma, Ariane Mnouchkine pour le théâtre et les Beastie Boys pour la musique

TANDIS que heaucoup se l'actuel dalai-lama (sortie française taisent, et principalement les puis-sances politiques et économiques, qui considérent avant tout la Chine comme un marché juteux, le monde des arts et des spectacles, avec quelque retard sur celui de l'édition, fidèle en cela aux grands aînés de la tibétologie, multiplie les initiatives visant à mobiliser l'opinion publique internationale en faveur des opprimés du Toit du monde et du premier d'entre eux, le XIVº dalaï-lama, prix Nobel de la paix 1989

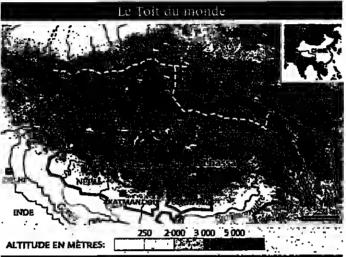
Si Tenzin Gvatso est le meilleur propagateur de la cause tibétaine. recu en quelques endroits comme un chef d'Etat et partout comme un guide spirituel, on ne compte plus les écrivains, cinéastes, metteurs en scène, photographes, dessinateurs, acteurs et musiciens qui ont choisi de dire tout haut leur attachement à la culture tibétaine. A l'été 1996, l'acteur américain Richard Gere investissait les médias français à la faveur d'une exposition de ses photographies présentées au Printemps de Cahors. Par lui. Hollywood a fait sien le combat du Tibet pour son affran-chissement Deux films inspirés par le Pays des nelges sont achevés: Sept ans au Tibet, du Français Jean-Jacques Annaud, et Kundun (La Présence), de l'Américain Martin Scorsese. Le premier s'est emparé de la figure de l'alpiniste autrichien Heinrich Harrer (interprété par Brad Pitt), sergent SS parti à la conquête de l'Himalaya avant de devenir l'un des précepteurs de

le 26 novembre). Le second a choisi de porter à l'écran la blographie autorisée du dalai-lama. Son héros est Richard Gere, conseiller d'une multinationale américaine désireuse de signer un gros contrat de télécommunications avec la Chine (sortie américaine à Noël).

- ATTITUDE RÉVOLUTIONNAIRE » Jean-Jacques Annaud, manifeste-

ment inquiet de la polémique qui a marqué la présentation de son film au Festival de Toronto (Le Mande du 17 septembre), n'a pas voulu expliquer ici les raisons de son scénario. On sait seulement que les révélations du magazine Stern sur la passé nazi de Harrer ont convaincu les producteurs de modifier le scénario, modifications mineures selon le réalisateur, qui a déclaré alors que ces révélations ont renforcé ce qui était pour lui « de forts saupçans ». Martin Scorsese est plus disert sur ses motivations. « Ma sympathie pour le dalaî-lama vient sûrement de mon éducation religieuse, qui a représenté beaucoup pour moi quand j'étais enfant et que je croyais dans la bonte de l'homme (...). L'ai toujours été fasciné par les hommes aui menent une vie spirituelle, qui croient totalement dans la nan-violence, la compassian, la dauceur et la tolérance ; c'est une attitude toulours extrêmement révolutiannaire », a-t-il expliqué à la chaîne de télévision publique amé-

Depuis plusieurs années, le Tibet est devenu l'enjeu d'une intense losophe, de Jean-François Revel et



activité éditoriale. Encouragé par plusieurs succès de librairie déjà anciens, le rythme des publications s'est accéléré, dans toutes les directions: témoignages, récits, traduc-tions, spiritualité, études savantes, livres d'art. Sans doute y a-t-il dans ce lot nombre d'ouvrages inutiles, approximatifs, faisant la part belle à un lyrisme d'agence de voyage, mais ce qui frappe finalement, c'est la diversité et la qualité de certaines œuvres proposées. A la suite de La Force du bouddhisme, du dalai-lama et Jean-Claude Carrière (Laffont), du Livre tibétain de la vie et de la mart, de Sogyal Rimpoché (La Table ronde), de Le Moine et le Phi-

Matthieu Ricard (Nil), des Rebelles de l'Himalaya, de notre collaborateur Philippe Broussard, il faut signaler plusieurs ouvrages récemment parus, comme Le Feu sous la neige, de Pâlden Gyasto (Actes Sud), témoignage terrible, d'une implacable authenticité, d'un moine incarcéré pendant trentedeux ans dans les bagnes chinois au Tibet. En contrepoint, Médecin du toit du monde, de Dolkar Khangar et Marie-Josée Lamothe (Le Rocher), retrace la vie d'une exilée, devenue en Inde l'une des plus grandes spécialistes de la médecine tibétaine. Quand l'esprit dialague avec le corps reprend, sous la direction de Daniel Goleman (Trédadalaī-lama sur la conscience, les

émotions, la santé. L'histoire du Tibet continue de susciter les recherches les plus sérieuses, comme en témoignent la publication d'un étude générale de Laurent Deshayes, Histoire du Tibet (Fayard), et un recueil passionnant des malentendus et des incompréhensions des premiers voyageurs, Les Portugais au Tibet, traduit et présenté par Hugues Didier (Champeigne). Il faut rappeler aussi la publication en octobre, aux éditions du Lombard, de la bande dessinée de Cosey Celui qui mêne les fleuves à la mer (Le Mande des livres du 10 octobre) et ses visions somptueuses des palais de Lhassa.

DAVID PEUT ENCORE GAGNER » Dès le 17 décembre, le Théâtre du Soleil, à la Cartoucherie de Vincennes, va devenir le plus grand forum français jamais ouvert à la cause tibétaine. Arjane Mnouchkine et sa troupe, soit trente comédiens et plus de trente personnes dans la coulisse, ont imaginé que le Théâtre du Soleil était subitement investi par une délégation de trois cents (!) Tibétains faisant le tour du monde pour réclamer des gouvernements qu'ils favorisent leur dialogue avec Pékin. « La troupe, la délégation et le public vont donc vivre ensemble les souffrances actuelles des Tibétains et cette Impuissance qu'ils doivent tous surmonter », nous a expliqué Ariane Mnouchkine, qui, après tant de causes que sa troupe a servies ces trente der-

nières années - qu'il s'agisse du Vietnam, de la Tchécoslovaquie, du Cambodge ou de la Bosnie ... -, veut croire encore et toujours à la force civique du théâtre: « Nous aurions dû réagir plus tôt, dit-elle, presque en s'excusant. Si nous agissons maintenant, c'est probablement à cause de la façon dont la Chine, après des années de répression sauvage et de destructions, a désormais décidé de noyer les Tibétains saus une colonisation massive. Pourquai n'a-t-on pas levé le petit daigt pour Lhassa? Jadis, quand David et Goliath s'affrontaient, on prenait partie. Aujaurd'hui, il ne faudrait pas aider David parce que Goliath est trop fort? David peut encore gagner, Goliath n'est pas tout-à-fait Goliath : à Pékin, les Hans dominent mais sont opprimés ; le régime a besoin de nos technologies. Les moyens existent danc d'infléchir la politique de la Chine et de faire valair les droits de

En France et loin d'elle, des centaines d'associations, et souvent d'étudiants, ont pris fait et cause pour le Tibet. Cette mobilisation se traduit par l'existence de plusieurs centaines de sites sur Internet, la plupart abrités par des universités, par des disques, comme celul ima-giné par les Beastie Boys (lire cidessous), ou enfin par des concerts, comme cette soirée jungle organisée le 9 novembre à Montpellier par Akasba Production... La route de Lhassa est grande ouverte.

> Olivier Schmitt et André Velter

Adam Yauch, chanteur des Beastie Boys

« La destruction de cette culture serait une tragédie pour le reste du monde »

au milieu des années 80, les Beastie Boys (Adam Yauch, Adam Horowitz, Michael Diamond) se font connaître en 1986 grâce au succès énorme de *License To Ill*, album qui mêle rythmique habile et mauvais goût potache. A l'époque, le trio n'hésite pas, en concert, à mettre en cage des strip-teaseuses et à les arroser de bière. Leur premier hymne s'intitule « Se battre pour le droit de faire la fête » (You Gotta Fight For Your Right [Ta Party]). Leur musique prendra ensuite un tour plus expérimental. Sales gosses devenus passionnants alchimistes, les Beastie Boys changent aussi de mode de vie durant les années 90 : méditation, régime végétarien. Adam Yauch se convertit au bouddhisme. En 1994, le groupe décide de se servir d'une partie des royautés engendrées par l'un de ses albums, Ill Cammunications, pour créer un fonds de soutien au peuple tibétain, le Milarepa Fund.

Les 15 et 16 juin 1996 à San Francisco, puis les 7 et 8 juin 1997 à New York, ils organisent un festival, le Tibetan Freedom Concert, qui rassemble plusieurs dizaines de milliers de personnes. Au programme, des stars du rock (Patri Smith, U2, Noel Gallagher, Björk, Michael Stipe, Alanis Morissette, Radiohead...) et quelques rappeurs (KRS-One, A Tribe Called Quest, De La Soul, Biz Markie, les Beastie Boys...). Un triple CD du même nom vient de sortir chez Chrysalis, compilant des extraits de ces concerts. Dans le livret du disque, on trouve, entre autres, une lettre do dalaï-lama et un bulletin de protestation tout préparé (Free Tibet) à envoyer au président Clinton. Adam Yauch est le membre du groupe le plus investi dans cette

« Qu'est-ce qui vous a amené à vous intéresser à cette cause ?

- Il y a quelques années, au cours d'un voyage au Népal, nous avons rencontré des rérugiés tibétains. Ils venaient juste de s'enfuir. Ils nous ont raconté ce qui se passait dans leur pays. Plus que par le conflit po-

litique, l'ai été touché par les va-leurs de la culture tibétaine. La lutte des Tibétains n'est pas qu'une lutte antichinoise. Elle est d'abord une lutte non violente pour la démocratie, pour les droits de l'homme et des valeurs qui peuvent profiter à l'humanité entière comme la

compassion et l'altruisme. - Eu quoi consistent ces

concerts pour le Tibet? - Il s'agit moins de lever des fonds que de lever des consciences. Pendant le festival, nous diffusons des informations. Beaucoup de moines tibétains participent à la fête et discutent avec les gens. Le but n'est pas de faire crier à tout le monde « Libérez le Tibet », mais de donner envie à certains d'en savoir

- De plus en plus d'artistes semblent attirés par le Tibet et les valeurs du bouddhisme.

- Au contraire de religions très moralisatrices et catégoriques, le bouddhisme insiste plus sur la res-ponsabilité individuelle que sur la volonté de Dieu. Il enseigne des principes de vie sans forcément juger ceux qui ne suivent pas ces préceptes. Cette tolérance, cette ompassion séduisent beaucoup.

- Vous ne craignez pas d'être victime d'un effet de mode? - C'est un problème mineur face à l'importance du symbole que représentent la lutte du peuple tibétain et le concept de non-violence. Je pense que l'humanité ne survivra qu'en en tirant les enseignements. Depuis des siècles, nos motivations profondes n'ont pas changé. Nous avons progressé technologiquement mais notre instinct reste animal. Notre technique est si avancée que nous connaissons les movens de détruire la planète. La cupidité. l'égoisme, la volonté de puissance restent nos moteurs principaux. La culture tibétaine représente l'opposé exact de cette tendance. Il y a

plusieurs siècles, le Tibet était une

nation guerrière surpuissante. Il a

nir l'apôtre d'une culture non vio-

des formes bien plus avancées de pensée. Si cette culture est détruite ce sera une tragédie pour le reste du monde. Le bonheur n'est pas synonyme de satisfaction matérielle ou physique.

- Est-ce crédible pour des rock stars ayant profité de tous les excès de prêcher pour ce genre d'abstinence?

- Je n'empêche personne d'essayer. J'al essayé beaucoup de choses, les drogues et le reste... Il n'est pas difficile de voir que ça n'apporte pas grand-chose.

- Avant cela, aviez-vous été tenté par d'autres formes d'action politique? - Oui, mais je pense aujourd'hui

que la violence entraîne la violence et que la destruction d'un gouvernement entraîne la mise en place d'un gouvernement tout aussi ré-

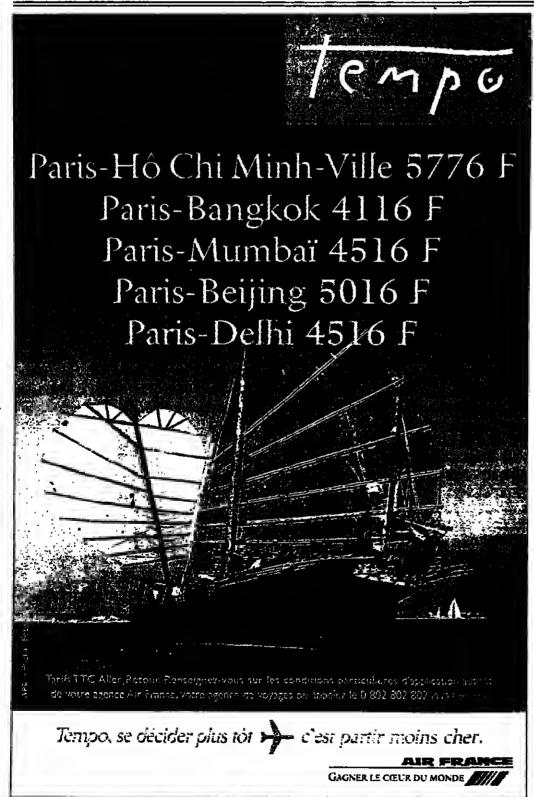
- Ne craignez-vous pas la dépolitisation de la jeunesse amé-

- Au contraîre, j'ai l'impression qu'elle s'ouvre au monde de plus en plus. Le réseau internet a fait beaucoup pour cela.

- Lors de votre premier festival, vous aviez programmé Rage Against The Machine, un groupe ouvertement marxiste et révolutionnaire. Ny avait-Il pas là une contradiction avec la cause et les

idéaux que vous défendez ? - Nous sommes à la recherche de bonnes volontés, pas de la perfection. Nous avons apprécié la démarche positive des artistes. - Avez-vous lu Sept ans au Ti-

- Pas encore, mais j'ai vu le film de Jean-Jacques Annaud. Malgré quelques travers hollywoodiens, j'ai aimé la façon dont il décrit la culture tibétaine et sa confrontation avec la culture occidentale. A propos de la personnalité d'Harrer, je trouve surtout intéressante la facon dont cet homme s'est transformé au contact de la culture tibé-





capitale du Tibet

betominie est plus recente the tre of les Beastie Boys pour

MARIE IN DEC W MANUTE ... the first property of Designer Harris all an entired participants the state of the state of the the state of the s MA R POR LABORATOR BY The state of the s to trebut Win Court Court See Make SE WHE UP WATER TO Magazinia of act in the se-Party des palais de Valence

BUTTON STATE SANDON SANDON . tion in State of the Art of the A NA THE PARTY IN THE PARTY IN THE PERSON NAMED IN COLUMN TO was singular artes and Server of the Servery, while termination ALTERNATION WHITE PROPERTY The same of the sa BARRY SAME SERVER SERVER THE PROPERTY AND THE PROPERTY OF THE PARTY O ASSESSMENT OF THE PARTY OF THE · Samuel and the section of the section is a second And the second second second second · 教中 智能大力に は 丁香味 かれて コンドント regard from Appendix of the top a time with the conw additional motion was river in by byste see the cheer will be 高麗 人名英格兰 中 大大大大大 大大大大大大

we Yasich, chanteur des Seastle 5. lestruction de cette culture tragedie pour le reste du mais

STATE OF THE PROPERTY AND ADDRESS OF THE PARTY. The Property of the last of th The same of the sa

Manufacture Principle Communication of the Communic THE PARTY NAMED IN

to the silen of error or all the silen are t



Le monastère de Ganden. Détruit pendant la révolution culturelle, il a été partiellement reconstruit. Trois cents moines sont autorisés à y vivre.

Une puissance d'aimantation des savants et des vagabonds

QU'ON L'APPELLE pays des Neiges, Toit du monde, Haut-Pays, la fascination qu'exerce le Tibet ne date pas d'aujourd'hui. L'engouement actuel, d'une ampleur inégalée, participe de l'universelle coosommatioo d'illusions, bons sentiments et pleumicheries charitables, servis jour après jour aux opinions publiques du monde entier. Inutile d'y voir autre chose que l'expression d'une norme programmée qui s'emploie à tout vendre: les crimes, les catastropbes, les émotions, les exploits, les infamies, et même les révoltes, et même les élans les plus purs. Par-delà ces écrans de fumée, il convient de se demander d'où vient la prodigieuse force d'attraction de l'espace tibétain. Il s'agit d'un pouvoir composite qui allie tout autant l'immémorial à l'éphémère, le goût de l'ailleurs à la soif d'absolu, l'aventure, le vide, la beauté, la quête mystique, le souffie et l'effort mus-

En désignant le mont Kaïlas comme le centre du monde et résidence de Shiva, la cosmogonie hindoue avait ouvert la voie du plateau tibétain et doté la terre, bieo avant qu'elle fut ronde, de son pôle spirituel. Cette localisation allait d'emblée orienter le mouvement continu des pèlerinages, signaler l'autre côté de l'Himalaya comme une zone d'exception que l'altitude et les difficultés d'accès semblaient tenir en lisière du royaume des dieux. Sans jamais faiblir au cours des siècles, cette puissance d'aimantation devait s'étendre de l'Asie jusqu'à l'Occident. Emblème symbolique, l'axe de la création ne pouvait perdre ses attraits, d'autant qu'il ne se dressait pas n'importe où, mais très loin, très haut, derrière d'immenses montagnes, en une contrée secrète, interdite, à fleur de ciel. Une telle accumulation d'obstacles garantissant en quelque sorte la qualité initiatique du chemin à parcourir.

Ce o'est pourtant pas un texte religieux qui exprime le mieux cette attirance mystérieuse, souvent irrépressible. C'est sans doute la fable imaginée par Rider Haggard dans Ayesha, le livre qui ressuscite les personnages de She, et qui les entraîne, par-delà mille périls, jusqu'au lieu de tous les sortilèges, de toutes les splendeurs, jusqu'au pays sublimé. au-dessus de tous les autres. Le Tibet n'est pas nommé, mais, dans son évocation, Rider Haggard conjugue l'ensemble des éléments et des fantasmes attachés au pays des Neiges. Il révèle, sans y être allé ct parce qu'il n'y est pas allé, la place prise dans l'imaginaire collectif par un territoire que l'oo situe à peine.

du romancier, sa fièvre visionnaire, ne furent guère démenties par les témoignages des érudits ou des aventuriers. Non que œux-ci aient dépeint une réalité idyllique, mais ils ne pouvaieot que transmettre l'image d'un site hors du temps, aux paysages grandioses, à la nature excessive, aux rites singuliers. Les épisodes terrifiants oe concouraieot pas moins à la légende que la déconverte d'une sagesse originale alliant chamanisme et bouddhisme, expérience ascétique et pouvoir théocratique. D'où cet intérêt partagé des ethnologues, des linguistes, des historiens des religions, des géographes, des philosophes, avec la recherche des mystiques, des voyageurs, des poètes.

Une telle accumulation d'obstacles garantissait la qualité initiatique du chemin à parcourir

Depuis le milieu du XIX siècle, ces deux approches n'ont cessé de se côtoyer et de se renforcer l'une l'autre. Qu'ils soient savants ou vagabonds, esthètes ou explorateurs, le Tibet ne peut retenir que des êtres intrépides, robustes de corps et d'esprit, et passablement entêtés. Sur le terrain, il faut supporter des épreuves parfois extrêmes; à distance, il faut faire preuve de voyance lucide. Voilà pourquoi des personnalités très diverses ont fini par forger une véritable poétique du Tibet. Certains consacrèrent leur vie au pays des Neiges, d'autres ne l'abordèrent que par éclairs, tous en

répercutèrent la magie et l'écho. Aussi doit-on citer les noms de professeurs, de traducteurs, de diplomates, de militaires, de déserteurs, d'écrivains, d'artistes qui, à la suite, forment une cohorte mattendue : lacques Bacot, Sven Hedin. Paul Pelliot, Alexandra David-Neel, Giuseppe Tucci, Corneille Jest, également Victor Segalen, Antonin Artaud, Georges Bataille, René Daumal, René Char, Henri Michaux, Allen Ginsberg, sans oublier Georges Braque, Constantin Bran-

cusi ou Liliana Cavani. Il est bien sûr impossible de préciser à quel titre chacun d'entre eux apparaît ici. Pour Alexandra David-Neel, nul besoin d'insister : elle fut

L'étonnant, c'est que les intuitions et demeure le modèle de l'éruditeaventurière, à la fois bourreau de travail et rebelle, qui força avec le même achamement les portes subtiles de la mystique tibétaine et la route terrestre vers Lhassa. A l'exception de Segalen, auteur d'une suite de poèmes intitulée Thibet et d'Equipée, un récit orienté à l'identique, la présence des autres poètes a de quoi surprendre. Cependant, Artaud a composé une Adresse ou dalai-lama; Bataille a consacré un chapitre de Lo Part maudite au lamaisme; Daumai est parti dans Le Mont anologue « à la recherche de la Montagne qui est la voie unissant la Terre au Ciel »; René Char a, fait unique dans son œuvre, encadré son poème Le Convolescent par deux citations de Milarepa; quant à Michaux et Ginsberg, ils ont témoigné d'une attention constante à la spiritualité tibétaine.

> Quel a donc été, pour les poètes français, l'intercesseur pdvilégié, celui qui leur a donné le Tibet pour oouvel horizon? Sans nier le rôle du Musée Guimet ni celui d'autres écrits savants, c'est la traduction de la biographie de Milarepa par Jacques Bacot, en 1924, qui a constitué le facteur décisif. A travers les méfaits, les épreuves, puis l'illumi-nation de l'emrite-poète, une expérience unique se découvre et, au-delà, des coutumes, des pratiques, une civilisation. C'est encore Milarepa qui inspire à Braque une série de gravures, encore lui qui hante littéralement Brancusi au point qu'il se persuade bientôt d'en être la réincamation, toujours lui qui conduit Liliana Cavani à réaliser autour de sa présence la première fiction cinématographique consacrée au Tibet (Milarepa, 1974).

Rappeler l'influence directe d'un texte lointain sur plusieurs créations contemporaines n'a d'autre but que de souligner l'incidence tonique des résonances, voire une variante inédite de la loi des effets et des causes, que d'autres exemples pourraient multiplier. Le Tibet continue à diffuser loin de son aire himalayenne un irremplaçable message, même par temps d'oppression atroce et tandis que se joue sur les hautes terres la survie de son peuple et de sa culture. « Pont de l'infini/On y est engage », écrivait Heuri Michaux dans l'un de ses derniers poèmes, et nous savons qu'il désignait ainsi l'univers sans limite du Haut-Pays, ses déserts d'herbe et sa grâce verticale, sa himière et son âpreté. Cet engagement-là ne peut être de circonstance : Il est la meilleure part de

notre présence au monde.

Pékin affiche sans complexe sa tutelle sur le pays des Neiges

de notre correspondant

Il y a dix ans, à quelques jours près, éclatèrent au Tibet les premières émeutes conques en temps presque réel, témoignant d'un regain d'activisme contre le pouvoir tutélaire de Pékin. Auparavant, en raison surtout des lenteurs de la circulation de l'information, les drames qu'avait connus le pays des Neiges étaient trop lointains, leur écho trop décalé dans le temps, pour avoir le moindre impact D'une certaine manière, la fin de 1987 a marqué l'apparition, dans la conscience occidentale, du + problème » tibétain. Un problème qui remonte pourtant à 1950, année de la « libération pacifique » des lieux par l'armée communiste chinoise, supervisée par Deog Kiaoping, qui était dans les faits une annexion déguisée, puis à 1959, quand la « réforme » fut imposée à coups de canon aux temples lamaîstes récalcitrants à se soumettre à l'ordre oouveau chinois, c'est-à-dire l'anéantissement d'un ordre social tibétain particulier, probablement contestable - le servage n'était pas aboli -, mais authentique.

Depuis, tout va de mai en pis et l'incomprébensioo grandit. L'Occideot s'est dressé en défenseur du Tibet sans savoir trop pourquoi. Il a oublié qu'en son sein très rares ont été les protestations contre la mainmise de Pékin sur les hautes terres tibétaines. L'Etat chinois a, de son côté, géré le pays comme sait le faire une puissance coloniale. A coups de répression et de coercitioo par moments; à d'autres, à coups de subsides effectivement d'un coût élevé pour un

pays somme toute assez pauvre. Ce maieotendu tragique vient une nouvelle fois de se matérialiser lors de la visite aux Etats-Unis de Jiang Zemin, l'actuel déteoteur du pouvoir à Pékin. Bill Clinton s'est

de la démocratie américame à la faveur de la visite de la galerie des portraits à la Maison Blanche. Jiang Zemin n'eut pour toute réponse que cette saillie, affligeante pour les milieux américains qui tentent de ramener la Chine aux réalités modernes : la « libération » du Tibet par l'armée rouge équivaut à ses yeux à la libération des esclaves noirs américains par l'Etat

BRAS DE FER POLITICO-RELIGIEUX Il est difficile d'imaginer plus large gouffre entre deux logiques. Pourtant, sur place, on sait que les choses se passent mal. On le sait à distance, la région n'étant pas facile d'accès pour les témoins étrangers et indépendants. Ceux qui parviennent à s'y introduire évitent les autorités de Pékin, maîtresses des lieux, et de ce fait n'entendent que la voix des opposants, ce qui n'est pas une solution idéale. Les détenteurs du pouvoir, eux, ont tendance à se braquer à tel point qu'ils n'osent guère parler, quand bien même y sont-ils épisodiquement autorisés devant les visiteurs. Les observateurs en sont donc réduits à compter les morts, les incarcérations et les « points » d'une partie de bras de fer politico-religieuse qui incite souveot au mani-Cette opposition de dogmes ne

résiste pourtant pas à l'examen de la situation locale. Nombre de Tibétains reconnaissent l'autorité du dalai-lama sans pour autant adhérer à l'idée indépendantiste; oombre de Chinois admetteot en privé que Pékin aurait du faire preuve de plus de respect envers l'Identité locale; dans les deux camps, nombreux sont ceux qui ne voient aucune issue à l'impasse actuelle. Répressioo à chaque bouffée de contestation : provocations

mentiugé trop dangereux par les détenteurs d'une influence locale : tous les coups tordus sont permis, comme dans toute situation coloniale. Le dalaï-lama lui-même, exilé depuis 1959, essaie depuis des années de convaincre Pékin qu'il y aurait matière à s'arranger plutôt qu'à s'entredéchirer. Sans succès.

Pékin est loin de se montrer enclin à se dégager du piège ribétain. Le gouvernement chinois en a fourni la preuve par la manière cassante avec laquelle il a géré, depuis deux ans, la crise de succession autour de la deuxième autorité spirituelle du Toit du monde, le panchen-lama. Le sort du candidat choisi par le dalaī-lama est toujours un secret d'Etat dans la capitale chinoise, ce qui n'augure généralement rien de bon. Le candidat retenu par Pékin, lui, est montré à l'occasion par la propagande, mais tout aussi inaccessible. S'agissant de gamins agés d'une dizaine d'années, on peut imaginer les manipulations dont ils doiveot faire l'ob-

Pendant ce temps, les commercants chinois s'installent massivement au Tibet. Le fait est avéré, mais quelle signification lui attribuer? Le dalai-lama, Prix Nobel de la paix 1939, a tendance à entériner l'idée qu'il existe un plan de colonisation dictant cette invasion. C'est quelque peu méconnaître le système chinois. Les commerçants affluent là où les opportunités se dessinent. Le Tibet fait partie désormals de ce champ. Ensuite seulement viennent les outils de l'instailatioo colooiale que sont les forces armées, la propagande antireligieuse, les instruments brutaux de la puissance d'Etat. L'incompréhension paraît bien loin de prendre

Francis Deron

Ouvrages de référence Le Livre des morts tibétains (Le Courrier du livre), Ouvrage fondamental qui explicite la notion de bardo, l'état intermédiaire du passage d'un monde à un autre. Autant qu'un manuel sur le savoir-mourir, c'est aussi un traité sur le savoir-vivre ici et maintenant. La Vie (Le Seuil) et Les Cent Mille Chants de Milarépa (Fayard), de Milarépa, traductions de Marie-Josée Lamothe. L'œuvre complète du célèbre emite tibétain : à la fois récit d'aventure, épopée, florilège et évocation minutieuse d'un parcours spirituel

(Albin Michel). Enseignement et facéties d'un yogi truculent, adepte de la « folle sagesse ». Une voie d'éveil par le rire et l'inconvenance. Le Voyage en Asie centrale et au Tibet, de Michel Jan (Bouquins/Robert Laffout). Anthologie des voyageurs occidentaux : aventuriers, espions, archéologues. Des personnages d'exception, comme ceux qu'évoque aussi Peter Hopkirk dans Bouddhas et rôdeurs sur la Route de la soie et dans Sur le toit du monde (éd. Ph. Picqier). Voyage d'une Parisienne à Lhassa et Mystiques et magiciens du Tibet, d'Alexandra David-Néel (Plon). Les

Le Fou divin, de Drukpa Kunley,

traduction de Daniel Duchaussoy

livres qui révélèrent le Tibet, son espace, sa culture, sa spiritualité, à un vaste public. Par une femme hors du commun. Le Chemin des nuages blancs, par le

lama Anagarik Govinda (Albin Michel). Pélerinages au Tibet, de 1932 à 1949. Un récit envoûtant sur

ce qu'était le pays des Neiges avant la colonisation chinoise. Au loin, la liberté, par le dalai-lama (Fayard). Les Mémoires de l'actuel dalai-lama. Le chef politique et spirituel des Tibétains raconte sa vie avec un grand naturel et s'interroge sur le destin de son peuple. Né au Tibet, de Chögyam Trungpa (Points Sagesses/Seuil). Document étonnant de vérité et de simplicité sur l'éducation d'un jeune lama de haut rang, puis sur les péripéties de sa fuite en Inde.

Tibet mort ou vif, de Pierre-Antoine Donnet (Gallimard). Analyse détaillée de la colonisation chinoise et de l'asservissement systématique

Histoires tibétaines, de Pietre-Julien

Quiers et Arnaud Prudhomme (Florent-Massot). La vie quotidienne des Tibétains, au Tibet comme en exil en Inde et au Népal telle qu'observée par un journaliste et un photographe. Voix du Tibet. Rencontres autour de la poésie tibétaine. Les jeudis 27 novembre, 4 et 11 décembre à 19 heures ; les mardi 2 et 16 décembre à 21 heures. Théatre Molière - Maison de la poésie, 161, rue Saint-Martin, Paris 34. Tel.: 01-44-54-53-06. 40 F et 60 F. Un cycle de lectures et de musiques traditionnelles sur le thème « Poésie et résistance au Tibet », par ou en présence d'invités tibétains, d'écrivains, de traducteurs et de comédiens.



Alexandre Csoma de Körös, premier des tibétologues

RIEN ne prédestinait Alexandre Csoma de) Körös, né en Transylvanie en 1784, linguiste et patriote hongrois obnubilé par l'énigme des origines de la langue magyare, à devenir le fondateur de la tibétologie. Sa vie ressemble à l'histoire d'une obsession contrariée, sa gloire

tient à une idée fausse. Comme Colomb, qui découvre l'Amérique en lieu et place de l'Inde qu'il espérait, Csoma, parti retrouver le berceau de ses ancêtres quelque part entre Tibet et Mongolie, échoue au Ladakh après d'incroyables tribulations qui le volent échapper à la peste en Turquie, puis en Egypte, s'enfuir de Boukhara en guerre, s'acoquiner en Afghanistan avec deux anciens officiers de Napoléon qui vont se

tenter de franchir seul l'Himalaya l'hiver. I expédition en direction du Tibet. Il ne dé-C'est alors que, à bout de ressources, il rencontre le voyageur espion anglais Moorcroft qui, fasciné par ses capacités linguistiques, lui propose d'entreprendre la rédaction d'une grammaire et d'un dictionnaire tibétains. Csoma apprend, grâce à un lama parlant le persan, une langue qu'aucun Occidental n'a maîtrisée avant lui. Il passe ensuite plusieurs années, vivant comme un reclus au Zanskar. puis au Kinnaur, à étudier les textes sacrés. Ce labeur se révèle fécond : un dictionnaire tibétain-anglais, une grammaire tibétaine, d'innombrables articles, des traductions. Il est très vite célébré à Calcutta et en Angleterre mais ne s'en soucie guère. En proie à mettre au service du maharadjah du Pendjab, son idée fixe, il décide, en 1842, une nouvelle

passe pas les contreforts de l'Himalaya, frap-

pé par le paludisme, et meurt à Darjeeling. Voyageur intrépide, philologue sans peine, ascète par hasard, Csoma de Koros n'a rien envisagé, rien accompli comme tout un chacun. Singulier, paradoxal, il est fait d'un alliage où la passion durcit l'indifférence, où la bravoure sait être modeste et la réussite sociale parfaitement ignorée. Héros national en Hongrie, Bodhisattva au Japon, il est encore très méconnu de par le monde : avis aux romanciers et aux cinéastes amoureux de personnages hors norme, Csoma est leur

Hugues Gall et Brigitte Lefèvre décortiquent la fonction d'étoile

Le directeur général de l'Opéra national de Paris et sa directrice de la danse démentent la rumeur d'une hémorragie d'artistes

LE VENDREDI 14 NOVEMBRE, que je lui fais. Depuis cinq ans que Hugues Gall, directeur général de l'Opéra national de Paris, a levé le silence assigné à Garnier et à Bastille depuis qu'il a mis fin, le 7 novembre, aux fonctioas de danseur étoile de Patrick Dupond. Depuis, les rumeurs circuleat : Marie-Claude Pietragalla prend la direction du Ballet de Nancy, Isabelle Guérin est en partance pour le New York City Ballet. Informations démenties par les intéressées elles-mêmes. Que Rapbaēlle Delaunay et Anne Rebeschini, distribuées dans Le Sacre du printemp de Pina Bausch, soient déjà parties chez la chorégraphe de Wuppertal, l'antithèse de l'Opéra, attise l'idée d'un malaise dont le départ de Dupond ae serait que la partie visible de l'iceberg. On parle d'hémorragie d'étoile

Où en est le Ballet de l'Opéra de Paris? « J'ai été engage sur la base d'un rapport rétablissant un vrai commandement dans cette maison pour que cesse l'absence de responsabilités. l'engage, je révoque, je suis là pour prendre les embruns. Si j'avois voulu le calme plat, je serais alle au Châtelet. » Hugues Gali est beaucoup plus joueur qu'on ne peut le supposer de prime abord. Il reçoit, perché au huitième étage de l'Opéra Bastille, dans l'anciea bureau que s'était fait aménager Pierre Bergé. « J'aurais préféré être plus près du plateau », dit-il.

Brigitte Lefèvre s'est volontairement installée dans des bureaux mansardés à l'Opéra Garnler. Hugues Gall et sa directrice de la danse se sont exprimés séparément. Mais on sent la paire soudée face aux propos de Patrick Dupond; et parfaitement en accord sur les grandes lignes de développement du Ballet de l'Opéra. «Je travaille avec un directeur qui accepte les propositions contrastées

je suis dans la maison, le dialogue s'est approfondi. On s'est apprivoisé. Les enjeux ne sont plus du tout ceux des années 80. Il n'y a plus de place pour les rôles d'étaile rebelle. Un contrat d'étoile donne priorité absolue à l'Opéra. Il est accordé des autorisations de danser à l'extérieur. encore faut-il les demander. La meilleure manière d'être libre est d'accepter pleinement le contexte dans lequel on travaille. Si on ne se sent pas aussi libre qu'on le souhaiterait, on peut partir. >

PRIORITÉ À LA MAISON

Le style Lefèvre : direct, franc du collier, émotionnel. Il a été convenu qu'oa ne parlait pas de Patrick Dupond - l'affaire sera jugée le 1" avril 1998 par le tribunal des prudhommes -, mais de la manière de gérer les étoiles. « Ce problème a toujours existé. Il se résout dans des équilibres plus ou moins douloureux. Il y a toujours eu des étoiles qui partent. Yvette Chauviré ciaque la porte de l'Opéra pour aller à Monte-Carlo. Jean-Pierre Bonne-fous opte pour le New York City Ballet quand il épouse Patricio McBride. Dominique Khalfouni s'en va chez Roland Petit. Olivia Grandville se fait engager chez Daminique Bagouet. Sylvie Guillem, n'obtenant pas ce qu'elle veut, prend ses responsabilités. Loic Touzé quitte lo maison paur devenir chorégraphe. Ils sont des exceptions. Cent cinquonte-deux donseurs, dont treize étoiles, provoquent inévitablement des mouvements. De là à parier d'hémorragie... »

C'est Brigitte Lefèvre qui gère les programmes, les distributions et les contradictions des emplois du temps. Mot d'ordre : priorité à la maison. « Choque étoile est oussi une personne privée, et chaque cas est différent. Les étoiles reçoivent

leur planning en fin de saison, mais tout soit trop tôt défini pour garder une marge de manœuvre pour les propositions extérieures. En fait, je me rends assez facilement à leurs arguments, ce qui m'oblige à des jonglages pour les répétitions. Mais je ne donne jamais d'autorisations juste pour faire plaisir. Et je n'oime pas ces galas qui utilisent plus ou moins honnêtement le nom de l'Opéra de Paris. Mais quand il s'agit d'une démarche personnelle nécessaire à l'évolution d'une carrière, on porvient à un accord. »

« Danser à l'extérieur permet à nos étoiles de se prendre en charge. de découvrir d'autres systèmes, car presque tous sortent de l'école de danse, reprend Brigitte Lefevre. Ils ne connaissent que l'Opéra. Quand Isabelle Guérin est demandée au New York City Ballet, c'est un honneur qui reconnoît l'excellence de cette danseuse. Manuel Legris est très apprécié à la Scala, Laurent Hilaire à Covent Garden, Elisabeth Platel à Hambourg, au Danemark. A Rio de Janeiro, où l'ancien danseur-étoile Jean-Yves Lormeau a été nommé directeur du ballet, elle remonte le répertoire du XIXe, auquel

Un connaisseur du ballet

Hugues Gall a parfois la réputation d'être passéiste en matière de danse : « Peut-être certains s'en souviendront, mais en 1971, quand Rolf Libermann est arrivé à l'Opéra, J'al eu en charge la danse, avec Raymond Franchetti, jusqu'en 1980. Nous n'avons pas été les premiers à moderniser le répertoire. Mais, dans les années 70, l'Opéra de Paris n'avait toujours pas établi de passerelle avec le courant majeur de la danse américaine. Je me suis occupé personnellement de faire venir Carolyn Carlson. Elle était alors au Théâtre Almeida à Londres. Pour elle, on a inventé le Groupe de recherches théâtrales de l'Opéra de Paris (Grtop), et nous l'avons nommée étoile-chorégraphe. Ça n été un coup de tonnerre, Simultanément, nous invitions Merce Cunningham à créer pour le ballet Un jour ou deux. Cette collaboration n'o pas été un feu de paille, elle dure toujours. Merce Cunningham vient avec sa compagnie en janvier. On inscrivait aussi au répertoire Auréole de Paul Taylor. »



Les danseurs étoiles Agnès Letestu et José Martinez, en répétition à l'Opéra-Bastille

elle consocre sa vie d'artiste. »Toutes ces étoiles bougent sans perdre pour autant leur statut de danseur-étolle permanent, comme Charles Jude, bien qu'il dirige le Ballet de Bordeaux depuis un an: « Charles prend sa retraite d'étoile en mors 1998. On o seulement revu san salaire. C'est normol qu'on accompagne aussi la reconversion de nos danseurs », pré-

cise Hugues Gall. Une situation que Brigitte Lefevre n'aimerait pas voir pour autant se généraliset. « On a écrit que Pietragalla était partie pour le Ballet de Nancy. Ce n'est pas signé. Pierre Locotte dirige toujours lo compagnie, que je sache. Mais il est vrai que la danseuse a été contactée. Elle est tout de suite venue en parler avec M. Gall et moi-même. Elle sait qu'une charge aussi lourde serait incampatible avec son statut d'étoile, mais il n'est pas exclu qu'elle revienne danser au coup par coup. »

L'Opéra de Paris sait que sa réputation repose sur ses étoiles : « Et sur le corps de ballet, sans lequel les étoiles brillent moins », ajoute Hugues Gall. Le corps de ballet est riche en personnalités, Comme en témoigne le départ de la quadrille Anne Rebeschini et du coryphée Raphaelle Delannay pour la compagnie de Pina Bausch.

« Que la personnalité de Pina Bausch, un des grands créateurs de ce siècle, ait imprimé une marque indélébile au Ballet est indéniable, reconnaît Hugues Gall. On est heureux qu'elle revienne cette année remonter à nouveau son Sacre. Mais le départ de deux filles de cette quolité est une perte. » On croit savoir que Brigitte Lefèvre en a pleuré. Peut-être pensait-eile à son propre départ, à l'âge de vingt ans, de l'Opéra de Paris : « A son époque, le désir qui poussait à partir était la danse américaine. Je m'occupais du Ballet ouprès de Rolf Liebermonn

quand elle est partie. Elle était ane danseuse extremement flamboyante. On ne voyait qu'elle. Les danseurs comprennent son courage et la res-

pectent pour ce choix. » Depuis quelques mois, il est question qu'une personnalité emblématique du monde de la danse soit attachée à l'Opéra. « Je pense que nous y arrivons, c'est déjà la politique développée par Brigitte Lefevre. Mais l'Opéra, en cette fin de siècle, n'a pas intérêt à accueillir une seule personnalité par définition trop dominante, mais de se lier à des créateurs comme William Forsythe, Jiri Kylian, ou d'autres plus aventureux, comme cette relation établie avec Angelin Preljocaj, qui est lui oussi un créateur important. » Aurait-on besoin d'un grand danseur pour contrebalancer l'irréversible pénétration du contemporain? De Baryshnikov, comme on l'entend dire ici et là... Brigitte Lefevre soupire: « On ne devrait plus parler de danse classique, de danse contemporaine. On est déjà passé oilleurs. Il y o lo danse. Son énergie est lo même dans le hip-hop que chez Gallotta ou Bagouet, ou dans un pas de deux de

Dominique Frétard

« L'affaire Dupond »

républicain, le vendredi 7 novembre, intitulé : « Opéra de Paris, Patrick Dupond licencié ». Brisant la loi du silence, le danseur contraint l'Opéra de Paris à réagir. Un communiqué tombe le soir même. Son laconisme dit la colère de la direction de l'Opéra. Les 8, 9 et 10 novembre, Patrick Dupond multiplie les interviews, s'interdisant toute tentative de conciliation : l'affaire sera jugée par le tribunal des prud'hommes le 1ª avril 1998.

Qu'est-il reproché à Patrick Dupond? Le danseur s'est expliqué : il a demandé l'autorisation de quitter les répétitions de Pina Bausch pour se rendre au Festival de Cannes, où il était juré en mai, bien que la direction de l'Opéra n'ait pas répondu à sa demande - depuis fin avril, le renouvellement du contrat du danseur était en discussion. Le nom de Patrick Dupond disparaît alors des programmes. Un contrat d'étoile invitée

TOUT A COMMENCÉ par un article paru dans L'Est lui est proposé en septembre. Le danseur en refuse les conditions: dix représentations annuelles payées 30 000 F chacune.

Dans ses déclarations, Patrick Dupond se met sous le paraphile du président de la République, présent à Cannes: « Jacques Chirac lui-même a honoré de sa présence cette importante manifestation », puis se tourne vers le ministre de la culture : « Qu'attend Mª Trautmann pour renvoyer Hugues Gall, cet irresponsable?» Hugues Gall et Brigitte Lefèvre affirment n'avoir été soumis ni à la pression du cabinet du ministre de la culture ni à celles de ceux (notamment le Comité d'artistes du RPR) qui croient que la danse classique leur appartient. C'est au tour de Patrick Dupond de se

D. F.

Des contrats et des cachetons

annuel, renouvelable, blen que la plupart du temps reconduit automatiquement. Le salaire des danseurs est calculé sur la base de treize mois. Au-delà de vingt représentations, les interprètes touchent des « feux » (l'expressioa vient des feux de la rampe), soit des cachets.

« Un solaire d'étoile, précise Hugues Gall, directeur de l'Opéra national de Paris, tient compte de l'évolution personnelle, de l'âge auquel arrive la nomination, des demandes extérieures valorisantes. C'est la liberté des étoiles de dire combien elles gagnent. » Nicolas Leriche, nommé à vingt ans, a'aura pas la même carrière à gérer que Carole Arbo on Fanny Galda, nommées toutes deux quand elles avaient dépassé la trentaine (rappelons que les quarante ans, les hommes à quarante-cinq ans).

NOTORIÉTÉ ET ANCIENNETÉ

Agnès Letestu, vingt-six ans, tout juste désignée au titre tant convolté, parle avec naturel: « Etre nommée étoile, c'est une rumeur, un fourmillement d'impressions, de sensations. Le regard des autres change. Il faut être exemplaire. Mon salaire? Vous savez, tout est tellement secret entre nous. Mois c'est un peu ridicule. En ce qui me concerne, je gagne

UN CONTRAT D'ÉTOILE est l'ordre de 2 500 F par représentation. Mon titre ne prendra effet qu'à partir du 1º jonvier 1998. Un salaire d'étoile est fixe, mais il dé-pend de la notoriété, de l'ancienneté. Je pense que ma génération est différente. J'en parlais avec Nicolas Leriche. Quand on voit quelqu'un qui se tient les pleds en dedans, qui n'arrive pas à réussir quelque chose, on l'aide, on lui parle. La compétition, nous la menons avec nous-mêmes, moins avec les autres. Quand on entend parler nos ainés, on ne les comprend pos. Tout ce qui est de l'ordre de lo vacherie, de la rivalité, est infantile. A l'Opéra de Paris, on est nourri par tant de créateurs intéressants. Bien sûr, il y a des fugues. Des désirs de donser à l'extérieur. C'est normal. C'est autori-

Interrogée sur le différend qui oppose Patrick Dupond à l'Opéra national de Paris, Agnès Letestu répond: «Il n'y a pas beaucoup de réactions, on en parle peu entre nous ; c'est une offaire sombre et confuse; on ne comprend pas toujours de quoi il s'agit. J'espère que cela s'arrangera, car Patrick Dupond est quelqu'un de très généreux sur scène. »

Brigitte Lefèvre parle fiches ea main: «Au cours de la saison 1995-1996, Kader Belarbi a donsé quarante-quatre fois, Manuel Legris soixante-cinq fois, et Patrick Dupond trente-quatre fois. En 25 000 F. Et les « feux » sont de 1996-1997, Koder danse trente-

neuf fois, Legris quarante-quatre fois, et Patrick Dupond, zéro fois. » Etait-il seulement distribné? « No comment », dit la directrice de la danse. On sait que oui, ne serait-ce que parce que le danseur l'a dit : il avait demandé à participer et obtenu d'être dans Le Sacre du printemps, de Pina Bausch.

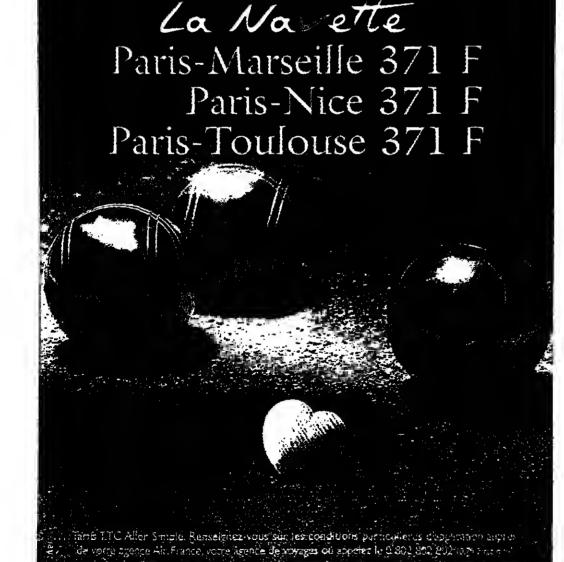
« Cette année, Kader Belorbi a obtenu les cinq permissions qu'il demandait pour danser à l'extérieur, soit dix-huit joars, continue Brigitte Lefèvre, imperturbable. Agnès Letestu, nouvellement nommée étoile, a été autorisée à quinze permissions, soit cinquante-sept jours. je dois continuer...? »

RIEN N'EST SIMPLE

Dans la jungle des contrats et des appréciations, rien n'est simple. Si la direction de l'Opéra de Paris favorise les vrais projets extérieurs, l'équilibre des vles privées, elle n'apprécie pas ce que l'on appelle les « cachetons - de l'ordre de 20 000 francs à 50 000 frages pour une étoile « de base ». Patrick Dupond, adoré des Japonais, se voit offrir des ponts d'or pour danser à Tokyo. Le salaire de l'étoile était, après reconpements, de l'ordre de 50 000 F par mois avant la rupture avec l'Opéra. Rien à voir avec le salaire des stars du football 1



les nobles récip



Tempo, se décider plus toi 🕦 c'est partir moins cher.

GAGNER LE CŒUR DU MONDE

Les objets présentés soulignent l'existence d'un art de cour sophistiqué au sud du Sahara

Un rassemblement, apparemment hétéroclite, permet de vérifier que les Africains ne font pas de distinction entre les arts qualifiés de e marope, e Les Africains ne séparent pas la catégorie du beau de celle du pratique », note Joseph

jeurs » et ceux qualifiés de « mineurs » en Eu- Aurélien Comet, l'un des auteurs de l'ouvrage qui accompagne l'exposition. Pour les artistes africains, tout « est utilitaire », ajoute-t-il.

RÉCEPTACLES. Musée Dapper, 50, avenue Victor-Hugo, 75116 Paris. Tél.: 01-45-00-01-50. Jusqu'au 30 mars 1998. Tous les jours de 11 heures à 19 heures. Entrée 20 F. Catalogue sous la direction de Christiane Falgayrettes-Leveau, 248 p., 280 F.

Les arts africains seraient-ils particulièrement liés à ceux de la table? On avait pu assister, il y a quelques années, au Musée Barbier-Mueller de Genève, à un congrès des cuillers. Il se déroule, à Paris au Musée Dapper, un colloque des récipients tout aussi réussi. Cette réunion rassemble un certain nomhre d'ustenslles creux: vases, jarres, pots, boîtes diverses, fourneaux de pipe et, par extension, des figurines por-

tant une coupe. Pourquoi ce thème apparemment bétérocète ? D'abord il permet de vérifier que l'Afrique -comme l'Asie - ne fait pas de distinction entre les arts majeurs et les arts considérés par les Européens comme mineurs. « Les Africoins ne séporent pas lo catégorie du beou de celle du protique », note Joseph Aurélien Cornet, l'un des suteurs de l'ouvrage qui ac-

compagne l'exposition. Ensuite ces nhjets soulignent, une fnis de plus, l'existence au sud du Sahara d'un art de cnur sophistiqué. Pour les artistes africains, tout « est utilitaire, dit encore Cornet, notamment lorsqu'il s'ogit du grand jeu de lo sécurité ou de lo fécondité, et ou service du prestige. C'est ce dernier souci surtout qui o éveillé leur vif intérêt pour lo beouté. Celle-ci est éminemment ou service de l'outorité ». Ce n'est donc pas un hasard si la plupart des pièces présentées ici ont été fabriquées pour quelques puissants persounages d'un quelconque royaume africain - kuha, bamoum, tschnkwé, mangbetu -, voire nccidental

Car ces artistes unt travaillé très tôt pour le marché européen. Le Musée Dapper présente un certain nombre d'ivoires, dits « afroportugais », fabriqués à la demande des marchands lusitaniens. Ces salières, porte-couteau, œufs d'autruche gravés, boîtes en tont genre, étaient recherchés dès le XV siècle par les grands collectinnneurs européens pour leurs cabinets de curiosités. Ces pièces pècbent parfois par excès de virtuosité. D'autres sont des chefsd'œuvre, comme ce pichet fabri-

qué par un artiste ynruba (Nigeria) sur lequel figure l'animal fétiche de son ethnie, le coq. Ou cette boîte de fibres tressées kon-(ex-Zaire), datée du XVIII siècle.

CORPS DÉHANCHÉ

La plupart des réceptacles expnsés - quelles que soient leurs destinations - ont des formes anthropomorphes. Que ce soient les jarres zande (ex-Zaire) à la panse rebondie, comme prêtes à éclater, nu ces coupes à boire kuba (ex-Zaire), en forme de têtes, destinées aux notables du royaume. Le léopard de laiton qui trône dans la première salle du musée figurait, au XVII nu an XVIII siècle, sur les autels ancestraux de l'oba (le souverain) du Bénin (Nigeria). Le goût du tahac a permis l'élaboration de multiples objets aussi sophistiqués les uns que les autres. Depuis ces majestueux fourneaux de pipes hamum (Cameroun) jusqu'aux délicats mortiers (à tahac ou à chaux) tschnkwé (Angola), en passant par ce pot de bois yaka (ex-Zaīre), petit personnage pansu au nez retroussé. Les plus banals instruments peuvent faire l'objet d'une exécution très poussée. Comme cette cuiller anthro-

pnmorphe sénnufo (Côte d'Ivnire), emboîtage de formes d'une rare complexité. Cet ustensile n'a pas dû servir très souvent à tourner la soupe d'une ména-

Les statuettes parteuses de coupes relevent du sacré. Celles qui snnt placées entre les mains des byeri fang (Gabon) sont censées contenir les substances nuisibles aux curieux qui s'approcheraient trop près du reliquaire nu reposent les assements de l'ancétre du lignage. Il faut remarquer celui de l'ancienne collection Tual, avec sa patine acajou, et celui de l'ancienne collection Ratton avec sa mnue caractéristique. A noter aussi un grand personnage, porteur de coupe, du Grassland (Cameroun), violemment expressionniste, avec son visage asymétrique et son corps déhanché, ce qui est plutôt rare en Afrique nu l'on apprécie la rigueur et le calme des formes géométriques. Et une petite figurine luba (ex-Zaîre) coiffant une calebasse, assise sur un tapis de peau, lui-même posé sur un lit de coquilles d'escargot. Un fétiche pour le musée Dapper qui l'a déjà exposé plusieurs fois.

Emmanuel de Roux

SORTIR

PARIS

de et par la compagnie Dumb Type, avec Seiko Ouchi, Hidekazu Maeda, Kenjiro Ishibashi, Tekao Kawagushi, Mayumi Tanaka, Misako Yabuuchi et

|OR| pour • Operation Room », une salle d'opération donc, ici figurée par un vélum concave et un sol blanc. Sans accessoires. [OR] pour « ou », les termes d'une alternative, ici la vie et la mort... Une nouvelle fois, la compa-gnie Dumb Type, en résidence à Créteil et intronisée cette année par le Festival d'Automne, déroutera les specta-teurs par son art qui grandit entre théàtre, danse, musique et performance. Un engagement physique to-lal, un travall sur la lumière et le son sans devancier connu, une décharge d'images qui transperce un public médusé, puls chaleureusement reconnaissant. |OR| est un « spectacle » gran-

Maison des Arts, place Salvador-Allende, 94 Créteil. 20 h 30, les mardi 18, mercredi 19, jeudi 20, vendredi 21, sanedi 22, Tél.: 01-45-13-19-19. De 55 F*

de William Shakespeare, mise en scène de Robert Cantarella, avec Christophe Bruault, Jacques Pieiller, Florence Giorgetti, Jacek Maka, Anne Rejony, Ro-main Bonnin, Jean-Paul Oias, Frédéric Klein, Emilien Tessier, Emmanuel Texe reau, Philippe Vieux et Jean Pallandre et Emmanuel Petit (musiciens).

Jusqu'à présent, Robert Cantarella s'est surtout intéressé aux auteurs contemporains, avec une préférence pour Philippe Minyana, dont il a mis en scene inventaire. Les Petits Aquaniums, Les Guerriers et Drames brefs 1. Avec Hamlet de Shakespeare, il opère le grand saut dans le répertoire dassique. D'une manière particulière : la mise en scène présentée à Gennevilliers s'accompagne d'une version oratorio » (donnée uniquement le 1º décembre è 18 heures) et d'une version « pour enfants », d'une durée d'une heure (jouée le 21 novembre et le 12 décembre à 14 h 30).

Théâtre, 41, avenue des Grésillons, 92 Gennevilliers. A partir du 18 novembre. Ou mardi au samedi, a 20 heures; le dimanche, à 16 heures. Tel.: 01-41-32-26-26. De 80 F° à 140 F. Jusqu'au 14 décembre.



Trois heures de bonheur avec Prokofiev au Théâtre des Champs-Elysées

LES FIANÇAILLES AU COUVENT, de Serge Prokofiev, avec Larissa Diadkova (la duègne), Konstantin Ploujnikov (Don Jérôme), Serguei Alexichkine (Mendoza), Anna Netrebko (Louisa), Tatiana Pavlovskala (Clara), Evgueny Akimov (Antonin), Alexandre Guergalov (Ferdinand). Orchestre, chœurs et ballet du Théâtre Mariinski de Saint-Pétersbourg. Valéry Guergiev (direction), Vladislav Pazi (mise en scène). Alla Kojenkova (décors et custumes). Théâtre des Champs-Elysées, les 13 et 14 novembre. Opéra-Berlioz de Moutpellier, le 24 novembre. Tél.: 04-67-60-19-99.

Invitée pour deux soirées au Théâtre des Champs-Elysées, la production du Théâtre Mariinski des Fiançailles ou couvent, de Serge Prokofiev, a rencontré un de ces succès spontanés et sans restriction qui signalent les grands moments de la saison musicale: pur plaisir artistique, mais aussi déconverte et étonnement. Car cet opéra lyricocomique, inspiré de Lo Duègne (1775), de l'auteur dramatique anglais Richard Sheridan, n'avait été donné qu'une fois à Paris, en 1961, par l'Opéra de Zagreb, quolqu'on ait pu applaudir, depuis, une boune adaptation française à l'Opéra du Rhin et à Nancy. Or, s'il n'existe guère de chefs-d'œuvre inconnus, une réussite comme celle-ci, tant par la qualité de la partition que par

PERMURES SPIRITIFILES

A FORMULI D'ENERGE

J. KWANG DAE POUR SA NIM

1 1

wembre nucturue jusqu' a 22 h

420, rue Saint-Honore 75008 Paris

Tél: 01 42 60 13 44 angle me Royale)

Galerie Colette Dubois

Exposition du 17 au 22

SALON DE L'ETUDIANT

GRANDES

DE COMMERCE & D'INGENIEURS

Vous êtes en terminale, en classe

prépa ou candidat(e) aux admissions

parallèles (BTS, DUT, DEUG, Licences...)

Trois jours pour

choisir votre grande école

SPECIAL

COLES

wembre 1997 Oeuvre

celle de l'action dramatique, ne mérite pas de rester ainsi aux franges du répertoire. Un spectacle admirablement réglé

servi par une distribution idéale

> L'intrigue réunit les éléments obligés d'une comédie lyrique : un veuf espagnol, Don Jérôme, veut marier sa fille Louisa avec un riche marchand de poissons sur le retour, Mendoza. Mais Louisa aime un donneur de sérénades sans le sou, Antonio, tandis que la vieille duègne rêve d'épouser la fortune du poissonnier. Si l'nn ajoute, pour corser l'affaire, que le fils de Don Jérôme, Ferdinand, est le camarade d'Antonio, et que son amante Clara permet à son amie Louisa d'emprunter un moment son prénom, on devine quels chassés-croisés, quelles ruses et quelles bévues, quels quiproquos aboutiront à dénouer la situation pour la plus grande satisfaction des

protagonistes et des spectateurs. Sur cette comédie, destinée à l'origine à la musique, dont les ressorts sont ceux du théatre de Goldoni nu de Beaumarchais, Serge Prokofiev a trouvé de quoi laisser libre cours, en 1940, à son gnût pour le néoclassicisme et le pastiche grincant. Mais il a fait mieux encore, en voulant préserver l'aspect lyrique et sentimental d'un canevas où tous les degrés, du ridicule bouffon à la passion ninbrageuse, se côtoient et

s'affrontent en se faisant valoir. Il a dù nourrir sa partition d'une matière riche et polymorphe, même dans le premier et le dernier acte, où le buriesque appuyé l'emporte sur les finesses d'écriture qui font le charme des deux autres. Tout au long de ces trois heures de musique,

Serge Prokofiev tire de cette étoffe au tissu serré des mélodies avenantes, bien faites pour mettre les voix en valeur et des effets d'orchestre personnels ou inédits qui ne les couvrent jamais.

La production de Mariinski a dû sans doute s'adapter aux ressources techniques légères de la scène des Champs-Elysées, quoique cela ne se sente pas. Elle date de 1996, mais ressemble à ce qu'nn aurait trouvé nouveau il y a trente nu quarante ans, ou à ce que l'nn voit couramment nutre-Atlantique. Et vnilà pnurtant un spectacle admirablement réglé, servi par une distribution idéale pour chacun des rôles, rebaussé par la qualité de l'orchestre et des chœurs que Valéry Guergiev mène comme un seul

Gérard Condé



THEATRE

9-18 DÉCEMBRE 1997 BEETHOVEN орваля

OMOTE. UN ETAT D'ESPRIT

LEONORE opéra en 3 actes (1805) première version de l'idelio

10, 13, 17 décembre

GUIDE

FILMS NOUVEAUX

de Ventura Pons (Espagne, 1 h 40), avec Nuria Espert, Anna Lizaran, Merce Pons, Rosa Maria Sarda. Alien, la résurrection (*)

de Jean-Pierre Jeunet (Etats-Unis, 1 h 44), avec Sigourney Weaver, Wi-nona Ryder, Ron Periman, Dan Hedaya, J. E. Freeman, Orad Courif. d'Alan Taylor (Etats-unis, 1 h 32), avec William Forsythe, Vincent Gallo, Adam Trese, Frances McOor-

Orancy avenir d'Arnaud des Pallières(France, 1 h 24), avec Aude Amiot, Thlerry

Bosc, Anne-Lisa Nathan. de Mariano Barroso (Espagne,

1 h 33), avec Javier Bardem, Federi-co Luppi, Silvia Munt, Oaniel Guzman, Leire Berrocal. Mange ta soupe de Mathieu Almaric (France, 1 h 15), avec Jean-Yves Oubois, Jeanne 8alibar, Adriana Asti, Laszlo Szaho.

On connaît la chanson d'Alain Resnals (France, 2 h), avec Pierre Arditi, Sabine Azéma, Jean-Pierre Bacri, André Oussollier, Agnès Jaoui, Lambert Wilson. (*) Film interdit aux moins de 12

TROUVER SON FILM

Tous les films Paris et régions sur le Minitel, 3615-LEMONOE ou tél. : 08-

36-68-03-78 (2,23 F/mn) ENTRÉES IMMÉDIATES

Le Klosque Théâtre : les places du jour vendues à moitié prix (+ 16 F de commission par place). Place de la Madeleine et Parvis de la gare Montparnasse. Oe 12 h 30 à 20 heures, du mardi au samedi; de 12 h 30 à 16 heures, le dimanche.

Kiyohime Mandara mise en scène de Hoichi Okamoto, avec le Oondoro Theater. Maison des cultures du monde, 101, boulevard Raspail, Paris 6°. M° Saint-Placide, Notre-Oame-des-Champs, 20 h 30, mardl 18. Tél.: 01-45-44-72-30. De 60 F* à 110 F.

Nora Gubish (mezzo-soprano), Emanuele Segra (guitare) Œuvres de Villa-Lobos. Granados. Falla, Garcia Lorca.

Musée d'Orsay, 1, rue de Belle-Chasse, Paris 7. Mª Solferino. 12 h 30, le 18. Tél.: 01-40-49-47-17. François Le Roux (baryton), Jeff Co-

hen (plano) L'Invitation au voyage au pays de la mélodie française. Auditorium de la Sibliothéque na-

tionale de France, qual François-Mauriac, Paris 13°. Mº Quai-de-la-Gare. 19 heures, le 18. Tél.: 01-53-79-59-59. 100 F. Hänsel und Gretel

d'Humperdinck. Randi Stene (Hänsel), Ruth Ziesak (Gretel), Graham Clark, Georges Gautier (la sorcière), Franz-Josef Kapellman (le père), Gwyneth Jones (la mère), Jaël Azzaretti (le marchand de sable). Maitrise des Hauts-de-Seine, Chœur du Théatre du Châtelet, Philharmonia Drchestra, Christoph von Dohnanyl (direction), Yannis Kokkos (mise en

Châtelet. Théâtre musical de Paris, 1, place du Châtelet, Paris 1°. M° Châtelet. 19 h 30, le 18. Tél.: 01-40-28-28-40. De 70 f à 570 f.

Drchestre philharmonique de Radio-Fance Gounod: Petite Symphonie pour Instruments à vent. Poulenc. Aubade. Enesco: Oixtuor. Milhaud: La Création du monde. Emmanuel Strosser (pjano), Armin Jordan (direction). nue du Président-Kennedy, Paris 16°. Mº Passy, 20 heures, le 18. 7él. : 01-42-30-15-16. 100 F. Karin Lechner (plano)

Schumann. Beethoven. Brahms, Rachmaninov. Falla.

Palais de l'Unesco, 7, place de Fon-tenoy, Paris 7. Mº 5égur, Cam-bronne. 20 h 30, le 18. Tél.: 01-45-72-05-50, 100 F.

Des Prés: Motets à la Vierge, Missa Gaudeamus. Maltrise des Pays de la Loire, Bernard Fabre-Garrus (direc-

Eglise Saint-Roch, 296, rue Saint-Honoré, Paris 1*. M° Pyramides. 20 h 30, le 18. Tél.: 01-48-24-16-29. De 110 F à 200 F.

Barry Oouglas (piano) Beethoven: Sonates pour piano op. 31 nº 1 et 2, op. 79 et op. 53. Salle Gaveau, 45, rue La Boétie, Pa-ris 8°. Mº Miromesnil. 20 h 30, le 18. Tél.: 01-49-53-05-07. Oe 75 F à

240 r. Larry Coryell Spaces Revisited New Morning, 7-9, rue des Petites-Ecunes, Paris 10°. M° Château-d'Eau. 20 h 30, le 18. Tél.: 01-45-23-51-41. De 110 F à 130 F.

Five in the Tribe Baiser salé, 58, rue des Lombards, Paris 1∾. Mº Châtelet. 22 heures, le 18. Tél.: 01-42-33-37-71. De 35 F à

RÉSERVATIONS Merc Lavoine

La Boule noire (salle Valencia-la Cigale), 116, boulevard Rochechouart, Paris 18°. 20 h 30, du 18 au 29. Tél. : 01-49-25-89-99. 153 F.

de Bruno 8ayen, misa en scène de l'auteur, avec Eric Berger, Marc Berman, Valérie Oréville, Gabriel Monnet, Christophe Odent, Toru Mika-mi, Oomlnique Valadié et Félicité

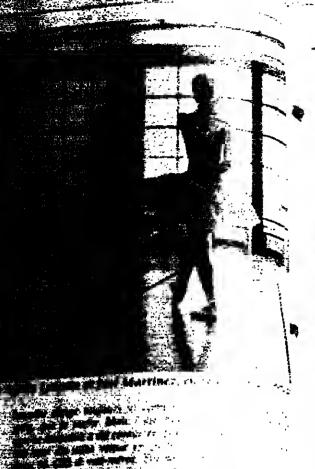
Maison de la culture, 1, boulevard Lénine, 93 Bobigny. A partir du 20 novembre. 21 heures, du mercredi au samedi, et le mardi ; 16 heures dimanche. Tél.: 01-41-60-72-72. De 60 F* à 140 F. Jusqu'au 20 dé-

DERNIERS JOURS

23 novembre : Gilles Clément Espace Electra, Fondation Electricité de France, 6, rue Récamier, Paris 7. M Sèvres-Babylone, Tél.: 01-42-84-23-60. De 11 h 30 à 18 h 30. Fermé lundi et fêtes. 10 F.

30 novembre : L'Atelier

d'Alberto Giacometti de Jean Genet, mise en scène d'Hervé Lelardoux, avec Jean-Marie Frin. Çité internationale (Theâtre), 21, boulevard Jourdan, Paris 14. RER Cité-Universitaire. 20 h 30 les mardi, vendredi, samedi, lundi ; 19 h 30, le jeudi ; 17 h 30 le dimanche. Tél. : 01-45-89-38-69. De 55 Fª à 110 F.



ALL THE PARTY OF THE PARTY OF Martin Harrist His Roy to Street !! L'affaire Dupond

The same of the sa

CONTRACTOR OF THE PARTY OF THE CNA CALL

Dimanche 23 : 10 h 00 - 17 h 00 Bus : PC, 84, 92, 93, 163, 164 et 165.

TEtudiant

21, 22, 23 novembre 1997 PARIS - Espace Champerret Vendredi 21 : 14 h 00 - 18 h 30 - Samedi 22 : 10 h 00 - 18 h 30

champs élysées

FIDELIO

opéra en 2 actes (1814) 9, 12, 16, 18 décembre

info et location 01 49 52 50 50

places de 60 à 690 f

KIOSQUE

EN VUE

■ Snezana Velickovic, une habitante de Nis, en Yougoslavie, a comparu devant un tribunal de la ville, mardi 11 novembre, pour outrage au président Slobodan Milosevic. « Je ne l'oi pas traité de voleur et d'escroc, a nié la prévenue. Je nie suis seulement demandée avec quel orgent Mirjana, son épouse, voyageait en Chine pour la promotion de son livre et Marko, son fils, auvrait une superbe discathèque. » Cinq témoins à charge avaient été convoqués, deux se sont présentés à la barre, aucun ne s'est souvenu de l'incident.

■ L'équipe nationale chinoise de football n'ayant pu, après cinq écbecs successifs, se qualifier pour le Mondial de 1998, elle vient de présenter ses excuses au peuple. « Nous sommes submergés par les remards et nous nous reprimandons naus-memes. Nous voulans dire un pardan sincere à chocun », lui a déclaré le onze

■ Koffi Coulibaly, qui, après avoir demandé à Ouattara Souleymane, préparateur d'amulettes à Oumé, en Côte-d'Ivoire, de lui enduire le corps d'une potion pour le rendre invulnerable aux armes à feu, avait refusé de tester le produit sur un animal - « Ce ne sont pas les bêtes qui seront confrontées à des difficultés demoin ». Il n'a pas survécu à l'essai d'un coup de fusil à bout portant. « Sans doute, le défunt ovait eu des rapport sexuels la veille », a plaidé le sorcier, condamné, mercredi 12 novembre, par le tribunal de la ville à douze mois de prison avec

■ Vendredi 14 novembre, un adolescent de quatorze ans, excellent élève du lycée de Subotica, en Serbie, a tué, à coups de pistolet, son père, sa mère et sa grand-mère, avant de se rendre à la patinoîre municipale au volant de la voiture familiale, Les parents, trouvant insuffisante la mention « très bien » qu'il avait obtenue en biologie, l'avaient privé de

■ Bob Taylor prenait soin de Gertrude Parker, qui vieillissait dans sa vaste maison du sud de l'Angleterre, comme il soignait avec amour ses fleurs et ses arbres. Un jour, vingt ans plns tard, Miss Parker lui promit son héritage. « Alors, vous ne me paierez plus », lui dit l'honnête jardinier, qui sema et tailla de plus belle. Il préparait ses repas, fermait, le soir, ses volets, tirait ses verrous, passait ses week-ends auprès d'elle... La vieille dame déclinait : une infirmière vint qui remonta ses nreillers, lui chauffa des bouillons, envoya Bob nourtir les deux chats. Si bien qu'à la veille de sa mort Gertrude rédigea un nouveau testament : « Avec elle. Honey et Candy seront plus heureux ». Honey et Candy, ses chats, les vrais amours de sa vie.

Christian Colombani

Le « Financial Times » fait l'éloge de M. Jospin

Le quotidien de la City se réjouit de la « nouvelle sobriété » du gouvernement français et salue comme un tournant historique l'entrée en Bourse de France Télécom

LE FINANCIAL TIMES du 17 novembre, qui consacre un supplément de six pages à la France, ne menage pas, cette fois-ci, ses éloges au gouvernement de M. Jospin. Certes, le quotidien de la City aux pages saumon tempère son jugement sur la situation française de la restriction suivante : « Du moins si le premier ministre n'adopte pas une attitude socioliste ouvertement dogmatique. . Mais ce dossier est dans son ensemble favorable à la « nauvelle sobriété » présentée comme la marque de fabrique du gouvernement issu des élections de juin dernier.

Celles-ci ont été une surprise, y compris pour M. Jospin lui-même. constate le Financial Times. L'er-

■ Grâce à un mélange de conces-

sions et de répression, le gouverne-

ment du président Moubarak avait réussi à affaiblir la dissidence. Mais

l'hydre renaît sans cesse. En partie à

cause de ses ennemis: un peu

comme en Algérie, le pouvoir avait

lui aussi joué un moment l'inté-

grisme contre une autre faction pour

assurer sa pérennité. Les héritiers

des assassins de Sadate continuent

donc leur guerre suicidaire, envers et

contre tout. Le mouvement contras-

té, inégalitaire, de modernisation

économique, qui emporte les socié-

tés arabo-musulmanes comme le

reste du monde, explique en grande

partie ces convulsions sanguinaires.

DANS LA PRESSE

LIBÉRATION

reur de jugement commise par

M. Chirac en appelant à des élections anticipées joue pleinement en faveur de M. Jospin, puisque celui-ci, contrairement à d'autres cas de figure de cohabitation sous la Ve République, se trouve face à un président affaibli qui a perdu de son autorité, y compris sur ses propres troupes. Le quotidien de la City note à ce propos cette singularité française qui interdit an chef de l'Etat d'apparaître comme le chef de sa formation politique. On sait qu'en Grande-Bretagne le premier ministre est, par définition, le leader du parti au pouvoir. « M. Jospin. d'une certaine facon. a eu de la chance. Il a hérité d'une

écanamie qui était au bord de la re-

L'horreur d'un avenir étranger à

l'austère enseignement du Prophète,

tel qu'ils l'interpètent, anime les

■ En Egypte comme en Algérie,

les enragés qui se présentent en

combattants de l'islamisme cultivent

une même idéologie de rupture avec

l'Occident. Ils mobilisent leurs parti-

sans par la haine des bourgeoisies

dirigeantes auxquelles ils reprochent

de tirer grassement profit de leur

commerce avec l'Occident quand le

reste du pays connaît la misère

économique et sociale. Icl et là, ils

attisent cette haine de l'Occident en

stigmatisant le comportement par-

tial des Etats-Unis dans le conflit Is-

raélo-palestinien, l'incapacité des

Pierre-Luc Séguillon

prise et présentait de bons résultats

EUROPE 1

Alain Duhamel

à l'exportation grâce à un franc plus bas », écrit le Financial Times. Une telle aubaine est susceptible d'accroître encore le ressentiment à l'égard de M. Chirac des députés de droite battus en juin mais qui ne l'auraient peut-être pas été un an plus tard en raison du meilleur climat économique. Les premiers

■ Le congrès de Brest va officiali-

ser à la fin de cette semaine la jospi-

nisation du Parti socialiste. Pour le

premier ministre, ce congrès aura

donc un parfum de revanche. Il y a

trois ans, au congrès de Liévin, Lio-

nel jospin était un homme seul.

Lorsqu'il était monté à la tribune, la

salle s'était vidée. Il passait alors

pour un espoir retombé, pour une

chance évanouie, et, comme tou-

jours, ses rivaux le sous-estimalent.

Aujourd'hui, le premier ministre se

trouve dans une situation inédite:

chef de gouvernement populaire en

période de cohabitation, avec un

est sortie renforcée de ce premier conflit social ». DIVERGENCE SUR LE CHÔMAGE L'entrée en Bourse, le 20 octo-

bre, de France Télécom, qui a attiré 3,9 millions d'acheteurs, est présentée par le quotidien de la City comme un évènement historique, d'autant qu'elle a été réalisée par un gouvernement de gauche avec l'appui de plusieurs syndicats. « Celle-ci sera peut-être considérée un jour comme l'heure décisive où la France a finalement

des routiers a tourné à l'avantage

du premier ministre, dont « la ré-

putation d'habileté et de sang-froid

parti rassemblé dernière lui et une Européens à la contredire ou encore la mise en quarantaine par les uns et majorité plus homogène qu'on n'aules autres du peuple irakien. rait pu le croire. La gauche tout entière a trouvé un nouveau chef de

LE FIGARO

file pour quelques années.

Baudouin Bollaert ■ Le petit monde de la francophonie est tout sauf homogène. Il n'échappe pas davantage aux chocs des sensibilités, aux querelles de chapelles, qu'à la gabegie administrative. C'est au pied du mur qu'onvoit le maçon: Boutros Boutros-Ghali ne manquera pas de travail. Il lui faudra agir en symbiose avec le nouvel administrateur général de la francophonie, le Belge Roger Dehaybe. Mais la priorité, pour lui, sera de conquérir la confiance des Afri-

ouvert ses bras au capitalisme d'acmois de M. Jospin à Matignon ont tionnariat qui o dejà envahi la plus donc été heureux. Même la grève grande partie du reste de l'Europe », affirme, non sans une cer-taine solennité, le Finoncial Times. La décision de porter en l'an

2000 à 35 beures la durée beboomadaire du travail n'est pas jugée de trop de conséquence, dans la mesure où elle est rédigée en termes « ambigus », ne concerne pas les petites entreprises et « évite la question cruciale du salaire ». C'est à propos du cbômage, cependant, que le Financial Times relève « la plus grande diver-gence » entre les socialistes français et le « nouveou Labour » de M. Blair. Au grand regret du quotidien britannique, malgré un taux de cbômage qui se maintient à 12,5 % de la population active, « M. Jospin refuse toujours d'admettre que la solution du problème réside dans une plus grande flexibilité du marché du travail ».

Le quotidlen britannique évoque encore en termes positifs l'arrêt de Superphénix et la décision de ne pas construire la centrale du Carnet, dans l'estuaire de la Loire, qui marquent « la fin de l'ère récente de construction intensive de centroles nucléaires en France ». Même la politique africaine connaît une mutation avec «l'abandon tranquille de la doctrine de l'intervention militaire unilatérale » Bref, selon le Financial Times, la France de M. Jospin change profondément, et généralement pour le mieux.

Dominique Dhombres

www.flyvision.org/sitelite/Houston/

Grâce à une vraie-fausse chasse aux fantômes, une artiste new-yorkaise invente un « art spécifique au Web »

« J'AI PEUR des fantômes. Chez mol, j'entends des bruits étranges Tout le monde soit que je suis paranoïaque, mais presque personne ne comprend que le contact avec autrui m'effraie encore plus que les bruits... Je ne veux pas que les gens viennent physiquement dans mon espace. Je ne pouvais donc pas recevoir d'aide extérieure, jusqu'à ce que je comprenne le potentiel du Web. » Pour lutter contre les revenants

qui l'assaillent, June Houston, une Américaine de vingt-cinq ans, dit avoir installé dans sa maison quatorze caméras, qui surveillent les endroits stratégiques: sous le lit. dans la cave, devant une porte condamnée, au fond d'un coffre. Chaque caméra est censée transmettre des photos en direct, qui s'affichent sur un site Web très élégant, bébergé par un serveur artistique new-yorkais. Le visiteur virtuel devient ainsi ghost watcher, suetteur de fantômes. Une fenêtre de dialogue permet d'envoyer à



comme si les internautes devenaient des voisins, des témoins de ce qu'il m'arrive. » Cela dit, June ne facilite pas la tàcbe de ses sentinelles. Les pbotos. dit-elle, sont actualisées en June un message d'alerte si un ec- moyenne trois fois par minute, toplasme venait à traverser le mais le rythme peut vanier d'une champ de la caméra: « C'est demi-seconde à deux minutes.

Pour déceler une apparition, il faut donc être très attentif. En fait, comme rien ne bouge jamais, cette vigilance est plutôt l'occasion d'une méditation créatrice.

Le cas de June a sensibilisé la communauté des internautes, d'autant qu'elle affiche aussi des

cette pseudo-parano est jolie. Elle 9 h 30 à 19 h 30, sur les sites Web reçoit beaucoup de courrier électronique relatant des apparitions extraordinaires, auquel elle répond par des annotations dans la marge. Certains renvoient des «rapports de surveillance » agrémentés d'images et d'animations illustrant ce qu'ils ont vu, depuis le vague balo passager jusqu'anx mains coupées vivantes dotées d'yeux malicieux. Elle affiche sur son site les contributions les plus inspirées et a mis en place une liste de diffusion pour tenir les guetteurs fidèles au courant de l'évolution de la si-

tuation... Au-delà du jeu, June ne cache pas son ambition; elle vent inventes « une forme d'art spécifique au web », où le lecteur-spectateur devient co-artiste à part entière. Une démarche radicalement différente de celle qui consiste à afficher sur Internet des œuvres d'art conçues sur d'autres supports.

> Sébastien Lubrano et Yves Eudes

SUR LA TOILE

RSF EN DIRECT

■ Le colloque de Reporters sans frontières, consacré à la déontologie de l'information, qui se tiendra le 20 novembre à Paris, sera retransmis en direct, de de RSF et de La Cinquième. Les internautes pourront poser des questions en temps réel aux intervenants par courrier électronique.

Sites de diffusion: www.calvacom. fr/rsf/ et www. lacinquie-

me.fr. Téléchargement du logiciel Real-Video: www. real. com. Adresse électronique (pour les questions): RSF@mail.com.

TOUT SAVOR **SUR LE PRIMEUR**

www. beaujolais. net

■ Pour marquer l'arrivée de la cuvée 97 du beaujolais nouveau, dont la moitié est destinée à l'exportation, l'union interprofessionnelle des vins du beaujolais va ouvrir jeudi 20 novembre, un site web bilingue français-anglais qui aura pour but de fournir au grand pubbc et aux professionnels de tous les pays un ensemble « d'informations fiables » sur le vin et sa région.

Abonnez-vous au Monde

soit de lecture Localité: PROFITEZ DES ANCIENS TARIFS D'ABONNEMENT AVANT LEUR AUGMENTATION!

Out, je souhaite m'abonner eu Monde pour la durée suivante: □ 3 MOIS-536F □ 6 MOIS-1038F □ 1 AN-1890F au lieu de 1 170 F* au lieu de 585 F* au lieu de 2340F° Prix de vente au numbro - (Tant en France macroopsteure uniquement) je joins mon règioment soit : _ ☐ par chèque bancaire ou postal à l'ordre du Monde

Date de validité LILL Signature : □ M. □ Mme Nom: _

Code postal: Pays:

USA-CANADA Le Mondre 1, 575 - 273 (737) is substanted daily for 5 832 et lean - Le Marin Co - 21 faz, the Claude-Berneyd 75242 | Subsect | Subs

Pour tout autre renseignement concernant: le portage à domicie, la suspenson de votre abonnement pendant les vacances, un changement d'adresse, le perement par prétève-ment automatique mensuel, les tants d'abonnement pour les autres pays étrangers Téléphonez au 01-42-17-32-90 de 8 h 30 à 18 heures du kindi au vendredi Bulletin à renvoyer accompagné de votre règlement à: LÉ MONDÉ, servica Abonnements-24, avanue du Général-Leclerc 80646 Chantilly Cedex

Quand la chasse est retirée par Alain Rollat

NOS REMERCIEMENTS à l'éditeur du Cherche Midi qui nous a fait parvenir, pour compléter notre information sur la question des déchets d'origine humaine, traitée avec humour par le magazine « Métropole » de La Cinquième (Le Monde du 18 octobre), un exemplaire d'Histoire et bizarreries sociales des excréments des origines à nos jours. Il s'agit d'un ouvrage savoureux, le premier du genre à notre connaissance, consacré à l'histoire des pratiques hygiéniques de l'humanité, sous la plume allègre d'un baroudeur des étrangetés universelles, Martin Monestier, qui s'était déjà illustré avec une Histoire militaire des animoux des origines à nos jours.

d'Aix-en-Provence qui nous a renvoyé, par retour de courrier, en réaction à notre évocation d'un échange intervenu au Palais- scriptum, nous laisse des incerti-Bourbon entre le ministre des tudes, cette coincidence épisto- sans se salir les mains.

transports, Jean-Claude Gayssot, et le député UDF du Nord Marc-Philippe Daubresse (Le Monde du 6 novembre), un exemplaire de notre chronique de ce jour-là soigneusement découpé, estampillé et cacheté par ses soins, de ses propres mains. Sans ce présent inattendu, nous n'aurions jamais su comment recommander à nos aimables lecteurs cette passionnante Histoire et bizarreries sociales des excréments des origines à nos jours. Examen fait de cette estampille et de ce cachet, dont les apparences ne laissent en la matière aucun doute, nous sommes d'ailleurs formels: c'est la première fois qu'un courrier des lecteurs nous parvient aussi bien torché. Les salades de ce maraîcher Notre gratitude à ce maraîcher provençal doivent assurément être de premier choix bygiénique.

Bien que le sens profond de ce second courrier, faute de post-

laire nous fournit ainsi l'occasion de conseiller à nos autres lecteurs la plus extrême vigilance dans le choix de leur papier-toilette. Non seulement tous les papiers-journaux ne se valent pas, mais sous certains torche-cul se cachent parfois des documents historiques. « Dans les sous-sols de la cour Napoléon, avant la construction de la Pyramide du Louvre, révèle par exemple Martin Monestier, les archéologues ont découvert, dans d'anciennes latrines, plus de sept cents cachets de cire aux armoiries des plus grands personnages de la fin des XVIII et XVIII siècles », entre autres « ceux des familles d'Orleans, de Rohan, ou de grands ministres, tel Colbert, dont les écrits ont aussi servi de papier hygiéniaue.»

Sic transit gloria mundi..., direzvous. Certes. De là à tirer la chasse sur celle du Monde, il y a un geste qu'nn ne saurait faire 20.30 Caprices E De Léo Joanne 85 min).

DEBATS

MAGAZINES

21.00 Le Gai Savoir.

22,35 Bouillon de culture Un plus un égal dete,

0.35 Zone interdite.

. . 2.

+ F. ... V

1.0

* ****

. .

reine.

economic

THE RESERVE OF THE PARTY OF THE per de conservatione dans la persona de conservatione de mer wetther entrepelie. the business of the second Da Gillett, a Weiteren da Bei-E CHECKELLAND LAND TO THE STREET EMPER OF A PROPERTY AND A STATE OF THE STATE the the factor of the **職品 (Marien) Single 1** 2 2 國家 表生都许可 经金额 心可以不 Minister, maiges to be .. And all over the product of a co the state in a second state of a second を抜かえないにおよりまつむしょくいい。

Marie Company

を表記 さいか かいしょじゃ ್ಷವಾಗಗಳು ಎಂದಿ - ಕ್ಷೇತ್ರಗಳು ಬ್ರಾಪಾ WHELE AND THE SPECIAL PROPERTY. V de layermannen in 1. 4%. Mr. Die Ger bereitstelleren in dien Ber Bert Lager elementer un are with the continues with the ... 12 to ky billingerick teet Rij cambarus too kangerij de la laterage de contrata de la contrata del la contrata de la contrata del la contrata de la contrata del la contrata de la THE SHARE THE TRANSPORT WATER 在一般中的时间 4 1 Mary 18 1 est in Bourt, parties in a register. and the section of the later of section भू अपूर्ण की परिवर्त अपदार्थन, एक दुर्ग के क्रिके

Commence i Herrinteres

AM TORE

"本学的第三人"

the rest for a recognizer and printer in without & an interior where the temperature was no a in an in the termination in a benefit in Binging but one regressions 南京 接 在 大本 安排的 你有什么一个一个 representative that the property of the second The state of the sail many the first party and the

Mark the man in the street to 我里下的时期 旅 、 金田田 医 3. - marine of the state of the an Charlestaire egangt an 25" . \$374 mail

الم الإسرائي الموجودية أن الما المنطقة الكركار المنطقة

9.34.45EE * ***

在我在不是一个好了一个年代 W. De melanganan menanganan a concession of the sale of the late of the

AND THE STATE OF THE STATE OF क्षि क्षेत्र भीत्र की वेजव्यक्ती का the street of the property of the production of the second in more than in Anthrew an THE PARTY OF THE P TABLE AND STATE AND STATE OF STATE OF REPORTED AND EXTENSION OF THE REin the second 1

العاملية ويناف ليدوول والهدائم يتطاقيني المتابية

A BARR

SHE WAR THE TANK Mary the principle of the second recommendation of the contract of I was being the factor of the BE RIGH BY CODING VALUE W WHITE YOU WAS IN U.S. STATE CONTRACTOR - ALL TOO THE TAP . CANADAM NATION By the track of the last five 會開展 化对性性分析 許 次 皇帝 144 5 经营业的 Market Sharester, at 17 WAR STREET, JUST AT WAS **阿爾·波·古姓·安约·艾尔纳**克尔 THE BELL PORT AT DE **新**名及2000年中央的 NAME AND ADDRESS OF STREET PARTY AND THE PROPERTY OF

make mentile restrict interestate in a river in ME TOTAL BANKS THE RESERVE OF THE PARTY OF THE

FILMS DE LA SOIRÉE

18.45 My Left Foot
De Jim Sheridan (Gran 1989, v.o., 105 min). 19.00 La Guerre de Troie E De Giorgio Ferroni (Franc 1961, 120 min). 19.05 Le Val d'enfer
De Maurice Tourner
N., 85 min), 20.10 Qui vent la peau de Roger Rabbit ? # # De Robert Zemeckis (Etats-100 min). Oisn

22.00 Spécial procès Papon. Avec Marc Olivier Baruch ; Pascai Froment ; Laurent Douzou. Histoire

Les crimes communistes. Invités : Jean-Louis Panné ; Jacques Juilland ; Gilles Martinet ; André Glucismann et Claude Cabanes. Paris Première

21.15 Chotre-pied. Invités: Bruno Dayez; Lisbet van Doorne; jean-Pierre Stroobams: Carine d'Outrelepont; Jacques Gevers; Patrick Anspach; Freddy François. RTBF 1

22.40 Célébrités. invités : Dicudonné : Yves Lecoq. 7F1

23.00 Comment ca va ? Le dossier : Au cœur de la greffe. France 3

0.50 Les Grands Entretiens du Cercle, Invité : Bernard Manciet, France 2

19.05 La Madone et les Gitans. Planète

20.10 Des hommes dans la tourmente.

M 6

23.00 De l'actualité à l'histoire.

La presse d'investigation. El F et le Congo.

Les nouveaux croyants.

DOCUMENTAIRES

18.30 et 19.10 Nulle part ailleurs. (rivité: Metallica (live).

annon (France, 1941, N., Ciné Cinéfil 20.30 Un homme sans importance
De Suri Krishnamma (GB, 1994,
100 mint. Ciné Cinémas

20.35 Prince nair III De Caroline Thompson (GB, 1994, 95 min). TMC 20.55 Les Bronzés font du ski
De Patrice Leconte | France, 1979,
90 mini. France 2 21.35 Orfeo
De Claude Goretta (France, 1984, 90 min). 21.55 La Maison jaune de Rio
De Karl Grûne (France, 1930, N.,
80 min). Ciné Cinéfil

22.10 Smoke # = De Wayne Wang (Etats-Unis, 1995, v.o., 109 min). 22.30 Flesh and Bone M De Steve Kloves (Etats-Unis, 1993, 120 min). Prance: **GUIDE TÉLÉVISION**

22.30 Chère inconnne ■
De Moshe Mizrahi (France, 1979,
105 min).

23.15 Diamond City ■
De David MacDonald IGB, 1949 N.,
v. D., 90 mini.
Ché Cinéfil mmes, femmes, mode d'emploi ■ De Claude Leiouch (France, 1996, Canal

0.00 Serial Mother
De John Waters (Etats-Unis, 1994, 90 mln). 0.30 La Symphoo le fantastique **II II** De Christian-Jaque (France, 1941, N., 90 min). 0.45 Chicken Every Sunday
De George Seaton (Etats-Unis, 1949, N., v.o., 95 min). Cine Cinefili

de Bach.

20.35 La Royal Air Force. [78]. Les gardiens de la mer, le Coastal Command. Planète 20.45 La Vie en face. 21.25 The Beatles Story. Canal Jimmy 21.30 Fins de saisons. 22.25 Enver Hodja ou l'imposture albanaise. Planett

23.05 Nick Leeson et la chute de la maison Barings. 23.15 Italo Calvino. 23.35 Comedia. Arte 0.10 Femmes dans le monde. Téva Planète SPORTS EN DIRECT

WBO poids plumes : Steve Robinson (GB) - Airic Johnson (Tr.). Eurosport 2.00 Basket-ball NBA. Houston Rockets -New York Knicks. Canal +

19.15 Una stravaganza dei Medick Dir. A. Parrott, France Super 20.00 Concerto brandebourgeois nº 5. 20.45 Festival international de musiques sacrées de Fès.

21.00 Harmoniernesse de Haydn. 21.50 Comedia, Salnes and Singing. Mise en scène de Robert Wilson, Arte

21.50 Ave Verum KV618, de Mozart. 22.20 Te Deum de Haydn. 22.30 La Passion selon saint Jean, 23.05 Theodara. 0.25 Haydn. Symphonie nº 103 •Mit dem Paulienwichele. Muzzik 1.00 La Passion selon saint Mathieu.

TÉLÉFILMS 20.30 La Baionnette de Mirabeau. De Claude Faraldo, Fe 20.30 La Place du père. De Laurent Heynem 22.05 Capitaine James Cook. De Gordon Clark [2/4].

22.20 Kidnapping. De Colin Bucksey SÉRIES 18.15 Priends, Celul qui a du mal à se préparer. 19.00 Sentinel. Etat de siège. M 6 20.45 Murder One : L'Affaire Jessica. 20.55 Docteur Quinn, femme médecin. L'image du père. Le moment de vérité.

20.55 Guerres privées, Folles douces. Au nom de la rose. 21.30 Twin Peaks, Episode nº 6. Série Club 2.10 Bottom. He's Out (v.o.).

20.30 Festival

NOTRE CHOIX

Les Jupons de la Révolution Parmi les productions consacrées à la Révolution française au moment du Bicentenaire, cette fresque historique en six épisodes fut l'une des plus regardées. Produite par Canal Plus et M 6, elle dévoilait les secrets d'alcave de quelques acteurs de la Révolution : Marie-Antoinette, Théroigne de Méricourt, Marat, Mirabeau, Talleyrand. Réalisée par Claude Faraldo, La Baionnette de Mirabeau, inspirée du livre éponyme de Michel Durafour, retrace le passé tumultueux du tribun au travers de l'enquête menée par l'une de ses maitresses. Henriette Amélie de Nehra, surnommée Yet-Lie, la seule femme qu'il ait iamais aimée. Un Mirabeau insolite, incarné avec panache par Bernard-Pierre Donnadieu. - J.-J. S.

● 20.45 Arte La Vie en face

On connaît Marie-Claude Treifhou et sa manière d'installer le temps, l'ordinaire traité au plus ras - Simone Barbes ou lo vertu : Lourdes, l'hiver ; Il était une fois la télé. Dans Paroisse, poroissiens, poroissiennes...?, elle s'intéresse à ceux qui vivent le quotidien d'une paroisse de la banlieue de Paris, au Kremlin-Bicêtre. Commeot viventils leur foi? Que disent-ils de l'Eglise? Quelles sont leurs difficultés? La voix de Marie-Claude Treilhou est curieusemeot agacante. On dirait qu'elle n'est pas impliquée. Ce que cootredit le film, qui donne une parole entière aux gens rencontrés. Assis bien en face d'elle, filmés eo loogs plaosséquences, un prêtre, des paroissien(ne)s plus ou moins engagé(e)s parleot sans emphase, et sans être coupé(e)s. C'est simple et, à force,

cela devient passionnant. - C.H.

NOTRE CHOIX

MERCREDI 19 NOVEMBRE

TÉLÉVISION

ه کذا من رلامل

19.05 Walker, Texas Ranger. 19.50 et 20.40 Météo. 20.00 Journal, Résultat des courses. 20.50 Le Flic de Beverly Hills 3. Film de John Landis.

PROGRAMMES

22.40 Célébrités. Invités : Bieudonne ; Yves Lecocq. 0.10 Le docteur mène l'enquête. 1.05 TF1 puit, Météo. 1.20 Reportages.

19.15 1 000 enfants vers l'an 2000. 19.25 C'est l'heure. 19.55 Au nom du sport 20.00 Journal, A cheval, Météo 20.55 Les Bronzés font du ski 🛍 Film de Patrice Leconte. 22.25 Un livre, des livres.

22.30 Flesh and Bone
Film de Steve Moves.
0.35 Journal, Météo. 0.50 Les Grands Entretiens du Cercle.

FRANCE 3 18.55 ▶ Le 19-20 de l'information

20.01 et 22.25 Météo. 20.05 Fa si la chanter. 20.35 Tout le sport. 20.50 Le Cirque Amar. 22.35 5oir 3.

23.00 Comment ça va ? Le dossier : Au cœur de la greffe. 0.00 Magazine olympique. 0.25 Reocootres à XV. 0.55 New York District.

CANAL + ► En clair jusqu'à 20.35

18.25 ▶ Lumières sur un massacre La bottine. 18.30 et 19.10 Nulle part ailleurs. 20.30 Le Journal du cinéma. 20.35 Dracula.

mort et heureux de l'être. Film de Mei Brooks. 22.00 Flash infos. 22.10 Smoke ##
Film de Wayne Wang (v.o.). 0.00 Hommes, femmes, mode d'emploi # Film de Claude Lelouc

1.55 Basket-ball NBA.

ARTE

19.00 The Monkees. (44/58). 19.25 ▶ Les Secrets du Nil. (7/60)

19.30 7 1/2.
Pour ou contre la télé au prétoire ?
L'Europe des discriminations.
20.00 Archimède.

20.30 0 1/2 Journal. 20.45 La Vie en face.

issiens, paroissienne 21.40 Comedia. Le théâtre européen. Robert Wilson, magicien et geome 21.50 Comedia. Saints and Singing. Opérette de Gertrude Stein.

23.35 Comedia. Le Hebbel-Theater de Berlin. 0.35 Comedia. Les Marionnettes

1.20 ► Les Secrets du Nil. [8/60]. 1,25 Tennessee Williams.
Orpheus of the American Stage

M 6

19.00 Sentinel. Etat de siège. 20.05 Notre belle famille. 20.40 Décrochages info, E = M 6 junior. 20.55 Docteur Quinn, femme médecin. L'image du père. Le moment de vèrité. 23.40 Amkalement vôtre.

0.35 Zone interdite. **RADIO**

FRANCE-CULTURE

20.30 Agora. 21.00 Poésie studio. 22.10 Manvais genres. 23.00 Nuits magnétiques. Familles, je vous filme. 0.05 Du jour ao lendemain 0.48 Les Cinglés du music-hall.

FRANCE-MUSIQUE

20.00 Concert. Œuvres de Gounod, Poulenc, Enesco, Milhaud. 22.30 Musique pluriel. 23.07 Le Dialogue des muses.

22,35 Les Soirées... (suite).

RADIO-CLASSIQUE 19.30 Classique affaires-soir. 20.40 Les Soirées de Radio-Classique.

FILMS DU JOUR

13.30 Poussière d'empire # Franco-vietnamien de Lam Lê (1983, 110 min). 14.20 49° parallèle 🔳 🖿 De M. Powell et E. Pressburger (GB, 1941, N., v.o., 120 min). Ciné Cinéfit 1435 Neil III
De Michael Apred (Etats-Unis, 1994,
115 min). Cine Cinemas
16.20 Le Val d'enfer III De Maurice Tourneur (France, 1943, N., 85 min). Ciné Cinéfil 16.30 Le Narcisse noir E ·. ...

D'Emeric Pressburger et Michael Powell i Grande-Bretagne, 1947, 100 min). Ciné Gnémas

1947, 100 min). Ciné Cinémas 17.00 La Guerre de Froie El De Glorgio Ferroni (France - Italie, 1961, 120 min). Histoire Les Pas perdus E De Jacques Robin (France, 1964, N., 95 min). Festival

GUIDE TÉLÉVISION

La Cinquième

RTBF 1

13.00 Une heure pour l'emploi.
La Cinquième

MAGAZINES

13.35 Parole d'Expert. Invité : Pierre Sled.

France (1/2).

16.05 Saga-Cités. Nouvelle France.

14.30 Business humanum est. Medecins sans frontière :

15.00 Envoyé spécial, les années 90. Les néo-nazis. Génération perdue. Le miroir aux alouettes. Hist

18.00 Stars en stock. Henry Fonda.

Cary Grant. Paris Première

18.30 et 19.10 Nulle part ailleurs. Canal+

19.00 De l'actualité à l'Histoire.

La presse d'inve-FLF et le Congo.

20.00 Faut pas rêver.
Suisse: Le jet de Genève.
France: A la foire aux ânes.
Ile de Man: Le parlement.
Invité: Alaim Doutey.

20.05 1998 Histoire-histoires. L'affaire Grûninger.

20.50 Combien ca coûte?

20.50 La Marche du siècle. Pédophille, un an après.

21.00 Défis. Le programme européen Objectif 1 en Hainaut.

21.00 Envoyé spécial, les années 90. Sylvie Vartan le retour. Pigalle, le père. L'école de l'espoir. Histoire

21.00 Paris modes. Vivienne Westwood a Vienne. Paris Première

22.35 Savoir plus santé. Comment sauver les anorexiques ? TV 5

SIGNIFICATION DES SYMBOLES:

· Signalé dans « Le Monde Télévision-Radio-Multimédia ».

Ne pas manquer

22.45 Ca se discrité. Les adolescents sont-ils de plus en plus vulnérables ? France 2 21.55 Eels. Concert.

■ The past manager.

■ The Course ou classiques

ou interdit aux moins de 16 ans

le Monde publie chaque semaine, dans son supplément daté dimanche-fundi, les j

grammes complets de la radio et – accompagnés du code 5 how/iew – ceux de la téléva

ainsi qu'une sélection des programmes du câble et du sartellite.

◆ Sous-titrage spécial pour les sourds et les malentendants.

20.45 ➤ Les Mercredis de l'Histoire. Chili, la mémoire obstinée.

invités : Serge Lama ; Estelle Hallyday ; David Doulliet.

Les syndics bénévoles de coproprié Le salaira du rire. West Edmonton Mail : un univers entier dédié à la consommation et à la détente. Les

invendables. Les ventes de tapis. Enquête sur les téléachats du monde entier.

20.10 Appel à témoins.

Drysse = De Mario Camerini (Italie, 1954, 100 min). Disney Channel 19.00 Gran Casino III Desirey Channel
19.00 Gran Casino III De Luis Buthuel (Medique, 1946, N., 40, 40, 40, 40, 41).
19.00 Le Lieu dn crime III Desire Cheful Desire Cheful Chefu

21.15 Kalifornia 🗷 🗷 De Dominic Sena (États-Unis, 1992, 115 mins 21.45 Chicken Every Sunday De George Seaton (Etats-Unis, 1949, N., v.o., 95 min). Ciné Cinéfil

23.00 Le Magazine de l'Histoire. invités : Olivier Christin ; Janine Garrisson ; Laurent Theis et Claude Aziza.

0.10 Le Canal du savoir. Le procès et la mort de Louis XVI. Paris Première

0.50 Le Cercle des métiers. Les métiers de la sécurité routière. France 2

1917-1991. [1/6]. 1917 - 1938 : Les raisins de la colère. Histoire

20.35 La Madone et les Gitans. Planet

21.35 Des hommes dans la tourmente.

21.45 Mémoires d'ex. [3/3]. Du passé, faisons table rase : 1956 - 1989. Histoire

22.55 Spirit of Africa. France Supervision

23.10 La Continental. Airred Greven, un producteur de cinéma. Arte

21.00 Les Divines à Pise. Ballet. Muzzik

22.40 Musica. No More Play. Ballet. Arte

21.35 Carrousei du Louvre. France Supervision

ou interdit aux moins de 16 ans supplément daté dimanche fundi, les pro-

on l'imposture albanaise. Planète

Arte

Téva

Paris Première

Planète

23.20 Un siècle d'écrivains.

DOCUMENTAIRES

19.45 Pour l'amour du leader.

20.00 Wild Wild World of Animals.

20.00 Le Grand Jeu, URSS-USA:

20.55 Ferrmes dans le monde. Le Port des amours.

21.45 Musica. Twyla Tharp, Oppositions.

0.30 La Lucarne. Downtempo.

22.55 Mrisica. Silent Cries. Ballet.

0.10 La Fleur de pierre. Ballet.

23.50 Enver Hodia

0.45 Italo Calvino.

DANSE

MUSIQUE

LES CODES DU CSA:

O Accord parental souhaitable

Accord parental indispensable

ou interdit aux moins de 12 ans

19.15 Havana rap.

22.00 La Balance De Bob Swalm (France, 1982, 99 min). Ciné Cinén 22.35 Les Volcurs D'A. Téchiné (F, 1996, 110mln). Canal+ 22.40 Le Prix du danger

v.o., 45 min).

0.05 La Maïson jaune de Rio
De Karl Grüne (France, 1930, N.,
80 min).

Ciné Cinéfit 80 min). Grie Cinette
0.20 Douce | | | | | | |
De Claude Autant-Lara (France, 1943, N., 105 min). RTL 9
1.30 L'assassin habite an 21 | | | |
D'Henri-Georges Clouzot (France, 1942, N., 80 min). Arte

22.55 Concert de gala. Beethoven par C. Davis

18.05 Lorenzaccio. D'Alfred de Musset. Mise en scène de Georges Lavaudant. France Supervisio

France 2

et C. Arrau.

THÉÂTRE

TÉLÉFILMS

18.40 Un Français libre. De lim Goddard [2/4].

20.30 L'Huile sur le feu. De Jean-Daniel Verh

20.30 La Blessure. De Betty Thomas.

20.50 Feu Adrien Muset. De Jacques Besnard.

20.55 ► La Petite Maman. De Patrice Martineau.

21.55 Un taxi dans la nuit D'Alain-Michel Blanc.

22.05 Voix d'outre-tombe. De David Jackson.

22.35 La Nuit du mensonge. O De Larry Shaw.

19.00 Sentinel, L'alibi.

19.05 Walker, Texas Ranger. Danger pour un ranger.

20.45 Les Anges de la ville.

21.30 Nick Mancuso:

22.45 Spin City. Le temps des cadeaux (v.o.).

22.55 Columbo.

18.05 Sliders, les mondes parallèles. Un monde hippie.

18.15 Friends. Ceiul qui avait la technique du călin. France 2

20.25 Star Trek : la nouvelle génération.

22.15 Schimanski. Les Deux Faces de la vérité. Série Club

23.45 Bottom. Holy (v.o.). Canal Jimmy

La meprisable aventure de Yed et Carey (v.o.). Canal Jimmy

22.20 Une fille à scandales. itching For a Cat (v.o.). Canal Jim

Rançon pour un mort.

23.00 Nos meilleures années.

23.50 Département S. Le trésor de la Costa del Sol.

0.15 New York Police Blues.

0.00 La Cloche tibétaine. Les chevaux de fer.

0.55 New York District.
Pardon aux innocents

Les Dossiers secrets du FBI. Secret défense. Série Club

SÉRIES

France 3

23.20 Simon du désect # # De Luis Buñuel (Mexique, 1965, N., v.o., 45 min). Ciné Cinéfil

2.25 Angle most ■
De Geoff Murphy (Etats-Unis, 1992, v.o., 95 min). Giné Cinémas

Reinette l'Oranaise entre « francarabe » et arabo-andalou L'EXIL FRANÇAIS de Sultana

Le Port des amours

20.55 Téva

Daoud, dite Reinette l'Oranaise, commeoce en 1962 à Marseille. Née il y a plus de soixante-dix ans à Tiaret, dans l'Ouest algérieo, Sultana Daoud a quitté l'Algérie à l'iodépeodance. Depuis, elle vit dans un pavilloo de la banlieue parisienne. De son arrivée à Marseille, elle ne veut plus se souvenir, de l'Algérie d'aujourd'hui, oe pas parler. La vieille dame est têtue. Pour rejeter les questioos qui oe lui plaisent pas, elle a des gestes définitifs et des sileoces évocateurs. Jacqueline Gozland, qui a réalisé ce film en 1991, n'a pas coupé ces sautes d'humeur au montage. L'entourage de la chanteuse en a conçu du ressentiment, pourtaot ce portrait saos complaisance eo prend de l'épais-

5ultana, aveugle à l'âge de deux ans, apprend à canner les chaises à Oran, L'enfant aime chanter, 5a mère la présente à 5aoud l'Oraoais, maître de la chanson araboandalouse, qui l'initle à la derbou-ka, à la mandoline, au luth (l'oud). La vnix de Reinette a une profondeur particulière, le timbre clair, une chaleur communicative. La jeune fille travaille dur. Elle appreod l'arabe classique. C'est une incongruité, car elle est juive. Ses chansons jonglent avec le francarabe (« Chêri, je t'aime...), le chaûbi et des pièces compliquées du répertoire arabo-andalou. Saoud l'Oranais, juif lui aussi, est son idole, soo guide. Arrêté à Paris, il meurt eo déportation. Reinette eo conçoit un chagrin profood et une révolte jamais éteinte. Dans les années 50, Reloette est uoe star à Alger, la radio diffuse religieusemeot ses récitals avec l'orchestre de Mohamed El Anka.

Après 1962, Reinette, comme ses collègues Line Monty ou Lili Boniche (à écouter : Trésors de la chonson judéo-orobe chez Blue Silver/Mélodie), anime fêtes et mariages dans la communauté des rapatriés d'Algérie. On la redécouvre au début des années 90. Dans ce film inédit, elle donne des recettes de cuisine, se produit en robe de jeune fille dans un club de jazz parisleo, et parle de musique comme oo parle de son àme.

Véronique Mortaigne

PROGRAMMES

TÉLÉVISION

13.50 Les Feux de l'amour 14.40 TF1 jeunesse. 17.05 Savannah. 18.00 Les Années fac. 18.30 Ali Baba. 19.05 Walker, Texas Ranger, 19.50 et 20.40 Météo.

20.00 Journal. 20.50 Combieo ca coûte? 0.20 Minuit sport

1.00 Histoires naturelles.

13.50 Derrick, Aveu, Jeu de mort. 16.05 La Chance aux chansons. [3/3]. 17.10 Des chiffres et des lettres 17.40 Un livre, des livres.

17.50 Chair de poule. Le fantôme de l'auditorium 18.15 Friends. 18.45 Qui est qui ? 19.20 C'est l'heure. 19.50 et 20.50 Thrage du Loto. 19.55 Au nom du sport. 20.00 logmal, Météo.

ilm de Patrice Martine: 22.45 Ça se discrite. Les adolescents som-ils de plus en plus vulnérables ? 0.25 En fin de compte.

0.30 Le Cercle des métiers. Les métiers de la sécurité routière.

13.35 Parole d'Expert. 14.20 Va savotr. 14.58 Questions au Gouvernement. 16.05 Saga-Cités. 16.40 Minikeums. 17.45 C'est pas sorcier 18.20 Questions pour un champio 18.50 Un livre, un jour. 18.55 ▶ Le 19-20 de l'Information 20.02 et 22.45 Météo. 20.45 Consomag. 20.50 La Marche do siècle.

13.35 Décode pas Bunny. 14.25 C+ Cléo. 14.30 Lupo Alberto. 14.40 Le Prince d'Atlantis. 15.05 Achille Talon. 15.20 Capitaine Star. 15.50 Reboot III.

► En dair jusqu'à 20.35 18.15 Cyberflash.

Avec Serge Lama ; Estelle Hallyday ; Oavid Douillet. 22.55 Columbo. Rançon pour un murt. 0.50 TFI nuit, Météo.

FRANCE 2

19.15 1 000 enfants vers Pan 2000. 20.55 ▶ La Petite mam

FRANCE 3

20.05 Fa si la chanter. 20.35 Tout le sport. 20.45 Conso

22.55 Soir 3. 23.20 On siècle d'écrivains. Romain Rolland. 0.05 Cinéma étoiles.

0.55 New York District. 1.40 Tous sur orbite.

0.35 Vivre avec... Femmes et cancer.

CANAL +

16.20 Pour élever un chinocéros 16.45 Des gens si bien élevés. Téléfilm d'Alain Nahum.

18.25 ▶ Lumières sur un massacre. L'usine.

18.30 et 19.10 Nulle part ailleurs.

20.15 Football. Monaco - Paris SG. 22.30 Flash infos. 22.35 Les Voleurs
Film d'André Téchle

0.30 Coup de vice. Film de Fatrick Lévy. 1.50 Le Cavalier du diable. Film d'Ernest Dickerson.

LA CINQUIEME/ARTE

13.00 Une heure pour l'emploi. 14.00 Plans de vol. 14.30 Business humanum est. [1/2]. 15.30 Cumparaisons naturelles [1/3].

16.30 L'Etoffe des ados. 17.00 Cellulo. 17.30 Au cœur d'Okavango. [10/26]. 17.55 Le Journal du temps. 18.00 Chercheurs d'aventure 18.30 Le Monde des animaux.

19.00 The Monkees. [45/58]. 19 25 b Les Secrets du Nil 19801 19.30 7 1/2. Les états de la précarité. L'Europe des discriminations. 20.00 Wild Wild World of Animals

20.25 Sous le ciel de Paris. 20.30 8 1/2 Journal. 20.45 Les Mercredis de l'Histoire. Chili, la mémoire obstinée. 21.45 Musica. Twyla Tharp. Oppo

22.40 Musica. No More Play. 22.55 Musica. Silent Cries.
23.10 > La Continental.
Afred Greven, un producteur
de cinéma allemand a Paris. 0.30 La Lucarne, Downtern

1.25 ► Les 5ecrets du Nil. [10/60 1.30 L'assassiu habite au 21 mm Film d'Henri-Georges Clouzot. M 6

13.05 M 6 Kid. 6.30 Des clips et des bulles. 16.50 Fan de.

17.20 Fanquizz. 18.05 Stiders, les mondes parallèles. 19.00 Sentinel. L'alibi. 19.54 6 minutes, Météo. 20.05 Notre belle famille 20.35 Décrochages Info, Elément Terre. 20.50 Feu Adrien Muset. Téléfilm de Jacques Besnard.

22.35 La Noit du mensonge. Téléfilm O de Larry Shaw. 0.15 Secrets de femme. CL 0.45 Sexy Zap.

RADIO FRANCE-CULTURE

20.00 Les Chemins de la musique. (3/5). 20.30 Agora. Michel Maffesoli. 21.00 Philambule. 22.10 Fiction. Les Collines aux aguers, de Joseph O'Connor.

23.00 Nuits magnétiques. [1/2]. 0.05 Du Jour au lendema 0.48 Les Cinglés du music-hafl.

FRANCE-MUSIQUE

20.00 Concert. Festival international Toulouse les orque Œuvres de Bruhes 22.30 Musique pluriel. 23.07 Les Greniers de la mémoire.

Claude Arrieu en compagnie de Françoise Masset et de Jacinte Harbec.

RADIO-CLASSIQUE

19.30 Classique affaires-soir. 20.40 Les Soirées de Radio-Classique. Valery Gergiev, chef d'opèra. 22.45 Les Soirées... (suite).

See the section of the

觀察 多种 知為語 **秦秦江 255 李达达** 1965年

Le Monde

Le maître des audiences

par Pierre Georges

AU 24 et, provisoirement, dernier jour d'audience du procès Papon, les faits n'avaient toulours pas été abordés. Voilà d'abord ce qu'il faut retenir. C'est proprement stupéfiant, cette capacité qu'a la justice à ne pas aller prioritairement à l'essendel, à tournicoter pendant des semaines autour des faits, à en rester, des jours durant, à l'acte préfacier et préliminaire d'une histoire si

S'il s'agissait d'un spectacle, auraient fusé des balcons un grognement, une ralerie, une impa-« Commencez, commencer! ». Le régisseur aurait rappelé les acteurs à l'ordre: « Aux faits, Messieurs, aux faits! ». Ce n'est pas un spectacle, n'en déplaise à tous ceux qui y firent parfois des numéros d'histoire, y multiplièrent les acrobaties verbales pour qu'il soit bien dit et noté qu'ils étaleot interveous,

firent traîner eo longueur et lan-gueur ces préalables. On aura mis autant d'acharnement, inconscient ou conscient, à ne pas eotrer vraimeot dans ce procès que l'on aura perdu de temps à l'instruire.

Maurice Papoo est un vieil homme, C'est indéniable. Un vieil bomme malade. C'est incontestable. Tout cela fut vu et senti d'entrée, dès la bataille préliminaire, celle du maintien en détention ou non, de l'hospitalisation ou pas, et pour finir, de la mise en liberté. Ce moment-là fut l'occasion d'une indécente tragi-comédie, Papoo-Volpone, cardiaque le

matin, château-hôtel le soir. Mais, dès cet instant, et parce que le débat avait été porté sur ce terrain, celui du risque, réel, d'une mort à l'audience, comme il est en matière médicale des morts sur table, la justice fit le choix de o'avoir pas à endosser cette respoosabilité-la. On oe refait pas

plus la jurisprudence que l'Histoire. Et pourtant, il semble qu'en se refusant le placement en milieu bospitalier de l'accusé alors même que son état nécessitait, selon les experts, une surveillance médicale constante, la justice se plaçait en porte-à-faux. A merci. Comme déjà en situation d'acharnement judiciaire sur un vieil homme. En croyant se premunir, elle s'était ligotée, seule responsable désormais de l'état de l'ac-

Dès cet instant, on sut que le proces Papon, s'il devait aller à son terme, serait strictement indexé sur le bulletin de santé de Maurice Papon. Un jour bien, un jour mal. Un jour, jugeable, l'autre, pitoyable. Un jour, au mieux de sa défense et de sa vivacité d'esprit jusqu'a, parfois,l'arrogance, un autre, vieillard.

A corps, à cœur défendant, l'accusé Papon a les moyens d'interdire le procès Papon. Il est devenu, par l'âge et ses misères, le maître des audiences. Il oscille, et nous avec, constamment, entre box des accusés et chevet. Il place la société qui a à le juger dans l'obscure culpabilité d'avoir à le tourmenter.

Situatioo inextricable. Bien sûr, on pourrait supposer, et certains le supposent et le disent, que s'exerce là une forme usuelle de défense, le chantage à la santé. Que Papon, l'bomme, irait mal quand Papon, l'accusé, se sentirait mal. Qu'au moment ou, enfin, après six semaines d'audience, oo allait évoquer les faits, les convois, les victimes, tout l'objet du procès en somme, Maurice Papon confronté à l'abominable, aurait pris un congé de justice. Comme d'autres un congé-maladie. Pour tout dire, oo o'y croit pas trop. Et, honnêtement, oo se demande si le procès Papon aura jamais lieu, jamais eu lieu.

Les marchés financiers accueillent favorablement le plan de relance économique au Japon

La Bourse de Tokyo a gagné 2,72 % mardi 18 novembre

LES MARCHES boursiers internationaux continuent à faire preuve d'une grande nervosité. Lundi 17 novembre, dopées par l'envolée historique à la Bourse de Tokyo (+7,96%), les places necidentales avaient fortement progressé, Paris gagnant 2,85 %, Francfort 3,81 % et Wall Street 1,66 %.

Mardi 18 novembre, Tokvo confirmalt son redressement spectaculaire. L'indice Nikkei des valeurs vedettes a terminé la séance en hausse de 2,72 %. Les opérateurs ont bien accueilli le plan de relance économique présenté dans la matinée par le gouvernement japonais. Centré sur la déréglementation de l'économie et un soutien au secteur funcier et jmmnbilier, ce programme comporte pas moins de 120 mesures : parmi les plus importantes, un assouplissement du marché des télécommunications, notamment dans le domaine des transmissions par satellites et des téléphones mobiles.

«L'économie japonoise n'est pas parvenue à se dégager de la période de faible croissance qui o foit suite à une période d'emballement », a souligné mardi un porte-parole du gouvernement. En 1996, le Japon

avait enregistré le taux de croissance le plus élevé de tous les grands pays industrialisés (+ 3,6 %). Mais cette reprise a avorté, l'économie étant victime à la fois des mesures de rigueur budgétaire et de la crise monétaire et boursière en Asie du Sud-Est, une région avec laquelle le Japon entretient des relations commerciales très étroites. Il y a quelques jours, le ministre des finances japonais, Hiroshi Mitsuzuka, avait lui-même reconnu que l'économie de l'archipel était « o

Le plan dévoilé mardi vise donc à relancer la deuxième économie mondiale. Il devralt etre suivi, au mnis de décembre, par l'annonce d'une série de dispositions fiscales. L'action énergique du gouvernement nippon rassure les marchés financiers, qui avaient fini par douter de la capacité de ce dernier à réagir. Leur soulagement est d'autant plus grand que, parallèlement aux me-sures de relance économique, le gouvernement japonals semble aussi déterminé à régler une fois pour toutes les difficultés du système bancaire nippon. Lundi, l'annonce de la fermeture de la Hokkaido Takushoku Bank avait été une première étape très encourageante de cette entreprise d'assainissement. Le secrétaire adjoint américain au Trésor. Lawrence Summers, avait pour sa part parlé d'« étape constructive ». Le premier ministre japonais, Ryutaro Hashimoto, a ajouté mardi qu'il envisageait de recourir à des financements publics pour venir en aide aux banques en difficulté.

RÉACTION PARADOXALE

Le plan de stimulation économique du gouvernement japonais devrait etre aussi apprécié par la Maison Blanche. Depuis plusieurs mois, Washington exhortait Tokyo à engager des réformes structurelles, à prendre des mesures de dérégementation afin d'ouvrir le marché japonais aux produits étrangers et de relancer ainsi la consommation des ménages nippons. La journée de mardi pourrait à cet égard marquer un tournant décisif et être le signe du retour de la confiance dans les milieux financiers et économiques japonais. D'autres experts se montreot plus prudents et soulignent qu'il est quelque peu paradoxal que la Bourse s'envole à

l'annonce d'une faillite bancaire majeure, qui aura pour première conséquence de détériorer davantage les finances publiques nippones.

De surcroît, si la situation donne depuis deux jours des signes d'amélioration au Japon, elle continue à se dégrader en Asie du Sud-Est. La Bourse de Hongkong a reculé de 1,69 % mardi et celle de Kuala Lumpur a perdu 6,91 %. Surtout, le won sud-coréen poursuivait sa chute, tombant à son plus bas niveau historique face au dollar. Les opérateurs ont très mal réagi au rejet, mardi par le Parlement, du train de mesures de restructuration du secteur bancaire. Cette crise politique renforce l'hypothèse selon laquelle Séoul va devoir faire appel au Fonds mooétaire international (FMI) pour l'aider à sortir de cette crise financière sans précédent. Les marchés financiers semblent persuadés que la onzième puissance économique du monde, le second membre de l'OCDE en Asie après le Japon, sera le nouveau « domino » à tomber dans la tourmente financière régionale.

Pierre-Antoine Delhommais

Le Front national ne réalise pas de percée aux élections consulaires

LE FRONT NATIONAL a raté sa tentative de percée aux élections consulaires au vu des premiers résultats du scrutin organisé lundi 17 novembre. Celui-ci visait à renouveler partiellement les membres des 162 chambres de commerce et d'industrie (CCI). 3 050 postes étaleot ainsi à pour-

Selon les résultats collectés par l'association des chambres françaises de commerce et d'industrie (ACFCI), le parti de Jean-Marie Le Pen aurait tout au plus deux élus, le premier, de façon certaine, à Evreux (Eure), le second à Béziers (Hérault) pour lequel, mardí 18 novembre, en fin de matinée,

l'ACFCI attendait confirmation. Le FN, qui n'a réussi à monter aucune liste complète, avait tou-tefois présenté 284 candidats, concentrant son effort sur les grandes villes avec 29 noms à Paris et 20 à Lyon. Sa défaite à Paris est d'autant plus spectaculaire qu'il n'obtient aucun élu. Le score du parti d'extrême droite est très inférieur aux prévisions de l'ACF-Cl. Son président, Gérard Trèmège, estimait, avant le scrutin, à une treotaine le nombre de candidats FN pouvant être élus.

Le taux de participation à ce scrutin - qui ennermait 1 494 692 électeurs - est en très légère progression par rapport au précédent de 1994 (21,7 % contre 21,5 %).

C'est dans les petites chambres de commerce et d'industrie (moins de 10 000 ressortissants) que l'on a le plus voté, avec une participation dépassant fréquemment les 30 %. En revanche, la mobilisation a été beaucoup plus faible dans les grandes chambres (plus de 30 000 ressortissants). Si Toulouse et Bordeaux afficbent des participations en baisse, à Paris, la participation a toutefois sensiblement augmenté à 11,7%, contre 9,81% en 1994 et 6% en

は国際の

Les listes d'union CNPF et CGPME obtiennent 2 638 élus sur 3 050 sieges. Les listes CGPME seule nnt 18 élus, soit un score identique aux bistes CID-UNATI, ce qui constitue pour l'organisation de Lucien Rebuffel une

contre-performance. Les listes CNPF seul oot, pour leur part, 347 élus. M. Trémège se félicitait, mardi, du faible score du Frant national. « Le Front national a roté son pari », soulignait-il. Evoquant la participation à ce scrutin, qui reste médiocre, il estimait que le système électoral était « extremement complexe ». « fi est urgent d'engager une reflexion sur la réforme de ce système », souli-

Caroline Monnot

POUR SE PROJETER EN L'AN 2002, ILY A LES PETITS HOMMES VERTS. NOUS VOUS CONSEILLONS PLUTÔT DÈS MAINTENANT NOS SICAV EURO BNP.



TOUTE LA BOURSE EN DIRECT 3615 LEMONDE BOURSE Cours relevés le mardi 18 novembre, à 10 h 15 (Paris)

FERMETURE DES PLACES ASIATIQUES	
Totyo Nikkei 16725.57 • 2.72	
Honk Kong index 10245.18 -1,68	- 23,84
Tokyo. Nikkei sur 3 m	DIR.
7677.75	726,571
maco L	<u> </u>
TATAL TO THE PARTY OF THE PARTY	, ,
AND AND ADDRESS OF THE PARTY OF	i i '
11000	
TIGLACES	٦/
أ ا ا ا ا ا	1.
1300.004 P. A.	(T)
A Company of the comp	- BOY 4
The state of the contract of t	

OUVERTURE DES PLACES EUROPÉENINES						
	Cours au 12/11	Var. en %	Var.er. % Sr se			
Paris CAC 40	2759,30	-0,12	-19,67			
Amsterdam CBS	875,29	-0,20	+ 35,03			
Bruxelles Francfort Day 30	15139	+ 0,02	- 42,21			
Irlande ISEO	3700,47	-0,03	-35,77			
Londres FT 100	4867	1-4	+;8,17			
Madnd litex 35						
Milan MIB 30	22539	+0,05	+45,53			
Zurich SM1	S\$59,90	- 0,09	-41/34			

Tirage du *Monde* daté mardi 18 novembre : 545 343 exemplaires

A la BNP, nous pensons qu'il n'est pas trop tôt pour se préparer à l'EURO. A partir de 1999, les cotations bo